

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat
132.159.1	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune

- 132.21            Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23            Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

#### **14**                    ***Droit de cité, établissement, séjour***

##### *141                    Droit de cité*

- 141.1            Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11           Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

##### *142                    Etablissement et séjour*

- 142.11            Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111.           Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41            Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411           Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

##### *143                    Papiers d'identité, légalisation des signatures*

- 143.12            Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21            Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31            Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

##### *144                    Insertion des étrangers*

- 144.1            Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

#### **15**                    ***Droits fondamentaux***

- 151.1            Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21            Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

#### **16**                    ***Droits politiques***

- 161.1            Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques
- 161.11            Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999

---

161.15	Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs
161.19	Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

## **17                    *Autorités***

### *170                    Dispositions générales*

170.31	Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982
170.41	Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
170.411	Ordonnance du 7 avril 1988 sur la protection des données à caractère personnel
170.412	Arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura et du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel des 25 février et 5 mars 2014 fixant le tarif des émoluments perçus par le préposé à la protection des données et de la transparence (Tarif des émoluments CPDT-JUNE)
170.42	Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé
170.421	Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé
170.51	Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles
170.511	Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel
170.513	Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel
170.514	Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
170.61	Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française
170.71	Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille
170.801.1	Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
170.812	Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
170.91	Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

### *171                    Parlement*

171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 16 décembre 1998

171.216	Arrêté du Parlement du 3 décembre 2014 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 18 décembre 2015 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2016-2020
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.215	Ordonnance du 10 janvier 2006 portant délégation au DEE de la conclusion de mandats et d'accords de prestation avec la Confédération relatifs à la réalisation de la mensuration officielle
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.111.217	Ordonnance du 8 novembre 2016 désignant le service cantonal de coordination en matière de disparitions forcées
172.21	Loi du 17 décembre 2014 relative au calcul des prestations de l'Etat sujettes à compensation
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.61	Loi du 27 avril 2017 concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.01	Ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.02	Ordonnance du 4 février 2014 concernant la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions
173.411.1	Décret du 18 décembre 2013 fixant les traitements des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières
173.411.21	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat
174.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.441	Directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers

173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 22 avril 1997 concernant les indemnités de repas versées au personnel de la section entretien du Service des ponts et chaussées
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement
173.461.916	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant l'indemnisation des membres de commissions et des mandataires extérieurs rattachés à l'Institut agricole du Jura
173.462	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients de service
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Décret du 12 février 1981 sur la Caisse de pensions des membres du Gouvernement
174	<i>Marchés publics</i>
174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics
175	<i>Procédure et juridiction administratives</i>
175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)

# TABLE DES MATIERES

## 1 Etat, peuple, autorités

### 176 *Emoluments*

- 176.11 Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
- 176.21 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.1 Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.2 Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.3 Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.4 Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
- 176.210.5 Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.6 Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.7 Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.8 Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.9 Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.10 Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2014 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.11 Arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2015 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.331 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
- 176.412 Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
- 176.421 Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
- 176.481 Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes et le contrôle des animaux avant abattage
- 176.511 Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires

### 178 *Service de renseignements juridiques*

- 178.1 Arrêté du Parlement du 1<sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques

178.11            Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

**18                    *Organisation judiciaire, avocats et notaires***

**181                    *Organisation judiciaire générale***

181.1            Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000  
181.111          Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel  
181.112          Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

**182                    *Autorités judiciaires***

182.11            Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000  
182.12            Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal  
182.21            Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000  
182.34            Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes  
182.35            Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme  
182.351          Ordonnance du 24 juin 2015 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer  
182.41            Règlement du Ministère public du 10 janvier 2011  
182.51            Loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs  
182.61            Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

**186                    *Indemnités journalières et de déplacement***

186.1            Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

**187                    *Dévolution judiciaire***

187.1            Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

**188                    *Avocats***

188.11            Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat  
188.211          Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat  
188.41            Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats  
188.61            Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat



---

<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 24 mai 2016 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rectification et l'abornement des limites communales
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale



# Loi concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts

du 11 septembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 109 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Pour le service administratif de district, le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en trois districts, à savoir<sup>2)</sup> :

1.<sup>3)4)</sup> Le district de Delémont, ayant pour chef-lieu Delémont et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                |
|------------------------|----------------|
| 1. Commune municipale  | de Boécourt    |
| 2. Commune municipale  | de Bourrignon  |
| 3. Commune municipale  | de Châtillon   |
| 4. Commune mixte       | de Courchapoix |
| 5. Commune municipale  | de Courrendlin |
| 6. Commune mixte       | de Courroux    |
| 7. Commune mixte       | de Courtételle |
| 8. Commune municipale  | de Delémont    |
| 9. Commune mixte       | de Develier    |
| 10. Commune mixte      | d'Ederswiler   |
| 11. Commune mixte      | de Haute-Sorne |
| 12. Commune mixte      | de Mervelier   |
| 13. Commune mixte      | de Mettembert  |
| 14. Commune mixte      | de Movelier    |
| 15. Commune mixte      | de Pleigne     |
| 16. Commune mixte      | de Rebeuvelier |
| 17. Commune mixte      | de Rossemaison |
| 18. Commune mixte      | de Saulcy      |
| 19. Commune municipale | de Soyhières   |
| 20. Commune mixte      | de Val Terbi   |
| 21. Commune mixte      | de Vellerat    |

2.<sup>2)</sup> Le district des Franches-Montagnes, ayant pour chef-lieu Saignelégier et comprenant les communes suivantes :

- |                       |                          |
|-----------------------|--------------------------|
| 1. Commune municipale | du Bémont                |
| 2. Commune municipale | des Bois                 |
| 3. Commune municipale | des Breuleux             |
| 4. Commune mixte      | de la Chaux-des-Breuleux |
| 5. Commune municipale | des Enfers               |
| 6. Commune mixte      | des Genevez              |

- |                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| 7. Commune municipale  | de Lajoux       |
| 8. Commune mixte       | de Montfaucon   |
| 9. Commune mixte       | de Muriaux      |
| 10. Commune municipale | du Noirmont     |
| 11. Commune mixte      | de Saignelégier |
| 12. Commune municipale | de Saint-Brais  |
| 13. Commune municipale | de Soubey       |

3. <sup>2)3)4)</sup> Le district de Porrentruy, ayant pour chef-lieu Porrentruy et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                  |
|------------------------|------------------|
| 1. Commune mixte       | d'Alle           |
| 2. Commune mixte       | de La Baroche    |
| 3. Commune mixte       | de Basse Allaine |
| 4. Commune mixte       | de Beurnevésin   |
| 5. Commune mixte       | de Boncourt      |
| 6. Commune mixte       | de Bonfol        |
| 7. Commune mixte       | de Bure          |
| 8. Commune mixte       | de Clos du Doubs |
| 9. Commune mixte       | de Coeuve        |
| 10. Commune mixte      | de Cornol        |
| 11. Commune mixte      | de Courchavon    |
| 12. Commune mixte      | de Courgenay     |
| 13. Commune mixte      | de Courtedoux    |
| 14. Commune mixte      | de Damphreux     |
| 15. Commune mixte      | de Fahy          |
| 16. Commune mixte      | de Fontenais     |
| 17. Commune mixte      | de Grandfontaine |
| 18. Commune mixte      | de Haute-Ajoie   |
| 19. Commune mixte      | de Lugnez        |
| 20. Commune municipale | de Porrentruy    |
| 21. Commune mixte      | de Vendlincourt  |

**Art. 2** Le territoire des diverses communes est déterminé par leurs plans cadastraux.

**Art. 3** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts est abrogé.

**Art. 4** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

**Art. 5** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Delémont, le 11 septembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude  
Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 6 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018



# Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale

du 27 avril 2016

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** Le présent décret constitue la réglementation d'exécution de loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[1](#)</sup>.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Délibérations du Gouvernement

**Séances et convocations** **Art. 3** <sup>1</sup> En dehors des vacances qu'il définit, le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

<sup>2</sup> Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

**Publicité** **Art. 4** Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

**Préparation et présidence des séances** **Art. 5** <sup>1</sup> Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

<sup>2</sup> Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres  
participants

**Art. 6** <sup>1</sup> Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Des employés de l'administration cantonale et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances.

Quorum

**Art. 7** La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.

Procédure de  
vote

**Art. 8** <sup>1</sup> Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide.

<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations et l'engagement du personnel.

<sup>3</sup> Les membres absents ne peuvent pas voter.

Majorité

**Art. 9** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins.

<sup>2</sup> Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage.

<sup>3</sup> Les nominations et l'engagement du personnel ont lieu à la majorité absolue des membres présents.

Procédures  
spéciales

**Art. 10** <sup>1</sup> Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure.

<sup>2</sup> Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Procès-verbal

**Art. 11** <sup>1</sup> Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant.



<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.

Signature

**Art. 12** <sup>1</sup> Les ordonnances qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique en principe aux décisions du Gouvernement.

<sup>2</sup> Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du  
Gouvernement

**Art. 13** Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent chapitre en se donnant un règlement.

Réserve du  
Code de  
procédure  
administrative

**Art. 14** Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> sont réservées.

### **CHAPITRE III : Organisation des départements et de la Chancellerie d'Etat**

Départements

**Art. 15** <sup>1</sup> Les cinq départements sont les suivants :

- a) le Département de l'économie et de la santé;
- b) le Département de l'environnement;
- c) le Département des finances;
- d) le Département de la formation, de la culture et des sports;
- e) le Département de l'intérieur.

<sup>2</sup> Ils comprennent les unités administratives qui exercent les tâches relevant de leurs domaines. Pour le surplus, le Gouvernement répartit les unités administratives conformément à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Chancellerie  
d'Etat

**Art. 16** La Chancellerie d'Etat comprend notamment la Chancellerie proprement dite et le Secrétariat du Parlement.

## CHAPITRE IV : Unités administratives

### SECTION 1 : Dispositions générales

Siège des unités administratives

**Art. 17** Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions particulières du présent décret, les unités administratives ont leur siège à Delémont.

Secrétariat

**Art. 18** <sup>1</sup> Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat et la gestion financière de certaines unités administratives.

### SECTION 2 : Service de l'action sociale

Attributions

**Art. 19** Le Service de l'action sociale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;
- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- l) organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé publique;
- m) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 20** La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale.

### **SECTION 3 : Office des assurances sociales**

Attributions **Art. 21** L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- c) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- d) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- e) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage; surveillance des agences communales AVS;
- f) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- g) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 22** L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions **Art. 23** A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

### **SECTION 4 : Chancellerie proprement dite**

Attributions **Art. 24** La Chancellerie proprement dite a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- c) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- d) protocole;
- e) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- f) secrétariat du Gouvernement;
- g) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- h) publication du Journal officiel;

- i) tâches relatives aux affaires fédérales et confédérales;
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 25** Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie proprement dite.

## **SECTION 5 : Service de la consommation et des affaires vétérinaires**

Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des denrées alimentaires;
- c) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- d) traitement des affaires vétérinaires confiées par la législation;
- e) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- f) gestion de la Caisse des épizooties;
- g) collaboration avec la Fondation rurale interjurassienne;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal dépendent du Service de la consommation et des affaires vétérinaires et exercent, de manière indépendante, les attributions que leur confère la législation.

## **SECTION 6 : Service des contributions**

Subdivisions

**Art. 27** Le Service des contributions comprend :

- a) la Direction;
- b) la Section des personnes physiques;
- c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- d) la Section de gestion et de coordination;
- e) les Recettes et Administrations de district.

Attributions

**Art. 28** Le Service des contributions a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale;
- c) développement et gestion de l'outil informatique lié au service;

- d) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité;
- e) mise en place des mesures et des structures de lutte contre la fraude fiscale;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 29** Au Service des contributions sont adjointes :

- a) la Commission des recours en matière d'impôts;
- b) la commission d'estimation en matière d'impôts.

## Direction

**Art. 30** La Direction a les attributions suivantes :

- a) direction, organisation et surveillance des unités administratives;
- b) lutte contre la fraude fiscale par l'unité de lutte contre la fraude fiscale (révisorat et rappel d'impôt);
- c) représentation de l'Etat dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- d) développement, gestion de l'outil informatique et extraction de données par l'unité de projets;
- e) traitement des remises d'impôt;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
personnes  
physiques

**Art. 31** La Section des personnes physique a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) fixation et exécution du droit au remboursement de l'impôt anticipé;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Bureau des  
personnes  
morales et des  
autres impôts

**Art. 32** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) taxation pour la perception des autres impôts : impôt de succession et de donation, impôt sur les gains immobiliers, impôt à la source, impôts communaux (partages);
- d) évaluations officielles;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 33** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.

Section de  
gestion et de  
coordination

**Art. 34** La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :

- a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;
- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) contrôle et saisie centralisée des mutations (registre des contribuables), enregistrement et scannage des données de taxation;
- d) exploitation de l'environnement informatique existant en collaboration avec le Service de l'informatique et l'unité de projets;
- e) planification, exploitation et suivi des traitements informatiques;
- f) conception et analyse des statistiques du service et coordination des extractions de données;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Recettes et  
Administrations  
de district

**Art. 35** <sup>1</sup> Une Recette et Administration de district est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) encaissement et recouvrement des créances de l'Etat, sous réserve de dispositions légales particulières;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) surveillance des procédures de scellés et conduite des procédures d'inventaire;
- d) exécution des mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité;
- e) visites des études de notaires;
- f) octroi de permis de jeu;
- g) réception des demandes, préparation et transfert de la demande en matière de remise d'impôt;
- h) consignation des loyers;
- i) gestion administrative du Service de renseignements juridiques;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

<sup>4</sup> Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif. Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens et le chef du département auquel le Service des contributions est rattaché en assume la surveillance.

## SECTION 7 : Contrôle des finances

### Statut

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, rattaché administrativement au département des finances.

<sup>2</sup> Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission parlementaire de gestion et des finances.

<sup>3</sup> Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

### Surveillance

**Art. 37** <sup>1</sup> En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- b) du Gouvernement et des départements pour les contrôles courants des unités administratives, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

<sup>2</sup> La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

### Attributions

**Art. 38** Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les unités administratives;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;

- d) contrôle de l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la révision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission de gestion et des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, les comptes de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le délégué aux affaires communales dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

Liaison avec la  
commission  
de gestion et  
des finances

**Art. 39** Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission de gestion et des finances.

## SECTION 8 : Office de la culture

Attributions

**Art. 40** L'Office de la culture a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;
- c) protection des monuments historiques;
- d) protection du patrimoine archéologique et paléontologique;
- e) protection des biens culturels et du patrimoine rural;
- f) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;
- g) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;
- h) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;
- i) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;
- j) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;
- k) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;



- l) contribution aux échanges culturels;
- m)<sup>8)</sup> conservation, acquisition et mise en valeur des collections de sciences naturelles à des fins de formation, de recherche et d'animation;
- n) relations avec les musées jurassiens;
- o) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 41** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions

**Art. 42<sup>8)</sup>** A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission des affaires culturelles;
- b) la commission des archives;
- c) la commission des arts visuels;
- d) la commission des bibliothèques;
- e) la commission de la culture;
- f) la commission des musées;
- g) la commission du patrimoine archéologique et paléontologique;
- h) la commission du patrimoine historique.

## **SECTION 9 : Service du développement territorial**

Attributions

**Art. 43** Le Service du développement territorial a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) coordination des politiques publiques à incidences spatiales;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections;
- e) élaboration des objectifs, suivi de la mise en œuvre et promotion du développement durable, en collaboration avec les services concernés;
- f) élaboration des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Subdivisions

**Art. 44** Le Service du développement territorial comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section de l'aménagement du territoire;
- b) la Section des permis de construire;
- c) la Section du cadastre et de la géoinformation;
- d) la Section de la mobilité et des transports;
- e) la Section de l'énergie.

Section de  
l'aménagement  
du territoire

**Art. 45** La Section de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) responsabilité et coordination de l'aménagement cantonal;
- b) examen et décisions en matière d'aménagement régional et local;
- c) examen des projets situés hors de la zone à bâtir;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
permis de  
construire

**Art. 46** La Section des permis de construire a les attributions suivantes :

- a) traitement des demandes de permis de construire relevant de la compétence du Canton;
- b) ratification des dérogations à la réglementation communale;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) contrôle des prescriptions de la législation fédérale et cantonale sur l'énergie dans le domaine des permis de construire, en collaboration avec la Section de l'énergie;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section du  
cadastre et de la  
géoinformation

**Art. 47** La Section du cadastre et de la géoinformation a les attributions suivantes :

- a) organisation, surveillance et vérification de la mensuration officielle et de sa mise à jour;
- b) organisation et exploitation de l'infrastructure cantonale de données géographiques et diffusion de ces données;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de la  
mobilité et des  
transports

**Art. 48** La Section de la mobilité et des transports a les attributions suivantes :

- a) planification stratégique des transports en commun et individuels ainsi que des mobilités douces;
- b) négociation des prestations et des horaires des transports publics;
- c) promotion des transports publics et des instruments d'intermodalité;
- d) gestion des concessions et autorisations cantonales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'énergie

**Art. 49** La Section de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) suivi de la mise en œuvre des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- b) collaboration avec l'ensemble des acteurs de la politique énergétique;
- c) accompagnement des projets de production d'énergie indigène;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 50** Au Service du développement territorial sont adjointes :

- a) la commission consultative pour l'aménagement du territoire;
- b) la commission des paysages et des sites;
- c) la commission technique des transports;
- d) la conférence des transports.

## **SECTION 10 : Economat cantonal**

## Attributions

**Art. 51** L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- c) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- d) multigraphie;
- e) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- f) librairie scolaire;
- g) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 11 : Service de l'économie et de l'emploi**

## Attributions

**Art. 52** Le Service de l'économie et de l'emploi a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration du programme de développement économique;
- c) élaboration et réalisation des programmes de mise en œuvre (entreprises, tourisme et politique régionale);
- d) application de la législation sur la politique régionale;
- e) mesures visant à soutenir le développement des entreprises existantes conformément aux législations fédérale et cantonale;
- f) mesures visant à rechercher et à favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- g) mesures visant à soutenir le développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) en collaboration avec le département auquel il est rattaché, conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- i) exécution des législations sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail), sur les activités économiques (inspection), sur les poids et les mesures (inspection) et sur l'assurance-chômage;

- j) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones d'activités;
- k) préavis sur les conventions collectives de travail;
- l) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- m) contrôle des prix et autres mesures visant à la protection des consommateurs;
- n) contrôle au sens de la législation sur le travail au noir;
- o) traitement des demandes d'autorisation de travailler en matière de main-d'œuvre étrangère;
- p) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- q) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- r) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- s) collaboration avec l'Office de l'environnement dans le cadre de la commercialisation du bois;
- t) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 53** Au Service de l'économie et de l'emploi sont adjointes :

- a) la commission consultative pour le développement de l'économie;
- b) la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux et de placement;
- c) la commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations<sup>4)</sup>.

## SECTION 12 : Service de l'économie rurale

## Attributions

**Art. 54** Le Service de l'économie rurale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) collaboration avec l'Office de l'environnement;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 55** Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) les commissions d'experts.

## SECTION 13 : Centre jurassien d'enseignement et de formation

- Attributions** **Art. 56** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a les attributions suivantes :
- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
  - b) dispensation de l'enseignement de niveau secondaire II pour les filières de formation à plein temps en école ou dans le cadre d'apprentissage en alternance et de niveau tertiaire, à l'exclusion de l'enseignement incombant aux hautes écoles;
  - c) formation des adultes;
  - d) coordination avec le Service de l'enseignement, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire ainsi que le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
  - e) toute autre attribution conférée par la législation.
- Commissions** **Art. 57** Les commissions de division sont adjointes au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

## SECTION 14 : Service de l'enseignement

- Attributions** **Art. 58** Le Service de l'enseignement a les attributions suivantes :
- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
  - b) administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles primaires et secondaires;
  - c) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
  - d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
  - e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
  - f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
  - g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
  - h) coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;

- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil,  
commissions et  
conférences

**Art. 59** Au Service de l'enseignement sont adjoints :

- a) le Conseil scolaire;
- b) la commission de l'enseignement;
- c) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- d) la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire et des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- e) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- f) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

## **SECTION 15 : Office de l'environnement**

Attributions

**Art. 60** L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- d) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- e) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- f) gestion et surveillance des forêts de l'Etat, sous réserve de l'article 28a de la loi sur les forêts<sup>5)</sup>;
- g) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- h) surveillance des gravières et des carrières;
- i) administration de la régie des mines;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

**Art. 61** A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

Arrondissement  
forestier

**Art. 62** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.

<sup>2</sup> Ce dernier a les attributions suivantes :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- d) collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- e) participation à l'aménagement forestier;
- f) collaboration à l'exercice de la police forestière;
- g) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- h) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- i) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- j) vulgarisation forestière;
- k) contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

**Art. 63** L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

## **SECTION 16 : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire**

Attributions

**Art. 64** Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- c) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- d) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- e) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- f) coordination avec le Service de l'enseignement, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- g) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;

- h) suivi du parcours de formation des étudiants jurassiens;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
bourses et prêts  
d'études

**Art. 65** <sup>1</sup> La Section des bourses et prêts d'études est rattachée administrativement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) application de la législation concernant les subsides de formation;
- b) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil et  
commissions

**Art. 66** Au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire sont adjoints :

- a) le Conseil de la formation;
- b) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;
- c) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;
- d) la commission de maturité gymnasiale.

## SECTION 17 : Service de l'information et de la communication

Attributions

**Art. 67** Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;
- c) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- d) relations ordinaires avec les médias;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- f) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- g) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;
- h) établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- i) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;



- j) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 18 : Service de l'informatique**

### Attributions

**Art. 68** Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) proposition et mise en œuvre de la politique informatique de l'Etat;
- c) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- d) conseils aux organes de l'administration en matière d'automatisation des processus et d'informatique;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 19 : Service des infrastructures**

### Attributions

**Art. 69** Le Service des infrastructures a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) négociation et exécution des contrats de prestations dans le domaine des routes nationales;
- c) exercice de la police des routes;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections.

### Subdivisions

**Art. 70** Le Service des infrastructures comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section des bâtiments et des domaines;
- b) la Section des constructions routières;
- c) la Section de l'entretien des routes;
- d) la Section des équipements d'exploitation et de sécurité.

### Section des bâtiments et des domaines

**Art. 71** La Section des bâtiments et des domaines a les attributions suivantes :

- a) gestion du patrimoine immobilier de l'Etat, à l'exclusion des forêts;
- b) planification de l'implantation des entités de la fonction publique cantonale (administration, écoles, autorités judiciaires);
- c) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
constructions  
routières

**Art. 72** La Section des constructions routières a les attributions suivantes :

- a) construction des routes cantonales;
- b) exécution des tâches confiées par la Confédération dans le domaine de la construction des routes nationales;
- c) surveillance de la construction des routes communales subventionnées par l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'entretien des  
routes

**Art. 73** La Section de l'entretien des routes a les attributions suivantes :

- a) entretien des routes cantonales;
- b) exécution des tâches confiées par la Confédération ou toute autre entité dans le domaine de l'entretien des routes nationales;
- c) surveillance de l'entretien des routes communales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
équipements  
d'exploitation  
et de sécurité

**Art. 74** La Section des équipements d'exploitation et de sécurité a les attributions suivantes :

- a) réalisation des équipements d'exploitation et de sécurité;
- b) exploitation et maintenance de ces équipements;
- c) exécution des tâches confiées par la Confédération ou toute autre entité dans le domaine de l'entretien des routes nationales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 20 : Service juridique**

Attributions

**Art. 75** Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;
- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger, sous réserve de dispositions légales particulières;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) à la demande du département auquel est rattaché le Service du registre foncier et du registre du commerce, surveillance administrative de ce dernier;

- g) tâches de l'autorité de surveillance des fondations ressortissant au Canton;
- h) surveillance des notaires;
- i) exécution des peines;
- j) exécution des tâches relevant de l'assistance de probation;
- k) relations avec le casier judiciaire fédéral;
- l) gestion des établissements de détention;
- m) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- n) instruction des recours au Gouvernement;
- o) présidence de la commission foncière rurale;
- p) décisions d'indemnisation LAVI;
- q) secrétariat de la Chambre des avocats;
- r) exécution des tâches liées aux commissions de conciliation en matière de bail et approbation des formules officielles en la matière;
- s) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

**Art. 76** La commission cantonale d'estimation foncière est adjointe au Service juridique.

## **SECTION 21 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Attributions

**Art. 77** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) psychologie scolaire;
- c) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;
- d) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 78** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.

Commission

**Art. 79** La commission d'orientation scolaire et professionnelle est adjointe au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## SECTION 22 : Secrétariat du Parlement

### Attributions

**Art. 80** Le Secrétariat du Parlement a les attributions suivantes :

- a) secrétariat des séances plénières du Parlement, du président, du bureau et des commissions parlementaires;
- b) service de la documentation à l'intention du Parlement, en collaboration avec le Service de l'information et de la communication;
- c) transmission au Parlement des documents fournis par le Gouvernement et l'administration;
- d) rédaction du compte rendu des délibérations du Parlement;
- e) comptabilité du Parlement;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 23 : Police cantonale

### Compétences du Gouvernement

**Art. 81** Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.

### Attributions

**Art. 82** La police cantonale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) maintien de la sécurité et de l'ordre publics;
- c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives;
- d) formation des membres de la police cantonale;
- e) réponse aux appels de caractère urgent par un service de police-secours;
- f) maintien d'un lien continu avec la population par un service de police de proximité;
- g) police de la circulation;
- h) police judiciaire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

### Etat-major

**Art. 83** <sup>1</sup> La police cantonale dispose d'un état-major, dont la composition est fixée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> L'état-major a les attributions suivantes :

- a) conseil et aide au commandant de la police cantonale;
- b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale;
- c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Commande-  
ment

**Art. 84** Le commandant de la police cantonale dirige le service.

Section de la  
protection de la  
population et de  
la sécurité

**Art. 85** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

1. Protection de la population :
  - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
  - b) secours en cas de catastrophe.
2. Protection civile :
  - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
  - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
  - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;
  - d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
  - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;
  - f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
  - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
3. Affaires militaires :
  - a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
  - b) commandement d'arrondissement;
  - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
  - d) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Elle a son siège à Alle.

## **SECTION 24 : Service de la population**

Attributions

**Art. 86** Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;

- c) surveillance administrative de l'Office de l'état civil;
- d) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- e) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- f) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- g) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- h) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgeoisies;
- i) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- j) intégration des étrangers et lutte contre le racisme;
- k) tenue du registre cantonal des habitants;
- l) établissement des passeports et des cartes d'identité;
- m) légalisation des actes officiels;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

Office de l'état civil

**Art. 87** <sup>1</sup> L'Office de l'état civil est rattaché administrativement au Service de la population.

<sup>2</sup> Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

## SECTION 25 : Office des poursuites et faillites

Office des poursuites et faillites

**Art. 88** <sup>1</sup> Un office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

<sup>2</sup> Chaque office est dirigé par un préposé.

<sup>3</sup> Les offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

<sup>4</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement des offices des poursuites et faillites.

Registre de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété

**Art. 89** <sup>1</sup> Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'office des poursuites et faillites.

<sup>2</sup> La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

## SECTION 26 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

### Attributions

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches attribuées à l'autorité de protection de l'adulte et à l'autorité de protection de l'enfant en vertu de la législation fédérale;
- c) mesures relatives à la conservation des titres, objets de valeur, documents importants et autres objets semblables des personnes protégées;
- d) surveillance du placement de l'argent comptant des personnes protégées;
- e) tenue du registre des tutelles, des curatelles et des mesures de placement à des fins d'assistance, ainsi que le registre des comptes de tutelle et de curatelle;
- f) dépôt de la requête tendant à la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse<sup>2</sup>;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Sa composition et son fonctionnement sont réglés par une loi spéciale.

## SECTION 27 : Service du registre foncier et du registre du commerce

### Organisation

**Art. 91** <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

<sup>2</sup> Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

### Attributions

<sup>3</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

## SECTION 28 : Service des ressources humaines

### Attributions

**Art. 92** Le Service des ressources humaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;

- b) mise en œuvre de la politique du personnel de l'Etat;
- c) conseil et suivi des collaborateurs;
- d) gestion des ressources humaines : gestion prévisionnelle du personnel, inventaire des postes, recrutement du personnel, gestion des performances, développement des compétences, gestion de l'évolution professionnelle, rémunération et évaluation des fonctions, personnalisation des conditions de travail, mesures de santé et sécurité au travail, gestion du réseau interne;
- e) traitement et versement des salaires, gestion des assurances sociales et des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'accidents, exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- f) coordination des procédures juridiques, notamment traitement des recours, des licenciements;
- g) analyses et propositions en vue de l'organisation de l'ensemble des unités administratives de l'administration cantonale, notamment lors de réorganisations, d'études de regroupement ou de collaboration;
- h) relations avec les partenaires sociaux;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 29 : Service de la santé publique**

### Attributions

**Art. 93** Le Service de la santé publique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) organisation et coordination du système sanitaire;
- c) surveillance des établissements hospitaliers et des autres institutions de soins;
- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;
- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers et d'autres institutions de soins;
- f) secrétariat du médecin cantonal et du pharmacien cantonal;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

### Médecin cantonal

**Art. 94** Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers et autres institutions de soins;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.



Pharmacien  
cantonal

**Art. 95** Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Administrateur  
des unités  
de soins  
psychiatriques

**Art. 96** <sup>1</sup> L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé publique.

<sup>2</sup> Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil de la  
santé publique

**Art. 97** Au Service de la santé publique sont adjoints :

- a) le Conseil de la santé publique;
- b) la commission du service médical et dentaire scolaire.

### SECTION 30 : Office des sports

Attributions

**Art. 98** L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) orientation et information en matière de sport;
- c) inspection des installations d'éducation physique et promotion du sport scolaire facultatif;
- d) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- e) examen des demandes d'aide financière;
- f) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- g) gestion du matériel sportif;
- h) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;

- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 99** L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

Commissions

**Art. 100** A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

### **SECTION 31 : Trésorerie générale**

Attributions

**Art. 101** La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

### **SECTION 32 : Office des véhicules**

Attributions

**Art. 102** L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## CHAPITRE V : Délégués

Délégués

**Art. 103** <sup>1</sup> Un poste de délégué est créé dans les domaines suivants :

- a) affaires communales;
- b) égalité entre femmes et hommes;
- c) coopération et développement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale et de l'alinéa 3, le Gouvernement définit le rattachement du poste de délégué à un département, à la Chancellerie d'Etat, à un service ou à un office, les tâches découlant de la législation cantonale confiées à celui-ci ainsi que la mise à disposition de personnel.

<sup>3</sup> La personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes est rattachée à un département ou à la Chancellerie d'Etat.

<sup>4</sup> Le rattachement des postes de délégués est fixé dans l'arrêté prévu à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoires et finales

Adaptation de la  
dénomination  
des  
départements

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la dénomination des départements prévue dans la législation ne correspond pas à celle fixée à l'article 15, alinéa 1, du présent décret, ladite dénomination des départements est remplacée d'office par les termes "département auquel est rattaché" suivis du nom de l'unité administrative compétente à raison de la matière.

<sup>2</sup> Dans la législation portant sur la justice, les termes "Département de la Justice" sont remplacés par "département chargé des relations avec les autorités judiciaires".

Compétences  
des  
départements à  
raison de la  
matière

**Art. 105** Les tâches que la législation confie à un département sont exercées par le département qui comprend l'unité administrative compétente à raison de la matière ou, à défaut, par celui défini par le Gouvernement, conformément à l'article 32, alinéa 1, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 106** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 107** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> du présent décret.

Delémont, le 27 avril 2016

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anne Roy-Fridez  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 172.11](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RSJU 611](#)

4) [RS 220](#)

5) [RSJU 921.11](#)

6) Toutes les dispositions sauf l'article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> août 2016  
Article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> janvier 2017

7) [RS 210](#)

8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017

# Loi concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique

du 26 avril 2017

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 83, alinéa 1, lettre b, et 128 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Objet	<b>Article premier</b> La présente loi règle la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Principe	<b>Art. 3</b> Le Gouvernement peut, aux conditions de la présente loi, participer à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique au sens des articles 620 et suivants et 762 du Code des obligations <sup>2)</sup> (dénommée ci-après : "la société").
Siège	<b>Art. 4</b> La société a son siège dans le canton du Jura.
But de la société	<b>Art. 5</b> La société fournit des services en matière d'informatique selon les principes de l'économie de marché. Elle peut accomplir tous les actes juridiques compatibles avec son but.
Participation de l'Etat	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> L'Etat dispose au minimum de la majorité absolue du capital-actions et des voix pouvant être exprimées à l'assemblée générale. L'alinéa 5 est réservé.</p> <p><sup>2</sup> S'agissant des apports à fournir par l'Etat, une autorisation de dépenses doit être demandée auprès de l'autorité compétente.</p> <p><sup>3</sup> Les droits de participation de l'Etat à la société sont affectés au patrimoine administratif.</p>

<sup>4</sup> L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de dépenses décide de l'acquisition d'autres parts de la société.

<sup>5</sup> Le Gouvernement statue sur l'aliénation de parts de l'Etat. Il peut déroger à l'alinéa premier en aliénant tout ou partie du capital-actions à un ou plusieurs autres cantons; en cas d'aliénation partielle, la majorité absolue du capital-actions et des voix pouvant être exprimées à l'assemblée générale doit demeurer en mains de l'Etat et de ces cantons.

Exercice des  
droits  
d'actionnaire et  
représentation  
au conseil  
d'administration

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce les droits et assume les obligations de l'Etat envers la société conformément au droit des sociétés anonymes.

<sup>2</sup> En particulier, il statue sur la désignation et la révocation des représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration de la société conformément aux statuts.

Information

**Art. 8** Les représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration informent le Gouvernement de manière appropriée sur les affaires de la société.

Référendum  
facultatif

**Art. 9** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 10** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 avril 2017

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anne-Roy-Fridez  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> [RSJU 101](#)

<sup>2)</sup> [RS 220](#)

<sup>3)</sup> 1<sup>er</sup> juillet 2017

## Règlement sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières

du 2 décembre 2014

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura*

vu les articles 16 et 19 du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1)</sup>,

arrête :

Principe	<b>Article premier<sup>2)</sup></b> Les fonctions soumises à la législation sur le personnel de l'Etat et les tâches particulières sont évaluées à l'aide du système d'évaluation des fonctions appelé EVALUATION.JU, annexé au présent règlement.
Critères d'évaluation	<p><b>Art. 2<sup>4)</sup></b> <sup>1</sup> L'évaluation porte sur les exigences et les charges des domaines intellectuel, psychosocial, physique et de responsabilité de la fonction ou de la tâche particulière.</p> <p><sup>2</sup> Ces domaines sont pondérés comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– domaine intellectuel : 67 %;</li> <li>– domaine psychosocial : 13 %;</li> <li>– domaine physique : 7 % et</li> <li>– domaine de la responsabilité : 13 %.</li> </ul>
Abrogation	<b>Art. 3</b> L'arrêté du 5 mars 1985 concernant la classification des emplois de la fonction publique est abrogé.
Droit transitoire	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'évaluation selon EVALUATION.JU, les classifications de fonctions de l'administration cantonale fondées sur l'arrêté du 5 mars 1985 restent valables.</p> <p><sup>2</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'évaluation selon EVALUATION.JU, la rémunération des enseignants de la scolarité obligatoire en possession de tous les titres requis est fixée comme il suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) pour les enseignants de l'école enfantine, au 95% de la classe 12;</li> <li>b) pour les enseignants primaires, en classe 12;</li> </ul>

- c) pour les enseignants du secondaire I, en classe 17.

<sup>3</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur des évaluations de fonctions selon le système EVALUATION.JU, les enseignants de la scolarité obligatoire qui dispensent des leçons d'enseignement spécialisé et qui sont au bénéfice d'une formation spécifique sanctionnée par un titre complémentaire reconnu dans ce domaine, qui n'est pas une composante de leur certificat d'aptitudes pédagogiques, perçoivent une allocation spéciale de 9'395.40 francs à l'école primaire, respectivement de 3'046.80 francs à l'école secondaire, au pro rata du nombre de leçons dispensées.

<sup>3bis</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'évaluation selon EVALUATION.JU, les rétributions particulières dans les écoles ressortissant au Service de l'enseignement sont fixées comme il suit :

- a) Prestations ressortissant au programme d'éducation sexuelle ou à l'alimentation : selon la classe 12 de l'échelle des traitements, pour une personne au bénéfice de la formation requise;
- b) Musicothérapie : Fr. 80.- par leçon;
- c) Psychomotricité : selon la classe 16 de l'échelle des traitements de l'Hôpital du Jura, pour une personne au bénéfice de la formation requise;
- d) Cours facultatifs et cours en immersion : rémunération identique à celle d'un enseignant du degré concerné, pour une personne au bénéfice de la formation requise;
- e) Suppléance : Fr. 41.- par leçon;
- f) Classes de devoirs surveillés : Fr. 41.- par leçon, respectivement Fr. 29.- en cas de défaut de formation pédagogique;
- g) Devoirs en ligne : Fr. 60.- par heure, y compris l'indemnisation pour la mise à disposition du matériel informatique;
- h) Permanence, au-delà des 90 premières minutes hebdomadaires : Fr. 29.- par tranche de 45 minutes;
- i) Auxiliaire de natation : Fr. 41.- par leçon.<sup>3)</sup>

<sup>3ter</sup> Les rétributions horaires prévues aux lettres b, e, f, g, h et i de l'alinéa 3bis ne sont pas majorées d'un treizième salaire, ni de la part aux vacances et aux jours fériés.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'évaluation selon EVALUATION.JU, la classification des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation est fixée comme il suit:

- a) En classe 14 :
  - maître de sténographie, de dactylographie ou de technique de bureau avec, pour une de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
  - maître de pratique titulaire du certificat fédéral de capacité;



## b) En classe 16 :

- maître de sténographie, de dactylographie ou de technique de bureau avec, pour deux de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
- maître de pratique titulaire du diplôme de maîtrise, du diplôme de contremaître ou du diplôme de technicien ET;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire du diplôme de maître socioprofessionnel ou du diplôme d'éducateur de la petite enfance, maître de pratique titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement de l'économie familiale (maître ménager);

## c) En classe 17 :

- maître de sténographie, de dactylographie et de technique de bureau avec, pour chacune de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
- maître de pratique occupant la fonction de chef d'atelier et titulaire du diplôme de maîtrise, de contremaître ou de technicien ET;
- maître de pratique titulaire du diplôme d'ingénieur ETS;
- maître titulaire du brevet fédéral 1 d'éducation physique, maître titulaire du diplôme de maître de sport de l'école fédérale de gymnastique et de sport;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire du diplôme d'infirmier en soins généraux, du diplôme de sage-femme, du diplôme d'infirmier en psychiatrie, du diplôme d'infirmier en hygiène maternelle et pédiatrique, du diplôme d'infirmier niveau II, ou d'un bachelor HES d'une filière du domaine santé;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire d'un diplôme d'éducateur spécialisé, d'un diplôme d'animateur socio-culturel, d'un diplôme d'assistant social, d'un diplôme d'éducateur ou d'un bachelor HES d'une filière du domaine social;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire du diplôme de maître socioprofessionnel ou du diplôme d'éducateur de la petite enfance avec responsabilité particulière en pratique et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement de l'économie familiale (maîtresse ménagère) avec responsabilité particulière en pratique et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître titulaire du diplôme de maître socioprofessionnel ou du diplôme d'éducateur de la petite enfance;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement de l'économie familiale (maître ménager);

## d) En classe 18 :

- maître titulaire du diplôme fédéral de maître professionnel;
- maître de pratique ingénieur ETS avec responsabilité particulière en pratique (responsable de section) et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- maître titulaire du brevet secondaire;
- maître titulaire du brevet fédéral II d'éducation physique;

- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire du diplôme d'infirmier en soins généraux, du diplôme de sage-femme, du diplôme d'infirmier en psychiatrie, du diplôme d'infirmier en hygiène maternelle et pédiatrique, du diplôme d'infirmier niveau II, ou d'un bachelor HES d'une filière du domaine santé avec responsabilité particulière en pratique et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître de pratique titulaire d'un diplôme d'éducateur spécialisé, d'un diplôme d'animateur socio-culturel, d'un diplôme d'assistant social, d'un diplôme d'éducateur ou d'un bachelor HES d'une filière du domaine social avec responsabilité particulière en pratique et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître titulaire du diplôme d'infirmier en soins généraux, du diplôme de sage-femme, du diplôme d'infirmier en psychiatrie, du diplôme d'infirmier en hygiène maternelle et pédiatrique ou du diplôme d'infirmier niveau II, d'un bachelor HES d'une filière du domaine santé;
- à l'Ecole des métiers de la santé et du social : maître titulaire d'un diplôme d'éducateur spécialisé, d'un diplôme d'animateur socio-culturel, d'un diplôme d'assistant social, d'un diplôme d'éducateur, d'un bachelor HES d'une filière du domaine social;
- e) En classe 20 : maître titulaire d'un doctorat, d'une licence, du titre d'ingénieur diplômé EPF ou d'un titre de master, avec, en plus, un brevet pédagogique reconnu.

<sup>5</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'évaluation selon EVALUATION.JU, les rétributions particulières dans les écoles ressortissant au Centre jurassien d'enseignement et de formation sont fixées comme il suit :

- a) Prestations ressortissant au programme d'éducation sexuelle : selon la classe 12 de l'échelle des traitements, pour une personne au bénéfice de la formation requise;
- b) Suppléance : Fr. 40.- par leçon;
- c) Prestations fournies par des intervenants professionnels occasionnels externes, formés dans leur domaine, sans égard à une éventuelle formation pédagogique : rémunération identique à celle d'un enseignant du degré concerné;
- d) Prestations fournies par des intervenants professionnels occasionnels externes dans le cadre d'Option projet professionnel de la division artisanale, jusqu'au 31 juillet 2015 : Fr. 70.- par heure pour une personne salariée; Fr. 80.- par heure pour une personne indépendante; Fr. 60.- par heure et par intervenant, salarié ou indépendant, en cas de co-animation;
- e) Prestations fournies par des intervenants professionnels occasionnels externes, formés dans leur domaine, sans égard à une éventuelle formation pédagogique, dans le cadre d'Option projet professionnel de la division artisanale, dès le 1<sup>er</sup> août 2015 : selon la rémunération prévue sous lettre c.<sup>3)</sup>

<sup>5bis</sup> Les rétributions horaires prévues aux lettres b et d de l'alinéa 5 ne sont pas majorées d'un treizième salaire, ni de la part aux vacances et aux jours fériés.<sup>3)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 5** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Delémont, le 2 décembre 2014

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## **Annexe**

### **EVALUATION.JU (système d'évaluation des fonctions)**

#### **Présentation détaillée des critères et des valeurs de points**

##### Principes de base

Lorsque plusieurs réponses sont possibles et correctes, il faut tenir compte de la combinaison qui atteint le nombre de points le plus élevé. Voir l'exemple au critère I 2 ou PS 1.

On se concentre sur la fonction et non sur la personne qui remplit la fonction. La question de base doit toujours être : qu'est-ce qui est nécessaire pour remplir correctement la fonction ? ou : qu'est-ce qui est typique de la fonction, ou généralement lié à la fonction ?

#### **Liste des exigences et charges évaluées**

##### Domaine intellectuel

###### **I 1 Exigences professionnelles**

- I 1.1 Formation professionnelle de base
- I 1.2 Formation continue nécessaire à la fonction
- I 1.3 Connaissances supplémentaires et expérience nécessaires à la fonction

###### **I 2 Planification et organisation**

###### **I 3 Perturbations et interruptions du travail involontaires et inévitables**

##### Domaine psychosocial

###### **PS 1 Communication orale**

###### **PS 2 Collaboration**

###### **PS 3 Empathie et capacité à convaincre**

###### **PS 4 Conditions psychosociales difficiles**

##### Domaine physique

###### **P 1 Force physique**

###### **P 2 Précision des mouvements**

###### **P 3 Conditions ambiantes**

## Domaine de la responsabilité

- R 1 Responsabilité concernant les résultats atteints par d'autres personnes
  - R 1.1 Responsabilité de direction
  - R 1.2 Responsabilité opérationnelle, non hiérarchique
  - R 1.3 Responsabilité de projet, de groupe ou de commission
  - R 1.4 Fonction d'assistance ou de préparation du travail
  - R 1.5 Responsabilité concernant les objectifs de formation
- R 2 Responsabilité concernant la vie d'autrui
- R 3 Responsabilité concernant des valeurs matérielles ou environnementales
- R 4 Responsabilité liée à l'atteinte des résultats ou des objectifs de l'Etat

## I Domaine intellectuel

### I 1 Exigences professionnelles

<b>I 1.1 // Formation professionnelle de base</b>	
<i>Formation acquise sur la place de travail</i>	12
<i>Apprentissage</i>	
* Attestation fédérale de pratique (AFP)	30
* Certificat fédéral de capacité (CFC)	60
<i>Formation professionnelle supérieure : diplôme ES, ET, examen prof. fédéral (brevet) ou examen prof. fédéral supérieur (diplôme) (niveau tertiaire B) <u>ou</u> formation équivalente acquise d'une autre façon</i>	110
<i>Diplôme d'une haute école (HES, HEP, EPF ou Uni), niveau bachelor (niveau tertiaire A) <u>ou</u> formation équivalente acquise d'une autre façon</i>	125
<i>Diplôme d'une haute école (HES, EPF, HEP ou Uni), niveau master (niveau tertiaire A) <u>ou</u> formation équivalente acquise d'une autre façon</i>	165
<b>I 1.2 // Formation continue nécessaire à la fonction</b>	
<i>CAS (Certificate of Advanced Studies) : 10 crédits ECTS d'une haute école (niveau tertiaire A bachelor) <u>ou</u> qualification équivalente</i>	7
<i>DAS (Diploma of Advanced Studies) : 30 crédits ECTS d'une haute école (niveau tertiaire A bachelor) <u>ou</u> qualification équivalente</i>	13
<i>MAS (Master of Advanced Studies) ou MBA (Master of Business Administration) : 60 crédits ECTS, filière de formation continue de niveau master (niveau tertiaire A master) <u>ou</u> qualification équivalente</i>	25
<i>Diplôme, certificat d'Etat ou d'association professionnelle, post-master (spécialisation où un master préalable est requis, p.ex. médecin FMH, avocat, psychothérapeute FSP, etc.) (niveau tertiaire A + spécialisation professionnelle) <u>ou</u> Doctorat ou qualification équivalente</i>	25

## Principes d'évaluation

Pour l'Etat et ses institutions, il n'y a pas de fonction sans formation de base. Le minimum consiste en un apprentissage "sur le tas", appelé ici "sur la place de travail".

Si la formation ne peut s'achever qu'après l'engagement (ex : brevet d'agent-e de détention), cette formation est à mentionner sous formation continue.

L'Etat et ses institutions exigent de chacun-e une mise à jour permanente dans son domaine. Ces formations courtes ne peuvent dès lors être prises en compte dans l'évaluation des fonctions. On ne prend en compte que les formations exigées et indispensables à l'exercice de la fonction, dont la durée équivaut un CAS (250 à 300 heures).

Le tableau suivant précise la manière d'apprécier la valeur des formations de base et continues :

<b>Valeur de formations au critère I 1</b> (définition : 1 crédit ECTS = 25 à 30 heures d'investissement)		
Formation de base :	niveau Bachelor	180 ECTS
	niveau Master	Bachelor + 90 à 120 ECTS
Formation continue :	CAS	10 ECTS, soit 250 à 300 heures
	DAS	30 ECTS, soit 750 à 900 heures
	MAS	60 ECTS, soit 1500 à 1800 heures

### I 1.3 Connaissances supplémentaires et expérience nécessaires à la fonction

<u>Divers</u>	3
<i>Permis de conduire</i>	3
<i>Service du feu</i>	3
<i>Premiers secours</i>	3
<i>Autres</i>	6
<i>Forfait maximal en cas de cumul</i>	
<u>Langues</u>	
<i>Connaissances différenciées d'une deuxième langue</i>	6
<i>Connaissances parfaites d'une deuxième langue, oral et écrit</i>	12
<i>Connaissances différenciées d'une deuxième et troisième langue</i>	12
<i>Connaissances parfaites d'une deuxième et troisième langue, oral et écrit</i>	18

<u>Autres</u> <i>A acquérir une fois, puis à appliquer</i> <i>A acquérir, à mettre à jour régulièrement et à utiliser dans des situations diverses</i>	6
	9
<u>Expérience de la vie</u> <i>Expérience de la vie spéciale</i>	5
<u>Expérience professionnelle</u> 2-4 ans 5-6 ans 7 ans et +	20 35 50

### Principes d'évaluation

Il s'agit ici des connaissances supplémentaires nécessaires pour pouvoir exécuter le travail de manière correcte mais qui ne sont pas directement liées à la formation professionnelle.

Pour l'évaluation, on se concentre uniquement sur la fonction (non sur la personne) et en particulier sur la formation normalement requise pour exercer la fonction. Si les exigences de formation ont changé au cours des dernières années, il faut compter la valeur de la formation actuellement exigée (même si certains titulaires ont été formés selon l'ancien système).

La formation de base et la formation continue sont des critères relativement clairs et objectifs. Cependant, l'expérience montre que les connaissances supplémentaires et l'expérience sont souvent évaluées de manière trop généreuse. Pour éviter ce biais, il est encore plus important dans ce critère que dans d'autres d'effectuer des comparaisons directes entre chaque fonction.

### Prise en compte des connaissances supplémentaires dans les diverses catégories

**Divers** : Cette catégorie tient compte des éléments suivants :

Permis de conduire (si indispensable à la fonction), permis additionnel de camion, autres permis (port d'arme, permis de chasse, etc.), nécessaire connaissance du tissu économique pour certaines fonctions.

**Langue** : Cette exigence est exclue si liée à la formation, ainsi que le précise le questionnaire. Dès lors, le critère n'est pas attribué aux fonctions nécessitant une formation de base académique car le niveau de compréhension requis peut normalement être atteint au terme d'études universitaires complètes y compris gymnase (lycée), quand bien même la réalité peut être différente selon les personnes ou les filières suivies.

Pour les autres fonctions, cette exigence est attribuée selon les nécessités claires et justifiées.

**Autres** : L'analyse montre qu'on peut tenir compte de toutes les exigences complémentaires à l'aide du premier critère "Divers" ci-dessus. L'élément "Autres" s'appliquerait p.ex. à une fonction qui exige un CAS dans un domaine sans lien avec la formation initiale : éducateur-trice qui doit suivre une formation manuelle spécifique, avocat-e qui doit suivre un post-master en psychologie ou autres cas spécifiques. Ce critère n'a été attribué à aucune fonction pour l'instant.

**Expérience de la vie** : Ce critère est attribué en raison de l'âge minimum d'accès à certaines fonctions ou en raison d'une formation de niveau CFC ou inférieur dans un domaine sensible. Les points pour "domaine sensible" ne sont pas attribués si la fonction exige une formation supérieure ou une expérience professionnelle, lesquelles constituent en soi une expérience de vie.

**Expérience professionnelle** : Ce critère s'applique notamment aux cadres ainsi qu'aux fonctions de responsable hiérarchique de personnes de même niveau de formation, mais aussi par extension aux fonctions qui nécessitent de faire usage de la force publique (convaincre des personnes de même niveau de formation au moins) ou encore de superviser des travaux de personnes tierces. La conduite stratégique de projets peut également nécessiter une expérience professionnelle selon les cas.

Il s'agit ici de distinguer le processus de sélection de personnel de celui d'évaluation des fonctions : ici, l'expérience est considérée sous un angle restrictif puisqu'elle correspond aux années nécessaires pour exercer la fonction. Il ne faut pas confondre ce critère avec le fait que dans un processus de sélection, on choisira peut-être la personne candidate la plus expérimentée. Son expérience sera alors prise en compte au travers des annuités.



## I 2 Planification et organisation

Nombre de tâches, mandats et activités dont l'exécution chronologique doit être planifiée et organisée de manière autonome	Fréquence			
	jamais ou exceptionnellement	rarement	souvent	pour ainsi dire tout le temps
2	0	0	5	10
3 à 10	0	5	20	35
Plus de 10	0	20	35	50

### Principes d'évaluation

Parfois l'organisation se fait d'elle-même, même lorsqu'elle n'est pas planifiée par autrui; elle n'est alors pas une exigence puisqu'elle ne requiert pas de priorisation. Pour plusieurs petites activités isolées, on ne compte que celles qui nécessitent de s'intéresser à leur priorisation (beaucoup peuvent être réalisées dans l'ordre d'arrivée ou "à l'occasion").

On s'intéresse seulement au nombre de tâches, mandats, délais et activités simultanément en attente et dont l'exécution chronologique doit être planifiée et organisée de manière autonome. Un nombre important de tâches accumulées devant être exécutées dans l'ordre d'arrivée (l'une après l'autre) ou dont la priorité est déterminée de manière intangible par la situation ou le/la supérieur-e, n'entre pas en ligne de compte.

On n'attribue ainsi le critère que si dans sa fonction, le/la titulaire doit fixer seule ses priorités.

Par "tâche, mandat, délai et activité", il faut comprendre "dossier" : il peut s'agir d'un véhicule à contrôler ou réparer, d'un rapport de révision, d'un dossier administratif, d'un cas judiciaire, d'un thème d'enseignement, d'un dossier d'infraction ou encore d'une mission de contrôle, etc. A chaque fois, ce "dossier" nécessite plusieurs vérifications et opérations tout en restant centré sur un même sujet.

### I 3 Perturbations et interruptions du travail involontaires et inévitables

#### I 3 Interruptions de travail

Durée d'interruption du processus de réflexion	Fréquence		
	n'existent pas ou ne sont pas caractéristiques	existent ou sont caractéristiques pour une partie des tâches	existent ou sont caractéristiques pour la plupart des tâches
<i>inférieures à 15 minutes</i>	0	10	20
<i>supérieures à 15 minutes</i>	0	20	30

#### Principes d'évaluation

Seules les interruptions du processus de réflexion entrent en ligne de compte, non les interruptions d'une activité manuelle. Exemple typique : rédiger un rapport alors qu'on doit assurer le service de permanence.

Une interruption de l'effort intellectuel constitue une charge lorsqu'un travail de réflexion commencé ne peut pas être achevé en raison d'une interruption (appel téléphonique, réception, urgence, etc.). Ceci doit intervenir assez régulièrement pour constituer une charge. En conséquence, ce critère ne concerne que les fonctions qui comprennent un processus de réflexion supérieur à 50% du temps au moins.

On tient compte des éléments qui sont liés à la fonction et non des perturbations qui pourraient être évitées et qui n'ont rien à voir avec la fonction mais plutôt avec le caractère d'autres personnes ou qui découlent d'une mauvaise organisation personnelle.

Les interruptions de plus de 15 minutes sont en principe rares : soit ce sont des urgences au sens du critère ci-après, soit les demandes peuvent être traitées plus tard. Seules les fonctions "combinées" qui ont beaucoup de temps de réflexion et beaucoup de contacts (plaque tournante administration p.ex.) pourront atteindre "la plupart des tâches".

### I 3 Planification du travail difficile

<i>Planification difficile (changements d'activité à court terme, non maîtrisables, sur ordre des supérieurs)</i>	<i>Fréquence</i>		
	n'existent pas ou ne sont pas caractéristiques	existent ou sont caractéristiques pour une partie des tâches	existent ou sont caractéristiques pour la plupart des tâches
	0	20	40

#### Principes d'évaluation

La planification du travail est difficile surtout quand d'autres tâches que celles planifiées doivent être exécutées à court terme sur ordre d'un-e supérieur-e hiérarchique. Au niveau des cadres, le critère s'applique particulièrement aux chef-fe-s de service en raison de la proximité avec le domaine politique (Gouvernement en particulier), proximité qui est moins évidente pour les autres cadres. Cette notion d'urgence qui bouleverse la planification peut être liée également aux fonctions d'intervention/urgences.

#### PS Domaine psychosocial

##### PS 1 Exigences concernant l'aptitude à la communication orale

Complexité des informations à communiquer	<i>Durée</i>		
	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Pas de communication orale ou très rarement</i>	0	0	0
<i>Informations simples</i>	10	20	30
<i>Informations complexes</i>	20	30	40
<i>Informations très complexes</i>	30	40	50

#### Principes d'évaluation

On ne tient compte que de la communication orale.

Pour juger le niveau de complexité des informations, il faut également tenir compte de la capacité de compréhension des interlocuteur-trice-s et de la formation requise pour la fonction.

L'évaluation ne porte pas sur la communication entre supérieur-e et collaborateur-trice, mais seulement sur la communication avec des personnes à qui le/la titulaire a affaire.

Lorsqu'on évalue la fréquence, il faut veiller à ne prendre en considération que la fraction de temps effectivement consacrée à ce niveau de complexité de la communication.

Définition des « Informations simples » : Communication orale d'informations et de contenus faciles à comprendre, qui ne requièrent pas d'effort de réflexion particulier et que les partenaires comprennent normalement sans problème (service de guichet, téléphoniste, instructions de routine).

Définition des « Informations complexes » : Communication orale d'informations et de contenus devant être formulés en connaissance de cause et avec précision, mais que les partenaires de la communication comprennent généralement bien. Communication qui, étant donné la formation, ne pose normalement pas de problème (typique pour la grande majorité des activités).

Définition des « Informations très complexes » : Communication orale d'informations et de contenus devant être formulés de manière détaillée et mûrement réfléchie car les partenaires ont de la difficulté à comprendre (personnes de langue étrangère, avec un handicap mental ou psychique, etc.) et que le succès de la démarche dépend largement de la formulation (plaidoirie d'un-e avocat-e, négociations difficiles en cas de conflits d'intérêts). Communication difficile même avec une formation appropriée (ne se rencontre que dans un nombre restreint d'activités). Il s'agit souvent de communications auxquelles aucune correction ne pourra être apportée ultérieurement (juge) ou pouvant avoir de graves conséquences.

Le niveau de communication très complexe n'apparaît pas automatiquement dès qu'il s'agit de communiquer avec des personnes étrangères ou handicapées : on atteint ce niveau lorsque malgré une formation adéquate et en plus des difficultés de compréhension, l'enjeu de la communication reste très complexe : p.ex. conseil à des personnes de langue étrangère en matière de violence domestique dans une situation urgente (que faire, possibilités, voies juridiques, etc.).

En revanche, l'accompagnement de personnes étrangères dans l'éducation de leur enfant (alimentation, pesage, etc.) reste de niveau complexe.

## PS 2 Exigences concernant l'aptitude à la collaboration

<i>Coopération simultanée avec</i>	<i>Durée</i>			
	<i>jamais ou exceptionnellement</i>	<i>Moins d'1/3 du temps de travail</i>	<i>1/3 à 2/3 du temps de travail</i>	<i>Plus de 2/3 du temps de travail</i>
<i>1 à 5 personnes</i>	0	20	30	40
<i>Plus de 5 personnes</i>	0	30	40	50

### Principes d'évaluation

La collaboration se définit par le fait d'accomplir une tâche en commun, ce qui implique de se mettre d'accord sur la manière de réaliser la tâche et de se concerter lors de sa réalisation.

Par conséquent :

- La tâche à effectuer a une certaine durée, il ne s'agit pas d'un coup de main ponctuel;
- Selon la situation, tout le monde doit collaborer de temps en temps; ici, on ne prend en compte que la collaboration exigée par la loi (police), par la matière à traiter ou les circonstances et surtout qui se trouve au cœur de la fonction et est exercée de manière suffisamment régulière;
- Il peut s'agir d'une tâche physique (porter un objet) ou intellectuelle (co-enseignement);
- La tâche à effectuer implique une forme de dépendance mutuelle pour sa réalisation;
- L'atteinte de l'objectif est de la responsabilité de toutes les personnes concernées;
- Les personnes impliquées ont une certaine marge de décision et de manœuvre;
- Il s'agit typiquement de tâches qu'il n'est pas possible d'effectuer seul-e avec la même qualité.

Il s'agit de dépasser le strict niveau de l'organisation ou de la coordination (répartition des tâches) : la collaboration va plus loin puisqu'elle implique une activité menée ensemble, consciemment et suivant une planification définie, ainsi que le fait de se réajuster et de se mettre d'accord tout au long de l'exercice de l'activité.

Ainsi, la seule participation à un groupe de travail ne constitue pas une exigence de collaboration. Lorsqu'une personne peut donner des directives à une autre, il ne s'agit plus de collaboration : la collaboration n'existe qu'entre personnes qui, lors de leur collaboration, n'ont pas de lien hiérarchique mais ont les mêmes droits.

Lors de la prise en compte du temps de travail concerné, on ne retiendra que la part du temps d'activité menée ensemble. La collaboration simultanée avec plus de 5 personnes est rare.

### PS 3 Exigences concernant l'empathie et la capacité à convaincre

Exigences concernant l'empathie et la capacité à convaincre	Fréquence		
	Jamais ou exceptionnellement	Rarement, de temps en temps	Souvent
<i>Situations faciles à comprendre et sont généralement ordinaires</i> <u>et/ou</u> <i>Argumentation simple</i>	0	10	20
<i>Situations compréhensibles, étant donné la formation, mais diverses et pas ordinaires</i> <u>et/ou</u> <i>Argumentation difficile car différents points de vue sont possibles</i>	0	20	35
<i>Situations difficiles à identifier, diverses, inhabituelles, indépendamment de la formation</i> <u>et/ou</u> <i>Argumentation très difficile car les positions sont figées et/ou il existe des conflits d'intérêts</i>	0	35	50

### Principes d'évaluation

Définition : l'empathie est la capacité de se mettre dans la situation d'autres personnes ainsi que de ressentir et de comprendre leurs sentiments. Moins ces situations et ces sentiments sont familiers et plus ils sont divers, plus il est difficile de les identifier.

Définition : la capacité à convaincre exige des capacités psychologiques semblables à l'empathie mais elle se développe à un niveau plus actif. La difficulté et le sujet traité sur la base desquels d'autres personnes sont à convaincre sont déterminants.

Pour juger le niveau de complexité des deux critères (empathie et capacité à convaincre), il faut également tenir compte de la formation requise du ou de la titulaire de fonction; et pour la capacité à convaincre, de la situation (p.ex. personnes à convaincre, thématique, conflits d'intérêts, etc.).

L'empathie est souvent trop généreusement évaluée, car c'est une aptitude qui facilite en général le travail en commun. Ici, l'empathie n'est évaluée que si elle est vraiment nécessaire au bon déroulement d'une activité, si l'activité ne peut être menée à bien sans tenir compte des sentiments et de la situation d'autres personnes.

On attend des supérieur-e-s hiérarchiques qu'ils et elles manifestent de l'empathie. Cette faculté, en l'occurrence, n'a pas de rapport avec le contenu du travail et n'est donc pas évaluée. L'empathie entre collaborateur-trice-s non plus, sauf lorsque la fonction d'assistance ou de secrétariat de direction, par exemple, implique pour les titulaires de savoir se mettre à la place de leur cheffe pour assurer le bon déroulement de leur travail.

Parce que l'empathie et la capacité à convaincre sont deux exigences intimement liées, on les évalue ensemble et non de manière cumulative. Ainsi, en cas de réponses multiples, on attribue la plus haute valeur obtenue dans l'un des deux champs.

## **PS 4 Conditions psychosociales difficiles**

### **Principes d'évaluation**

Le classement s'effectue à l'aide du choix "caractéristique" ou "pas caractéristique". L'option "caractéristique" renvoie bien entendu à la fréquence, mais de nombreuses charges peuvent être inhérentes à une fonction sans être particulièrement fréquentes.

La possibilité de l'événement constitue déjà une charge en soi, même si l'événement est rare.

La mesure dans laquelle la formation prépare à maîtriser ce genre d'inconvénients ne joue aucun rôle.

### PS 4.1 Communication orale d'informations désagréables et lourdes de conséquences

	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
<i>Communication orale d'informations désagréables et lourdes de conséquences</i>	0	10

#### Principes d'évaluation

On ne tient compte que de la communication orale.

Cette charge n'est caractéristique que si elle se présente régulièrement en raison de la nature du travail et qu'il s'agit vraiment d'informations lourdes de conséquences pour l'interlocuteur-trice. Par «lourdes de conséquences», on entend celles de nature existentielle pour les personnes concernées (maladie grave, décès d'un-e proche, retrait d'une autorisation d'exploitation, renvoi d'un-e collaborateur-trice, d'un-e élève, etc.).

### PS 4.2 Activité soumise à des conditions rendant les contacts difficiles

Activité soumise à des conditions rendant les contacts difficiles	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
> <i>Le travail doit parfois être imposé contre la volonté des personnes avec lesquelles on a des contacts, avec la possibilité de recourir à des « pouvoirs » spéciaux (pouvoir de sanctions, menace d'une arme, etc.)</i>	0	20
> <i>Le travail doit parfois être imposé contre la volonté des personnes avec lesquelles on a des contacts, sans la possibilité de recourir à des « pouvoirs » spéciaux</i>	0	40

#### Principes d'évaluation

La notion de "pouvoirs spéciaux" ne recouvre pas seulement la force ou le pouvoir décisif final (police, juge) mais comprend plus largement la notion d'autorité, dont celle de l'adulte sur l'enfant (crèches) et celle de l'enseignant-e sur l'élève (faculté de donner des heures de retenue, des annotations, etc.).



Les fonctions concernées par le travail imposé sans pouvoirs spéciaux sont celles où le travail n'est possible qu'avec la collaboration pleine et entière de la personne, envers qui on n'a aucun moyen de pression ou "pouvoir spécial" à disposition. Sans sa collaboration, le travail est voué à l'échec.

### PS 4.3 Activité exercée à la vue de personnes extérieures

Activité exercée à la vue de personnes extérieures	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
> <i>partiellement – qualité non appréciable par eux</i>	0	10
> <i>partiellement – qualité appréciable par eux</i>	0	15
> <i>en grande partie – qualité non appréciable par eux</i>	0	15
> <i>en grande partie – qualité appréciable par eux</i>	0	20

### Principes d'évaluation

Ce critère ne concerne que les activités menées en public, sous le regard de personnes externes non directement concernées par l'activité. Les élèves, les interlocuteurs-trices, demandeur-euses ou encore contribuables, p.ex., ne sont pas pris en compte.

### PS 4.4 Possibilité d'influer sur le déroulement horaire

Possibilité d'influer sur le déroulement horaire	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
<b>l'activité est caractérisée par</b>		
> <i>délais stricts, non influençables</i>	0	10
> <i>horaires fixes non influençables, rythme horaire</i>	0	10
> <i>tâches de longue haleine ne peuvent pas être interrompues avant la fin</i>	0	10
> <i>horaires fixes non influençables, tâches minutées</i>	0	20

## Principes d'évaluation

La plupart des fonctions sont soumises à des délais et des directives relatives à l'horaire. Si celles-ci ne concernent que le début et la fin du temps de travail, elles ne constituent pas des charges au sens de cette évaluation. De même, des délais arbitrairement fixés par des supérieur-e-s pour l'exécution d'une tâche ne sont pas pris en compte car ils ne sont pas liés à la fonction mais à une personne.

Ne sont considérés comme délais stricts non influençables que les délais qui, s'ils ne sont pas tenus, peuvent avoir de graves conséquences (par exemple dans le cas de procédures judiciaires). De manière générale, l'existence de délais stricts n'est prise en compte que s'ils impliquent une charge au niveau du déroulement horaire qui peut avoir des répercussions sur la vie privée : il s'agit souvent de demandes politiques à court terme exigeant de travailler le soir ou le week-end. La fonction de comptable n'entre pas dans la définition malgré des rendez-vous intangibles en cours d'année (boucllement, budget, etc.) : la notion de court terme manque.

N'ont des horaires fixes non influençables - rythme horaire que les fonctions qui doivent suivre un horaire imposé. Les conditions cumulatives à remplir pour faire valoir ce critère sont donc : plusieurs rendez-vous dans la journée, rendez-vous fixés par d'autres, et dont le respect est impératif (retards non tolérés, conséquences importantes en cas de non-respect). Cette charge doit être au cœur de la fonction et concerner une partie importante du temps de travail.

Les horaires fixes non influençables - tâches minutées valent pour les fonctions où le déroulement du travail doit être respecté aussi précisément que possible, l'organisation des tâches ne pouvant que difficilement être modifiée.

Les tâches de longue haleine valent pour les activités qui, une fois commencées, ne peuvent pas être interrompues avant la fin (par exemple dans des laboratoires de chimie, dans des cuisines, à l'occasion d'une enquête policière ou d'un service de sauvetage). Ceci implique par exemple que la fin de la journée de travail ne peut pas être planifiée.

### PS 4.5 Confrontation aux problèmes et à la souffrance d'autres personnes

Confrontation aux problèmes et à la souffrance d'autres personnes	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
> Confrontation plutôt impersonnelle, peu intense	0	10
> Confrontation plutôt impersonnelle, intense		
> Confrontation personnelle, peu intense	0	30
> Confrontation personnelle, intense	0	30
	0	50

#### Principes d'évaluation

Ce critère ne s'applique qu'aux fonctions qui, par leur contenu, peuvent impliquer une confrontation régulière avec la souffrance d'autres personnes. Les définitions applicables sont les suivantes :

Confrontation personnelle ou directe = confrontation à une personne dont on connaît les problèmes ou les souffrances de manière approfondie ou dont on s'introduit dans la vie privée.

Confrontation impersonnelle ou indirecte = face à une personne dont on sait qu'elle a des problèmes ou qu'elle souffre (parce qu'on est dans une institution, un service ou une situation où c'est régulièrement le cas) mais dont on ne connaît pas la situation approfondie ou confrontation sur dossier.

Peu intense : on ne doit pas s'occuper de manière approfondie des problèmes / souffrances de la personne (fonctions de détection : enseignement, santé scolaire, etc. ou de surveillance : agent de détention, etc., fonctions justice/police, contacts administratifs).

Intense : traitement médical (fonctions de thérapie des souffrances), soutien sur la durée (assistance sociale, soins en institution) ou accompagnement à long terme.

### PS 4.6 Obligation de prendre seul-e des décisions lourdes de conséquences

Obligation de prendre seul-e des décisions lourdes de conséquences	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
Décisions lourdes de conséquences devant être prises de façon autonome	0	10

## Principes d'évaluation

Il s'agit ici de décisions qui doivent être prises sans concertation avec d'autres personnes, y compris sous la pression du temps, qui peuvent avoir de lourdes conséquences et où il est difficile de juger sur le moment si la décision est bonne.

### PS 4.7 Confrontation avec des situations repoussantes

Confrontation avec des situations repoussantes	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
> de façon indirecte (p.ex. sur images, sur dossier)	0	10
> de façon directe, par la présence sur les lieux	0	20

## Principes d'évaluation

Ce critère ne concerne que les fonctions qui peuvent induire une confrontation avec des situations repoussantes – même si cette confrontation n'est pas régulière. Par situation repoussante, on entend une situation à laquelle des personnes normalement sensibles ne peuvent pas s'habituer (cadavres en décomposition, plaies ouvertes, etc.).

### PS 4.8 Fonction exposée sur le plan public/politique

	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
Fonction exposée sur le plan public et/ou politique	0	30

## Principes d'évaluation

Ce critère ne s'applique qu'aux fonctions dont le ou la titulaire suscite l'intérêt du public ou de milieux politiques dès que des problèmes quelconques surviennent (comptes rendus dans la presse avec mention du nom, débats au Parlement ou au sein d'organisations politiques touchant à la fonction, etc.).

## PS 4.9 Autres charges psychosociales

	n'est pas caractéristique de l'activité	est caractéristique de l'activité
<i>Autres charges psychosociales</i>	0	20

### Principes d'évaluation

Les points 1 à 8 couvrent l'ensemble des charges psychosociales observées au sein de l'Etat.

Les points seront attribués ici lorsqu'un même profil de fonction peut recouvrir plusieurs réalités différentes (soit / soit). Ainsi par exemple, un-e responsable de secteur de la police peut être amené-e à annoncer le décès d'un proche à une famille (4.1) alors qu'un-e autre titulaire de la fonction se trouvera confronté-e à des conditions horaires (4.4) particulièrement rigides.

En revanche, les charges présentes pour tous les profils sont à prendre en compte dans les points 1 à 8 ci-dessus.

## P Domaine physique

### P 1 Exigences concernant la force physique

Effort déployé pour soulever, porter, déplacer des objets ou des personnes	Durée			
	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>poids allant jusqu'à 2 kg</i>	0	0	5	10
<i>poids entre 2 et 10 kg</i>	0	5	20	35
<i>poids supérieur à 10 kg</i>	0	20	35	50

### Principes d'évaluation

Il se révèle souvent difficile d'estimer l'énergie déployée, surtout pour déplacer des objets. La tâche est simplifiée lorsqu'on associe cette estimation avec celle de la fréquence, car il n'existe pratiquement aucune fonction dans laquelle il faille déplacer plus de 10 kg pendant plus de 1/3 du temps de travail.

Le port et le déplacement d'objets dans des limites ordinaires (p.ex. des classeurs dans un bureau) ne sont pas pris en compte. Dès lors, la réponse "poids jusqu'à 2 kg" et "moins de 1/3 du temps de travail" vaut 0 point.

## P 2 Exigences concernant la précision des mouvements

Précision de mouvements	Durée			
	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Déplacement au millimètre près d'instruments et/ou mise en place précise au millimètre d'objets</i>	0	30	50	70

### Principes d'évaluation

On ne prend en considération que ce qui dépasse la mesure ordinaire. Dans la plupart des fonctions, la mesure ordinaire n'est pas dépassée.

Certaines activités, par exemple déplacer ou mettre en place des instruments ou des objets, requièrent une très grande précision des mouvements. On attribue des points pour les fonctions où l'imprécision des mouvements entraînerait p.ex. des dommages non corrigibles ou des retards importants.

## P 3 Conditions ambiantes

### Principes d'évaluation

Toutes les charges physiques qui suivent sont évaluées avec le même classement, basé sur le temps de travail.

La mesure dans laquelle la formation prépare à maîtriser ce genre d'inconvénients ne joue aucun rôle. Certaines charges peuvent, à long terme, engendrer des dommages au niveau de la santé.

Le critère est pris en compte si l'activité engendre un niveau de risque ou de pénibilité qui dépasse celui d'un emploi de bureau (standard = 0).

### P 3.1 Risque d'accident et/ou de contamination

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Risque d'accident et/ou de contamination plus élevé que le risque ordinaire</i>	0	20	30	40

#### Principes d'évaluation

Le risque d'accident ou de contamination comprend le risque de se blesser, d'être touché-e dans son intégrité corporelle (p.ex. police) durant une part significative de son temps de travail, c'est-à-dire de manière répétée et régulière.

### P 3.2 Substances chimiques nocives et/ou pollution atmosphérique

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Activité exercée en présence de substances chimiques nocives et/ou pollution atmosphérique</i>	0	10	20	30

Pas de remarque particulière

### P 3.3 Activité exercée en position assise

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Activité exercée en position assise sans possibilité de s'éloigner de la place de travail</i>	0	10	20	30

### Principes d'évaluation

Ce critère ne concerne que les fonctions dans lesquelles la possibilité de se lever est limitée et où la personne ne peut pas se lever quand elle le souhaite. Le travail de bureau classique, où chacun peut se lever à loisir, n'est pas concerné.

#### P 3.4 Activité exercée en position debout en requérant une grande mobilité

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Activité exercée en position debout et/ou en requérant une grande mobilité</i>	0	10	20	30

Pas de remarque particulière

#### P 3.5 Postures de travail forcées et/ou mouvements répétitifs

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Postures de travail forcées et/ou mouvements répétitifs</i>	0	10	20	30

### Principes d'évaluation

Le critère ne concerne que les fonctions dans lesquelles la posture de travail et/ou les mouvements répétitifs durent longtemps et où il est presque impossible, entre deux, de prendre d'autres postures ou de faire d'autres mouvements.

#### P 3.6 Bruit

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Exposition à un bruit très fort</i>	0	10	20	30



### Principes d'évaluation

Par un bruit très fort, on considère également ici un bruit gênant représentant une charge même s'il n'est pas particulièrement fort en décibels (p.ex. appareils de nettoyage).

Les bruits en question doivent être inhérents à la fonction et non à un malheureux inconvénient lié à l'emplacement du poste de travail.

### P 3.7 Froid et/ou chaleur, courants d'air, humidité

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Froid vif et/ou grande chaleur, courants d'air, humidité</i>	0	20	30	40

### Principes d'évaluation

Ce critère concerne surtout les activités menées à l'extérieur. Pour en estimer la durée, il faut prendre la moyenne annuelle durant laquelle les conditions météorologiques sont effectivement pénibles.

### P 3.8 Odeurs désagréables

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Exposition à des odeurs désagréables</i>	0	10	15	20

Pas de remarque particulière.

### P 3.9 Prescriptions spéciales en matière d'hygiène

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Prescriptions spéciales en matière d'hygiène</i>	0	10	15	20

#### Principes d'évaluation

Ce critère concerne les activités dans lesquelles des prescriptions d'hygiène (port d'un masque de protection, de gants, utilisation de désinfectant, etc.) visent à empêcher une infection ou des salissures aux titulaires de fonctions et/ou à d'autres personnes (possible dans les hôpitaux, les laboratoires, les cuisines, etc.).

### P 3.10 Autres charges physiques

	Jamais ou exceptionnellement	Moins d'1/3 du temps de travail	1/3 à 2/3 du temps de travail	Plus de 2/3 du temps de travail
<i>Autres charges physiques</i>	0	10	15	20

#### Principes d'évaluation

Les points 1 à 9 couvrent l'ensemble des charges physiques observées dans les fonctions de l'Etat.

Les points attribués ici le sont lorsqu'un même profil de fonction peut recouvrir plusieurs réalités différentes (soit/soit). Les charges présentes pour tous les profils sont à prendre en compte dans les points 1 à 9 ci-dessus.

## R Responsabilité

### R 1 Responsabilité concernant les résultats atteints par d'autres personnes

R 1.1 Responsabilité de direction et de management	Nombre de personnes subordonnées					
Nombre de subordonné-e-s qui exercent eux-mêmes une responsabilité de direction	N'existe pas ou n'est pas caractéristique	1 à 5 personnes	6 à 10 personnes	11 à 20 personnes	21 à 40 personnes	plus de 40 personnes
0	0	60	70	80	90	100
1	0	70	80	90	100	110
2	0	80	90	100	110	120
3	0	90	100	110	120	130
Plus de 3	0	100	110	120	130	140
R 1.2, R 1.3	N'existe pas ou n'est pas caractéristique	Vis-à-vis de 1 à 5 personnes qui n'ont pas elles-mêmes une responsabilité de direction		Plus de 5 pers. qui n'ont pas de resp. de direction ou jusqu'à 3 pers. qui exercent une resp. de direction		Plus de 3 personnes qui exercent une responsabilité de direction
R 1.2 Responsabilité opérationnelle non-hiérarchique	0	20		50		80
R 1.3 Responsabilité de projet, de groupe et de commission	0	20		50		80
R 1.4, R 1.5	N'existe pas ou n'est pas caractéristique	Moins d'1/3 du temps de travail		1/3 à 2/3 du temps de travail		Plus de 2/3 du temps de travail
R 1.4 Assistance ou préparation du travail	0	20		30		40
R 1.5 Atteinte des objectifs de formation d'autres personnes	0	20		30		40
Points suppl. pour la responsabilité au niveau stratégique	20					

## Principes d'évaluation

Pour les questions R 1.1 à R 1.5, plusieurs réponses sont possibles. On prend en compte le pointage le plus élevé.

**R 1.1** : La responsabilité de direction et de management est observée en rapport avec le nombre de personnes subordonnées et le nombre d'échelons hiérarchiques. On part du principe que la responsabilité est permanente, les périodes de remplacement ne sont donc pas prises en compte.

**R 1.2** : La responsabilité opérationnelle non-hiérarchique se rapporte à la surveillance de la qualité du travail de personnes du même service ou d'autres secteurs (prestataires externes). On tient ici compte du nombre de personnes envers qui cette responsabilité s'exerce.

**R 1.3** : La responsabilité de projet, de groupe et de commission comprend la responsabilité des résultats d'un projet et des tâches qui y sont liées pour un groupe de personnes qui n'ont pas de lien hiérarchique.

**R 1.4** : On évalue les fonctions qui comprennent une responsabilité de planification, d'organisation, etc., d'autres personnes non subordonnées.

- Est ici prise en compte la charge qu'implique le fait de penser pour d'autres personnes, d'organiser l'agenda d'un-e supérieur-e hiérarchique ou d'autres personnes non subordonnées.
- Le niveau hiérarchique de la personne bénéficiaire est pris en compte de manière indirecte dans l'évaluation, car la durée de l'activité est généralement plus importante pour des personnes hiérarchiquement haut placées.
- Ce critère ne s'applique pas pour une personne qui prépare des dossiers pour son ou sa chef-fe (ex. : un-e chef-fe de service qui prépare un dossier pour son/sa ministre n'a pas un rôle d'assistance au sens de ce critère). Il s'agit ici réellement de la responsabilité qu'incombe le fait de devoir penser l'agenda pour deux personnes. Cette tâche doit par ailleurs se trouver au cœur de la fonction.

**R 1.5** : Pour les fonctions d'enseignement, il faut toujours choisir "plus de 2/3 du temps de travail" car la responsabilité est permanente. Si par contre il s'agit d'une fonction "mixte" où seule une partie des tâches est en lien avec la formation d'autres personnes, il s'agit de déterminer la fréquence correspondante.

- Si la responsabilité de formation n'est pas liée à la fonction, on la considère comme une tâche particulière et on n'en tient pas compte (ex. : responsable du suivi des apprenti-e-s et stagiaires). On en tient compte ici lorsque tous les titulaires de la fonction ont une responsabilité de formation.

- Il ne s'agit pas simplement de tenir compte du fait qu'on forme une personne (stagiaire, nouvel-le employé-e, etc.) mais bien de la responsabilité qui incombe au titulaire de fonction de mener ses élèves à des objectifs précis. Le conseil en orientation, l'accueil temporaire de stagiaires, les thérapies en logopédie et psychomotricité ont certes un objectif éducatif mais pas de responsabilité de formation au sens de la définition ci-dessus.

**Stratégie** : L'aspect "stratégique" est compté séparément, en plus des points issus de R 1.1-R 1.5. L'aspect stratégique recouvre la notion suivante: fonction caractérisée par une subordination directe au domaine politique (Gouvernement, Parlement). Sont concerné-e-s les chef-fe-s de service, les magistrat-e-s judiciaires ainsi que les responsables santé publique (médecin, vétérinaire, pharmacien-ne et chimiste cantonal-e).

En sont exclues les fonctions de directeurs-trices d'institution et de crèche en raison de la dépendance de la fonction à un organe décisionnel (conseil communal, conseil de fondation, etc.) ainsi qu'à un service de l'Etat en matière de financement ou de suivi notamment.

## R 2 Responsabilité concernant la vie d'autrui

	Risque			
	<i>Aucun risque</i>	<i>Risque faible</i>	<i>Risque moyen</i>	<i>Risque élevé</i>
<i>Mise en danger directe d'autres personnes ou risque direct de blessures physiques graves en cas d'erreur</i>	0	20	40	60
<i>Mise en danger du développement psychosocial d'autres personnes en cas d'erreur de comportement</i>	0	20	40	60

## Principes d'évaluation

Pour déterminer l'importance du risque, il faut tenir compte de la fréquence des erreurs ainsi que de la portée des éventuelles conséquences, de même qu'il faut tenir compte des mesures de prévention visant à les réduire (formation, appareillage technique).

**Risque physique** : Ici, il doit s'agir d'erreurs pouvant résulter d'un moment d'inattention ou d'un malheureux concours de circonstances ayant des conséquences irréversibles, même si l'on s'en aperçoit immédiatement. Les conséquences indirectes (p.ex. mauvais calcul de la limite de charge d'un pont) n'entrent pas en ligne de compte.

> Niveau 0 : concerne toutes les professions de bureau ainsi que les professions en contact avec des tiers où le risque de blessure grave n'existe pas (consultation, etc.). La conduite en véhicule n'est pas considérée comme un risque de blessure physique d'autrui lorsqu'elle n'est pas au cœur de la fonction et qu'elle est exercée dans des conditions usuelles.

> Niveau de risque faible : toutes les fonctions où l'on manipule des objets et machines en présence de personnes que l'on pourrait blesser gravement.

> Niveau de risque moyen : fonctions où l'on a de très fréquentes situations de risques pouvant avoir de graves conséquences.

> Le niveau de risque élevé n'existe pas (encore) dans la liste des fonctions analysées. On pourrait l'attribuer p. ex. à des fonctions comme chirurgien cardiaque.

**Risque psychosocial** : Ici, il s'agit d'erreurs de comportement durables susceptibles de mettre en danger le développement psychique des personnes auxquelles le/la titulaire a affaire, sans aucune intention voire même sans qu'il/elle ne s'en rende compte.

> Le niveau 0 est celui des fonctions qui n'ont pas ou très rarement de contacts avec des personnes fragilisées (réception d'un service, comptabilité, etc.).

> Le risque faible est attribué aux fonctions qui accueillent ou traitent parfois le dossier de personnes fragilisées : p. ex. conseil en personnel, en orientation, réception d'un service "sensible", etc.

> Le risque moyen est lié aux contacts réguliers sur le long terme avec des personnes fragilisées ou influençables : p. ex. enseignement, psychothérapie, etc.

> Le niveau supérieur n'existe pas dans les fonctions analysées. Il s'agirait de contacts réguliers avec une population majoritairement, voire exclusivement composée de personnes fragilisées en situation de détresse (p. ex. responsable de l'accueil des enfants de femmes battues).

### R 3 Responsabilité concernant des valeurs matérielles ou environnementales

Etendue des dégâts	Risque			
	<i>Aucun risque</i>	<i>Risque faible</i>	<i>Risque moyen</i>	<i>Risque élevé</i>
<i>En cas d'erreur, les dégâts peuvent se monter jusqu'à Fr. 10'000.-</i>	0	0	5	20
<i>En cas d'erreur, les dégâts peuvent se monter de 10'000.- à 100'000.-</i>	0	5	20	35
<i>En cas d'erreur, les dégâts peuvent se monter au-delà de Fr. 100'000.-</i>	0	20	35	50
<i>Atteinte irréversible à l'environnement (non quantifiable en francs)</i>	0	20	35	50

#### Principes d'évaluation

Pour déterminer l'importance du risque, il faut tenir compte de la fréquence des erreurs ainsi que de la portée des éventuelles conséquences, de même qu'il faut tenir compte des mesures de prévention visant à les réduire (formation, appareillage technique).

Pour estimer le montant possible des dégâts, il faut partir de l'idée qu'en cas d'erreur seule une partie de la valeur totale du matériel est perdue, la plupart du temps. Le fait de manipuler des appareils coûteux ne suffit pas pour évaluer un risque, s'il n'est guère ou pas possible de les abîmer involontairement (p. ex. travaux sur ordinateur).

Le fait que pratiquement chaque erreur professionnelle ait des conséquences financières en raison du travail supplémentaire qu'elle occasionne n'entre pas en ligne de compte.

Pour les fonctions financières : l'argent n'entre en ligne de compte que s'il peut être perdu par une erreur d'inattention qui peut arriver à tout le monde (comparable à un accident de voiture), par inadvertance et dans l'instant. Ceci pourrait arriver pour une fonction de placement financier ou de gestion de fortune. Le risque de manquer un délai pour une subvention n'est pas pris en compte, ni d'ailleurs celui de payer une facture à mauvais escient (l'erreur n'est pas irréversible).

Pour les atteintes à l'environnement, on se focalise sur des activités dans le cadre desquelles des erreurs – même si elles sont constatées immédiatement – peuvent porter atteinte directement à l'environnement (conduite de camions-citernes, utilisation d'installations dans des stations d'incinération, service du feu, etc.).

#### **R 4 Responsabilité liée à l'atteinte des résultats ou des objectifs de l'organisation**

Compétence décisionnelle et faculté d'influencer les résultats	<i>Pas d'effet</i>	<i>Impact limité à un secteur de l'Etat / institution ou conséquences financières jusqu'à 100'000 francs</i>	<i>Impact sur le service ou l'institution dans son ensemble ou conséquences financières de 100'000 à 500'000 francs</i>	<i>Impact sur tous les services de l'Etat (transversal) ou conséquences financières de plus de 500'000 francs</i>
<i>aucune</i>	0	0	0	0
<i>opérationnel</i>	0	5	10	20
<i>opérationnel et participation aux décisions stratégiques</i>	0	10	20	35
<i>surtout stratégique</i>	0	20	35	50

#### **Principes d'évaluation et définitions**

Compétence décisionnelle : certaines fonctions impliquent une compétence décisionnelle "surtout stratégique", notamment les responsables de services ou d'institutions, d'autres impliquent une compétence "surtout opérationnelle avec participation aux décisions stratégiques" notamment pour les spécialistes de domaines complexes, enfin certaines fonctions sont exclusivement opérationnelles.

**Dans les colonnes suivantes**, il s'agit de retenir la valeur maximale obtenue entre les notions de budget et d'impact sur l'organisation. Ces deux notions se définissent comme suit :

Importance de l'impact : La distinction s'opère ici entre :

- Impact limité à un secteur : la fonction exerce une influence directe sur le fonctionnement du secteur d'activité où je travaille (un domaine particulier d'un service ou d'une institution).



- Impact sur le service ou l'institution dans son ensemble : la fonction exerce une influence directe sur le fonctionnement de tout le service ou toute l'institution (concerne les fonctions de chef-fe de service ou d'institution, les spécialistes d'état-major d'un service ou d'une institution, etc.).
- Impact transversal : la fonction exerce une influence directe sur le fonctionnement de tous les services de l'Etat (transversal).

L'Etat est ici compris dans le sens "organisation" : on se demande si les actes concernent toute l'organisation ou seulement un service. On ne tient pas compte du fait que certains services ou institutions s'adressent à une grande partie de la population, cela reste un seul service.

Budget : Considérant qu'une large partie du budget d'une organisation est invariable d'année en année, on prend en considération 10 % du budget annuel d'un service, d'un domaine, d'un projet pour un-e chargé-e de projets etc. La distinction s'opère entre < 1 mio / 1 à 5 mio / > 5 mio par année.

Ces chiffres sont à adapter au coût de la vie. Actuellement, 5 millions de francs représentent le budget médian (sans charges sociales, reflétées quant à elles au critère R1.1) des services de l'Etat (comptes + investissements).

Particularités :

- La responsabilité d'un budget supérieur à 500 millions de francs implique une responsabilité maximale à ce critère.
- Le niveau de fonction supérieur peut être attribué aux titulaires d'une fonction qui implique de manière simultanée une responsabilité stratégique transversale et un budget supérieur à 5 millions de francs par année.

**Tableau synoptique** : valeur des points et maximas par domaine de critère

		Nbre de points max. possible	Nbre de points max. pris en compte
<b>I</b>	<b>Domaine intellectuel</b>	<b>380</b>	<b>280</b>
<u>I 1</u>	<u>Exigences professionnelles</u>	<u>260</u>	
	1) Formation de base	<u>165</u>	
	2) Formation continue	<u>25</u>	
	3) Connaissances suppl. et expérience nécessaires à la fonction	88	<u>70</u>
<u>I 2</u>	<u>Exigences concernant l'aptitude à la planification et organisation</u>	<u>50</u>	

		<u>Nbre de points max. possible</u>	Nbre de points max. pris en compte
<u>I 3</u>	<u>Charges par perturbations et interruptions du travail involontaires et inévitables</u>	<u>70</u>	
	1) Interruptions de travail	30	
	2) Planification du travail difficile	40	
<b>PS</b>	<b>Domaine psychosocial</b>	<b>350</b>	<b>280</b>
<u>PS 1</u>	<u>Exigences concernant l'aptitude à la communication orale</u>	<u>50</u>	
<u>PS 2</u>	<u>Exigences concernant l'aptitude à la collaboration</u>	<u>50</u>	
<u>PS 3</u>	<u>Exigences concernant l'empathie et la capacité à convaincre</u>	<u>50</u>	
<u>PS 4</u>	<u>Conditions psychosociales difficiles</u>	220	<u>200</u>
<b>P</b>	<b>Domaine physique</b>	<b>320</b>	<b>280</b>
<u>P 1</u>	<u>Exigences concernant la force physique</u>	<u>50</u>	
<u>P 2</u>	<u>Exigences concernant la précision des mouvements</u>	<u>70</u>	
<u>P 3</u>	<u>Conditions ambiantes difficiles</u>	290	<u>200</u>
<b>R</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>320</b>	<b>280</b>
<u>R 1</u>	<u>Responsabilité concernant les résultats atteints par d'autres personnes</u>	<u>160</u>	
	1) Responsabilité de direction	<u>140</u>	
	2) Responsabilité opérationnelle, non hiérarch.	80	
	3) Responsabilité de projet, groupe, comm.	80	
	4) Fct d'assistance ou de préparation du travail	40	
	5) Resp. concernant les objectifs de formation	40	
	Points supplémentaires "Stratégie"	<u>20</u>	
<u>R 2</u>	<u>Responsabilité concernant la vie d'autrui</u>	<u>60</u>	
<u>R 3</u>	<u>Responsabilité concernant des valeurs matérielles ou environnementales</u>	<u>50</u>	
<u>R 4</u>	<u>Responsabilité liée à l'atteinte des résultats ou des objectifs de l'Etat</u>	<u>50</u>	
	<b>Total</b>	<b>1370</b>	<b>1000</b>

- 1) [RSJU 173.411](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 17 octobre 2017
- 3) Introduit par le ch. I du règlement du 31 mars 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 15 septembre 2015, en vigueur depuis le 12 octobre 2015



**Arrêté****fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat**

du 5 avril 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 19, alinéa 4, du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 4 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[2](#)</sup>,

vu le règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le Gouvernement fixe, par le présent arrêté, la classification salariale des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat.

**Art. 2** Les fonctions du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe I.

**Art. 3** Les tâches particulières du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe II.

**Art. 4** L'arrêté du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales est abrogé.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016.

Delémont, le 5 avril 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe I

### Classification des fonctions du personnel de l'Etat

	Fonctions <sup>4)</sup>	Classes
<b>1.</b>	<b>CADRES ET SPECIALISTES</b>	
1.01.10	Chef-fe de service Ia	20
1.01.11	Chef-fe de service Ib	21
1.01.12	Chef-fe de service Ic	22
1.01.20	Chef-fe de service IIa	22
1.01.21	Chef-fe de service IIb	23
1.01.22	Chef-fe de service IIc	24
1.01.30	Chef-fe de service IIIa	23
1.01.31	Chef-fe de service IIIb	24
1.01.32	Chef-fe de service IIIc	25
1.01.40	Chef-fe de service IVa	24
1.01.41	Chef-fe de service IVb	25
1.01.50	Délégué-e	20
1.02.01	Responsable de secteur Ia	15
1.02.02	Responsable de secteur Ib	16
1.02.03	Responsable de secteur Ic	17
1.02.04	Responsable de secteur Id	18
1.02.05	Responsable de secteur IIa	18
1.02.06	Responsable de secteur IIb	19

1.02.07	Responsable de secteur IIc	20
1.02.08	Responsable de secteur IId	21
1.03.01	Collaborateur-trice scientifique I	16
1.03.02	Collaborateur-trice scientifique IIa	18
1.03.12	Collaborateur-trice scientifique IIb	19
1.03.03	Collaborateur-trice scientifique III	19
1.03.04	Collaborateur-trice scientifique IV	20
1.03.05	Membre APEA	20
1.04.01	Directeur-trice d'institution I	19
1.04.02	Directeur-trice d'institution II	20
1.04.03	Directeur-trice d'institution III	21
1.04.04	Directeur-trice d'institution IV	23
1.05.01	Directeur-trice de crèche I	15
1.05.02	Directeur-trice de crèche II	15
1.05.03	Directeur-trice de crèche III	16
<b>2.</b>	<b>ADMINISTRATION, DOCUMENTATION, FINANCES</b>	
2.01.01	Collaborateur-trice administratif-ve Ia	1
2.01.11	Collaborateur-trice administratif-ve Ib	4
2.01.02	Collaborateur-trice administratif-ve IIa	6
2.01.03	Collaborateur-trice administratif-ve IIb	7
2.01.04	Collaborateur-trice administratif-ve IIc	8
2.01.05	Collaborateur-trice administratif-ve IIIa	9



2.01.55	Collaborateur-trice administratif-ve IIIb	11
2.01.56	Collaborateur-trice administratif-ve IIIc	10
2.01.06	Collaborateur-trice administratif-ve IV	13
2.01.07	Collaborateur-trice administratif-ve Va	15
2.01.08	Collaborateur-trice administratif-ve Vb	15
2.02.01	Collaborateur-trice info-documentaire I	6
2.02.02	Collaborateur-trice info-documentaire II	11
2.02.03	Collaborateur-trice info-documentaire III	12
2.03.01	Taxateur-trice fiscal-e I	7
2.03.02	Taxateur-trice fiscal-e II	9
2.03.03	Taxateur-trice fiscal-e III	13
2.03.04	Taxateur-trice fiscal-e IV	14
2.04.01	Expert-e fiscal-e I	15
2.04.02	Expert-e fiscal-e II	16
2.04.03	Expert-e fiscal-e III	18
2.05.01	Réviseur-se	16
2.06.01	Contrôleur-se officiel-le I	12
2.06.02	Contrôleur-se officiel-le II	15
<b>3.</b>	<b>INFORMATIQUE, TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT</b>	
3.01.01	Supporter des TIC I	7
3.01.02	Supporter des TIC II	12
3.02.01	Planificateur-trice des TIC	16

---

3.03.01	Architecte des TIC	17
3.04.01	Administrateur-trice système	15
3.05.01	Chargé-e de projets informatiques	15
3.06.01	Agent-e d'exploitation bâtiment I	1
3.06.02	Agent-e d'exploitation bâtiment II	5
3.06.03	Agent-e d'exploitation bâtiment III	9
3.06.04	Agent-e d'exploitation bâtiment IV	10
3.07.01	Inspecteur-trice technique I	9
3.07.02	Inspecteur-trice technique II	10
3.07.03	Inspecteur-trice technique III	11
3.08.01	Agent-e d'exploitation voirie I	3
3.08.02	Agent-e d'exploitation voirie II	8
3.08.03	Agent-e d'exploitation voirie III	10
3.08.04	Agent-e d'exploitation voirie IV	13
3.09.01	Collaborateur-trice technique	9
3.10.01	Technicien-ne de maintenance	14
3.11.01	Technicien-ne spécialisé-e I	13
3.11.02	Technicien-ne spécialisé-e II	14
3.11.03	Technicien-ne spécialisé-e III	15
3.12.01	Dessinateur-trice I	7
3.12.02	Dessinateur-trice II	9
3.13.01	Surveillant-e de chantiers	14

3.14.01	Jardinier-ère I	2
3.14.02	Jardinier-ère IIa	7
3.14.12	Jardinier-ère IIb	8
3.14.03	Jardinier-ère III	14
3.15.01	Garde-faune	11
3.17.01	Collaborateur-trice de restauration I	2
3.17.02	Collaborateur-trice de restauration IIa	6
3.17.03	Collaborateur-trice de restauration IIb	7
3.17.04	Collaborateur-trice de restauration III	10
3.18.01	Chauffeur-se	3
3.19.01	Photographe	8
3.20.01	Dessinateur-trice technique	7
3.21.01	Dessinateur-trice scientifique	12
3.22.01	Assistant-e d'étude SAP	12
3.23.01	Technicien-ne de fouilles I	6
3.23.02	Technicien-ne de fouilles II	11
3.24.01	Responsable de chantier archéologique	13
3.25.01	Maître-esse d'enseignement et de recherche	18
3.26.01	Préparateur-trice – conservateur-trice	12
<b>4.</b>	<b>SOCIAL, MEDICAL, SANTE PUBLIQUE</b>	
4.01.01	Assistant-e social-e	14
4.02.01	Conseiller-ère en personnel	14

---

4.03.01	Infirmier-ère scolaire I	12
4.03.02	Infirmier-ère scolaire II	13
4.04.01	Assistant-e dentaire	8
4.05.01	Médecin-dentiste	19
4.06.01	Responsable santé publique	23
4.07.01	Laborantin-e	8
4.08.01	Educateur-trice I	8
4.08.02	Educateur-trice II	12
4.08.03	Educateur-trice III	13
4.08.04	Educateur-trice IV	15
4.09.01	Veilleur-se I	3
4.09.02	Veilleur-se II	4
4.09.03	Veilleur-se III	6
4.10.01	Conseiller-ère en santé sexuelle	12
4.11.01	Infirmier-ère I	11
4.11.02	Infirmier-ère II	13
4.12.01 <sup>6)</sup>	Thérapeute I	13
4.12.02 <sup>6)</sup>	Thérapeute II	16
4.12.03 <sup>6)</sup>	Thérapeute III	18
4.12.04	... <sup>7)</sup>	
4.12.05	... <sup>7)</sup>	
4.13.01	Coordinateur-trice de placement I	10

4.13.02	Coordinateur-trice de placement II	11
4.14.01	Vétérinaire officiel-le	21
4.15.01	Linger-ère	2
4.16.01	Gestionnaire en intendance	6
<b>5.</b>	<b>JUSTICE, POLICE, SURETE</b>	
5.01.01	Agent-e de détention I	10
5.01.02	Agent-e de détention II	13
5.02.01	Commis-greffier-ère	10
5.03.01	Greffier-ère I	20
5.03.02	Greffier-ère II	22
5.04.01	Magistrat-e judiciaire	25
5.05.01	Assistant-e de sécurité publique	9
5.06.01	Agent-e de gendarmerie	12
5.07.01	Sous-officier-ère de gendarmerie I	14
5.07.02	Sous-officier-ère de gendarmerie II	15
5.08.01	Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie	17
5.08.02	Officier-ère de police	19
5.09.01	Inspecteur-trice scientifique PJ	17
5.10.01	Sous-officier-ère PJ I	14
5.10.02	Sous-officier-ère PJ II	15
5.11.01	Sous-officier-ère supérieur-e PJ	17

<b>6.</b>	<b>ENSEIGNEMENT, FORMATION, ORIENTATION</b>	
6.01.01	Enseignant-e primaire	13
6.01.02	Animateur-trice en théâtre	13
6.02.01	Enseignant-e primaire spécialisé-e	16
6.02.02	Enseignant-e secondaire spécialisé-e	19
6.03.01	Enseignant-e secondaire	17
6.04.01	Enseignant-e post-obligatoire I	16
6.04.02	Enseignant-e post-obligatoire II	17
6.04.03	Enseignant-e post-obligatoire III	19
6.05.01	Directeur-trice d'école I	17
6.05.02	Directeur-trice d'école II	20
6.05.03	Directeur-trice d'école IIIa	20
6.05.04	Directeur-trice d'école IIIb	22
6.06.01	Formateur-trice	12
6.07.01	Conseiller-ère pédagogique	18
6.08.01	Conseiller-ère en orientation	16
6.09.01	Psychologue scolaire	16
6.10.01	Animateur-trice en santé sexuelle et reproductive	13

## Annexe II

### Classification des tâches particulières du personnel de l'Etat

#### I. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire lorsque leur évaluation, exprimée en classe de traitement, dépasse la classe salariale du titulaire (article 4, alinéa 1, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Valeur exprimée en classe de traitement
Correspondant-e en matière de ressources humaines	6
Correspondant-e informatique	6
Responsable de la formation des apprentis	8
Agent-e de gendarmerie, membre du groupe d'intervention	14
Agent-e de gendarmerie, responsable du groupe d'intervention	15
Praticien-ne formateur-trice (fonction de base : éducateur-trice)	14

La rémunération complémentaire est arrêtée à 100 francs par mois, multipliée par la différence de classes entre la fonction du titulaire et l'évaluation de la tâche particulière.

#### II. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire sous forme de classes de traitement supplémentaires (article 4, alinéa 5, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Classe de traitement supplémentaire
Adjoint-e	+ 0 à 2 classes
Suppléant-e d'un-e collaborateur-trice administratif-ve Va	+ 1 classe

- 1) [RSJU 173.411](#)
- 2) [RSJU 173.411.01](#)
- 3) [RSJU 173.411.2](#)
- 4) Les descriptions de fonctions ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 5) Les descriptions de tâches particulières ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 7) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017



## Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature

du 14 juin 2007

*Le Conseil de surveillance de la magistrature,*

vu les articles 8a, alinéa 5, et 66, alinéa 6, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000<sup>[1](#)</sup>,<sup>[4](#)</sup>

*arrête :*

### Principe

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent règlement régit la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions du Conseil de surveillance de la magistrature (dénommé ci-après : "le Conseil"), ainsi que dans l'examen des candidatures aux postes de magistrats de l'ordre judiciaire.<sup>[5](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions de procédure de la loi d'organisation judiciaire<sup>[1](#)</sup> et du présent règlement, le Code de procédure administrative<sup>[2](#)</sup> s'applique.

### Terminologie

**Art. 2** Les termes du présent règlement désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### Secrétariat

**Art. 3** <sup>1</sup> Le premier greffier du Tribunal cantonal ou son suppléant assure le secrétariat du Conseil.

<sup>2</sup> A cette fin, il dispose des services de la chancellerie du Tribunal cantonal.

### Récusation

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Conseil statue sur la récusation de ses membres ou de son secrétaire après que les intéressés se sont retirés et ont été remplacés.

<sup>2</sup> Si les membres, suppléants compris, ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise par le Conseil, qui est alors composé de la manière suivante :

- a) le président du Parlement est remplacé d'abord par le premier vice-président, ensuite par le second vice-président, enfin, selon l'ordre d'ancienneté, par un autre membre du Bureau du Parlement;

- b) le chef du département chargé des relations avec les autorités judiciaires est remplacé d'abord par son suppléant au Gouvernement, ensuite, selon l'ordre d'ancienneté, par un autre membre du Gouvernement;
- c) le président du Tribunal cantonal est remplacé d'abord, selon l'ordre d'ancienneté, par un juge permanent du Tribunal cantonal, ensuite, selon le même ordre, par un juge suppléant du Tribunal cantonal;
- d) le président du Tribunal de première instance est remplacé, selon l'ordre d'ancienneté, par un juge permanent du Tribunal de première instance, ensuite, selon le même ordre, par un juge suppléant du Tribunal de première instance;
- e) le bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens est remplacé d'abord par le vice-bâtonnier, ensuite, selon l'ordre d'ancienneté, par un autre membre du Conseil de l'Ordre;
- f) le vice-président du Tribunal cantonal est remplacé comme le président de ce tribunal ;
- g) le vice-président du Tribunal de première instance est remplacé comme le président de ce tribunal;
- h) le procureur général est remplacé, selon l'ordre d'ancienneté, par un procureur.

A ancienneté égale, le membre le plus âgé est remplaçant.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Si le motif de récusation est admis, le Conseil statue sur le fond de l'affaire dans la composition qui est la sienne lorsqu'il se prononce sur la récusation.

Empêchements **Art. 5** <sup>1</sup> Lorsqu'un membre ne peut occuper dans une affaire déterminée et qu'il n'y a plus de suppléants, il est remplacé comme en cas de récusation.

<sup>2</sup> Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier. Si le vice-président est lui aussi empêché, le Conseil est présidé par le juge cantonal qui y siège.

Séances **Art. 6** Le président convoque le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent.

Traitement des affaires **Art. 7** <sup>1</sup> Le président instruit les affaires et rapporte à leur sujet.

<sup>2</sup> Les affaires dans lesquelles il n'y a pas lieu de procéder à des auditions sont traitées par mise en circulation du dossier.

<sup>3</sup> Une délibération est tenue lorsqu'un membre le demande.

Majorité	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Le Conseil doit être au complet pour rendre une décision.</p> <p><sup>2</sup> Les décisions sont prises à la majorité. Les membres ont l'obligation de se déterminer. En cas d'égalité des voix, le président tranche.<sup>5)</sup></p>
Préavis pour l'élection d'un magistrat I. Ouverture des dossiers de candidature	<p><b>Art. 8a</b><sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les dossiers de candidature sont ouverts par le secrétariat du Tribunal cantonal.</p> <p><sup>2</sup> Une liste des candidats est établie. Elle comprend notamment la date du dépôt des dossiers de candidature. Un accusé de réception est adressé à chaque candidat.</p>
II. Examen des candidatures	<p><b>Art. 8b</b><sup>6)</sup> <sup>1</sup> Le président du Conseil vérifie que les candidats remplissent les conditions d'éligibilité prévues par la loi.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'un candidat ne réunit manifestement pas les conditions d'éligibilité, le président du Conseil écarte sa candidature. Il en informe le Conseil.</p> <p><sup>3</sup> En principe, les dossiers de candidature sont examinés en séance plénière. Sur proposition du président, il peut être procédé par voie de circulation.</p> <p><sup>4</sup> Le Conseil peut procéder à l'audition des candidats. Il peut demander des explications ou des compléments par écrit.</p>
Indemnités	<p><b>Art. 9</b> Le président du Parlement et le bâtonnier de l'Ordre des avocats, ainsi que leur suppléant, sont indemnisés conformément à l'article 4 du décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>3)</sup>.</p>
Financement	<p><b>Art. 10</b> Les frais de fonctionnement du Conseil sont imputés au budget et aux comptes du Tribunal cantonal.</p>

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2007.

Porrentruy, le 14 juin 2007

AU NOM DU CONSEIL DE SURVEILLANCE  
DE LA MAGISTRATURE

Le président : Pierre Boinay  
Le secrétaire : Jean Moritz

- 1) [RSJU 181.1](#)
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 186.1](#)
- 4) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du règlement du 10 novembre 2017
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 10 novembre 2017
- 6) Introduit par le ch. I du règlement du 10 novembre 2017

## Ordonnance concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats<sup>5)</sup>

du 6 juillet 2004

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 11, alinéa 1, et 40 de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Fonctionnement de la Chambre des avocats

Principe	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La Chambre des avocats est une autorité administrative au sens de l'article 3 du Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Sous réserve de l'article 5, les règles de procédure de la loi concernant la profession d'avocat<sup>1)</sup> et le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> régissent la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions de la Chambre des avocats.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Président	<p><b>Art. 3</b> Les membres titulaires et suppléants de la Chambre des avocats désignent le président de celle-ci parmi les membres titulaires.</p>
Secrétariat	<p><b>Art. 4</b> Le Service juridique assure le secrétariat de la Chambre des avocats.</p>
Autorité de récusation	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La Chambre des avocats composée de trois membres statue sur la récusation d'un membre ou du secrétaire en l'absence de celui-ci. Sa décision est sujette à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.</p> <p><sup>2</sup> Si, par suite des requêtes en récusation, les membres ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise par la Chambre administrative du Tribunal cantonal.</p>

Convocation **Art. 6** <sup>1</sup> Le président convoque la Chambre des avocats aussi souvent que les affaires l'exigent.

<sup>2</sup> Il détermine le lieu de la séance selon les besoins des cas à traiter.

Majorité **Art. 7** La Chambre des avocats prend ses décisions à la majorité simple.

Indemnité **Art. 8** L'indemnité du président et des membres de la Chambre des avocats est déterminée conformément à l'article 4 du décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>3)</sup>.

Financement **Art. 9** <sup>1</sup> Les frais de fonctionnement de la Chambre des avocats sont imputés au budget et aux comptes du Service juridique.

<sup>2</sup> Les recettes que celle-ci réalise, en particulier les émoluments perçus, sont acquises à l'Etat.

## **SECTION 2 : Emoluments**

Renvoi **Art. 10**<sup>6)</sup> La Chambre des avocats, la commission des examens d'avocat et le Tribunal cantonal lorsqu'il délivre le brevet d'avocat perçoivent des émoluments conformément à la législation sur les émoluments.

**Art. 11 et 12**<sup>7)</sup>

## **SECTION 3 : Disposition finale**<sup>6)</sup>

**Art. 13**<sup>7)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2004.

Delémont, le 6 juillet 2004

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 188.11](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RSJU 186.1](#)

4) [RSJU 176.531](#)

5) Nouvelle teneur du titre selon l'article 2, lettre a, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017

6) Nouvelle teneur selon l'article 2, lettre a, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017

7) Abrogé(s) par l'article 2, lettre a, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017





## TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.12	Ordonnance du 2 septembre 2014 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté

213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques
214	<i>Droit successoral</i>
214.431	Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires
215	<i>Droits réels</i>
215.122.14	Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
215.124.1	Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
215.126.1	Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
215.126.10	Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
215.126.2	Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
215.129.1	Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
215.231	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
215.322.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
215.326.2	Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
215.341	Loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation (LGéo)
215.341.1	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la procédure d'introduction du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OCRDPF)
215.342.6	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
22	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations</i></b>
221	<i>Dispositions générales</i>
221.211	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel

222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
222.153.231	Contrat-type de travail du 7 mars 2017 prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.11	Ordonnance du 22 février 2016 concernant la prise en charge des frais de médiation dans le cadre d'une procédure civile
<b>28</b>	<b><i>Poursuite pour dettes et faillite</i></b>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

283 *Protection des données*

283.11 Arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2014 autorisant les Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de l'Office des véhicules

284 *Procédures spéciales*

284.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal

## Contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture<sup>7)</sup>

du 20 décembre 1995

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 359, 359a et 360 du Code des obligations (CO)<sup>1)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup>,

vu l'article 13 de la loi du 20 avril 1989 sur le développement rural<sup>3)</sup>,

*arrête :*

Les conditions de travail du personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture sont régies dans la République et Canton du Jura par le

contrat-type de travail

qui suit :

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type s'applique à tous les rapports de travail entre les travailleurs occupés à titre principal dans une exploitation agricole de la République et Canton du Jura ou dans un ménage dépendant d'une telle exploitation, d'une part, et leurs employeurs, d'autre part.

<sup>2</sup> Toute convention contraire au présent contrat-type doit être faite par écrit et ne pas être contraire aux dispositions impératives du Code des obligations.

<sup>3</sup> Les personnes soumises à un contrat d'apprentissage ne sont touchées par les présentes dispositions que dans la mesure où le contrat ou les prescriptions impératives du Code des obligations relatives au contrat d'apprentissage ne contiennent pas une réglementation contraire.

<sup>4</sup> Les prescriptions de droit public sont réservées.

<sup>5</sup> Les termes qui désignent des personnes comprennent indistinctement des femmes et des hommes.

Obligations du  
travailleur

**Art. 2** <sup>1</sup> Le travailleur exécute avec soin le travail qui lui est confié et sauvegarde fidèlement les intérêts légitimes de l'employeur (art. 321a, al. 1, CO).

<sup>2</sup> Le travailleur doit se conformer à l'ordre de la maison, qui doit être établi de manière à tenir équitablement compte des intérêts personnels du travailleur (art. 332 du Code civil suisse (CC)<sup>[4\)](#)</sup>.

Réparation des  
dommages

**Art. 3** <sup>1</sup> Le travailleur répond envers l'employeur de tout dommage causé intentionnellement ou par négligence (art. 321e, al. 1, CO).

<sup>2</sup> Il est tenu de signaler immédiatement à l'employeur les dommages qu'il constate.

<sup>3</sup> Dans la mesure où la réparation du dommage incombe au travailleur, l'employeur peut retenir une partie du salaire; cette retenue ne doit pas excéder un quart du salaire.

Obligations de  
l'employeur

**Art. 4** <sup>1</sup> L'employeur doit occuper le travailleur conformément à sa formation et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Il protège et respecte, dans les rapports de travail, la personnalité du travailleur; il veille au bien-être matériel, corporel et moral du travailleur (art. 328, al. 1, CO).

<sup>3</sup> Il prend, pour protéger la vie et la santé du travailleur, les mesures commandées par l'expérience, applicables en l'état de la technique, et adaptées aux conditions de l'exploitation ou du ménage, dans la mesure où les rapports de travail et la nature du travail permettent équitablement de l'exiger de lui (art. 328, al. 2, CO).

<sup>4</sup> L'employeur peut louer ou prêter les services d'un travailleur à titre temporaire à une autre entreprise agricole; dans ces cas, le travailleur reste lié à l'employeur par le présent contrat-type et il n'existe pas de relation contractuelle entre le travailleur et l'entreprise agricole qui a recours à ses services.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les législations fédérales et cantonales sur la main d'œuvre étrangère.<sup>[8\)](#)</sup>

Durée du travail	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La durée hebdomadaire du travail est de 50 heures en moyenne annuelle, pauses non comprises. Elle ne peut toutefois pas dépasser 60 heures par semaine.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> La durée quotidienne du travail ne doit pas dépasser, en règle générale, 11 heures durant les mois de mai à septembre et 10 heures pendant les autres mois.</p> <p><sup>3</sup> En fixant l'horaire de travail, l'employeur doit tenir compte des intérêts du travailleur, en particulier de ses obligations familiales, dans une mesure compatible avec ceux de l'entreprise.<sup><a href="#">8)</a></sup></p>
Heures de travail supplémentaires	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> En cas de nécessité, notamment pour la rentrée des récoltes, le travailleur est tenu d'accomplir des heures supplémentaires dans la mesure où il peut s'en charger et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander (art. 321c, al. 1, CO).</p> <p><sup>2</sup> Il sera tenu compte du développement corporel des adolescents appelés à fournir un travail supplémentaire.</p> <p><sup>3</sup> Les parents ne peuvent être sollicités pour des heures supplémentaires que dans une mesure ne portant pas préjudice à leurs obligations parentales.</p>
Compensation des heures supplémentaires	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser à raison de 125 % les heures de travail supplémentaires. La compensation doit être accordée dans les trois mois (art. 321c, al. 2, CO).</p> <p><sup>2</sup> Les heures supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé doivent être payées avec une majoration de 25 % au moins du salaire brut contractuel (art. 321c, al. 3, CO).<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> Par salaire horaire, on entend en règle générale la 217<sup>ème</sup> partie du salaire mensuel brut contractuel.<sup><a href="#">16)</a></sup></p>
Congés ordinaires et jours fériés	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Le travailleur a droit à un jour et demi de congé par semaine.</p> <p><sup>2</sup> En règle générale, deux jours au moins de congé par mois doivent coïncider avec un dimanche.</p>

<sup>3</sup> Le travailleur a congé, en outre, les jours fériés suivants : Nouvel-An, Vendredi-Saint, Ascension, Fête-Dieu, 23 juin, 1<sup>er</sup> Août, Assomption, Toussaint et Noël.<sup>9)</sup>

<sup>4</sup> L'employeur peut exceptionnellement grouper les jours de congé auxquels le travailleur peut prétendre ou accorder deux demi-jours au lieu d'un jour complet, si des conditions particulières le justifient et si le travailleur y consent (art. 329, al. 2, CO).

<sup>5</sup> Les parties tiennent équitablement compte de leurs intérêts réciproques pour fixer les heures et jours de congé (art. 329, al. 4, CO).

<sup>6</sup> Si la nourriture fait partie du salaire en nature, le travailleur est autorisé à prendre ses repas chez l'employeur aussi pendant ses jours de congé.

<sup>7</sup> Les congés qui ne sont pas pris sont compensés dans les trois mois. Avec l'accord du travailleur, ils peuvent être payés selon les règles applicables aux heures supplémentaires.<sup>17)</sup>

Congés  
extraordinaires

**Art. 9** <sup>1</sup> En plus des congés ordinaires, l'employeur doit accorder au travailleur sans qu'il y ait réduction du salaire en espèces :

- a) trois jours en cas de mariage, ou en cas de décès ou de maladie grave du conjoint ou de proches parents en ligne directe ascendante ou descendante;
- b) deux jours en cas d'accouchement de l'épouse du travailleur ou de changement de domicile;
- c) un jour lors du baptême d'un enfant ou du mariage d'un de ses propres enfants ou d'un enfant issu d'un autre lit, ou en cas de décès d'un frère, d'une sœur, d'un des beaux-parents, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur.

<sup>2</sup> Lorsque le contrat est résilié, l'employeur doit laisser au travailleur le temps libre nécessaire, mais au maximum deux fois deux heures par semaine, pour chercher un nouvel emploi.

Devoirs religieux,  
cours et  
conférences

**Art. 10** <sup>1</sup> Le travailleur doit avoir la possibilité d'assister au service religieux du dimanche et des jours fériés légaux.

<sup>2</sup> L'employeur facilite au travailleur, dans toute la mesure compatible avec la bonne marche de l'entreprise, l'accès aux cours et conférences ayant un caractère instructif. Si ces manifestations n'ont pas un caractère professionnel, les heures de travail perdues peuvent être remplacées en dehors de l'horaire normal de travail.



## Vacances

**Art. 11** <sup>1</sup> L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins au travailleur jusqu'à l'âge de 20 ans révolus (art. 329a, al. 1, CO).

<sup>2</sup> L'employeur accorde cinq semaines de vacances au travailleur dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 50 ans.<sup>9)</sup>

<sup>3</sup> Les vacances sont fixées proportionnellement à la durée des rapports de travail lorsque l'année de service n'est pas complète (art. 329a, al. 3, CO).

## Versement du salaire pendant les vacances et les congés

**Art. 12** <sup>1</sup> Le salaire en espèces ainsi qu'une indemnité pour les prestations en nature non perçues seront versés pendant les vacances et les congés. Le travailleur n'a droit à une indemnité de pension, pendant ses congés, que dans la mesure où il ne prend pas ses repas chez l'employeur.

<sup>2</sup> L'indemnité de pension se règle d'après les taux fixés par l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).

<sup>3</sup> D'un commun accord, l'indemnité de pension peut aussi consister en prestations en nature.

## Salaire

**Art. 13**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le salaire mensuel brut minimum de référence correspond à celui de la classe de salaire 4 de la directive salariale pour le personnel extrafamilial travaillant dans l'agriculture suisse<sup>18)</sup> éditée et mise à jour chaque année par l'Union suisse des paysans (USP), l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF) et la Communauté de travail des associations professionnelles d'employés agricoles (ABLA).<sup>12)13)16)</sup>

<sup>2</sup> Il est versé douze fois par année.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Il est modulé à la hausse ou à la baisse, en fonction des critères suivants :

- a) âge de l'employé;
- b) durée de l'engagement;
- c) formation professionnelle;
- d) expérience professionnelle.

<sup>4</sup> Les détails sont réglés en annexe.

<sup>5</sup> Lorsque des prestations en nature sont fournies, elles sont déduites du salaire net d'après les taux fixés par l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).<sup>14)16)</sup>

<sup>6</sup> Le salaire en espèces, y compris les prestations sociales et le supplément pour heures supplémentaires, doit être payé au plus tard le dernier jour du mois, pendant les heures de travail. Si le dernier jour du mois tombe sur un dimanche ou un jour férié, le paiement a lieu le jour ouvrable précédent.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>7</sup> Un décompte détaillé mentionnant les retenues faites sur le salaire brut doit être remis chaque mois à l'employé (AVS, assurances, impôt à la source, divers).<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>8</sup> Sauf dispositions contraires, les allocations familiales sont versées intégralement à l'employé en plus du salaire convenu.<sup>[14\)](#)</sup>

#### **Art. 14**<sup>[10\)](#)</sup>

Nourriture

**Art. 15** Le travailleur a droit à une nourriture saine et suffisante.

Logement

**Art. 16** <sup>1</sup> Le travailleur disposera d'un logement ou d'une chambre convenablement meublé, éclairé et chauffé.

<sup>2</sup> Durant ses heures de loisirs, le travailleur devra pouvoir séjourner dans la chambre de famille ou dans un autre local habitable et chauffé en hiver.

<sup>3</sup> L'employeur mettra à la disposition du travailleur marié un logement sain, rationnel et adapté aux conditions familiales.

<sup>4</sup> Des sous-locataires ne pourront habiter dans les locaux mis à disposition qu'avec l'assentiment de l'employeur.

<sup>5</sup> Si l'employeur met à la disposition du travailleur un logement, la résiliation des rapports de travail signifiera aussi l'extinction du droit d'utilisation du logement. Les dispositions obligatoires du droit fédéral concernant la protection des locataires sont réservées.

Collaboration  
des proches du  
travailleur

**Art. 17** <sup>1</sup> Pour le temps durant lequel l'épouse ou les enfants du travailleur sont occupés dans l'exploitation, ils ont droit à la rétribution en espèces et à la pension à la table de l'employeur.

<sup>2</sup> La pension peut être remplacée par des prestations en nature ou par une indemnité correspondante.

<sup>3</sup> L'épouse du travailleur disposera du temps nécessaire à l'entretien de son ménage et aux soins des enfants.

Salaire en cas  
d'empêchement  
de travailler

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans la mesure où les rapports de travail ont duré plus de trois mois ou ont été conclus pour plus de trois mois, le travailleur empêché de travailler sans qu'il y ait faute de sa part et pour des raisons inhérentes à sa personne telles que maladie, accident, grossesse, accouchement, exercice d'une fonction publique ou accomplissement d'une obligation légale autre que le service militaire, a droit au salaire intégral (en espèces et en nature) suivant :

- pendant un mois au cours des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de service;
- pendant deux mois dès la 3<sup>ème</sup> et jusqu'à la 5<sup>ème</sup> année de service;
- pendant trois mois dès la 6<sup>ème</sup> et jusqu'à la 10<sup>ème</sup> année de service;
- pendant quatre mois dès la 11<sup>ème</sup> année de service.

<sup>2</sup> Lorsque le travailleur vit dans le ménage de l'employeur, celui-ci accorde au travailleur empêché de travailler sans sa faute pour cause de maladie, d'accident, de grossesse ou d'accouchement, les soins et secours médicaux pour un temps limité, correspondant à celui de l'alinéa 1 (art. 328a, al. 2 et 3, CO).

<sup>3</sup> En cas de maladie ou d'accident du travailleur, l'indemnité journalière versée par la caisse-maladie ou par l'assurance-accidents peut être déduite du salaire dans la mesure où elle est versée au travailleur.

Versement de  
salaire en cas de  
service militaire

**Art. 19** Lorsque les rapports de service ont duré plus d'une année ou si le travailleur s'engage au cours de la première année de service à rester au moins une année, il a droit au salaire intégral en cas de service militaire d'une durée maximum de 22 jours. L'allocation pour perte de gain revient dans ce cas à l'employeur.

Versement du  
salaire en cas de  
décès

**Art. 20** En cas de décès du travailleur, l'employeur doit payer le salaire, à partir du jour du décès, pour un mois encore et, si les rapports de travail ont duré plus de cinq ans, pour deux mois encore, si le travailleur laisse un conjoint ou des enfants mineurs ou, à défaut, d'autres personnes en faveur desquelles il remplissait une obligation d'entretien (art. 338, al. 2, CO).

Assurance-  
maladie

**Art. 21** <sup>91</sup> <sup>1</sup> L'employeur rend le travailleur attentif à son obligation de s'assurer contre la maladie (assurance de base), conformément à la LAMal<sup>111</sup> et à ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> L'employeur affine le travailleur engagé pour une durée contractuelle d'au moins trois mois à une assurance d'indemnité journalière ou veille à ce que cette assurance soit ajoutée à l'assurance-maladie. L'indemnité journalière sera au moins égale à 80 % du salaire, durant au moins 720 jours dans une période de 900 jours consécutifs, avec un délai d'attente de 30 jours.

<sup>3</sup> L'employeur paie 50 % des primes de l'assurance d'indemnité journalière.

Assurance-accidents

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employeur est tenu d'assurer le travailleur contre les accidents et maladies professionnels et contre les accidents non professionnels conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA)<sup>5)</sup> et à la législation d'exécution.

<sup>2</sup> Les primes de l'assurance contre les accidents et maladies professionnels sont à la charge de l'employeur, celle de l'assurance contre les accidents non professionnels à la charge du travailleur.

AVS, AI, APG, AC et allocations familiales

**Art. 23** <sup>1</sup> L'employeur et le travailleur versent les cotisations légales à l'assurance-vieillesse et survivants, à l'assurance-invalidité, au régime des allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité et à l'assurance-chômage.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> L'employeur verse en outre au régime fédéral des allocations familiales les contributions légales dues sur les salaires en espèces ou en nature payés dans son exploitation.

Prévoyance professionnelle

**Art. 24** <sup>1</sup> L'employeur est tenu de contracter une assurance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en faveur du travailleur.

<sup>2</sup> L'employeur paie la moitié des primes au moins.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et des textes d'exécution s'y rapportant sont réservées.

Résiliation pendant le temps d'essai

**Art. 25** <sup>1</sup> Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat de travail à tout moment, moyennant un délai de congé de sept jours; sont considérées comme temps d'essai les quatre premières semaines de travail.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque, pendant le temps d'essai, le travail est interrompu par suite de maladie, d'accidents ou d'accomplissement d'une obligation légale incombant au travailleur sans qu'il ait demandé de l'assumer, le temps d'essai est prolongé d'autant.

Résiliation après  
le temps d'essai

**Art. 26** <sup>1</sup> Le contrat peut être résilié pour la fin d'un mois moyennant un délai de congé d'un mois pendant la première année de service, de deux mois de la deuxième à la cinquième année de service, de trois mois ultérieurement.

<sup>2</sup> Les dispositions particulières du Code des obligations concernant la résiliation du contrat de travail en temps inopportun (grossesse, maladie, accident, service militaire, etc.) sont réservées (art. 336c et 336d CO).

Motivation du  
congé et  
résiliation  
abusive

**Art. 27** <sup>1</sup> La partie qui reçoit le congé peut demander à l'autre partie qu'elle motive sa décision par écrit (art. 335 CO).

<sup>2</sup> En cas de résiliation abusive au sens de l'article 336 du Code des obligations, la partie qui reçoit le congé et entend demander une indemnité doit faire opposition au congé par écrit auprès de l'autre partie, au plus tard jusqu'à la fin du délai de congé (art. 336b CO).

Résiliation  
immédiate pour  
justes motifs

**Art. 28** L'employeur et le travailleur peuvent résilier immédiatement le contrat en tout temps pour de justes motifs; la partie qui résilie immédiatement le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande (art. 337 CO).

Certificat

**Art. 29** <sup>1</sup> Le travailleur peut exiger en tout temps de l'employeur la délivrance d'un certificat mentionnant la nature et la durée du service accompli ainsi que la qualité du travail et la conduite de l'employé.

<sup>2</sup> Sur demande expresse du travailleur, le certificat peut se limiter aux indications portant sur la nature et la durée des rapports de service (art. 330a CO).

Gratification à  
raison de longs  
rapports de  
travail

**Art. 30** <sup>1</sup> Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après 20 ans de service ou plus dans la même exploitation, l'employeur verse au travailleur une gratification à raison de ces longs rapports de service.

<sup>2</sup> La gratification pour ancienneté de service se monte à :

a) deux salaires mensuels pour 20 à 25 années de service;

- b) trois salaires mensuels pour 26 à 30 années de service;
- c) quatre salaires mensuels pour 31 à 35 années de service;
- d) cinq salaires mensuels pour 36 à 40 années de service;
- e) six salaires mensuels pour plus de 40 années de service.

(Le salaire mensuel se compose du salaire en espèces et du salaire en nature).

<sup>3</sup> Si le travailleur reçoit des prestations d'une institution de prévoyance, celles-ci peuvent être déduites de l'indemnité à raison des longs rapports de travail dans la mesure où elles ont été financées soit par l'employeur lui-même, soit par l'institution de prévoyance au moyen de la contribution de l'employeur.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les articles 339b et suivants du Code des obligations sont applicables.

#### Litiges

**Art. 31** Les litiges relevant du contrat de travail seront tranchés par le Conseil de prud'hommes, quelle qu'en soit la valeur litigieuse.

#### Remise du contrat-type de travail

**Art. 32<sup>16)</sup>** L'employeur remet au travailleur un exemplaire du présent contrat-type de travail ainsi que de la directive salariale mentionnée à l'article 13, alinéa 1.

#### Dispositions supplétives

**Art. 33** <sup>1</sup> Les dispositions du Code des obligations concernant le contrat de travail sont applicables à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le contrat-type.

<sup>2</sup> Demeurent réservées, lors de l'entrée en vigueur du présent contrat-type, les situations acquises plus favorables aux travailleurs.

#### Dispositions auxquelles il ne peut être dérogé

**Art. 34** Il ne peut être dérogé aux dispositions ci-après par accord, ni au détriment de l'employeur, ni au détriment du travailleur :

- article 6, alinéa 1 (heures de travail supplémentaires);
- article 22 (assurance-accidents);
- article 23 (AVS-AI-APG-AC et allocations familiales);
- article 24 (LPP);
- article 27 (résiliation abusive, indemnité, procédure);
- article 28 (résiliation immédiate pour justes motifs).

#### Dispositions auxquelles il ne peut être dérogé au détriment du travailleur

**Art. 35** Il ne peut pas être dérogé aux dispositions ci-après par accord au détriment du travailleur :

- article 3, alinéa 1 (responsabilité du travailleur);

article 4, alinéas 2 et 3 (protection de la personne du travailleur);  
article 8, alinéa 4 (congé);  
article 11 (vacances);  
article 18, alinéa 1 (salaire en cas d'empêchement du travailleur);  
article 18, alinéa 2 (travailleur vivant en communauté domestique);  
article 20 (décès du travailleur);  
article 26, alinéa 2 (résiliation en temps inopportun);  
article 29 (certificat);  
article 30, alinéas 1 et 4 (conditions pour l'indemnité de départ).

Abrogation

**Art. 36** Le contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture du 6 décembre 1978 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 37** Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Delémont, le 20 décembre 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Annexe** [8\)15\)](#)**Modulation du salaire mensuel brut de référence (art. 13, al. 3)**

Fr.

Le salaire mensuel brut de référence au sens de l'article 13, alinéa 1, est modulé comme suit :

- a) à la baisse lorsque l'employé n'a pas encore atteint l'âge de 25 ans et à la hausse lorsqu'il est âgé de 50 ans au moins :
  - moins de 19 ans : – 13,44 %
  - de 19 à 24 ans : – 6,72 %
  - dès 50 ans : + 6,72 %
- b) à la baisse lorsque la durée de l'engagement est inférieure à 10 mois :
  - moins de 6 mois : – 13,44 %
  - de 6 à 9 mois : – 6,72 %
- c) le salaire mensuel brut de référence vaut lorsque l'employé dispose d'une AFP en agriculture, lorsqu'il a terminé avec succès un apprentissage ou lorsqu'il dispose d'un diplôme délivré par une école spécialisée; il est modulé à la baisse lorsque le niveau de formation est inférieur et à la hausse lorsqu'il est supérieur :
  - pas de qualification : – 6,72 %
  - pas de qualification, mais conduite du tracteur : – 3,36 %
  - CFC en agriculture : + 6,72 %
  - brevet fédéral d'agriculteur ou d'agricultrice, brevet fédéral de paysanne : + 20,16 %
  - maîtrise fédérale d'agriculteur ou d'agricultrice, diplôme supérieur de paysanne : + 33,60 %
- d) à la hausse lorsque l'employé peut se prévaloir d'une expérience professionnelle d'une année au moins dans une exploitation comparable :
  - 1 an d'expérience au moins : + 3,36 %
  - 3 ans d'expérience au moins : + 7,72 %
  - 5 ans d'expérience au moins : + 10,08 %



- 1) [RS 220](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) [RSJU 910.1](#)
- 4) [RS 210](#)
- 5) [RS 832.20](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 8) Introduit(e) par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 10) Abrogé par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 11) RS 832.10
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 5 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 18 janvier 2011. Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 26 mars 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 1<sup>er</sup> avril 2014
- 14) Introduit par le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009
- 15) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009. Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 18 janvier 2011. Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 26 mars 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 1<sup>er</sup> avril 2014. Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. II du contrat-type de travail du 13 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 16) Nouvelle selon le ch. I du contrat-type de travail du 28 février 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017
- 17) Introduit par le ch. I du contrat-type de travail du 28 février 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017
- 18) La directive en vigueur peut être consultée sur le site [www.jura.ch/ecr](http://www.jura.ch/ecr)



## **Contrat-type de travail prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail**

du 7 mars 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 360a du Code des obligations (CO)<sup>1)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail est applicable sur tout le territoire de la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il régit les rapports de travail entre, d'une part, les entreprises qui pratiquent le commerce de détail, y compris dans les boulangeries, laiteries, magasins de fleurs, kiosques et stations service et, d'autre part, les travailleurs qu'elles occupent au service de la vente, y compris les travailleurs à temps partiel, pour autant que les rapports de travail ne soient pas soumis à une convention collective de travail prévoyant un salaire minimal.

<sup>3</sup> Il ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article 4, alinéa 1, de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce<sup>3)</sup> (personnel familial).

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent contrat-type de travail pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Salaires

**Art. 3** <sup>1</sup> Le salaire est payé mensuellement, douze fois par année, au plus tard le dernier jour du mois.

<sup>2</sup> Les salaires minima de base, sans la part du 13<sup>e</sup> salaire, respectivement mensuels et à l'heure, tenant compte de la formation et de l'expérience dans la branche de la vente, sont les suivants :

	Expérience	Mensuel	Horaire
Non qualifié	moins de 5 ans	CHF 3'120	CHF 17.15
	plus de 5 ans	CHF 3'280	CHF 18.05
Formation 2 ans	moins de 3 ans	CHF 3'280	CHF 18.05
	plus de 3 ans	CHF 3'380	CHF 18.60
Formation 3 ans	moins de 3 ans	CHF 3'430	CHF 18.85
	plus de 3 ans	CHF 3'640	CHF 20.00

<sup>3</sup> En ce qui concerne les salaires mensuels, le salaire minimum est calculé en fonction d'une durée hebdomadaire de travail de 42 heures.

<sup>4</sup> L'employeur verse un treizième salaire dès le premier mois de service.

<sup>5</sup> Les salaires mentionnés à l'alinéa 2 sont basés sur l'indice suisse des prix à la consommation moyen de l'année 2015 (97.9 points; indice de référence : décembre 2010 = 100 points).

Effets

**Art. 4** <sup>1</sup> Il ne peut être dérogé au contenu du présent contrat-type de travail en défaveur du travailleur.

<sup>2</sup> Les dispositions du contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail<sup>4)</sup> s'appliquent pour le surplus.

<sup>3</sup> Le droit fédéral impératif est réservé.

Applicabilité aux rapports de travail existants

**Art. 5** Le présent contrat-type de travail s'applique aux rapports de travail existants dès son entrée en vigueur.

Entrée en vigueur

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2017.

<sup>2</sup> La durée de la validité du présent contrat-type de travail est limitée à trois ans à compter de son entrée en vigueur.

Delémont, le 7 mars 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

- 1) [RS 220](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) [RS 822.11](#)
- 4) [RSJU 222.153.23](#)



## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du 1 <sup>er</sup> mars 2010 portant désignant des cabinets et des établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre
324.11	Décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
324.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

**34*****Exécution*****341*****Dispositions générales***

341.1

Loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures

341.11

Ordonnance du 28 novembre 2017 concernant la surveillance électronique

**342*****Etablissements***

342.1

Loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention

342.11

Ordonnance du 8 avril 2014 sur les établissements de détention

342.491

Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349*****Conventions intercantionales***

349.1

Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins

349.11

Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes

349.12

Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal

349.13

Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique

349.14

Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)

349.15

Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)

349.2

Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)

349.21

Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 mars 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées mineures

349.22

Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs



349.3 Arrêté du Parlement du 22 mai 2013 portant approbation du règlement du 22 mars 2012 concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions

**35** ***Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition



## Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)

du 16 juin 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 445 du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi contient les dispositions d'exécution du Code de procédure pénale suisse (CPP).

<sup>2</sup> L'organisation, l'administration, le statut et la surveillance des tribunaux et du Ministère public sont réglés par la loi d'organisation judiciaire<sup>[2](#)</sup>.

<sup>3</sup> Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Champ d'application** **Art. 3** <sup>1</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse et de la présente loi régissent également les procédures relevant du droit pénal cantonal et communal.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure figurant dans d'autres actes législatifs cantonaux ou communaux, notamment dans le décret concernant le pouvoir répressif des communes<sup>[3](#)</sup>, sont réservées.

**Langue de la procédure** **Art. 4** Les procédures devant les autorités pénales se déroulent en français.

### CHAPITRE II : Autorités de poursuite pénale

**Autorités de poursuite pénale (art. 12 CPP)** **Art. 5** Les autorités de poursuite pénale sont :  
a) la police judiciaire;

b) le Ministère public.

## 1. La police judiciaire

Composition

**Art. 6** La police judiciaire comprend :

1. les agents de police judiciaire;
2. les officiers de police judiciaire;
3. les fonctionnaires et agents auxquels sont attribuées par la loi certaines fonctions de police judiciaire.

Agents de police judiciaire

**Art. 7** Sont agents de police judiciaire :

1. les gendarmes et les sous-officiers de la gendarmerie;
2. les inspecteurs de la police judiciaire;
3. les agents et gradés de la police municipale, dans les limites de leurs attributions fixées par la législation communale et la loi sur la police cantonale<sup>4)</sup>;
4. les fonctionnaires et employés compétents en vertu d'attributions que leur confèrent des lois spéciales;
5. les gardes dans le domaine de la chasse, de la pêche et de la protection de l'environnement agissant dans le cadre de leurs attributions légales.

Officiers de police judiciaire

**Art. 8** Ont qualité d'officiers de police judiciaire :

1. les officiers de la police cantonale;
2. les inspecteurs principaux et les inspecteurs principaux adjoints de la police judiciaire;
3. les sous-officiers supérieurs de la gendarmerie.

Attributions particulières des officiers de police judiciaire

**Art. 9** Seuls les officiers de police judiciaire au sens de l'article 8 ci-dessus désignés nommément par le Ministère public sont habilités à ordonner ou à exécuter les mesures de contrainte ci-après :

1. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une visite domiciliaire (art. 213, al. 2, CPP);
2. ordonner l'arrestation provisoire (art. 217 CPP);
3. prolonger la garde au-delà de trois heures (art. 219, al. 5, CPP);
4. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, l'examen des orifices et des cavités du corps (art. 241, al. 3, CPP);
5. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une perquisition (art. 241, al. 3, CPP);
6. ordonner un prélèvement non invasif d'échantillons de matières opéré sur le corps humain, notamment d'ADN, ainsi que l'établissement d'un profil ADN à partir de matériel biologique ayant un rapport avec l'infraction;

7. ordonner la saisie des données signalétiques (art. 260 CPP);
8. ordonner une observation jusqu'à un mois (art. 282 CPP);
9. prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise conformément aux articles 28b, alinéa 4, du Code civil suisse<sup>5)</sup> et 20a de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>6)</sup>.

Audition de  
témoins

**Art. 10** Les inspecteurs de la police judiciaire (art. 7, ch. 2) et les officiers de la police judiciaire (art. 8) sont seuls habilités à auditionner les témoins sur mandat du Ministère public (art. 142, al. 2, 2<sup>ème</sup> phrase, CPP).

Surveillance  
et pouvoir  
disciplinaire

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes désignées à l'article 6 ci-dessus sont, en leur qualité d'organes de la police judiciaire, soumises à l'autorité de la Chambre pénale des recours.

<sup>2</sup> Le Ministère public signale à la Chambre pénale des recours les manquements qu'il constate chez les organes de la police judiciaire et lui transmet les dénonciations qui lui sont adressées.

<sup>3</sup> Les fonctionnaires de la police judiciaire sont soumis au pouvoir disciplinaire du Gouvernement, conformément aux dispositions de la législation sur le statut du personnel de l'Etat.

<sup>4</sup> La Chambre pénale des recours peut signaler au Gouvernement les manquements susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire.

## 2. Le Ministère public

Compétences  
générales

**Art. 12** Les compétences du Ministère public sont celles énoncées dans le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, aux articles qui suivent ainsi que dans la législation spéciale.

Classement

**Art. 13**<sup>19)</sup> Les ordonnances de classement et de non-entrée en matière décernées par le Ministère public sont prises conjointement par le procureur en charge de l'affaire et le procureur général ou, en cas d'empêchement de celui-ci, un autre procureur. Le procureur en charge de l'affaire statue seul dans les cas suivants :

- a) lorsque l'ordonnance est notifiée à la partie plaignante;
- b) lorsqu'il est démontré que l'événement à l'origine de la procédure n'a pas été causé par une intervention humaine tierce;
- c) en cas de décès du prévenu;
- d) lorsque l'infraction ne se poursuit que sur plainte, en l'absence d'une plainte valablement déposée ou en cas de retrait de celle-ci.

Compétence  
pour recourir

**Art. 14** Chaque procureur a qualité pour :

- a) former recours;
- b) interjeter appel;
- c) saisir le Tribunal fédéral;
- d) déposer une demande de révision.

Tâches  
particulières  
confiées aux  
greffiers

**Art. 15<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Sur délégation des procureurs et sous réserve de l'alinéa 2, les greffiers du Ministère public peuvent être chargés des actes suivants (art. 142, al. 1, et 311, al. 1, CPP) :

- a) dans les cas où le prévenu encourt une peine privative de liberté de six mois au plus ou une peine pécuniaire : les accords sur le for, les actes d'instruction, la suspension, le prononcé de l'ordonnance pénale ainsi que de l'ordonnance de classement, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- b) les conciliations lorsque la procédure préliminaire porte exclusivement sur des infractions poursuivies sur plainte;
- c) les ordonnances de non-entrée en matière, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- d) les actes d'instruction dans les procédures en cas d'opposition à une ordonnance pénale contraventionnelle;
- e) les actes d'instruction en matière d'entraide judiciaire internationale;
- f) les échanges de vue dans les procédures de fixation de for;
- g) les suspensions de procédure en application de l'article 314, alinéa 1, lettre a, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>;
- h) d'autres tâches similaires sur délégation expresse.

<sup>2</sup> Les greffiers ne sont pas habilités à :

- a) ordonner des mesures de contrainte soumises à l'examen du juge des mesures de contrainte;
- b) engager l'accusation et la soutenir;
- c) exercer les compétences prévues à l'article 14 de la présente loi.

Délégation de la  
compétence de  
décerner des  
ordonnances  
pénales en  
matière de  
contraventions  
a) Etendue

**Art. 16** <sup>1</sup> Le procureur général peut déléguer à certains collaborateurs expérimentés du Ministère public la compétence de statuer en matière de contraventions selon une liste qu'il établit, pour autant que celles-ci ne soient pas en concours avec des infractions d'autre nature.

<sup>2</sup> Les collaborateurs désignés à cet effet peuvent prononcer des amendes jusqu'à concurrence du montant fixé pour l'inscription au casier judiciaire.

<sup>3</sup> Ils sont également compétents pour statuer sur les dénonciations découlant du non-paiement des amendes d'ordre infligées par la police aux usagers de la route selon la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>7</sup>.

<sup>4</sup> Les collaborateurs désignés peuvent en particulier procéder à l'audition du contrevenant.

<sup>5</sup> Ils statuent sur la base des rapports de dénonciation et plaintes qui leur parviennent.

b) Classement et traitement des oppositions

**Art. 17** <sup>1</sup> Les ordonnances de classement sont prises conjointement par le collaborateur désigné et un procureur.

<sup>2</sup> Les oppositions aux ordonnances pénales sont traitées par un procureur.

c) Transmission à un procureur

**Art. 18** <sup>1</sup> Si le collaborateur est d'avis que l'infraction dénoncée constitue un délit ou si l'amende pouvant entrer en ligne de compte dépasse la limite fixée à l'article 16, alinéa 2, il transmet d'office le dossier à un procureur avec une brève motivation.

<sup>2</sup> Si celui-ci suit le préavis du collaborateur, il statue lui-même.

<sup>3</sup> Dans le cas contraire, il retourne le dossier au collaborateur.

### CHAPITRE III : Tribunaux

Autorités judiciaires

**Art. 19** La justice en matière pénale est rendue :

- a) en première instance, par le juge pénal, le Tribunal pénal et le juge des mesures de contrainte;
- b) en seconde instance, par la Cour pénale et la Chambre pénale des recours.

Compétences  
a) Juge pénal  
(art. 19, al. 2, CPP)

**Art. 20** Le juge pénal connaît :

- a) des contraventions;
- b) des crimes et délits, à l'exception de ceux pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté supérieure à deux ans, un internement au sens de l'article 64 du Code pénal suisse<sup>8</sup>, un traitement au sens de l'article 59, alinéa 3, du Code pénal suisse, ou une privation de liberté de plus de deux ans lors de la révocation d'un sursis.

b) Tribunal pénal  
(art. 19, al. 2,  
lettre b, CPP)

**Art. 21** Le Tribunal pénal exerce les compétences qui ne sont pas attribuées au juge pénal selon l'article 20.

c) Cour pénale  
(art. 21, al. 1,  
CPP)

**Art. 22** La Cour pénale connaît :

- a) des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance;
- b) des demandes de révision.

d) Chambre  
pénale des  
recours  
(art. 20, al. 1,  
CPP)

**Art. 23** La Chambre pénale des recours connaît des recours dirigés contre des actes de procédure et contre des décisions non sujettes à appel rendues par :

- a) le juge pénal et le Tribunal pénal;
- b) le Ministère public et la police;
- c) le juge des mesures de contrainte dans les cas prévus par le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>.

#### CHAPITRE IV : Autres dispositions de procédure

Information  
d'autorités  
administratives  
(art. 75, al. 4, et  
84, al. 6, CPP)

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure pénale est ouverte en raison d'une prévention qui est susceptible de toucher des intérêts importants de l'Etat, ainsi que d'autres intérêts publics importants, le Ministère public ou le tribunal examine, sur requête, s'il y a lieu d'en informer une autorité administrative. Il peut également le faire d'office.

<sup>2</sup> Une telle information entre en ligne de compte lorsque l'éventuelle infraction :

- a) peut mettre en cause la protection de personnes mineures, en particulier des élèves, ou d'autres personnes nécessitant assistance;
- b) peut mettre en cause la protection de biens de police, en particulier la santé et la sécurité publiques;
- c) a été commise dans l'exercice d'une profession soumise à autorisation ou placée sous une surveillance disciplinaire.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> L'information ne peut être transmise qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) des présomptions sérieuses pèsent sur la personne poursuivie;
- b) les faits reprochés sont graves;
- c) la communication apparaît justifiée au vu du rapport entre, d'une part, l'importance du bien juridique que tend à protéger l'information et, d'autre part, les intérêts de la personne poursuivie.



<sup>4</sup> En outre, la communication en cours de procédure ne peut avoir lieu que si la prise de mesures urgentes à titre préventif entre en ligne de compte.

<sup>5</sup> Avant de transmettre l'information, le Ministère public ou le tribunal permet à la personne poursuivie d'exercer son droit d'être entendu puis, si celle-ci s'oppose à la communication, rend une décision. La décision est sujette à recours devant la Cour administrative dans les dix jours. La personne poursuivie et l'autorité administrative qui a requis une information ont qualité pour recourir.

<sup>6</sup> L'information transmise porte sur l'ouverture d'une procédure pénale et son objet, ainsi que sur son prononcé. Selon les circonstances, d'autres éléments sont portés à la connaissance de l'autorité dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires pour prendre des mesures visant à protéger l'intérêt public, en particulier des mesures provisoires.

<sup>7</sup> La procédure est réglée par Code de procédure administrative<sup>9)</sup>.

Mesures visant à protéger les personnes menacées en dehors de la procédure (art. 156 CPP)

**Art. 25** <sup>1</sup> Le département auquel est rattachée la police cantonale prend des mesures de protection adéquates en faveur des personnes mentionnées à l'article 149, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup> qui restent menacées en dehors de la procédure, au terme de celle-ci. Il peut en particulier les doter d'une identité d'emprunt au sens de l'article 288, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse et leur établir les actes nécessaires à cet égard.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut régler les détails par voie d'ordonnance.

Récompense (art. 211 CPP)

**Art. 26** Le Ministère public, avec l'accord du département auquel est rattachée la justice, peut accorder une récompense aux particuliers ayant apporté une contribution déterminante aux recherches, dans des affaires particulièrement graves.

Exécution de la détention avant jugement (art. 235, al. 5, CPP)

**Art. 27**<sup>20)</sup> Sous réserve de l'article 235, alinéas 2, 3 et 4, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, les droits et obligations des prévenus en détention dans les établissements du Canton ainsi que les mesures disciplinaires sont réglés conformément à la loi sur les établissements de détention<sup>22)</sup>.

Surveillance des mesures de substitution (art. 237 CPP)  
a) Suivi par la probation

**Art. 27a**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> A la demande du tribunal compétent, l'agent de probation assure le suivi des mesures de substitution au sens de l'article 237 du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>. Sur demande de l'agent de probation, la direction de la procédure lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>2</sup> Sur demande de la direction de la procédure, l'agent de probation établit un rapport sur le suivi des mesures. Il informe celle-ci sans délai si le prévenu ne respecte pas les obligations qui lui ont été imposées.

b) Utilisation  
d'appareils  
techniques

**Art. 27b<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables lorsque le tribunal ordonne l'utilisation d'appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne pour surveiller l'exécution des mesures de substitution.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer les appareils, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de la mesure de substitution.

<sup>3</sup> La direction de la procédure peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>5</sup> En cas de fuite du prévenu, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de l'utilisation des appareils. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure pénale.

Mort suspecte  
(art. 253, al. 4,  
CPP)

**Art. 28** Le médecin qui constate le décès annonce les cas de morts suspects au Ministère public.

Obligation de  
dénoncer  
(art. 302, al. 2,  
CPP)

**Art. 29** <sup>1</sup> Les organes de justice qui, dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent connaissance d'une infraction qui se poursuit d'office sont tenus de la dénoncer au Ministère public et de lui transmettre tous les renseignements, procès-verbaux et actes y relatifs.

<sup>2</sup> La législation spéciale est réservée.

Tarif des frais  
(art. 424 CPP)

**Art. 30** Le tarif des frais est réglé par la législation spéciale.

## CHAPITRE V : Exécution des jugements

### SECTION 1 : ...[17\)](#)

Art. 31 à 35[17\)](#)

### SECTION 2 : ...[17\)](#)

Art. 36 à 41[17\)](#)

### SECTION 3 : ...[18\)](#)

Art. 42 à 44[18\)](#)

### SECTION 4 : ...[17\)](#)

Art. 45 à 48[17\)](#)

## CHAPITRE VI : ...[17\)](#)

Art. 49 à 55[17\)](#)

## CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution et finales

Art. 56 et 57[17\)](#)

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 58** <sup>1</sup> La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>[6\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 10a, phrase introductive**

...<sup>[10\)](#)</sup>

**Article 20a, alinéa 1**

...<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La loi sur l'introduction du Code pénal suisse du 9 novembre 1978<sup>[11\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Articles 6, 23, 23a, 23b, 23c, 26, 26a, 26b, 27, 27a, 28, 29 et 29a**  
Abrogés.

**Article 30**

...<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes<sup>[3\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 6, alinéa 2**

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Article 6, alinéa 3**

Abrogé.

**Article 13, alinéa 2**

...<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>[13\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

**Titre de la Section 2**

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Article 5, alinéa 2**

...<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale<sup>[4\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 13, alinéa 4**

...<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>6</sup> La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[14\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 16**

...<sup>[10\)](#)</sup>

Abrogation **Art. 59** <sup>1</sup> Le Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura du 13 décembre 1990 est abrogé.

<sup>2</sup> La loi du 21 juin 1995 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale est abrogée.

Référendum **Art. 60** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 61** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>15)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 312.0](#)

2) [RSJU 181.1](#)

3) [RSJU 325.1](#)

4) [RSJU 551.1](#)

5) [RS 210](#)

6) [RSJU 211.1](#)

7) [RS 741.03](#)

8) [RS 311.0](#)

9) [RSJU 175.1](#)

10) Texte inséré dans ladite loi

11) [RSJU 311](#)

12) Texte inséré dans ledit décret

13) [RSJU 186.1](#)

14) [RSJU 831.10](#)

15) 1<sup>er</sup> janvier 2011

16) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

- 17) Abrogé(e)(s) par l'article 46 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ([RSJU 341.1](#))
- 18) Abrogé(s) par l'article 87 de la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014 ([RSJU 342.1](#))
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 21) Introduit par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 22) [RSJU 342.1](#)

# Loi sur l'exécution des peines et mesures

du 2 octobre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 372 à 383 du Code pénal suisse (CP)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 439 à 444 du Code de procédure pénale suisse<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi règle l'exécution des peines et des mesures, ainsi que l'assistance de probation.

<sup>2</sup> La réglementation internationale, fédérale et intercantonale, en particulier le droit pénal des mineurs, est réservée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Autorités compétentes

Service juridique

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Service juridique est responsable, d'une part, de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures et, d'autre part, de l'assistance de probation.<sup>[12\)](#)[16\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Ces tâches sont assumées par des personnes différentes au sein du Service juridique, sauf dans les cas où une suppléance est nécessaire.<sup>[13\)](#)</sup>

Exécution des  
peines et  
mesures

<sup>2</sup> Le Service juridique est compétent dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoie expressément la compétence du juge, du tribunal ou d'une autre autorité.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :

1. article 36, alinéa 1 : Conversion d'une peine pécuniaire en une peine privative de liberté;
2. article 59, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
6. article 62c, alinéa 4 : Requête d'internement;
7. article 62c, alinéa 5 : Avis à l'autorité de protection de l'adulte;
8. article 63, alinéa 4 : Requête de prolongation du traitement ambulatoire;
9. article 64a, alinéa 2 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
10. article 64a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
11. article 64b, alinéa 1, lettre b : Requête de traitement thérapeutique institutionnel;
12. article 67, alinéa 6 : Requête de prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
13. article 67b, alinéa 5 : Requête de prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
14. article 67d, alinéas 1 et 2 : Requête de modification d'une interdiction ou de prononcé ultérieur d'une interdiction;
15. article 77b : Octroi de la semi-détention, fixation des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
16. article 79a : Octroi du travail d'intérêt général, fixation du délai, des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
17. article 79b : Octroi de la surveillance électronique, fixation des conditions et des charges, révocation;
18. article 87, alinéa 3 : Requête de prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, requête de nouvelles règles de conduite;
19. article 92a : Décision quant à la transmission des informations;
20. article 106, alinéa 5 : Conversion de l'amende en une peine privative de liberté de substitution.<sup>16)</sup>

<sup>4</sup> Le Service juridique est le service cantonal de coordination pour le traitement des données enregistrées dans le casier judiciaire au sens de la législation fédérale (art. 367, al. 5, CP).

Agent de  
probation

**Art. 3a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> L'agent de probation a notamment les tâches suivantes :

- a) il fournit l'assistance de probation au sens des articles 93 et suivants du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- b) il assure le suivi des règles de conduite (art. 94 CP);
- c) il fait rapport au juge ou au Service juridique dans les cas prévus à l'article 95, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- d) il fournit l'assistance sociale au sens de l'article 96 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.



<sup>2</sup> L'agent de probation informe l'autorité qui lui a confié le mandat de probation de toute démarche importante effectuée en cours de procédure.

<sup>3</sup> Il adresse un rapport final à l'autorité qui lui a confié le mandat de probation lorsque l'assistance de probation prend fin. Ce rapport porte sur le comportement de la personne condamnée durant le délai du mandat et son évolution.

Département<sup>16)</sup>

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Département auquel est rattaché le Service juridique (ci-après : "le Département") est compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :<sup>16)</sup>

1. article 62, alinéas 1 à 3 : Libération conditionnelle, décision concernant le délai d'épreuve, décisions imposant un traitement ambulatoire, une assistance de probation et des règles de conduite;
2. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
3. article 62c, alinéa 1 : Levée de la mesure;
4. article 63, alinéa 3 : Décision imposant un traitement institutionnel initial temporaire;
5. article 63a, alinéas 1 et 2 : Décision ordonnant la poursuite ou l'arrêt du traitement ambulatoire;
6. ...<sup>17)</sup>;
7. article 64a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
8. article 64b, alinéa 1, lettre a : Libération conditionnelle de l'internement;
9. article 64c, alinéas 1 et 2 : Examen de l'existence de nouvelles connaissances scientifiques et proposition de traitement;
- 10.<sup>16)</sup> article 67c, alinéas 4 et 5 : Levée de l'interdiction ou limitation de sa durée ou de son contenu;
11. article 86 : Libération conditionnelle;
12. article 87, alinéas 1 et 2 : Décision impartissant un délai d'épreuve, décisions imposant une assistance de probation et des règles de conduite;
13. article 89, alinéa 3 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4;
- 14.<sup>16)</sup> article 92 : Interruption de l'exécution d'une peine privative de liberté si le solde à exécuter est supérieur à 12 mois ainsi que d'une mesure.

<sup>1bis</sup> Sous réserve de la compétence des autorités judiciaires, il est également compétent pour les décisions à rendre en matière d'entraide internationale en matière d'exécution des peines et mesures.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

Commission  
spécialisée

**Art. 5** <sup>1</sup> La commission spécialisée intervenant dans les cas prévus aux articles 62d, alinéa 2, 64b, alinéa 2, et 75a, alinéa 1, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> est composée, outre d'un représentant des milieux de la psychiatrie, d'un procureur, du président de la Cour pénale, du bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et du chef du Service juridique ainsi que de quatre suppléants : un procureur, le vice-président de la Cour pénale, le vice-bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et un remplaçant du chef du Service juridique désigné par le Département. En cas de besoin, celui-ci peut désigner d'autres remplaçants.

<sup>2</sup> La commission désigne, de cas en cas, le représentant des milieux de la psychiatrie qui a voix délibérative.

<sup>3</sup> La commission est présidée par le président de la Cour pénale ou par son suppléant.

<sup>4</sup> L'organisation prévue par le présent article peut être revue en cas de création d'une commission intercantonale.

Recette et  
administration  
de district

**Art. 6** <sup>1</sup> La Recette et administration de district est compétente pour procéder au recouvrement des peines pécuniaires, des amendes et des frais de procédure.

<sup>2</sup> Elle est chargée de fixer le délai de paiement, d'autoriser le paiement par acomptes, de prolonger les délais, d'exiger le paiement immédiat, de demander des sûretés et d'intenter une poursuite pour dettes en application de l'article 35, alinéas 1 à 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

Autorités  
judiciaires

**Art. 7** <sup>1</sup> Le tribunal qui a prononcé le jugement en première instance rend également les décisions judiciaires ultérieures prévues dans les dispositions suivantes du Code pénal suisse<sup>1)</sup>:

1. article 46, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéas 4 et 5;
2. article 59, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
6. article 62c, alinéas 2, 3, 4 et 6 : Suspension du reste de la peine, décision ordonnant une nouvelle mesure;
7. article 63, alinéa 4 : Prolongation du traitement ambulatoire;
8. article 63a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
9. article 63b, alinéas 2 à 4 : Exécution de la peine privative de liberté suspendue, imputation du traitement ambulatoire sur la peine, suspension du reste de la peine;

10. article 63b, alinéa 5 : Décision ordonnant une mesure thérapeutique institutionnelle;
11. article 64, alinéa 3 : Libération conditionnelle de la peine privative de liberté;
12. article 64a, alinéa 2 : Prolongation du délai d'épreuve;
13. article 64a, alinéa 3 : Réintégration;
14. article 64c, alinéas 3 à 5 : Levée ou libération conditionnelle de l'internement à vie;
15. article 65, alinéas 1 et 2 : Changement de sanction;
16. article 67, alinéa 6 : Prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
17. article 67b, alinéa 3 : Décision ordonnant l'utilisation d'un appareil technique;
18. article 67b, alinéa 5 : Prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
19. article 67c, alinéa 7 : Décision quant à l'assistance de probation;
20. article 67d, alinéas 1 et 2 : Modification d'une interdiction ou prononcé ultérieur d'une interdiction;
21. article 73, alinéa 3 : Allocation de dommages-intérêts et d'une réparation morale en dehors du jugement pénal;
22. article 87, alinéa 3 : Prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, prononcé de nouvelles règles de conduite.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas où la décision à rendre au sens de l'alinéa premier, chiffre 21, concerne un jugement rendu en première instance par le Tribunal pénal, le président est seul compétent.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Le juge pénal statue sur les requêtes d'autorités administratives tendant au prononcé de peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

<sup>4</sup> Les compétences du Ministère public selon l'article 363, alinéa 2, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.

<sup>5</sup> En application de l'article 67b, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, le juge qui prononce l'interdiction est également compétent pour ordonner, dans le jugement, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur pour l'exécution de l'interdiction.<sup>18)</sup>

Service de la  
population

**Art. 7a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de la population est l'autorité compétente pour exécuter l'expulsion prononcée par les autorités judiciaires pénales.

<sup>2</sup> Il est également compétent pour statuer, au sens de l'article 66d, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, sur le report de l'exécution de l'expulsion obligatoire.

## CHAPITRE III : Procédure d'exécution

### SECTION 1 : Généralités

Communication  
des jugements à  
fin d'exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les 5 jours qui suivent l'entrée en force de chose jugée, l'autorité transmet, par courrier ou de façon électronique, le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale, avec la constatation de l'entrée en force<sup>16)</sup> :

- a)<sup>16)</sup> au Service juridique si une peine privative de liberté ou une mesure est prononcée ou si le concours de ce service est requis d'une autre manière;
- b) à la Recette et administration de district si une peine pécuniaire, une amende, des frais de procédure ou des sûretés sont prononcés;
- c) à la Police cantonale si une arme ou des stupéfiants sont confisqués ou, pour information, si un objet confisqué doit être vendu ou détruit;
- d) à l'Office des poursuites et faillites si un objet confisqué doit être vendu;
- e) à l'agent de probation<sup>15)</sup>, si une assistance de probation est ordonnée ou si le condamné fait déjà l'objet d'une assistance de probation;
- f)<sup>18)</sup> au Service de la population en application de la législation fédérale sur les étrangers.

<sup>2</sup> L'autorité communique au Service juridique les motifs lorsque ceux-ci ont été rédigés, ainsi que l'expertise si une mesure est ordonnée.

<sup>3</sup> Sur demande du Service juridique ou de l'agent de probation<sup>15)</sup>, l'autorité lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>4</sup> ...<sup>9)</sup>

Condamnation  
à une peine  
privative de  
liberté ou à une  
mesure

**Art. 9**<sup>16)</sup> Le Service juridique édicte un ordre d'exécution de peine en cas de condamnation à une peine privative de liberté ou à une mesure (art. 439, al. 2, CPP).

Condamnation à  
une peine  
pécuniaire ou à  
une amende;  
frais de  
procédure et  
autres  
prestations  
financières

**Art. 10**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> La Recette et administration de district procède au recouvrement des montants dus conformément à l'article 442 du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>, aux articles 35 et 106 du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et à l'article 6 de la présente loi.

<sup>2</sup> Les personnes dont l'indigence est officiellement établie ne sont pas recherchées pour les frais de procédure, sous réserve d'un retour à meilleure fortune.

<sup>3</sup> Dans la mesure où le condamné ne paie pas la peine pécuniaire ou l'amende et que celle-ci est inexécutable par la voie de la poursuite pour dettes, la Recette et administration de district transmet l'affaire, par courrier ou de façon électronique, au Service juridique pour mise à exécution de la peine privative de liberté de substitution, en joignant le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale et en indiquant le solde dû par le condamné. Elle indique un éventuel paiement ultérieur.

<sup>4</sup> Le Service juridique informe la Recette et administration de district de l'issue donnée à l'affaire.

Interdiction de contact ou géographique

**Art. 10a<sup>18)</sup>** En cas d'interdiction de contact ou géographique, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur (art. 67b, al. 3, CP) est réglée conformément aux articles 31b et 31c de la présente loi relatifs à la surveillance électronique.

Autres formes de condamnation

**Art. 11** <sup>1</sup> Lorsqu'une confiscation a été ordonnée, le Service juridique en charge la Police cantonale; les dispositions concernant la perquisition et le séquestre doivent être observées.

<sup>2</sup> Le Service juridique communique l'interdiction de conduire (art. 67e CP) à l'Office des véhicules ainsi qu'à la Police cantonale.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la destruction d'un objet confisqué est ordonnée, l'autorité de jugement peut elle-même procéder à la destruction. A défaut, elle transmet l'objet au Service juridique ou, lorsqu'il s'agit d'armes ou de stupéfiants, à la Police cantonale.

<sup>4</sup> L'autorité de jugement transmet à l'Office des poursuites et faillites les objets confisqués qui doivent être réalisés.

Registre

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service juridique tient un registre des décisions qui lui sont communiquées pour exécution; il examine chaque année si les peines enregistrées sont exécutées ou prescrites.

<sup>2</sup> Le registre peut être tenu sur un support informatique.<sup>18)</sup>

**Art. 13<sup>17)</sup>**

## SECTION 2 : Peines privatives de liberté et mesures

Buts de  
l'exécution

**Art. 14** <sup>1</sup> L'exécution des peines et mesures doit amener le détenu à adopter un comportement responsable et respectueux des droits d'autrui, dans la perspective d'une existence en conformité avec la loi au sein de la collectivité.

<sup>2</sup> L'exécution doit faire prendre conscience au détenu des conséquences que représente son acte pour lui-même, pour la victime et pour la collectivité.

<sup>3</sup> Elle doit aller dans le sens d'une réparation des torts causés aux personnes lésées.

Lieu d'exécution  
1. Peines

**Art. 15** Les peines privatives de liberté sont exécutées dans les établissements du Canton ou dans ceux d'autres cantons, conformément aux accords intercantonaux passés en la matière. Les accords internationaux sont réservés.

2. Mesures

**Art. 16** Les mesures au sens des articles 56 à 65 du Code pénal suisse<sup>1)</sup> sont exécutées dans des établissements appropriés.

3. Critères

**Art. 17** Le Service juridique décide de l'établissement et, cas échéant, du secteur appropriés, notamment en regard de la nature de la sanction, du degré de dangerosité de la personne concernée, de son état de santé, des risques de fuite et de récidive. Les compétences de la Commission spécialisée sont réservées.

4. Renvoi

**Art. 18** La détention dans les établissements du Canton est régie par la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention<sup>4)</sup>.

Détention pour  
des motifs de  
sûreté relevant  
de l'exécution  
des peines et  
mesures

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Service juridique peut ordonner la mise en détention pour des motifs de sûreté avant ou pendant une procédure judiciaire au sens des articles 62a, alinéa 3, 62c, alinéas 4 et 6, 64a, alinéa 3 ou 95, alinéa 5, CP, s'il y a urgence et si la protection de la collectivité ne peut pas être assurée par d'autres moyens.

<sup>2</sup> Il adresse immédiatement, mais dans les 48 heures au plus, une demande au tribunal des mesures de contrainte afin de maintenir la détention pour des motifs de sûreté.

Echange  
d'informations  
entre autorités

**Art. 20<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Au sein du Service juridique, les personnes en charge de l'exécution de peines et mesures et l'agent de probation sont tenus réciproquement de se communiquer tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Les autorités judiciaires, la police, les autorités en charge de l'asile et des migrants et tout autre service désigné par le Gouvernement fournissent au Service juridique ainsi qu'à l'autorité de probation tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>3</sup> Le Service juridique avise l'autorité compétente en matière de police des étrangers de la date de libération, conditionnelle ou définitive, de l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure en milieu fermé subie par une personne étrangère.

<sup>4</sup> Dans la mesure où cela est nécessaire, le Service juridique et les établissements de détention du Canton sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, à la direction d'un établissement pénitentiaire ou à d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures.

<sup>5</sup> Dans la mesure où cela est nécessaire, les autorités compétentes communiquent aux offices des poursuites et faillites le lieu de détention des personnes prévenues ou soumises à une sanction pénale.

Libération du  
secret médical  
et de fonction

**Art. 20a<sup>11)</sup>** Les autorités cantonales et communales, les médecins, les psychologues et tout autre intervenant thérapeutique en charge d'une personne qui s'est vu ordonner un traitement institutionnel (art. 59 CP), un traitement ambulatoire (art. 63 CP) ou un internement (art. 64 CP) ou dont le caractère dangereux est admis, ou encore lorsqu'il s'agit d'une personne sous assistance de probation (art. 93 CP) ou sous le coup de règles de conduite à caractère médical (art. 94 CP), sont libérés du secret de fonction et du secret médical dès lors qu'il s'agit d'informer l'autorité compétente sur des faits importants, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, pouvant avoir une influence sur les mesures en cours ou sur les allègements dans l'exécution ou, d'une manière générale, sur l'appréciation de la dangerosité de la personne considérée.

### SECTION 3 : Travail d'intérêt général

Principe	<b>Art. 21<sup>16)</sup></b> Le travail d'intérêt général est accompli conformément à l'article 79a du Code pénal suisse <sup>1)</sup> et aux dispositions concordataires.
Autorité compétente	<b>Art. 22</b> Le Service juridique a notamment les attributions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il désigne le bénéficiaire;</li> <li>b) il fixe la date du début de l'exécution et la période pendant laquelle le travail d'intérêt général doit être effectué;</li> <li>c) il fixe les charges et conditions applicables;</li> <li>d) il contrôle l'exécution du travail d'intérêt général.</li> </ul>
Décision et convention	<b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Le Service juridique détermine le travail d'intérêt général à accomplir par le biais d'une décision ou d'une convention passée avec le bénéficiaire et la personne condamnée. <p><sup>2</sup> La décision ou la convention peut notamment comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le travail à accomplir;</li> <li>– les droits et les devoirs des parties;</li> <li>– les modalités de l'exécution;</li> <li>– le devoir de confidentialité du bénéficiaire;</li> <li>– la personne responsable de l'organisation et de la surveillance du travail d'intérêt général.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Le Département peut déléguer, par mandat, à des institutions d'utilité publique la tâche d'assurer l'exécution du travail d'intérêt général, sous la supervision du Service juridique. Le mandat règle les modalités de la délégation.</p>
Durée du travail	<b>Art. 24</b> <sup>1</sup> La durée des déplacements entre le domicile et le lieu de travail ainsi que celle des repas ne sont pas prises en considération dans la durée du travail à accomplir. <p><sup>2</sup> Si la personne condamnée manque à son travail, les heures perdues doivent être rattrapées, même si l'absence a été excusée.</p>



Devoirs de  
la personne  
condamnée

**Art. 25** Dans le cadre de l'exécution du travail, la personne condamnée doit se conformer aux instructions du Service juridique et à celles du bénéficiaire.

Assistance et  
contrôle

**Art. 26** <sup>1</sup> L'agent de probation<sup>[15\)](#)</sup> offre, en cas de besoin, l'assistance nécessaire au condamné.

<sup>2</sup> L'agent de probation peut être appelé à s'assurer de l'exécution du travail d'intérêt général, si nécessaire par une inspection sur le lieu de travail.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le bénéficiaire informe sans délai le Service juridique de toute violation des obligations incombant à la personne exécutant le travail d'intérêt général, ainsi que de tout incident que celle-ci a causé ou subi.

Frais de  
déplacement  
et de repas

**Art. 27** Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ainsi que les frais de repas sont à la charge de la personne condamnée.

Changement  
de travail

**Art. 28** Un autre travail d'intérêt général est attribué à la personne condamnée lorsque, sans qu'elle en soit responsable :

- a) le bénéficiaire renonce à l'occuper;
- b) il existe d'autres motifs justifiés.

Assurance-  
accidents

**Art. 29** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge, à titre supplétif, les conséquences économiques des accidents dont la personne condamnée est victime dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général.

<sup>2</sup> Il peut conclure une assurance à cette fin.

Responsabilité  
civile

**Art. 30** <sup>1</sup> La responsabilité de la personne condamnée, de même que celle du bénéficiaire, pour le préjudice causé dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général sont régies par le Code des obligations<sup>[5\)](#)</sup>.

<sup>2</sup> A titre subsidiaire, l'Etat répond du préjudice causé de manière illicite à autrui par une personne condamnée lorsque ce préjudice résulte de l'accomplissement d'un travail d'intérêt général. Le préjudice est indemnisé contre cession de la part correspondante de la créance du lésé au canton.

Attestation de  
travail

**Art. 31** Lorsque la personne condamnée a accompli la totalité du travail d'intérêt général, le bénéficiaire l'atteste par écrit à l'adresse du Service juridique.

## SECTION 4 : Surveillance électronique<sup>18)</sup>

### Principe

**Art. 31a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour ordonner la surveillance électronique du condamné au sens de l'article 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la surveillance électronique si les conditions ne sont plus réunies (art. 79b, al. 3, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la surveillance électronique sont applicables.

### Modalités

**Art. 31b<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution par surveillance électronique.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer l'appareil électronique, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de l'exécution de la peine.

### Utilisation des données

**Art. 31c<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> En demandant d'exécuter sa peine sous surveillance électronique, le condamné consent à l'utilisation et à la conservation des données spatiales et temporelles le concernant, conformément au présent article, à ses dispositions d'exécution et aux dispositions concordataires.

<sup>2</sup> L'autorité d'exécution peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à la surveillance électronique. En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>3</sup> En cas de fuite du condamné, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>4</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la surveillance électronique. L'autorité d'exécution peut extraire et enregistrer les données sur un support indépendant en cas de contestation liée à l'exécution de la sanction. Il en va de même si une autorité judiciaire l'exige dans le cadre d'une procédure pénale.

## SECTION 5 : Semi-détention<sup>18)</sup>

**Art. 31d<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour autoriser la semi-détention au sens de l'article 77b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la semi-détention si les conditions ne sont plus réunies (art. 77b, al. 4, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la semi-détention sont applicables.

## CHAPITRE IV : ...<sup>14)</sup>

### Art. 32 et 33<sup>14)</sup>

## CHAPITRE V : Sort des frais découlant de l'exécution

Participation  
de la personne  
condamnée aux  
frais d'exécution

**Art. 34** <sup>1</sup> La personne condamnée verse, conformément à l'article 380, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> une participation aux frais d'exécution, dont le Gouvernement fixe le montant par voie d'arrêté.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux sont réservés.

Peines privatives  
de liberté

**Art. 35** Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des peines privatives de liberté prononcées par les tribunaux jurassiens sont à la charge de l'Etat.

Mesures

**Art. 36** <sup>1</sup> Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées par les tribunaux jurassiens qui ne sont pas pris en charge par une assurance, par une collectivité ou par un tiers sont assumés par l'Etat pour la durée équivalant à celle de la peine privative de liberté suspendue au profit de la mesure. Au-delà de cette durée, les frais sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes conformément à la législation sur l'action sociale au titre de l'aide matérielle.

<sup>2</sup> Les frais de traitement ambulatoire sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale. L'Etat est subrogé dans les droits de la personne condamnée vis-à-vis des assurances sociales.

<sup>3</sup> Il en va de même des frais découlant de l'internement subi après une peine privative de liberté.

Frais médicaux

**Art. 37** Les frais médicaux des personnes condamnées par les tribunaux jurassiens qui ne peuvent être mis à la charge d'une assurance-maladie ou d'une autre assurance ou d'un tiers sont assumés par la personne condamnée. Dans la mesure où celle-ci ne peut les assumer personnellement, ils sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale.

Recouvrement  
et décision  
concernant les  
frais

**Art. 38** <sup>1</sup> En tenant compte de l'ensemble des circonstances, en particulier du rapport entre les frais à engager et le recouvrement que l'on peut escompter, le Service juridique décide s'il y a lieu de procéder à ce recouvrement.

<sup>2</sup> Il peut, par voie de décision, fixer le montant des frais mis à la charge de la personne condamnée.

## CHAPITRE VI : La grâce

Autorités  
compétentes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le droit de grâce appartient :

- a) au Gouvernement, pour les amendes d'un montant ne dépassant pas 1 000 francs et pour les peines pécuniaires de 20 jours-amendes au plus;
- b) au Parlement, dans tous les autres cas.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes peuvent exercer le droit de grâce d'office ou sur requête.

Procédure

**Art. 40** <sup>1</sup> Le droit de recourir en grâce est régi par l'article 382 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Le recours en grâce doit être formé par écrit devant le Gouvernement.

<sup>3</sup> S'il l'estime nécessaire, celui-ci peut notamment se faire présenter un rapport écrit par le Service juridique, par le juge qui a prononcé la condamnation et par l'établissement de détention. Il soumet le recours au Parlement, avec ses propositions, à moins qu'il ne soit compétent pour statuer.

<sup>4</sup> Le recours en grâce n'a pas d'effet suspensif, à moins que le Gouvernement ne l'accorde sur requête.

Etendue et effets  
de la grâce

**Art. 41** <sup>1</sup> L'article 383 du Code pénal suisse<sup>1</sup> règle les effets de la grâce.

<sup>2</sup> S'il est fait grâce d'une amende, la part revenant à des tiers ne leur est pas payée par l'Etat.

<sup>3</sup> Ne sont pas touchés par la grâce :

- a) les intérêts civils de la partie lésée;
- b) les dépens alloués à la partie plaignante;
- c) les frais de l'Etat.

Refus de la  
grâce

**Art. 42** <sup>1</sup> Aucun condamné ne peut décliner la grâce légalement prononcée à son égard.

<sup>2</sup> En revanche, il peut refuser une commutation de la peine.

## CHAPITRE VII : Dispositions de procédure, transitoires et finales

Voies de droit

**Art. 43** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives en application de la présente loi, à l'exclusion des décisions du Gouvernement en matière de grâce, sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif et les dispositions relatives aux feries ne s'appliquent pas. Une décision contraire de l'autorité qui a rendu la décision ou de l'autorité de recours, d'office ou sur requête, est réservée. Si les circonstances le justifient, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>6</sup>.

Concordat	<b>Art. 44</b> L'Etat peut adhérer à des concordats intercantonaux en matière d'exécution de peines et de mesures.
Dispositions d'exécution	<b>Art. 45</b> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.
Abrogation	<b>Art. 46</b> Les articles 31 à 41 et 45 à 57 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP) <sup>7)</sup> et les titres qui s'y rapportent sont abrogés.
Droit transitoire	<b>Art. 47</b> La présente loi s'applique immédiatement à l'exécution des peines et mesures en cours au moment de son entrée en vigueur.
Référendum facultatif	<b>Art. 48</b> La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	<b>Art. 49</b> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur <sup>8)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 2 octobre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 311.0](#)

2) [RS 312.0](#)

3) [RS 312.5](#)

4) [RSJU 342.1](#)

5) [RS 220](#)

6) [RSJU 175.1](#)

7) [RSJU 321.1](#)

8) 1<sup>er</sup> janvier 2014

9) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015

- <sup>11)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- <sup>12)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>13)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>14)</sup> Abrogés par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>15)</sup> Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>16)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- <sup>17)</sup> Abrogé par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- <sup>18)</sup> Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018





## Ordonnance concernant la surveillance électronique

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 67b, alinéa 3, et 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup>,

vu l'article 237, alinéa 3, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>,

vu les articles 10a et 31a à 31c de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>3)</sup>,

vu l'article 27b de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010<sup>4)</sup>,

vu le règlement du 30 mars 2017 de la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et mesures sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance définit les autorités compétentes et la procédure applicable en matière de surveillance électronique.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<b>Art. 3</b> On entend par surveillance électronique au sens de la présente ordonnance :  a) <i>la surveillance électronique dans l'exécution d'une peine</i> , à savoir par l'utilisation d'un appareil électronique fixé au condamné au sens de l'article 79b du Code pénal suisse <sup>1)</sup> ;

- b) *la surveillance électronique d'une interdiction*, à savoir l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur pour l'exécution d'une interdiction de contact ou d'une interdiction géographique au sens de l'article 67b, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et
- c) *la surveillance électronique d'une mesure de substitution*, à savoir l'utilisation d'appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne sous surveillance à titre de mesure de substitution à la détention au sens de l'article 237, alinéa 3, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

## SECTION 2 : Surveillance électronique dans l'exécution d'une peine

Procédure  
d'octroi

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour ordonner la surveillance électronique ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives.

<sup>2</sup> A ce titre, il est notamment compétent pour accomplir les tâches mentionnées aux articles 5 et 7 du règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup>, pour recueillir l'ensemble des documents nécessaires et, en cas de besoin, pour auditionner le condamné.

<sup>3</sup> Il peut déléguer à l'agent de probation des actes d'instruction, en particulier :

- a) effectuer une visite au domicile du condamné;
- b) s'entretenir avec lui;
- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>4</sup> L'agent de probation établit un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 5** <sup>1</sup> En cas d'acceptation de la demande, l'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur le condamné et à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est rendu nécessaire.

<sup>2</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

Utilisation des  
données

**Art. 6** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles le condamné aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de non-respect des conditions posées, le Service juridique donne les suites utiles s'agissant de l'exécution de la peine, en application du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que de la législation concordataire et cantonale.

Contrôles

**Art. 7** L'agent de probation peut procéder à d'autres contrôles.

Appui de la  
Police cantonale  
et du Service de  
l'informatique

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour des raisons de sécurité, l'appui de la Police cantonale peut notamment être demandé pour accomplir les actes d'instruction, pour installer ou retirer le dispositif technique ainsi que pour les contrôles.

<sup>2</sup> En cas de difficultés techniques, l'appui du Service de l'informatique peut être sollicité.

Renvoi

**Art. 9** <sup>1</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la surveillance électronique sont applicables.

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions particulières, le Service juridique est l'autorité d'exécution et l'autorité compétente au sens du règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique<sup>5)</sup>.

### **SECTION 3 : Surveillance électronique d'une interdiction**

Rapport  
préalable

**Art. 10** <sup>1</sup> Le tribunal sollicite l'agent de probation avant de prononcer la surveillance électronique d'une interdiction pour :

- a) effectuer une visite au domicile de l'intéressé;
- b) s'entretenir avec lui;
- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>2</sup> L'agent de probation transmet au tribunal un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 11** <sup>1</sup> Si la surveillance électronique est ordonnée, l'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur l'intéressé et à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est nécessaire.

<sup>2</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

Utilisation des données

**Art. 12** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles l'intéressé aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de non-respect des conditions posées et après avoir entendu l'intéressé sur les faits, le Service juridique transmet un rapport au juge compétent. Ce dernier donne les suites utiles s'agissant de l'interdiction, en application du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et de la législation cantonale.

Renvoi

**Art. 13** Pour le surplus, les articles 7 et 8 sont applicables.

#### **SECTION 4 : Surveillance électronique d'une mesure de substitution**

Rapport préalable

**Art. 14** <sup>1</sup> Lorsque le tribunal examine la possibilité d'utiliser des appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne pour surveiller l'exécution d'une mesure de substitution, il requiert l'agent de probation pour :

- a) effectuer une visite au domicile du prévenu;
- b) s'entretenir avec lui;
- c) s'entretenir avec les personnes adultes vivant dans le même ménage que lui.

<sup>2</sup> L'agent de probation transmet au tribunal un rapport faisant état de ses constatations.

Mise en œuvre

**Art. 15** <sup>1</sup> Lorsque le tribunal ordonne l'utilisation d'un appareil technique pour surveiller l'exécution de mesures de substitution, il précise, à l'intention du Service juridique, de l'agent de probation et du prévenu, les conditions posées.

<sup>2</sup> L'agent de probation s'occupe de la mise en place du dispositif technique sur le prévenu et à son domicile, ainsi qu'en tout lieu où cela est nécessaire.

<sup>3</sup> Il s'occupe également du retrait du dispositif.

Utilisation des données

**Art. 16** <sup>1</sup> Les données récoltées sont exploitées par le Service juridique. Les employés affectés à cette tâche peuvent les consulter dans le cadre du traitement du dossier. La direction de la procédure peut par ailleurs en prendre connaissance en tout temps.

<sup>2</sup> Les indications techniques selon lesquelles le prévenu aurait enfreint les conditions posées sont analysées a posteriori, en principe le jour ouvrable suivant.

<sup>3</sup> En cas de soupçons de non-respect des conditions, elles sont transmises sans délai à la direction de la procédure. Cette dernière donne les suites utiles, en application du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> et de la législation cantonale.

Renvoi

**Art. 17** Pour le surplus, les articles 7 et 8 sont applicables.

#### **SECTION 4 : Disposition finale**

Entrée en vigueur

**Art. 18** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

- 1) [RS 311.0](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RSJU 341.1](#)
- 4) [RSJU 321.1](#)
- 5) [RSJU 349.13](#)

# Loi sur les établissements de détention

du 2 octobre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu le Code pénal suisse (CP)<sup>[1](#)</sup>,

vu le Code de procédure pénale suisse<sup>[2](#)</sup>,

vu la procédure pénale militaire du 23 mars 1979<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

### SECTION 1 : Champ d'application

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi régit la détention dans les établissements du Canton.

<sup>2</sup> La réglementation internationale, fédérale, intercantonale et cantonale est réservée, en particulier celle relative aux mesures de contrainte au sens de la législation sur les étrangers. Sur demande, le Service juridique en donne l'accès aux intéressés.

Terminologie

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la présente loi, le terme :

- a) "directeur" désigne le directeur des établissements de détention au sens de l'article 10;
- b)<sup>[11](#)</sup> "responsable" désigne le responsable des agents de détention de l'établissement au sens de l'article 12, alinéa 2;
- c) "médecin" désigne le médecin au sens des articles 37, alinéa 3, et 38;
- d) "représentant religieux qualifié" désigne le représentant au sens de l'article 44;
- e) "avocat" désigne le défenseur du détenu qui est habilité à le représenter devant les tribunaux.

<sup>2</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Établissements, régimes de détention et autorités compétentes

### Établissements

**Art. 3<sup>11)</sup>** Les établissements de détention du Canton sont :

- a) la prison de Porrentruy;
- b) la prison de Delémont;
- c) l'Orangerie (maison d'arrêt de Porrentruy).

### Régimes de détention

#### 1. Prisons de Porrentruy et Delémont<sup>11)</sup>

**Art. 4** Peuvent être exécutées à la prison de Porrentruy et à la prison de Delémont<sup>11)</sup> :

- a) l'arrestation provisoire ordonnée par le Ministère public et, exceptionnellement, celle ordonnée par la police;
- b) la détention provisoire;
- c) la détention pour des motifs de sûreté;
- d) l'exécution anticipée des peines privatives de liberté et des mesures;
- e) les courtes peines privatives de liberté;
- f) les autres peines privatives de liberté en attente de placement dans un autre établissement.

#### 2. Orangerie

**Art. 5** Peuvent être exécutés à l'Orangerie :

- a) la semi-détention;
- b) le travail externe;
- c) le travail et logement externes, sous la surveillance de l'assistance de probation;
- d) ...<sup>12)</sup>
- e) les arrêts en tant que sanction disciplinaire de droit pénal militaire, si l'exécution a lieu en dehors du service et sous la forme de la semi-détention.

#### 3. Femmes et mineurs

**Art. 6** <sup>1</sup> Lorsque la place disponible ne permet pas de garantir la séparation appropriée entre les femmes et les hommes, celles-ci sont placées à l'extérieur du Canton.

<sup>2</sup> Lorsque la place disponible permet de garantir la séparation appropriée des détenus majeurs et mineurs, ces derniers peuvent être placés temporairement à la prison de Delémont, notamment dans l'attente d'un transfert vers un établissement prévu à cet effet. La législation spéciale relative aux mineurs est réservée.<sup>11)</sup>



4. Etablissement hospitalier	<b>Art. 7</b> Lorsque l'état de santé du détenu l'exige, il est placé dans un établissement hospitalier approprié.
Refus d'admission	<b>Art. 8</b> Le directeur ou le responsable peut refuser l'admission d'un détenu, quel que soit son régime d'incarcération, lorsque les circonstances le justifient, notamment l'état de santé du détenu, l'absence d'ordre d'écrou et le taux d'occupation de l'établissement.
Autorités 1. Département	<b>Art. 9</b> Les établissements de détention sont placés sous la surveillance du département dont dépend le Service juridique (dénommé ci-après : "le Département").
2. Directeur	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Le directeur est rattaché au Service juridique.</p> <p><sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :</p> <p>a) gestion des établissements de détention;</p> <p>b) coordination avec les autorités d'écrou et les autres intervenants.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les modalités du service de piquet et de remplacement en cas d'absence ou d'empêchement du directeur et du responsable.<sup><a href="#">11)</a></sup></p> <p><sup>4</sup> Il peut en particulier déterminer les cas dans lesquels les compétences du directeur sont transmises au Service juridique ou au responsable.<sup><a href="#">11)</a></sup></p>
3. Autorité d'écrou	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> L'autorité d'écrou est l'autorité responsable de la détention de la personne incarcérée.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'exécution de peine ou de mesure, l'autorité d'écrou est le Service juridique ou, pour le détenu placé par un autre canton, l'autorité compétente de celui-ci.</p> <p><sup>3</sup> En cas d'arrestation provisoire, de détention provisoire et de détention pour des motifs de sûreté, l'autorité d'écrou est l'autorité désignée par le Code de procédure pénale suisse<sup><a href="#">2)</a></sup>.</p>

### SECTION 3 : Agents de détention

Statut	<b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Les agents de détention sont rattachés au Service juridique.
--------	--

<sup>2</sup> Le Département désigne un ou plusieurs responsables pour chaque établissement. Selon les modalités définies par le Gouvernement par voie d'ordonnance, ceux-ci peuvent être amenés à se suppléer l'un l'autre.<sup>11)</sup>

<sup>3</sup> Les agents de détention doivent être titulaires du brevet fédéral d'agent de détention ou l'acquérir en cours d'emploi.

<sup>4</sup> L'Etat leur assure une formation continue.

#### Tâches

**Art. 13** <sup>1</sup> L'agent de détention veille au respect de la présente loi et la rend accessible au détenu. A la demande de celui-ci, une copie lui en est remise.

<sup>2</sup> En particulier, l'agent de détention veille au maintien de l'ordre et de la discipline dans l'établissement, ainsi qu'au respect des droits et des obligations du détenu.

<sup>3</sup> Il signale au directeur et à l'autorité d'écrou toutes les constatations dignes de leur intérêt qu'il a pu faire concernant le détenu.

<sup>4</sup> Il signale au médecin, aux représentants religieux qualifiés et aux assistants sociaux les cas motivant leur intervention.

<sup>5</sup> S'il est empêché d'assurer son service, il en avise sans délai sa hiérarchie en vue de son remplacement.

#### Rapport avec les détenus

**Art. 14** <sup>1</sup> L'agent de détention traite le détenu avec correction et impartialité.

<sup>2</sup> Il s'abstient de tout ce qui peut nuire à sa considération.

<sup>3</sup> Il évite toute familiarité avec le détenu.

<sup>4</sup> Il ne parle pas avec le détenu d'une affaire pénale en cours.

<sup>5</sup> Il n'accomplit pour lui aucune démarche sortant de ses tâches.

#### Renvoi

**Art. 15** Au surplus, l'agent de détention est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

## CHAPITRE II : Incarcération

Ordre d'écrou	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Quel que soit le régime d'incarcération, nul ne peut être incarcéré sans un ordre d'écrou, à savoir un document émanant de l'autorité compétente et ordonnant la détention.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'urgence, l'ordre peut être exceptionnellement décerné oralement par l'autorité compétente; il doit toutefois être confirmé sans délai par écrit.</p>
Attestation d'entrée	<p><b>Art. 17</b> L'agent de détention atteste, à l'adresse de l'autorité d'écrou, la date de l'entrée et mentionne, au besoin, tout élément particulier de l'incarcération.</p>
Registre	<p><b>Art. 18</b> <sup>1</sup> L'agent de détention tient un registre des détenus qui peut être informatisé et sur lequel il consigne les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'identité de la personne incarcérée;</li> <li>b) le motif de sa détention;</li> <li>c) l'autorité d'écrou;</li> <li>d) la date et l'heure d'admission;</li> <li>e) l'inventaire des effets personnels selon l'article 22;</li> <li>f) toute blessure visible et toute plainte relative à un mauvais traitement antérieur;</li> <li>g) sous réserve des impératifs liés au secret médical, toute information sur l'état de santé du détenu significative pour le bien-être physique et mental de ce détenu et des autres;</li> <li>h) si une visite médicale d'entrée a lieu.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Le détenu peut consulter l'extrait le concernant.</p> <p><sup>3</sup> L'autorité d'écrou peut consulter l'extrait du registre des détenus dont elle a la responsabilité.</p>
Information	<p><b>Art. 19</b> <sup>1</sup> L'agent de détention accueille le détenu.</p> <p><sup>2</sup> Lors de l'admission et ensuite aussi souvent que nécessaire, il l'informe, dans une langue qu'il comprend, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de son régime de détention;</li> <li>b) de ses droits et obligations;</li> <li>c) des règles relatives à la discipline.</li> </ul>

## Fouille

**Art. 20** <sup>1</sup> Lors de l'admission du détenu, l'agent de détention opère une fouille corporelle superficielle.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 55 et 56 s'appliquent.

## Examen médical

**Art. 21** <sup>1</sup> Le plus tôt possible dès l'admission, le détenu fait l'objet d'un examen médical, sauf si cela n'est manifestement pas nécessaire.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 38 et 39 s'appliquent.

Effets personnels  
1. Inventaire

**Art. 22** <sup>1</sup> Au moment de l'admission, l'agent de détention procède à un inventaire des objets et des valeurs du détenu. Celui-ci le signe. Une copie peut être remise à la personne responsable du transport de ces objets et valeurs.

<sup>2</sup> Lorsque le détenu quitte l'établissement, il signe l'inventaire de ses effets personnels. Ceux-ci sont remis, en cas de sortie, au détenu, ou, en cas de transfert dans un autre établissement, à la personne responsable du transfert.

<sup>3</sup> Les effets d'une personne évadée, en fuite ou de domicile inconnu sont conservés dix ans, puis réalisés au profit de l'Etat ou détruits.

## 2. Contenu

**Art. 23** <sup>1</sup> L'agent de détention décide quels effets le détenu peut conserver sur lui et dans sa cellule.

<sup>2</sup> Les effets personnels et affectifs (habits, effets de toilette, alliance, matériel de correspondance, etc.) sont autorisés sous réserve des alinéas suivants.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La détention d'animaux n'est pas autorisée.

<sup>4</sup> Les médicaments, les documents d'identité, le permis de conduire, les téléphones portables et l'argent sont retirés.

<sup>5</sup> Des objets peuvent être retirés pour des motifs liés au but de la détention, à la sécurité, au calme et à l'ordre, ainsi que pour des raisons de santé et d'hygiène.

<sup>6</sup> Les effets retirés sont conservés de manière appropriée et restitués, contre quittance, lors de la remise en liberté.

<sup>7</sup> Toutefois, l'agent de détention confisque, puis fait réaliser au profit de l'Etat ou détruire, les objets interdits, dangereux, contraires aux normes d'hygiène ou qui sont le produit d'une infraction pénale ou disciplinaire. Il en informe préalablement l'autorité d'écrou et, si elle le requiert, lui remet ces objets.

Compte du  
détenu

**Art. 24** <sup>1</sup> Un compte est établi pour chaque détenu. Y figurent :

- a) les biens inventoriés à l'entrée;
- b) les versements reçus durant la détention;
- c) la rémunération de son travail;
- d) les prélèvements effectués.

<sup>2</sup> Le compte ne porte pas intérêts.

<sup>3</sup> Les dispositions concordataires sont réservées.

### CHAPITRE III : Conditions de détention

#### SECTION 1 : En général

Droits du détenu

**Art. 25** <sup>1</sup> Le détenu a droit au respect de sa personnalité et de sa dignité.

<sup>2</sup> Il jouit des droits garantis par la Constitution et par la législation, dont l'exercice est restreint uniquement dans la mesure requise par la privation de liberté et par les exigences de la vie collective dans l'établissement de détention. Toute restriction doit respecter les principes constitutionnels fondamentaux.

<sup>3</sup> Il dispose en particulier des droits de procédure garantis au chapitre VI.

<sup>4</sup> Il peut faire des propositions concernant le fonctionnement des établissements.

Logement

**Art. 26** <sup>1</sup> Le détenu dispose d'une cellule individuelle dans la mesure des possibilités.

<sup>2</sup> Il est personnellement responsable de ses effets personnels, des objets mobiliers et immobiliers à sa disposition, ainsi que du rangement et de la propreté de sa cellule.

<sup>3</sup> Le détenu a le droit d'aménager sa cellule. Toutefois, le but de la détention, la sécurité, le calme, l'ordre ainsi que la santé et l'hygiène doivent être garantis. Le responsable peut édicter des directives en la matière.

<sup>4</sup> L'agent de détention examine les cellules régulièrement.

#### Vie communautaire

**Art. 27** <sup>1</sup> Le détenu bénéficie de la vie communautaire dans le cellulaire durant les heures fixées par le directeur.

<sup>2</sup> Le directeur peut restreindre ce droit pour des motifs de sécurité, de calme, d'ordre et d'organisation, ainsi que pour des raisons de santé et d'hygiène. En cas d'urgence, l'agent de détention peut également le restreindre, dans l'attente de la décision du directeur.

<sup>3</sup> Il est interdit à tout détenu de communiquer d'une cellule à l'autre et de pénétrer sans autorisation dans une autre cellule que la sienne.

#### Promenade

**Art. 28** <sup>1</sup> Le détenu peut faire quotidiennement une promenade en plein air d'une heure au moins.

<sup>2</sup> Au surplus, il peut faire de l'exercice dans la mesure où les installations le permettent.

#### Repas

**Art. 29** <sup>1</sup> L'agent de détention fournit quotidiennement trois repas au détenu.

<sup>2</sup> Les directives médicales relatives à la nutrition et les préceptes liés à l'appartenance religieuse sont pris en compte.

#### Alcool

**Art. 30** Les boissons alcooliques sont interdites, sauf prescription médicale contraire.

#### Vêtements

**Art. 31** <sup>1</sup> Le détenu porte ses vêtements personnels et doit être habillé décentement.

<sup>2</sup> Il peut faire venir à ses frais des vêtements de rechange.

<sup>3</sup> S'il ne peut disposer de vêtements décents, l'agent de détention les lui fournit.

Travail et  
rémunération

**Art. 32** <sup>1</sup> Si le détenu travaille, il a droit à une rémunération.

<sup>2</sup> La rémunération et son affectation sont fixées conformément aux dispositions concordataires.

Enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le détenu peut suivre une formation avec l'autorisation et selon les modalités définies par l'autorité d'écrou.

<sup>2</sup> Les dispositions concordataires sont réservées.

Achat de  
marchandises

**Art. 34** <sup>1</sup> Une fois par semaine, le détenu peut se procurer des marchandises, notamment des denrées alimentaires, à ses frais, par l'intermédiaire de l'agent de détention. Il n'est pas autorisé à se procurer des denrées alimentaires par d'autres moyens, notamment par des visites ou des colis.

<sup>2</sup> Tout commerce entre détenus est interdit.

## SECTION 2 : Hygiène

Principe

**Art. 35** L'agent de détention est responsable du maintien de l'hygiène.

Hygiène

**Art. 36** <sup>1</sup> L'agent de détention veille à la propreté du détenu, qui a le droit et l'obligation de prendre des douches régulièrement.

<sup>2</sup> Le linge des cellules ainsi que les vêtements du détenu sont changés et blanchis régulièrement.

## SECTION 3 : Santé

Principes

**Art. 37** <sup>1</sup> L'agent de détention veille à la bonne santé physique et psychique du détenu.

<sup>2</sup> Celui-ci a droit aux examens et aux traitements thérapeutiques prescrits.

<sup>3</sup> Le libre choix du médecin ou d'autres thérapeutes est exclu. Toutefois si le rapport de confiance est rompu entre le médecin de la prison et le détenu ou si le recours à un spécialiste est judicieux, l'agent de détention fait appel à un autre médecin. Le directeur et l'autorité d'écrou sont consultés. En cas d'urgence, ils ne sont pas consultés et sont avertis par la suite.

Examen médical **Art. 38** <sup>1</sup> Le Département désigne un médecin de la prison qui effectue des visites régulières et prend toutes les mesures thérapeutiques et prophylactiques adéquates.

<sup>2</sup> L'agent de détention fait appel au médecin en cas de besoin ou si un détenu le demande.

<sup>3</sup> En cas d'arrêts disciplinaires, l'examen médical a lieu quotidiennement.

<sup>4</sup> L'autorité d'écrou décide de l'hospitalisation d'un détenu sur avis du médecin. En cas d'urgence, l'agent de détention en décide et en informe sans délai le directeur, le responsable et l'autorité d'écrou. Si la sécurité l'exige, la Police cantonale assure l'encadrement du détenu hospitalisé.

<sup>5</sup> D'entente avec le médecin, l'examen médical d'un détenu peut être confié à un autre professionnel de la santé.

Contrainte  
1. En général

**Art. 39** <sup>1</sup> D'entente avec le médecin, l'agent de détention peut rendre obligatoire l'examen médical du détenu dont l'état de santé est déficient.

<sup>2</sup> Le médecin est compétent pour ordonner les mesures de contrainte aux conditions des articles 383 et suivants du Code civil suisse<sup>4)</sup>, 28a de la loi sanitaire<sup>5)</sup>, 69 et 71a de la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance<sup>6)</sup>.

2. Alimentation  
forcée

**Art. 40** <sup>1</sup> L'agent de détention informe le médecin, l'autorité d'écrou, le directeur et le Service juridique lorsqu'un détenu refuse de se nourrir ou de boire.

<sup>2</sup> Il organise une visite médicale.

<sup>3</sup> Malgré le refus du détenu, l'agent de détention lui offre les repas au sens de l'article 29 et un accès permanent à la boisson.

<sup>4</sup> Le Département peut ordonner une alimentation forcée sur préavis et sous la conduite d'un médecin, pour autant que la personne concernée soit en danger de mort ou coure un danger grave. Il prend préalablement l'avis de l'autorité d'écrou. La mesure doit se conformer au principe de la proportionnalité.



<sup>5</sup> Si le détenu atteste par écrit dans un document signé qu'il refuse une alimentation forcée, et ce également en cas de perte ultérieure de sa capacité de discernement, ce vœu est respecté s'il est possible d'admettre que le détenu a agi selon son libre choix et avec discernement.

Décès d'un  
détenu

**Art. 41** En cas de décès d'un détenu, l'agent de détention avise immédiatement le directeur, le responsable, la Police cantonale, le Service juridique et l'autorité d'écrou.

<sup>2</sup> Ces autorités veillent à ce qu'une information appropriée soit donnée à la famille.

Assurance-  
accidents

**Art. 42** Le détenu est assuré contre les accidents conformément aux dispositions concordataires.

#### SECTION 4 : Assistance

Principes

**Art. 43** <sup>1</sup> Tout détenu peut, dans la mesure du possible, satisfaire aux exigences de sa vie spirituelle, sociale et morale.

<sup>2</sup> Toutefois, le directeur peut contrôler, limiter ou interdire les contacts avec les personnes mentionnées aux articles 44 à 46 pour des motifs liés à l'ordre et à la sécurité.

<sup>3</sup> Ces personnes sont désignées par le Service juridique et se conforment aux dispositions de la présente loi.

<sup>4</sup> Elles sont en particulier tenues :

- a) de garder le secret, même après l'expiration de leur autorisation, sur les faits dont elles ont eu connaissance dans l'exercice de leur activité, les dispositions sanctionnant la violation de l'obligation de garder le secret étant réservées (art. 320 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>);
- b) de ne pas communiquer des renseignements ou des documents au détenu ou remis par celui-ci dans la mesure où l'autorité d'écrou ne l'y a pas autorisé;
- c) de faire preuve de discrétion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison.

Assistance  
spirituelle

**Art. 44** <sup>1</sup> Le détenu peut recevoir la visite d'un représentant qualifié de sa religion.

<sup>2</sup> Celui-ci visite le détenu individuellement et hors de la présence d'un agent de détention.

Assistance  
sociale

**Art. 45** <sup>1</sup> Le détenu peut recevoir la visite d'un assistant social et solliciter l'aide sociale, prestations qui sont en principe fournies par l'assistance de probation.

<sup>2</sup> L'agent de détention met à la disposition du détenu les informations et les formules nécessaires.

<sup>3</sup> La demande peut également être introduite par l'autorité d'écrou ou par l'agent de détention.

<sup>4</sup> L'assistant social visite le détenu individuellement et hors de la présence d'un agent de détention.

Visiteurs de  
détenus

**Art. 46** <sup>1</sup> Le visiteur de détenus est une personne autorisée à rendre visite aux détenus.

<sup>2</sup> Les visites ont lieu sur demande du détenu adressée à l'autorité d'écrou qui statue.

## SECTION 5 : Relations avec le monde extérieur

Principes

**Art. 47** <sup>1</sup> Le détenu a le droit d'entretenir des contacts avec des personnes extérieures à l'établissement.

<sup>2</sup> En règle générale, il assume les frais qui en résultent. Au besoin, la prison fournit le matériel de correspondance et assume les frais de port.

<sup>3</sup> Le directeur peut contrôler, limiter ou interdire ces contacts pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention ainsi qu'aux conditions de la présente loi.

<sup>4</sup> Les relations du détenu avec les autorités de surveillance et les autorités pénales, en particulier avec le Service juridique et l'autorité d'écrou, ne peuvent être soumises à un contrôle.

<sup>5</sup> L'article 84, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et les dispositions internationales en matière de relations consulaires sont réservés.

Correspondance **Art. 48** <sup>1</sup> Le détenu a droit au courrier.

<sup>2</sup> L'agent de détention contrôle le courrier. Le détenu est informé de ce contrôle.

<sup>3</sup> Sur décision du directeur, tout ou partie du courrier peut ne pas être transmis lorsqu'il est constitutif d'une infraction ou vise la commission d'une infraction, ainsi que pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention.

<sup>4</sup> Le détenu est informé si un courrier n'est pas transmis, totalement ou partiellement, à son destinataire.

<sup>5</sup> La correspondance avec les avocats, les médecins, les représentants religieux qualifiés n'est pas contrôlée. En cas d'abus, le directeur peut interdire cette correspondance.

Téléphone **Art. 49** <sup>1</sup> Le détenu a le droit de téléphoner à ses frais au moyen du téléphone de l'établissement.

<sup>2</sup> Le directeur fixe, par voie de directives, les modalités et la durée du téléphone selon les disponibilités de l'établissement.

<sup>3</sup> Les communications téléphoniques de l'extérieur ne sont transmises au détenu qu'en cas d'urgence.

<sup>4</sup> Sur décision du directeur, du Service juridique ou de l'autorité d'écrou, tout ou partie des communications peuvent être écoutées pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention. Elles peuvent être enregistrées, conservées et mises à disposition des autorités d'écrou. Le détenu et son interlocuteur sont préalablement informés de ces possibilités.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les conditions et modalités de l'écoute et de l'enregistrement.

<sup>6</sup> Les communications avec les avocats, les médecins et les représentants religieux qualifiés sont gratuites. Les communications avec les avocats ne peuvent être ni écoutées ni enregistrées.

Bibliothèque et presse **Art. 50** <sup>1</sup> Le responsable gère une bibliothèque à disposition des détenus.

<sup>2</sup> A ses frais, le détenu peut s'abonner à des journaux et revues et commander des livres.

Autres médias **Art. 51** <sup>1</sup> Un appareil de télévision au moins est mis à la disposition des détenus au sein de l'établissement. En outre, un appareil de télévision est en principe disponible dans chaque cellule.

<sup>2</sup> Le directeur décide de l'usage d'autres médias, en particulier de radios, d'appareils multimédias et d'ordinateurs. Si ces médias sont propriété du détenu, le responsable peut en tout temps les faire contrôler aux frais de celui-ci par des spécialistes.

<sup>3</sup> Par l'usage de ces médias, le détenu est tenu de ne pas importuner les autres détenus.

Visites **Art. 52** <sup>1</sup> Le détenu peut, sur autorisation écrite, recevoir des visites.

<sup>2</sup> Les horaires, la fréquence, la durée et les modalités des visites sont réglés par voie d'ordonnance.

<sup>3</sup> L'avocat peut visiter et communiquer librement avec le détenu, sans que le contenu de leurs échanges ne soit contrôlé. En cas d'abus, l'agent de détention informe le directeur qui pourra limiter les relations du détenu avec son avocat.

Congés **Art. 53** Les congés sont accordés conformément aux dispositions fédérales et concordataires.

## SECTION 6 : Mesures de sécurité

Mesures d'identification **Art. 54** Les mesures d'identification du détenu suivantes sont admises :

- a) la copie d'une pièce d'identité;
- b) la prise de photographies du détenu;
- c) les mensurations et le relevé de caractéristiques physiques;
- d) la prise d'empreintes digitales.

Fouilles et contrôles  
1. Principe **Art. 55** <sup>1</sup> Le détenu peut être fouillé en tout temps dans un local approprié (fouille corporelle superficielle), de même que ses effets personnels et sa cellule.

<sup>2</sup> Si elle implique de se déshabiller, la fouille s'opère en l'absence d'autres détenus.

<sup>3</sup> La fouille corporelle superficielle est opérée par une personne du même sexe que le détenu, à savoir par un agent de détention ou une personne formée à cet effet que celui-ci désigne.

2. Fouille corporelle intime et autres contrôles physiques

**Art. 56** <sup>1</sup> Le détenu soupçonné de dissimuler des objets interdits à l'intérieur de son corps peut être soumis à un examen corporel (fouille corporelle intime).

<sup>2</sup> Sur ordre d'un agent de détention, le détenu soupçonné de consommer de l'alcool ou des stupéfiants peut être soumis à des examens d'urine, des contrôles de l'haleine, des prises de sang, ainsi qu'à une fouille corporelle intime.

<sup>3</sup> Les fouille et contrôle au sens du présent article sont également opérées aux conditions déterminées préalablement par le directeur ou l'autorité d'écrou pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité, au but de la détention ainsi que pour des raisons de santé.

<sup>4</sup> La prise de sang et la fouille corporelle intime sont opérées par un médecin ou un autre membre du personnel médical; en cas de fouille corporelle intime, ces derniers doivent être du même sexe que le détenu.

<sup>5</sup> Les résultats d'analyse sont envoyés aux autorités d'écrou pour information.

Vidéo-surveillance

**Art. 57<sup>(1)</sup>** <sup>1</sup> Pour des motifs de sécurité, une vidéosurveillance peut être installée à l'entrée de l'établissement et dans les locaux communs de détention.

<sup>2</sup> Une vidéosurveillance peut être installée dans les cellules de réflexion. Elle n'est utilisée que sur ordre du directeur lorsque le détenu représente un risque pour lui-même ou pour les tiers. Celui-ci en est informé.

<sup>3</sup> Une vidéosurveillance n'est pas autorisée dans d'autres lieux, notamment dans les cellules ordinaires et dans les sanitaires.

<sup>4</sup> La vidéosurveillance est rendue visible, avec référence au présent article.

<sup>5</sup> L'agent de détention s'assure du fonctionnement de la vidéosurveillance et des mesures organisationnelles et techniques propres à assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données.

<sup>6</sup> La vidéosurveillance permet, à des fins de sécurité, le visionnage direct des images par les agents, le responsable et le directeur. En cas d'alarme, les images peuvent également être visionnées directement par la police cantonale.

<sup>7</sup> La vidéosurveillance est équipée d'un système d'enregistrement. Les données sont conservées 48 heures. Si une procédure pénale ou disciplinaire est ouverte, l'autorité en charge de la procédure peut décider de conserver l'enregistrement pendant la durée de celle-ci. En cas de nécessité, seuls le directeur, le responsable, le Service juridique, l'autorité d'écrou et les autorités de poursuite pénale sont habilités à consulter les données.

<sup>8</sup> D'éventuelles contestations relatives à la vidéosurveillance peuvent être adressées au Service juridique, conformément à la législation relative à la protection des données.

#### Armes

**Art. 58** <sup>1</sup> L'agent de détention accomplit son service sans arme à feu.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 59, aucune arme à feu n'est autorisée dans les établissements.

<sup>3</sup> Les armes et les moyens de contrainte suivants sont autorisés en cas de besoin impérieux, en tant que leur usage se conforme strictement au principe de la proportionnalité et moyennant la formation appropriée de l'agent de détention qui l'utilise :

- a) les menottes et les liens;
- b) la matraque ou dispositif analogue;
- c) les substances irritantes (spray au poivre).

#### Force publique

**Art. 59** <sup>1</sup> Si nécessaire, l'agent de détention, le directeur et le Service juridique peuvent avoir recours à la force publique, par l'intermédiaire de la Police cantonale.

<sup>2</sup> Cas échéant, celle-ci est tenue d'intervenir mais détermine les modalités d'intervention et agit sous sa responsabilité.

<sup>3</sup> L'autorité d'écrou responsable du détenu est tenue informée de l'intervention de la force publique si elle est ciblée spécifiquement contre ce détenu.

## SECTION 7 : Discipline

Obligations du  
détenu

**Art. 60** Le détenu doit se conduire correctement, se conformer à la présente loi et aux instructions de l'agent de détention et respecter les autres détenus.

Mesures prises  
par l'agent de  
détention

**Art. 61** <sup>1</sup> Si un détenu contrevient à ses obligations, l'agent de détention lui adresse les remarques appropriées.

<sup>2</sup> En cas d'indiscipline grave, l'agent de détention prend les mesures nécessaires, informe le responsable et saisit immédiatement le directeur le premier jour ouvrable. Il peut notamment isoler le détenu fautif avant une mesure disciplinaire au sens des articles 63 et suivants.

Mesures  
disciplinaires  
1. Infractions

**Art. 62** <sup>1</sup> Le détenu est passible de sanctions disciplinaires en cas d'acte contraire à la présente loi, au plan d'exécution ou à la discipline.

<sup>2</sup> Constituent notamment une infraction disciplinaire :

- a) l'évasion;
- b) l'inobservation d'une des conditions d'un congé;
- c) l'acquisition, la détention et le trafic d'armes et de matières ou d'objets dangereux;
- d) l'introduction dans l'établissement, la détention ou la consommation d'alcool, de stupéfiants ou de substances ayant des effets analogues;
- e) le refus des examens au sens des articles 55 et 56;
- f) l'aliénation, la détérioration volontaire ou consécutive à une négligence grave de biens mobiliers et immobiliers à sa disposition ou appartenant à un autre détenu ou des tiers;
- g) la communication avec d'autres détenus ou avec des tiers qui n'est pas conforme à la présente loi;
- h) l'introduction dans l'établissement, la détention ou l'utilisation d'objets interdits;
- i) les actes de violence contre un autre détenu, un agent de détention ou des tiers;
- j) tout acte tombant sous le coup de la loi pénale;
- k) toute tentative, instigation ou complicité relative aux actes décrits sous lettres a à i.

2. Sanctions

**Art. 63** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) l'avertissement;
- b) la privation de la possibilité de faire des achats;
- c) le retrait d'allégements accordés;

- d) la privation de la télévision, de l'ordinateur ou d'autres médias;
- e) la privation de l'usage du téléphone;
- f) la privation de visites au sens de l'article 52, alinéas 1 et 2;
- g) l'amende;
- h) <sup>13)</sup> les arrêts disciplinaires jusqu'à 14 jours.

<sup>2</sup> La sanction est prononcée en fonction de la gravité de la faute, du caractère unique ou répété de l'acte, des avertissements qui ont précédé et de la situation personnelle du détenu.

<sup>3</sup> Les sanctions peuvent être cumulées dans le respect du principe de la proportionnalité.

<sup>4</sup> La sanction disciplinaire peut être assortie d'un sursis ou d'un sursis partiel avec un délai d'épreuve de six mois au maximum.

<sup>5</sup> Le sursis à l'exécution est révoqué lorsque la personne détenue s'est rendue coupable d'une nouvelle infraction disciplinaire durant le délai d'épreuve.

### 3. Compétence et procédure

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires sont de la compétence du directeur.

<sup>2</sup> Le détenu est informé des faits qui lui sont reprochés et invité à se prononcer, oralement ou par écrit.

<sup>3</sup> Le directeur procède aux investigations et confrontations nécessaires.

<sup>4</sup> Le directeur consulte l'autorité d'écrou, oralement ou par écrit, et lui notifie sa décision.

### 4. Prescription

**Art. 65** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées que si la procédure est ouverte au plus tard dans les six mois suivant la découverte de l'infraction ou, en cas d'évasion, dans les trente jours dès le retour du détenu.

<sup>2</sup> Le droit de prononcer une sanction se prescrit par douze mois dès l'ouverture de la procédure. Ce délai est suspendu pendant la durée d'une procédure pénale. La prescription absolue est de cinq ans dès la commission de l'infraction.

### Responsabilité civile

**Art. 66** <sup>1</sup> En cas de détérioration fautive des biens de l'Etat, le détenu est tenu à indemnisation. Au surplus, sa responsabilité civile au sens des articles 41 et suivants du Code des obligations<sup>7)</sup> est réservée.



<sup>2</sup> La compensation avec sa rémunération ou son compte est possible.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires et pénales sont réservées.

#### **CHAPITRE IV : Dispositions particulières applicables à l'arrestation provisoire, à la détention provisoire et à la détention pour des motifs de sûreté**

Champ  
d'application

**Art. 67** Les dispositions particulières du présent chapitre s'appliquent au détenu arrêté provisoirement, en détention provisoire ou en détention pour des motifs de sûreté.

Compétences de  
l'autorité d'écrou

**Art. 68** <sup>1</sup> Pour des motifs liés au but de la détention, l'autorité d'écrou est compétente pour :

- a) ordonner que des effets ne soient pas mis à disposition du détenu (art. 23);
- b) restreindre le droit à la vie communautaire (art. 27);
- c) contrôler, limiter ou interdire les contacts au sens des articles 43 et 47;
- d) restreindre le droit au courrier aux conditions de l'article 48, alinéa 3 ainsi que le droit au téléphone aux conditions de l'article 49;
- e) interdire la correspondance, les communications téléphoniques et les visites en cas d'abus au sens des articles 48, alinéa 5, 49 et 52, alinéa 3; l'accord du tribunal des mesures de contrainte au sens du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> est réservé;
- f) restreindre le droit de s'abonner à des journaux et revues et de commander des livres au sens de l'article 50, alinéa 2.

<sup>2</sup> Sont réservées les compétences des autres autorités au sens de la présente loi pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité, au calme et à l'hygiène.

Travail

**Art. 69** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 32, le détenu ne peut être astreint au travail.

<sup>2</sup> Il peut demander à travailler si l'autorité d'écrou y consent et dans la mesure des possibilités offertes par l'établissement.

Contrôle du  
courrier

**Art. 70** En dérogation à l'article 48, alinéa 2, l'autorité d'écrou contrôle le courrier.

Médias

**Art. 71** Pour des motifs liés au but de la détention, l'autorité d'écrou peut restreindre le droit du détenu à la télévision, à l'ordinateur et aux autres médias (art. 51).

Visites

**Art. 72** <sup>1</sup> L'autorité d'écrou délivre l'autorisation écrite de recevoir des visites au sens de l'article 52, alinéa 1. Elle décide également en application de l'article 52, alinéa 5, de l'utilisation du parloir vitré et de la présence d'un agent de détention.

<sup>2</sup> L'autorité d'écrou peut ordonner la présence d'un interprète pendant les visites.

## **CHAPITRE V : Dispositions particulières applicables à la détention à l'Orangerie**

Champ  
d'application

**Art. 73**<sup>13)</sup> Les dispositions particulières du présent chapitre s'appliquent au détenu en semi-détention et en travail externe.

Semi-détention  
et travail externe

**Art. 74** Les peines privatives de liberté exécutées sous le régime de la semi-détention et de travail externe le sont conformément aux dispositions concordataires.

### **Art. 75 et 76**<sup>12)</sup>

Incarcération  
1. Fouille

**Art. 77** En dérogation à l'article 20, alinéa 1, la fouille s'opère sur décision de l'agent de détention.

2. Effets  
personnels

**Art. 78** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 22, l'agent de détention décide de l'établissement d'un inventaire des objets et des valeurs du détenu. Cas échéant, les articles 22 à 24 s'appliquent.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 23, alinéa 4, les médicaments, les documents d'identité, le permis de conduire, les téléphones portables et l'argent peuvent être conservés par le détenu, moyennant l'autorisation de l'agent de détention.

3. Compte du  
détenu

**Art. 79** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 24, un compte n'est pas tenu pour le détenu en semi-détention. Une décision contraire de l'autorité d'écrou est réservée.<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> L'article 24 s'applique au détenu en travail externe.

Repas et  
nourriture

**Art. 80** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 29, alinéa 1, le détenu prend, en règle générale, ses repas à l'extérieur durant les jours de travail, à l'exception du petit-déjeuner.

<sup>2</sup> Le directeur peut édicter des directives sur la nourriture que le détenu peut apporter.

Courrier

**Art. 81** En dérogation à l'article 48, alinéa 2, première phrase, le courrier n'est pas contrôlé, sauf décision contraire de l'agent de détention.

## CHAPITRE VI : Plainte et voies de droit

Plainte

**Art. 82** <sup>1</sup> Tout détenu s'estimant lésé a la faculté d'adresser au directeur une plainte écrite, motivée, datée et signée, dans un délai de dix jours dès la commission de l'acte.

<sup>2</sup> Le dépôt d'une plainte ne donne pas droit à une décision.

<sup>3</sup> Cependant, le détenu est informé de la suite donnée à sa démarche.

Voies de droit

**Art. 83** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives du Canton en application de la présente loi sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative; celles rendues par d'autres autorités d'écrou sont soumises aux voies de droit définies par la législation qui les régit, en particulier par le Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif et les dispositions relatives aux fêtes ne s'appliquent pas. Une décision contraire de l'autorité qui a rendu la décision ou de l'autorité de recours, d'office ou sur requête, est réservée. Si les circonstances le justifient, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> En outre, en matière de mesures disciplinaires (art. 62 et suivants), la procédure d'opposition ne s'applique pas et le délai de recours est de cinq jours.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

## CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution, finales et transitoire

Dispositions  
d'exécution

**Art. 84** Le Gouvernement peut édicter les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Tarifs

**Art. 85** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut fixer, par voie d'arrêté, les tarifs journaliers applicables aux autorités qui placent un détenu sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux sont réservés.

Droit transitoire

**Art. 86** La présente loi s'applique immédiatement aux détentions en cours au moment de son entrée en vigueur.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 87** Le titre de la section III et les articles 42 à 44 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>9)</sup> sont abrogés.

Référendum  
facultatif

**Art. 88** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 89** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>10)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 2 octobre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 311.0](#)
- 2) [RS 312.0](#)
- 3) [RS 322.1](#)
- 4) [RS 210](#)
- 5) [RSJU 810.01](#)

- 6) [RSJU 213.32](#)
- 7) [RS 220](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 321.1](#)
- 10) 1<sup>er</sup> mai 2014
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014
- 12) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018



**Arrêté**

**approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé)**

du 14 décembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 57 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé), adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** L'arrêté du 9 décembre 2008 approuvant le règlement du 25 septembre 2008 concernant la liste des établissements pour l'exécution des sanctions pénales privatives de liberté ou à titre anticipé est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 14 décembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le chancelier : Sigismond Jacquod



**Arrêté**

**approuvant la modification du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé)**

du 28 janvier 2014

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 31 décembre 2013 du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> Elle est intégrée dans le texte du règlement publié en annexe.

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Delémont, le 28 janvier 2014

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

**Arrêté**

**approuvant les modifications du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé)**

du 25 avril 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Les modifications du 31 octobre 2014 du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, sont approuvées.

<sup>2</sup> Elles sont intégrées dans le texte du règlement publié en annexe.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 25 avril 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

**Arrêté**

**approuvant la modification du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé)**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1</sup>,

vu l'article 4 du concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi sur l'exécution des peines et mesures<sup>3</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 9 novembre 2017 du règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> Elle est intégrée dans le texte du règlement publié en annexe.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot

La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## Annexe

### **Règlement concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal (détention avant jugement, peines et mesures, respectivement sanctions pénales en force ou subies à titre anticipé) (Règlement sur les établissements)<sup>5)</sup>**

du 29 octobre 2010

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu les articles 40, 41, 57 à 61, 64, 74, 75 à 77, 77a et b, 79b, 80, 90, 372, alinéa 3, et 377 à 379 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP),<sup>7)</sup>

vu les articles 212 à 236 du Code de procédure pénale suisse (Code de procédure pénale, CPP) du 5 octobre 2007,

vu l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au code pénal suisse et au code pénal militaire (O-CP-CPM),

vu l'article 4, lettre k, du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes),

vu le règlement d'organisation et de fonctionnement des Conférences CLDJP, CLDAM et CLDAMPP du 23 mars 2016,<sup>7)</sup>

*décide :*

#### **I. Principes**

Lieux de  
l'exécution

**Article premier** <sup>1</sup> Les cantons partenaires mettent à disposition pour l'exécution des sanctions pénales, de même que pour l'exécution anticipée d'une peine ou d'une mesure, des établissements fermés ou ouverts pouvant disposer aussi d'une ou de plusieurs sections ouvertes ou fermées, respectivement très fermées (sécurité renforcée).

<sup>2</sup> Dans ces établissements, le principe de progression est appliqué et la possibilité est donnée de développer le comportement social de la personne détenue qui doit y prendre une part active. En plus, des processus de socialisation sont mis en place (planification et plan d'exécution de la sanction pénale en force ou subie à titre anticipé), en prenant en compte les besoins de la personne détenue, tout en garantissant la protection de la collectivité, du personnel et des co-détenus.

<sup>3</sup> Les établissements sont conçus et organisés en fonction de l'importance du risque d'évasion et de celui qualifié de réitération que représente la personne qui y est placée pour y exécuter sa détention. L'évaluation est faite en fonction des circonstances et de différents éléments (notamment durée de la détention, infractions et conditions dans lesquelles elles ont été commises, conditions personnelles de la personne détenue, liens avec la Suisse et statut administratif).

<sup>4</sup> Des établissements ou des sections d'établissements doivent être prévus pour y assurer des formes d'exécution dérogatoires en faveur des personnes détenues.

<sup>5</sup> Compte tenu de l'évolution de la situation, des capacités des cantons et des subventions fédérales allouées, les structures des établissements sont adaptées par étapes.

**Art. 2 Etablissements ouverts ou établissements fermés pouvant disposer d'une section ouverte pour l'exécution des peines ou l'exécution anticipée de la peine ou de la mesure ainsi que la détention avant jugement**

<sup>1</sup> Ce sont des établissements ou des sections pour lesquels les mesures de sécurité prises sur le plan de l'organisation, du personnel, des constructions et des équipements techniques sont en principe peu importantes.

<sup>2</sup> Dans ces types d'établissements ou de sections sont exécutés les types et régimes de détention suivants :

**1. Types de détention**

- a) détention avant jugement (ci-après : "DAJ") au sens de l'article 110, alinéa 7, CP, qui recouvre les notions de détention provisoire et de détention pour des motifs de sûreté au sens des articles 220 et 234 CPP;
- b) exécution anticipée des sanctions pénales (peines ou mesures) au sens de l'article 236 CPP;
- c) exécution des sanctions pénales.



## 2. Régimes de détention

- a) détention cellulaire, respectivement dans certains cas en régime ordinaire fermé au sens des articles 77, 78 et 76, alinéa 2, CP;
- b) <sup>7)</sup> semi-détention au sens de l'article 77b CP;
- c) courtes peines;
- d) longues peines;
- e) mesures thérapeutiques institutionnelles et internements, en régime fermé;
- f) mesures thérapeutiques institutionnelles et internements, en régime ouvert;
- g) détention en régime de travail externe pour les peines et les mesures;
- h) détention en régime de travail et de logement externes;
- i) formes d'exécution dérogatoires au sens de l'art. 80 CP;
- j) détention pour les personnes détenues en attente de placement dans un établissement qui ne peut pas les recevoir en particulier faute de place;
- k) ... <sup>8)</sup>

### **Art. 3 Etablissements fermés ou établissements ouverts pouvant disposer d'une section fermée pour l'exécution des peines ou l'exécution anticipée de la peine ou de la mesure ainsi que la détention avant jugement**

<sup>1</sup> Ce sont des établissements ou des sections pour lesquels les mesures de sécurité prises sur le plan de l'organisation, du personnel, des constructions et des équipements techniques sont importantes ou très importantes et qui permettent d'assurer la protection de la collectivité, du personnel et des co-détenus.

<sup>2</sup> Dans ces types d'établissements ou de sections sont exécutés :

- en règle générale, la détention anticipée de peine ou de mesure;
- le régime ordinaire fermé qui précède l'exécution en régime plus ouvert;
- le régime de sécurité renforcée, notamment pour les très longues peines ou mesures (par ex. art. 123a de la Constitution fédérale et les dispositions de la loi fédérale du 21 décembre 2007 modifiant le CP [Internement à vie des délinquants extrêmement dangereux], aussi longtemps qu'un autre établissement n'a pas été réalisé en Suisse);
- le traitement institutionnel de la personne internée ayant des troubles mentaux (art. 59, al. 3, CP) qui ne peut pas encore être placée dans une section ouverte d'un établissement ouvert;
- les peines prononcées à l'encontre des personnes détenues dangereuses souffrant d'un grave trouble mental, qui devront par la suite exécuter une mesure d'internement (art. 64, al. 1, lettres a et b, CP).

<sup>3</sup> Les personnes en détention avant jugement peuvent être également placées dans ce type d'établissements ou de sections (secteurs non concordataires).

## **Art. 4 Etablissements ouverts ou fermés disposant d'une section fermée ou ouverte pour l'exécution des mesures**

Ce sont des établissements ouverts ou fermés disposant d'une section fermée ou ouverte pour l'exécution des mesures. Ils sont dotés, en particulier de personnel au bénéfice d'une formation spécifique pour exécuter ces mesures thérapeutiques institutionnelles (art. 59 à 61 CP) qui précéderont l'exécution d'une peine privative de liberté (art. 57, al. 2, CP), sauf pour l'internement (art. 64, al. 2, CP) et pour l'internement à vie (art. 64, al. 1<sup>bis</sup>, CP), à savoir :

- les mesures thérapeutiques institutionnelles pour le traitement des troubles mentaux (art. 59 CP);
- le traitement des addictions (art. 60 CP);
- les mesures applicables aux jeunes adultes (art. 61 CP);
- l'internement (art. 64, al. 1, lettres a et b, CP) ;
- l'internement à vie (art. 64, al. 1<sup>bis</sup>, CP).

## **II. Etablissements mis à disposition**

Etablissements  
pour l'exécution  
des peines

**Art. 5** Les cantons partenaires mettent à disposition les établissements suivants, mentionnés dans l'annexe, pour l'exécution des peines.

Etablissements  
pour l'exécution  
des mesures

**Art. 6** <sup>1</sup> Pour le traitement des troubles mentaux (art. 59 CP), les cantons partenaires disposent d'établissements psychiatriques appropriés (cliniques psychiatriques publiques ou privées). L'exécution des mesures thérapeutiques en régime fermé et des internements (art. 59 et 64 CP) se fait dans l'établissement "Curabilis" (GE) ou dans les établissements pénitentiaires du concordat latin, pour autant que ces derniers soient dotés du personnel qualifié (art. 59, al. 3, CP) ou encore dans des établissements appropriés des deux concordats pénitentiaires.<sup>4)5)</sup>

<sup>2</sup> Pour le traitement des addictions (art. 60 CP), chaque canton dispose, dans une certaine mesure, d'établissements ou de places en milieu hospitalier ou para-hospitalier ouvert ou fermé, y compris pour les femmes.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Pour les mesures applicables aux jeunes adultes (art. 61 CP), le canton du Valais met à disposition un secteur distinct du Centre éducatif de Pramont.

Etablissements  
pour l'exécution  
des privations de  
liberté des  
femmes  
détenues

**Art. 7** <sup>1</sup> Les cantons partenaires du concordat latin mettent à disposition des autorités judiciaires des sections ou des établissements pour l'exécution de la détention avant jugement pour les femmes détenues. L'annexe<sup>6)</sup> précise les lieux d'exécution.

<sup>2</sup> Les femmes condamnées exécutent en principe les sanctions pénales à la Prison de La Tuillière qui dispose de personnel qualifié (art. 59, al. 3, CP) ou dans d'autres sections ou établissements du concordat latin (annexe<sup>6)</sup>.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> Des placements peuvent également être effectués dans d'autres établissements des deux autres concordats pénitentiaires (par exemple : à Hindelbank) ou dans d'autres établissements (hôpitaux, cliniques, etc.).

Etablissements  
mis à disposition  
pour les formes  
d'exécution  
dérogatoires

**Art. 8** <sup>1</sup> Les formes d'exécution dérogatoires (art. 80 CP) sont exécutées dans différents établissements des cantons partenaires au Concordat latin, en principe cités dans l'annexe<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Chaque canton met en plus à disposition un établissement approprié ou des places affectées à l'exécution des peines ou des mesures pour les personnes condamnées infirmes ou âgées qui ne peuvent pas être placées dans un établissement affecté à l'exécution des peines ou des mesures.

Organe  
compétent

**Art. 9** Sur proposition de la Commission concordataire latine, la Conférence modifie la liste des établissements figurant dans l'annexe<sup>6)</sup>.

Collaboration  
interconcorda-  
taire

**Art. 10** Selon les circonstances particulières (notamment motifs de prise en charge, de sécurité, de discipline, de proximité du domicile ou du lieu du travail ou d'effectif des personnes détenues) et pour autant que les dispositions prises ne soient ni contraires au concordat ni en défaveur d'un canton ou d'un établissement, des placements peuvent être effectués ou acceptés dans des établissements de cantons non partenaires du Concordat latin.

### III. Dispositions finales

**Art. 11** <sup>1</sup> Le présent règlement abroge le règlement du 25 septembre 2008 concernant la liste des établissements pour l'exécution des sanctions pénales privatives de liberté en force ou subies à titre anticipé.

<sup>2</sup> La Conférence invite dès lors les gouvernements de la Suisse latine à adapter par la suite leurs réglementations cantonales relatives aux lieux de détention ou aux établissements.

<sup>3</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>4</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

1) [RSJU 349.1](#)

2) [RSJU 321.1](#)

3) [RSJU 341.1](#)

4) Nouvelle teneur selon la modification du 31 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014

5) Nouvelle teneur selon la modification du 31 octobre 2014

6) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle peut être consultée sur le site de la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et mesures à l'adresse suivante : <http://www.cldjp.ch/wp-content/uploads/2016/11/liste-%C3%A9tablissements-161021.pdf>

7) Nouvelle teneur selon la modification du 9 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

8) Abrogée par la modification du 9 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique, adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

l'article 79b du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3)</sup>,

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4)</sup>,

l'article 4, lettres b et c, du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes),

décide :

#### **TITRE PREMIER : Surveillance électronique au titre de l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une peine privative de liberté de substitution (art. 79b, al. 1, lettre a, CP)**

#### **I. Champ d'application**

Genre de peines **Article premier** L'exécution sous surveillance électronique est admissible pour les peines privatives de liberté ainsi que pour les peines privatives de liberté de substitution pour les amendes et les peines pécuniaires.

Durée de la peine **Art. 2** <sup>1</sup> La surveillance électronique est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutables simultanément soit comprise entre 20 jours au minimum et 12 mois au maximum.

<sup>2</sup> La détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>51</sup>.

<sup>3</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la durée totale de la peine (partie avec sursis et partie ferme) est déterminante.

Solde de peines  
et peine  
d'ensemble

**Art. 3** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas constitué de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a constitué une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

## II. Conditions

Conditions  
personnelles

**Art. 4** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier de la surveillance électronique :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuit;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) une autorisation de séjour en Suisse et le droit de travailler, de suivre une formation ou d'exercer une activité au sens de la lettre f, deuxième phrase, ci-dessous;
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>52</sup>;
- f) la poursuite de l'activité professionnelle ou d'une formation reconnue avec un taux d'occupation d'au moins 20 heures par semaine. Le travail domestique, le travail éducatif, la participation à un programme d'occupation ou toute autre occupation structurée sont réputés équivalents. La personne condamnée peut aussi se voir assigner un travail de 20 heures par semaine au minimum, sans qu'il s'agisse d'un droit;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre de l'exécution;
- h) un logement fixe approprié. Il peut s'agir également d'un foyer ou d'une autre forme d'habitation institutionnalisée à long terme, pour autant que ce logement convienne pour la surveillance électronique et que la direction de l'institution y consente. En donnant ce consentement, la direction accorde en même temps à l'autorité d'exécution compétente le droit d'accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- i) le logement fixe est équipé d'un réseau de téléphonie fixe ou mobile pour la transmission électronique des données;

- j) le consentement des personnes adultes vivant sous le même toit et leur accord pour que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- k) l'acceptation par la personne condamnée du plan d'exécution et de l'horaire hebdomadaire et son accord pour que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- l) l'exclusion de motifs professionnels, familiaux ou autres motifs importants qui seraient contraires à cette forme d'exécution, notamment une condamnation pour violence domestique ou pour abus sexuels d'enfants si des enfants vivent sous le même toit.

### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

#### **Art. 5** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution, en particulier des contrôles prévus à l'article 10 du présent règlement;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise, et le type de surveillance électronique.

Documents à  
remettre

#### **Art. 6** La personne condamnée doit notamment remettre les documents suivants :

- a) Attestation de travail ou de formation;

##### *Travailleur salarié (employé) :*

une attestation de l'employeur ou le contrat de travail, avec indication du lieu de travail et des heures travail, ainsi qu'un décompte de salaire récent;

##### *Travailleur indépendant :*

un document attestant de l'activité indépendante (p. ex. décompte AVS, attestation d'assurance sociale) avec indication du lieu de travail et des heures de travail;

##### *Personne en formation :*

une attestation de formation avec indication du lieu de formation et des heures de cours;



*Personne de nationalité étrangère :*

la personne condamnée de nationalité étrangère remet en plus une attestation de son droit de séjour en Suisse, ainsi qu'une attestation de son droit de travailler ou de suivre une formation si cette information ne ressort pas clairement du titre de séjour;

- b) Preuve d'un logement fixe (p. ex. bail à loyer, attestation de domicile);
- c) Preuve de raccordement à un réseau de téléphonie fixe ou mobile et des frais de téléphone payés des deux derniers mois;
- d) Consentement de toutes les personnes adultes vivant dans le même ménage (formulaire), y inclus leur accord que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps à toutes les pièces du logement, aussi sans s'annoncer au préalable.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 7** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

#### IV. Mise en œuvre

Plan d'exécution

**Art 8** <sup>1</sup> L'autorité compétente établit le plan d'exécution d'entente avec la personne condamnée.

<sup>2</sup> Le plan règle tout particulièrement :

- a) le programme hebdomadaire en fonction du temps de travail ou de formation, ainsi que d'autres obligations;
- b) le conseil et l'accompagnement psychosocial de la personne condamnée pendant l'exécution.

<sup>3</sup> Par journée de travail<sup>6)</sup>, la personne condamnée peut passer 14 heures au maximum hors du logement pour :

- a) travail, occupation, formation et loisirs (y inclus activités sportives et autres);
- b) achats, visites médicales, démarches administratives;
- c) participation à des thérapies individuelles ou de groupe.

<sup>4</sup> La personne condamnée doit passer au moins un jour par semaine à son lieu de domicile.

Obligations de la  
personne  
condamnée

**Art. 9** <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.

<sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute perte d'emploi, de possibilité de formation ou d'une autre occupation, ainsi que de toute modification dans sa situation personnelle.

<sup>3</sup> Durant l'exécution de la peine, la personne condamnée a l'interdiction de quitter le territoire suisse.

Contrôles

**Art. 10** <sup>1</sup> Durant l'exécution, l'autorité veille à ce que la personne condamnée exécute effectivement son activité.

<sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps et selon la technique utilisée :

- a) informer l'organisme employant le condamné ou dispensant la formation de ce que ce dernier exécute une peine sous le régime de la surveillance électronique et lui demander de l'aviser immédiatement de l'absence dudit condamné sur son lieu d'activité ou de formation;
- b) se rendre sur le lieu d'activité ou de formation du condamné.

<sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence.

Autorisation de  
sorties

**Art. 11** <sup>1</sup> Les jours sans travail ou formation, notamment les samedis, dimanches et jours fériés, la personne condamnée peut disposer, sur décision de l'autorité, d'un maximum de temps libre<sup>2</sup> par jour selon la progression suivante :

1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> mois	3 h / jour
3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> mois	4 h / jour
5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> mois	6 h / jour
dès le 7 <sup>e</sup> mois	8 h / jour

<sup>2</sup> Les heures de temps libre mentionnées ci-dessus peuvent être cumulées, sur décision de l'autorité, jusqu'à un maximum de 24 heures entre les 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> mois, et de 36 heures, dès le 7<sup>e</sup> mois. Le solde d'heures reste acquis.

## V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution

Extinction de conditions

**Art. 12** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions fixées aux articles 2 et 3, il est mis fin à la surveillance électronique.

<sup>2</sup> Si la personne condamnée perd son travail, sa formation ou son activité, entièrement ou en partie, sans faute de sa part, l'autorité compétente peut ne pas interrompre la surveillance électronique à condition que la personne condamnée trouve une autre activité appropriée dans les 21 jours et que son accompagnement soit garanti pendant la période transitoire.

<sup>3</sup> En cas de révocation de la surveillance électronique, la personne condamnée continue de purger sa peine dans un établissement pénitentiaire ouvert ou fermé ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.

## VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution

Avertissement

**Art. 13** <sup>1</sup> L'autorité peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au régime de la surveillance électronique ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

- abuse du temps passé hors du logement;
- ne respecte pas le plan hebdomadaire;
- possède ou consomme des produits stupéfiants;
- ne respecte pas une obligation qui lui a été faite (p. ex. de suivre une thérapie, de ne pas boire d'alcool);
- manipule ou cherche à manipuler les appareils de surveillance;
- refuse de payer l'avance ou la participation aux frais.

<sup>2</sup> Est réservée la limitation du temps libre à la personne condamnée.

Révocation du régime

**Art. 14** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité peut révoquer le régime de la surveillance électronique et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

**Suspension** **Art. 15** L'autorité peut suspendre provisoirement ce régime pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire (p. ex. risque de commission de nouvelles infractions, etc.). L'exécution se poursuit alors immédiatement en régime ordinaire. Une décision est rendue dans les 10 jours.

**Enquête pénale** **Art. 16** Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution de la surveillance électronique peut être suspendue ou révoquée.

## **VII. Imputation de paiements partiels**

**Modalités** **Art. 17** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## **VIII. Participation aux frais d'exécution**

**Modalités** **Art. 18** <sup>1</sup> La personne qui bénéficie de ce régime doit payer une participation aux frais d'exécution de la peine.

<sup>2</sup> Le montant de cette participation est fixé par la Conférence.

<sup>3</sup> La personne condamnée verse des avances régulières.

<sup>4</sup> Les frais supplémentaires de téléphonie fixe occasionnés sur place par l'exécution de la peine sous surveillance électronique, ainsi que d'autres frais en lien avec d'éventuelles exigences du plan d'exécution, tels que des contrôles d'abstinence, un suivi thérapeutique, etc., sont à la charge de la personne condamnée.

<sup>5</sup> L'autorité compétente peut accorder une exonération partielle de la participation aux frais si la personne condamnée le demande et atteste de sa situation difficile, notamment si l'obligation de participer aux frais l'empêche d'honorer ses devoirs d'entretien et de soutien.

## IX. Fin de la surveillance électronique

Renoncement	<b>Art. 19</b> La personne condamnée peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la surveillance électronique. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté en principe immédiatement sous le régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.
Libération conditionnelle	<b>Art. 20</b> Sous réserve de l'article 43, alinéa 3, CP <sup>3)</sup> , les règles de la libération conditionnelle (art. 86ss CP) s'appliquent.

## TITRE 2 : Surveillance électronique à la place du travail externe et du logement et travail externes (art. 79b, al. 1, lettre b, CP)

## X. Champ d'application

Principe	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> La surveillance électronique peut être autorisée à la place du travail externe et/ou du travail et logement externes pour une durée de trois à douze mois.</p> <p><sup>2</sup> Elle intervient au titre de phase supplémentaire de l'exécution progressive de la peine.</p>
Dispositions applicables	<b>Art. 22</b> Les règles définies au titre premier du présent règlement s'appliquent par analogie, sous réserve des dispositions suivantes.

## XI. Conditions

Conditions temporelles	<p><b>Art. 23</b> La surveillance électronique peut être autorisée en principe dès que la moitié de la peine privative de liberté a été purgée :</p> <p>a) soit en lieu et place du travail externe;</p> <p>b) soit après une première phase de travail externe au sens de l'article 77a, alinéa 1, CP<sup>3)</sup>, en lieu et place du travail et logement externes.</p>
Conditions personnelles	<b>Art. 24</b> <sup>1</sup> En règle générale, la personne condamnée peut bénéficier du régime de la surveillance électronique lorsqu'elle a donné satisfaction pendant au moins 6 mois en régime ouvert et si elle a réussi plusieurs congés.

<sup>2</sup> Si une première phase de travail externe a été accordée, la personne condamnée peut bénéficier du régime de la surveillance électronique si elle a donné satisfaction pendant au moins les deux tiers de la durée prévisible du travail externe (en fonction de la libération conditionnelle et/ou définitive).

## **XII. Dispositions particulières**

Révocation du régime

**Art. 25** Si la surveillance électronique est révoquée, l'exécution du solde de peine se poursuit en régime ordinaire ou, si la personne condamnée en remplit les conditions, en travail externe.

Renoncement

**Art. 26** La personne condamnée peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la surveillance électronique. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté en principe immédiatement sous le régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en travail externe.

## **TITRE 3 : Responsabilité**

Principe

**Art. 27** <sup>1</sup> La personne condamnée est responsable de tout dommage causé (matériel de surveillance électronique, biens, personnes, etc.). Elle veillera à être assurée.

<sup>2</sup> La personne condamnée qui exécute une peine sous surveillance électronique n'est pas assurée contre les accidents par l'Etat.

## **TITRE 4 : Protection des données**

Accès aux données

**Art. 28** Durant l'exécution de la sanction, les données générées par l'utilisation d'un système de géolocalisation sont accessibles :

- a) à l'autorité d'exécution compétente et aux éventuels organes délégués;
- b) à la centrale de surveillance, selon les modalités de son cahier des charges;
- c) aux opérateurs techniques autorisés.

Renvoi

**Art. 29** Pour le surplus, la protection des données est réglée par le droit cantonal.

## Titre 5 : Dispositions transitoires et finales

**Art. 30** <sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La Conférence invite dès lors les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter leurs réglementations cantonales relatives à l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique.

<sup>3</sup> Le titre premier du présent règlement est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>4</sup> Le titre 2 du présent règlement est régi par l'article 388, alinéa 3, CP<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

1) [RSJU 349.1](#)

2) [RSJU 341.1](#)

3) [RS 311.0](#)

4) [RS 311.01](#)

5) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée. Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.

6) La notion de travail est définie à l'article 4, lettre f, du présent règlement.

7) Par temps libre au sens de l'article 79b, alinéa 3, CP, on entend le temps dont la personne condamnée peut disposer librement hors du logement.





**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention), adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

les articles 40, 74, 75, 77b, 96, 372, alinéa 3, 379 et 380 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3</sup>;

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4</sup>;

les articles premier, 4 et 14 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes);

décide :

#### I. Principes

Types de  
sanctions

**Article premier** <sup>1</sup> Les conditions d'octroi de la semi-détention sont définies par l'article 77b CP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> La semi-détention est admissible pour les peines privatives de liberté ainsi que pour les peines privatives de liberté de substitution pour les amendes et les peines pécuniaires.

Description

**Art. 2** <sup>1</sup> Pendant l'exécution de la semi-détention, la personne détenue continue son activité ou son travail à l'extérieur de l'établissement aux conditions fixées par l'établissement.

<sup>2</sup> Elle passe ses heures de loisirs et de repos dans l'établissement.

## II. Conditions d'application

Conditions  
temporelles

**Art. 3** <sup>1</sup> La semi-détention est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutable simultanément :

- a) soit inférieure à 12 mois; la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>5)</sup>, ou
- b) soit supérieure à 12 mois mais que, compte tenu de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté, 6 mois au maximum doivent être exécutés (principe net)<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la partie ferme est déterminante.

Solde de peines

**Art. 4** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas constitué de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a constitué une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

Conditions  
personnelles

**Art. 5** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier de la semi-détention :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuit;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) une autorisation de séjour en Suisse et le droit de travailler, de suivre une formation ou d'exercer une activité au sens de la lettre f, deuxième phrase, ci-dessous;
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>3)</sup>;
- f) la poursuite de l'activité professionnelle ou d'une formation reconnue avec un taux d'occupation d'au moins 20 heures par semaine. Le travail domestique, le travail éducatif, la participation à un programme d'occupation ou toute autre occupation structurée sont réputés équivalents;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre de la semi-détention et du règlement de l'établissement d'exécution.

### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

**Art. 6** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution, en particulier des contrôles prévus à l'article 11 du présent règlement;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise.

Documents à  
remettre

**Art. 7** <sup>1</sup> La personne condamnée doit notamment remettre les documents suivants :

- a) Travailleur salarié (employé) :  
une attestation de l'employeur ou le contrat de travail, avec indication du lieu de travail et des heures de travail, ainsi qu'un décompte de salaire récent;
- b) Travailleur indépendant :  
un document attestant de l'activité indépendante (p. ex. décompte AVS, attestation d'assurance sociale) avec indication du lieu de travail et des heures de travail;
- c) Personne en formation :  
une attestation de formation avec indication du lieu de formation et des heures de cours.

<sup>2</sup> La personne condamnée de nationalité étrangère remet en plus une attestation de son droit de séjour en Suisse, ainsi qu'une attestation de son droit de travailler ou de suivre une formation si cette information ne ressort pas clairement du titre de séjour.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

#### IV. Mise en œuvre

Plan d'exécution	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> L'établissement d'exécution établit le plan d'exécution d'entente avec la personne condamnée.</p> <p><sup>2</sup> Le plan règle tout particulièrement les heures de sortie et d'entrée en fonction du temps de travail.</p> <p><sup>3</sup> Par journée de travail, la personne condamnée peut passer 13 heures au maximum hors de l'établissement d'exécution pour les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) travail, occupation, formation;</li> <li>b) repas;</li> <li>c) achats, visites médicales, démarches administratives;</li> <li>d) participation à des thérapies individuelles ou de groupe à l'extérieur.</li> </ul> <p><sup>4</sup> La personne condamnée doit passer au moins un jour par semaine dans l'établissement d'exécution.</p>
Obligations de la personne condamnée	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.</p> <p><sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute perte d'emploi, de possibilité de formation ou d'une autre occupation, ainsi que de toute modification dans sa situation personnelle.</p>
Contrôles	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Durant l'exécution de la semi-détention, l'autorité veille à ce que la personne détenue exécute effectivement son activité.</p> <p><sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) informer l'organisme employant le condamné ou dispensant la formation de ce que ce dernier exécute une peine sous le régime de la semi-détention et lui demander de l'aviser immédiatement de l'absence dudit condamné sur son lieu d'activité ou de formation;</li> <li>b) se rendre sur le lieu d'activité ou de formation du condamné.</li> </ul> <p><sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence à la direction de l'établissement ou à une autre autorité.</p>

Autorisation de  
sorties

**Art. 12** La personne détenue peut bénéficier des autorisations de sortie conformément au règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisations de sortie aux personnes condamnées adultes et jeunes adultes applicable par analogie.

## **V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution**

Extinction de  
conditions

**Art. 13** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions fixées aux articles 3 et 4, il est mis fin à la semi-détention.

<sup>2</sup> La personne condamnée continue de purger sa peine dans un établissement pénitentiaire ouvert ou fermé.

<sup>3</sup> Si la personne condamnée perd son travail, sa formation ou son activité, entièrement ou en partie, sans faute de sa part, l'autorité compétente peut ne pas interrompre la semi-détention à condition que la personne condamnée trouve une autre activité appropriée dans les 21 jours et que son accompagnement et sa surveillance soient garantis pendant la période transitoire.

## **VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution**

Avertissement

**Art. 14** L'autorité dont le condamné dépend peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au régime de la semi-détention ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

- abuse du temps passé hors de l'établissement d'exécution;
- ne respecte pas les heures d'entrée et de sortie;
- possède ou consomme des produits stupéfiants;
- ne respecte pas une obligation qui lui a été faite (p. ex. de suivre une thérapie, de ne pas boire d'alcool, de respecter le règlement de l'établissement);
- refuse de payer l'avance ou la participation aux frais.

Révocation du  
régime

**Art. 15** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité dont il dépend peut révoquer le régime de la semi-détention et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

Suspension  
provisoire

**Art. 16** <sup>1</sup> La direction de l'établissement peut, pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire, suspendre provisoirement le régime de la semi-détention.

<sup>2</sup> Pendant la période de suspension provisoire, le condamné est soumis au régime ordinaire. Le cas échéant, il peut être transféré dans un autre établissement.

<sup>3</sup> La direction de l'établissement en informe sans délai l'autorité dont le condamné dépend, laquelle doit statuer dans un délai maximal de 10 jours.

Enquête pénale

**Art. 17** <sup>1</sup> Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution de la semi-détention peut être suspendue ou révoquée. La décision est prise par l'autorité de placement.

<sup>2</sup> En cas d'urgence, la décision peut être prise par la direction de l'établissement qui en informe sans délai l'autorité de placement qui doit statuer dans un délai maximal de 10 jours.

Sanctions  
disciplinaires

**Art. 18** Les sanctions disciplinaires sont réservées.

## VII. Imputation de paiements partiels

Modalités

**Art. 19** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## VIII. Participation aux frais d'exécution

Principe

**Art. 20** <sup>1</sup> La personne qui bénéficie de ce régime doit payer une participation aux frais d'exécution de la peine.

<sup>2</sup> Le montant de cette participation est fixé par la Conférence.

<sup>3</sup> La personne détenue verse des avances dont le montant est fixé par la direction de l'établissement.

<sup>4</sup> L'autorité compétente peut accorder une exonération partielle de la participation aux frais si la personne condamnée le demande et atteste de sa situation difficile, notamment si l'obligation de participer aux frais l'empêche d'honorer ses devoirs d'entretien et de soutien.

Autres frais

**Art. 21** <sup>1</sup> En règle générale, durant les jours de travail, les personnes détenues prennent leurs repas à l'extérieur, à l'exception du petit déjeuner.

<sup>2</sup> Les frais de ces repas et ceux de transport depuis l'établissement sont à la charge des personnes détenues.

## IX. Lieu d'exécution

Genre  
d'établissement

**Art. 22** <sup>1</sup> La semi-détention est exécutée dans un établissement ouvert ou dans une section ouverte d'un établissement fermé.

<sup>2</sup> Elle peut être exécutée dans la section spéciale d'un établissement de détention avant jugement, pour autant que l'accompagnement du condamné soit garanti.

<sup>3</sup> L'établissement peut être géré par un exploitant privé autorisé par la Conférence. Un tel établissement doit garantir la prise en charge complémentaire nécessaire de la personne condamnée, le respect d'un plan d'exécution de la sanction pénale, s'il a été établi et disposer d'un règlement approuvé par l'autorité du lieu du siège dudit établissement.

<sup>4</sup> Des peines de semi-détention peuvent être exécutées par des hommes et des femmes dans le même établissement.

## X. Fin de la semi-détention

Renoncement

**Art. 23** La personne détenue peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la semi-détention. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté, en principe immédiatement, dans un établissement ouvert ou fermé.



Libération  
conditionnelle

**Art. 24** Sous réserve de l'article 43, alinéa 3, CP<sup>3)</sup>, les règles de la libération conditionnelle (art. 86ss CP) s'appliquent.

## XI. Dispositions finales

Cantons non  
concordataires

**Art. 25** <sup>1</sup> Selon les circonstances particulières (notamment motifs de prise en charge, de sécurité, de discipline, de proximité du domicile ou du lieu du travail ou d'effectif des personnes détenues) et pour autant que les dispositions prises ne soient ni contraires au concordat ni en défaveur d'un canton ou d'un établissement, des placements peuvent être effectués ou acceptés dans des établissements de cantons non concordataires.

<sup>2</sup> Est réservée la délégation de compétence à une autorité d'un autre canton.

Abrogation et  
entrée en  
vigueur

**Art. 26** <sup>1</sup> Le présent règlement abroge la décision du 25 septembre 2008 relative à l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention.

<sup>2</sup> La Conférence invite dès lors les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter par la suite leurs réglementations cantonales relatives à la semi-détention.

<sup>3</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>4</sup> Il est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>5</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

- 1) [RSJU 349.1](#)
- 2) [RSJU 341.1](#)
- 3) [RS 311.0](#)
- 4) [RS 311.01](#)
- 5) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée.
- 6) Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.

**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG), adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

les articles 75, 79a, 96, 372, alinéa 3, 375, 379 et 380 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3</sup>;

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4</sup>;

les articles premier et 4 du Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes);

décide :

#### I. Principes

Types de  
sanctions

**Article premier** <sup>1</sup> Les conditions d'octroi du travail d'intérêt général (TIG) sont définies par l'article 79a CP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Le TIG est admissible pour les peines privatives de liberté, les amendes<sup>5</sup> et les peines pécuniaires.

<sup>3</sup> Le TIG n'est pas admis si l'amende ou la peine pécuniaire n'a pas été payée et que l'exécution d'une peine privative de liberté de substitution<sup>6</sup> a été ordonnée.

Description

**Art. 2** <sup>1</sup> Le TIG doit être accompli au profit d'institutions sociales, d'œuvres d'utilité publique ou de personnes dans le besoin.

<sup>2</sup> Le condamné exécute son TIG durant son temps libre.

<sup>3</sup> Il n'est pas rémunéré.

Calcul des heures

**Art. 3** <sup>1</sup> Quatre heures de TIG accomplies correspondent à un jour de peine privative de liberté, un jour-amende de peine pécuniaire ou un jour de peine privative de liberté de substitution en cas de contravention<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Si la peine est prononcée en mois, un mois équivaut à 30 jours, soit 120 heures.

## II. Conditions d'application

Conditions temporelles

**Art. 4** <sup>1</sup> Le TIG est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutables simultanément :

- a) soit inférieure ou égale à 6 mois; la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>8</sup>, ou
- b) soit supérieure à 6 mois mais que, compte tenu de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté, 6 mois au maximum restent à exécuter (principe net)<sup>9</sup>.

<sup>2</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la partie ferme est déterminante pour l'application de l'alinéa 1.

Solde de peines

**Art. 5** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas fixé de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a fixé une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

Conditions personnelles

**Art. 6** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier du TIG :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuie;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) une autorisation de séjour en Suisse;
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>3</sup>;
- f) l'autorisation de la personne condamnée de communiquer à l'employeur<sup>10</sup> l'infraction qui a conduit à la sanction;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre posées par l'autorité d'exécution et par l'entreprise d'engagement.

### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

**Art. 7** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise.

Obligation de la  
personne  
condamnée

**Art. 8** <sup>1</sup> La personne condamnée doit fournir, sur requête de l'autorité d'exécution, tous documents et toutes informations utiles à l'appui de sa demande.

<sup>2</sup> En particulier, la personne condamnée de nationalité étrangère remet une attestation de son droit de séjour en Suisse.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 9** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

### IV. Mise en œuvre

Autorisation

**Art. 10** <sup>1</sup> L'autorisation du TIG, respectivement la convention entre l'autorité d'exécution, la personne condamnée et l'employeur règlent notamment :

- a) la nature et la durée du TIG;
- b) le plan d'engagement du TIG, avec le début de l'engagement et le temps de travail;
- c) la surveillance du TIG, la communication du non-respect de l'obligation de travailler et l'annonce de la fin de l'engagement.

<sup>2</sup> La personne condamnée effectue huit heures de travail d'intérêt général par semaine au minimum.

<sup>3</sup> La durée des déplacements et le temps des repas ne sont pas pris en compte dans le calcul des heures d'exécution du TIG.

Obligations de la  
personne  
condamnée

**Art. 11** <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.

<sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute modification dans sa situation personnelle.

Contrôles

**Art. 12** <sup>1</sup> Durant l'exécution du TIG, l'autorité veille à ce que la personne condamnée exécute effectivement son activité.

<sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps et notamment, se rendre sur le lieu d'activité du condamné.

<sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence à une autre autorité.

## **V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution**

Extinction de  
conditions

**Art. 13** <sup>1</sup> Le cumul d'une peine privative de liberté de substitution pour amende ou peine pécuniaire pendant l'exécution du TIG implique en règle générale l'interruption du TIG.

<sup>2</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions personnelles pour le TIG ou si elle y renonce, celui-ci est interrompu. Le solde de peine privative de liberté est exécuté sous la forme ordinaire ou sous celle de la semi-détention, si elle en remplit les conditions. Le cas échéant, la peine pécuniaire ou l'amende est recouvrée.

## **VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution**

Avertissement

**Art. 14** L'autorité dont le condamné dépend peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au TIG ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

- a) n'effectue pas le travail dans les délais;
- b) possède ou consomme des produits stupéfiants;
- c) ne respecte pas une obligation qui lui a été faite.

Révocation du régime

**Art. 15** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité dont il dépend peut révoquer le TIG et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire ou sous la forme de la semi-détention, s'il en remplit les conditions. Le cas échéant, la peine pécuniaire ou l'amende est recouvrée.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

Suspension provisoire

**Art. 16** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut, pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire, suspendre provisoirement le TIG.

<sup>2</sup> En cas de solde de peine privative de liberté, l'exécution se poursuit alors immédiatement en régime ordinaire.

<sup>3</sup> Une décision au fond est rendue dans les 10 jours.

Enquête pénale

**Art. 17** Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution du TIG peut être suspendue ou révoquée.

Imputation en cas de plusieurs peines

**Art. 18** Lorsque plusieurs peines doivent être purgées, le TIG effectué est en principe imputé sur les peines qui se prescrivent en premier.

## VII. Imputation de paiements partiels

Modalités

**Art. 19** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## VIII. Participation aux frais d'exécution

Principe

**Art. 20** La personne condamnée assume elle-même les frais liés à l'accomplissement du TIG, notamment les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail et les frais des repas.



## IX. Libération conditionnelle

Principe

**Art. 21** <sup>1</sup> La personne qui effectue un TIG comme alternative à une peine privative de liberté peut bénéficier d'une libération conditionnelle selon les dispositions relatives à la libération conditionnelle de l'exécution ordinaire, avec les particularités suivantes :

- a) les données de l'exécution sont calculées sur la base des heures de travail effectuées, converties en jours d'exécution;
- b) le rapport de la direction de l'établissement est remplacé par la grille de contrôle des heures de travail et, le cas échéant, l'appréciation de la qualité du travail.

<sup>2</sup> Les règles de la libération conditionnelle ne s'appliquent pas à un TIG ou à la partie du TIG effectué comme alternative au paiement d'une amende ou d'une peine pécuniaire.

## X. Dispositions finales

Entrée en  
vigueur

**Art. 22** <sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La Conférence invite les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter leurs réglementations cantonales relatives à l'exécution d'une peine sous forme de travail d'intérêt général.

<sup>3</sup> Le présent règlement est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>4</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

1) [RSJU 349.1](#)

2) [RSJU 341.1](#)

3) [RS 311.0](#)

4) [RS 311.01](#)

- 5) Le TIG n'entre pas en ligne de compte pour les amendes d'ordre. Si la personne condamnée ne paie pas l'amende d'ordre immédiatement ou dans le délai prescrit, elle fait l'objet d'une procédure pénale ordinaire. L'amende d'ordre infligée dans la procédure pénale ordinaire demeure réservée (voir les art. 6 et 14 de la loi du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre).
- 6) Voir l'article 79a, alinéa 2, CP. Cette exclusion est valable également si des peines privatives de liberté de substitution doivent être exécutées en même temps que des peines privatives de liberté.
- 7) Le travail d'intérêt général pourra également venir se substituer à une amende pour contravention. Il n'est pas question, par contre, qu'un condamné puisse demander à exécuter sous cette forme une peine privative de liberté de substitution qu'il doit purger parce qu'il n'a pas payé une peine pécuniaire ou une amende (cf. Message, FF 2012, p. 4410).
- 8) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée.
- 9) Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.
- 10) Est un employeur au sens du présent règlement toute institution ou personne auprès de laquelle une personne condamnée exécute un TIG.

# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse (RSA 2009) du 23 novembre 2007
410.105	Arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.1	Arrêté du Département de l'Education du 2 avril 2003 relatif à l'enseignement d'appui ambulatoire
410.111.2	Règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année
410.111.3	Règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.114	Ordonnance du 30 mai 2017 concernant les mesures pédagogiques

410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de l'Education du 24 octobre 1994 fixant les indemnités de repas susceptibles d'être versées aux parents d'élèves des écoles primaires et secondaires
410.2	<i>Corps enseignant</i>
410.210	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal créant une Haute Ecole pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)
410.210.1	Loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE)
410.210.10	Ordonnance du 15 mai 2001 réglant la formation professionnelle pour l'enseignement secondaire durant la période transitoire d'introduction de la loi sur la Haute Ecole pédagogique
410.210.11	Ordonnance du 10 juillet 1984 portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant
410.210.114	Règlement du 29 août 1985 concernant la participation des adultes aux cours et manifestations de l'Institut pédagogique
410.210.15	Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement
410.210.16	Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
410.210.18	Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
410.252.1	Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire
410.252.2	Ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires
410.252.24	Ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires
410.252.26	Ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe
410.252.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rétribution des maîtresses et des maîtres de l'école complémentaire ménagère obligatoire
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
410.254.4	Ordonnance du 18 janvier 1983 concernant les allègements des parts communales au traitement des enseignants

410.3	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires
410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.411	Arrêté du Gouvernement du 25 février 1992 concernant la publication des décisions et des informations scolaires officielles
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement
410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle

- 411 *Prolongation de la scolarité*
- 411.1 Règlement provisoire du Département de l'Education du 8 février 2005 concernant l'option "orientation" du cycle de transition du secondaire I vers le secondaire II

# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.01	Loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bel-lelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.94	Arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.941	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 10 juillet 2017 concernant l'organisation de études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)
413	<i>Formation professionnelle</i>
413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles



---

413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de pré-apprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation
413.255	Ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de la formation du 8 octobre 2015 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure technique (EST)
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 13 mars 2013 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES)
413.611	Décret du 12 décembre 2012 concernant le financement de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

---



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>414</b>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.70	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
<b>415</b>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif

<b>416</b>	<b><i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i></b>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire
416.31	Loi du 25 avril 1985 sur les bourses et prêts d'études
416.311	Ordonnance du 4 juillet 1994 sur les bourses et prêts d'études
416.91	Arrêté du Parlement du 21 novembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal du 18 juin 2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études
<b>417</b>	<b><i>Enseignement privé</i></b>
417.1	Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
417.11	Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé
<b>44</b>	<b><i>Culture</i></b>
<b>441</b>	<b><i>Documentation</i></b>
441.21	Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
441.211	Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
441.212	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des archives communales
441.213	Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des archives
441.221	Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique
441.221.1	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
441.221.2	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
441.221.3	Arrêté du Département de la formation du 30 octobre 2015 portant approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
441.226.1	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du Fonds Friedrich-Emil-Welti
441.232	Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la commission des musées
<b>443</b>	<b><i>Encouragement des activités culturelles</i></b>
443.1	Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles

443.11	Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires culturelles
443.14	Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la création audiovisuelle
<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Arrêté du Gouvernement du 23 août 2016 approuvant la modification de l'accord entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura instituant une commission intercantonale de littérature
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
<b>445</b>	<b>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)
445.41	Ordonnance du 8 décembre 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)
<b>45</b>	<b>Protection de la nature et du paysage</b>
<b>451</b>	<b>Protection de la nature</b>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.322 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.323 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.324 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** ***Eglise***

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques

479                      *Conventions*

479.11                  Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle

479.13                  Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828





## Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet  
(art. 1<sup>er</sup> LS)

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>[2\)](#)</sup>.

Intégration des  
handicapés  
(art. 4 LS)

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

**Art. 2bis**<sup>[32\)](#)<sup>[51\)](#)</sup></sup>

Insertion des  
migrants (art. 5  
LS)  
a) Principes  
d'insertion du  
nouvel arrivant

**Art. 3** <sup>1</sup> L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

<sup>2</sup> Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

<sup>3</sup> Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la culture d'origine

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

<sup>2</sup> Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

<sup>4</sup> Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

## **Art. 5** <sup>46)</sup>

Accès à l'école  
(art. 6, al. 1, LS)

**Art. 6** <sup>1</sup> Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures  
expérimentales  
d'intégration  
(art. 4 et 5 LS)

**Art. 7** <sup>1</sup> Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de  
l'école publique à  
l'enseignement  
privé

**Art. 8** Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

**Art. 9 et 10<sup>51)</sup>**

Début de la  
scolarité  
obligatoire  
(art. 7 LS)  
a) Règle  
générale

**Art. 11<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> L'âge d'entrée à l'école obligatoire est fixé à quatre ans révolus au 31 juillet.

b) Dérogation

<sup>2</sup> Les parents peuvent demander le report d'un an de l'entrée en scolarité obligatoire de leur enfant.

<sup>3</sup> Les parents dont l'enfant a été scolarisé à l'étranger peuvent demander une anticipation de l'entrée en scolarité lorsque le changement de système scolaire aurait pour conséquence la répétition d'une classe.

c) Procédure

<sup>4</sup> Ils adressent à cet effet une demande écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Au besoin, ce dernier requiert l'avis du psychologue scolaire.

**Art. 12<sup>51)</sup>**

Transports  
scolaires gratuits  
(art. 8, al. 2, LS)  
1. Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

<sup>3</sup> Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence.<sup>[3\)](#)</sup>

2. Procédure de reconnaissance

**Art. 14** <sup>1</sup> Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.<sup>[37\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.

3. Nécessité du transport

**Art. 15** <sup>1</sup> La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.

a) Longueur du trajet

<sup>2</sup> La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école infantile et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.<sup>[4\)](#)</sup>

b) Caractère dangereux du trajet

<sup>3</sup> Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.<sup>[37\)](#)</sup>

c) Autres circonstances

<sup>4</sup> Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.

4. Exigences relatives au transport

**Art. 16** <sup>1</sup> La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.

<sup>2</sup> Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.

## 5. Modalités du transport

**Art. 17** <sup>1</sup> Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

<sup>3</sup> Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.<sup>3)</sup>

## 6. Indemnités de repas

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

<sup>2</sup> L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)  
a) Organe responsable

**Art. 19** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

<sup>2</sup> Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.<sup>4)</sup>

## b) Financement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.<sup>37)</sup>

c) Versement et décompte

**Art. 21** <sup>1</sup> La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des moyens d'enseignement (art. 8, al. 3, LS)

**Art. 22** Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions pour certaines activités et manifestations (art. 8, al. 3, LS)

**Art. 23** <sup>1</sup> Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

<sup>2</sup> Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

<sup>3</sup> Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence habituelle de l'élève (art. 9 LS)

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

<sup>2</sup> La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

<sup>3</sup> En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire (art. 10 LS)

**Art. 25<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

<sup>4</sup> Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

<sup>5</sup> Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Degré primaire<sup>52)</sup>**

Organisation du degré primaire

**Art. 26<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Le degré primaire se compose de deux cycles, le cycle primaire 1 qui couvre les quatre premières années scolaires et le cycle primaire 2 qui couvre les quatre années scolaires suivantes.

<sup>2</sup> L'organisation pédagogique et administrative des deux cycles est divisée en quatre parties de deux ans : première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années, septième et huitième années primaires.

<sup>3</sup> Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement  
obligatoire à  
l'école primaire

**Art. 27** L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

**Art. 28** <sup>1</sup> Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré primaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles. <sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des  
classes au degré  
primaire

**Art. 29** <sup>52)</sup> La commission d'école attribue l'enseignement des classes au degré primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe,  
enseignement  
par un seul  
titulaire (art. 15,  
al. 1, LS)

**Art. 30** <sup>43)52)</sup> En règle générale, chaque classe au degré primaire est confiée à un seul enseignant qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

Exception,  
enseignement  
partagé (art. 15,  
al. 3, LS)  
a) Autorisation

**Art. 31** <sup>1</sup> La conduite d'une classe au degré primaire par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées. <sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.



b) Engagement commun des deux enseignants

**Art. 32** <sup>1</sup> Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

<sup>2</sup> Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail et sur les disciplines fixées dans le plan d'études du degré primaire.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés dans l'enseignement partagé

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

<sup>2</sup> Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de l'un des enseignants

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

<sup>2</sup> Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre d'intervenants par classe

**Art. 35a**<sup>[44\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

<sup>2</sup> Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Huitième année,  
orientation,  
observation (art.  
16 LS)  
a) Epreuves  
communes<sup>52)</sup>

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans le courant de la huitième année du degré primaire, les élèves sont soumis à trois séries d'épreuves communes dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand).<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats de ces épreuves, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus aux épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte de manière équivalente et sur une même échelle pour l'orientation vers les cours à niveaux. Le Département précise les modalités dans un règlement.

<sup>3</sup> La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

**Art. 38** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la huitième année.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## CHAPITRE II : Degré secondaire<sup>52)</sup>

Classe et  
module,  
définitions (art.  
20 LS)

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

<sup>2</sup> Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs  
(art. 21 et 22, al.  
3, LS)

**Art. 40** <sup>1</sup> L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

<sup>2</sup> L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés  
(art. 22 LS)  
1. Cours à  
niveaux (art. 22,  
al. 2, LS)  
a) Nombre de  
niveaux

**Art. 41** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

<sup>2</sup> L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation  
des niveaux

**Art. 42** Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition  
des élèves entre  
les niveaux

**Art. 43** A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution  
des groupes  
pour  
l'enseignement à  
niveaux  
(art. 24 LS)

**Art. 44** <sup>1</sup> Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

<sup>2</sup> Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option  
(art. 22, al. 3, LS)

**Art. 45** <sup>1</sup> L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;

d) <sup>63)</sup> l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques, ainsi qu'en dixième et onzième années, par la conduite de projets.

<sup>2</sup> L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

<sup>3</sup> Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part, sauf en dixième et onzième années durant lesquelles les options 3 et 4 sont séparées pour permettre la conduite de projets en option 4. <sup>63)</sup>

3. Cours  
facultatifs  
(art. 23 LS)

**Art. 46** <sup>1</sup> Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

<sup>2</sup> A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

<sup>5</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement  
du grec ancien

**Art. 47** <sup>1</sup> Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation  
continue  
a) Information

**Art. 48** L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui **Art. 49** <sup>1</sup> L'école propose un cours d'appui de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant.

<sup>2</sup> En cas de changement d'option au cours du degré sept et jusqu'à l'admission au degré huit comprise, l'école peut offrir aux élèves concernés un cours d'appui de durée limitée dans les disciplines ne figurant pas dans l'option initiale.

<sup>3</sup> Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

### CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10<sup>ème</sup> année  
dans le cadre du  
programme  
secondaire  
(art. 25 et 26 LS)

**Art. 50** <sup>1</sup> L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

<sup>2</sup> L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année  
linguistique

**Art. 51**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

<sup>2</sup> Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil  
et de transition  
pour allophones

**Art. 51a<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de  
préparation à  
la formation  
générale et  
professionnelle

**Art. 51b<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

<sup>2</sup> Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de  
transition (art. 30  
LS)

**Art. 52** <sup>1</sup> La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

<sup>2</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement  
d'appui (art. 31  
LS)

**Art. 53** <sup>1</sup> Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou

- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

<sup>2</sup> En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement  
d'appui intégré  
(art. 31, al. 3, LS)

**Art. 54** Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.

Enfants malades  
(art. 34 LS)

**Art. 55** A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
(art. 32 LS)

**Art. 56** <sup>1</sup> Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

<sup>2</sup> S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de  
soutien (art. 33  
et 36, al. 2, LS)

**Art. 57** <sup>1</sup> Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

<sup>2</sup> La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en  
classe ordinaire  
(art. 4 et 33 LS)

**Art. 58** <sup>1</sup> L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

<sup>2</sup> L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des  
mesures  
compensatoires

**Art. 59** Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du  
temps et durée  
des mesures  
compensatoires  
(art. 36, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 60** <sup>1</sup> Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

<sup>2</sup> L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

<sup>4</sup> L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et  
bulletin scolaire  
(art. 36, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 61** <sup>1</sup> Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

<sup>2</sup> Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

<sup>4</sup> Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.



<sup>5</sup> Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

### SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

#### Dépistage

**Art. 62** <sup>1</sup> Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

<sup>4</sup> Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

#### Troubles particuliers (art. 32, al. 3, et 36, al. 4, LS)

**Art. 63** <sup>1</sup> S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

<sup>2</sup> Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

#### Examen des cas (art. 35 LS) a) Equipe de coordination

**Art. 64** <sup>1</sup> Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

<sup>2</sup> Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

<sup>3</sup> Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

<sup>3</sup> Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

#### **SECTION 4 : Qualification et statut du personnel**

Titre requis  
(art. 36, al. 1, LS)

**Art. 66** <sup>1</sup> L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

<sup>2</sup> L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

<sup>3</sup> Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et  
engagement  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 67** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

## **Art. 68**<sup>57)</sup>

## **CHAPITRE V : Institutions spécialisées**

Définition  
(art. 37 LS)

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors  
Canton  
(art. 37, al. 2, LS)

**Art. 70** Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions<sup>8)</sup>.

Placement

**Art. 71** <sup>1</sup> Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

<sup>2</sup> Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.<sup>33)</sup>

<sup>3</sup> En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.<sup>5)33)</sup>

<sup>4</sup> Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, au placement à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.<sup>54)</sup>

Qualification du  
personnel des  
institutions  
(art. 39, al. 2, LS)

**Art. 72** Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité<sup>9)</sup>.

Création de nouveaux emplois	<b>Art. 73</b> La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.
Traitements	<p><b>Art. 74</b> <sup>1</sup> La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.</p> <p><sup>2</sup> Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.</p>
Budget (art. 40 LS) a) Elaboration	<p><b>Art. 75</b> <sup>1</sup> Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.</p> <p><sup>2</sup> Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.</p>
b) Approbation par le Département	<p><b>Art. 76</b> <sup>1</sup> Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.</p> <p><sup>2</sup> Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.</p> <p><sup>3</sup> Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.</p>
c) Insuffisances budgétaires	<p><b>Art. 77</b> <sup>1</sup> Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.</p> <p><sup>2</sup> Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.</p>
Gestion comptable et financière	<b>Art. 78</b> Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes <sup>10)</sup> , dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des  
comptes

**Art. 79** Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et  
répartition des  
charges  
(art. 40 LS)

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

<sup>2</sup> La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des  
subventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

<sup>2</sup> Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes.

## **TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires**

Accès aux  
bâtiments et  
locaux scolaires  
(art. 43 LS)

**Art. 82** <sup>1</sup> L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

<sup>2</sup> La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

### **CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux**

Année scolaire,  
semestres (art.  
46 LS)

**Art. 83** <sup>1</sup> L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

<sup>2</sup> Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier et du 1<sup>er</sup> février au 31 juillet.

- Congés officiels **Art. 84** Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.
- Semaine scolaire (art. 48 LS) **Art. 85<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.
- <sup>2</sup> Au degré primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.
- <sup>3</sup> Au degré secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.
- Nombre de leçons **Art. 86<sup>43)52)</sup>** Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour les degrés primaire et secondaire.
- Art. 87 et 88<sup>45)</sup>**
- Durée des leçons (art. 48 LS) **Art. 89** La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.
- Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS) **Art. 90** <sup>1</sup> Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.
- <sup>1bis</sup> En onzième année et pour la durée de l'année scolaire, il est possible de procéder, dans l'option 4, à un découpage de l'horaire scolaire en blocs de leçons pour permettre la conduite de projets. Une directive du Département en précise les modalités.<sup>64)</sup>
- <sup>2</sup> L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.
- <sup>3</sup> L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.

<sup>4</sup> A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

<sup>5</sup> Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.

Autres formes  
d'enseignement

**Art. 91** Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à  
une école ou une  
classe (art. 48  
LS)

**Art. 92** <sup>1</sup> Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

<sup>2</sup> L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.

Congé spécial à  
un élève (art. 48  
LS)

**Art. 93** <sup>1</sup> Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés.<sup>[44\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

<sup>3</sup> La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires  
harmonisés

**Art. 93a<sup>44)</sup>** La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

#### SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire<sup>36)</sup>

Principes  
(art. 49 LS)

**Art. 94<sup>34)</sup>** <sup>1</sup> Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

<sup>2</sup> Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.<sup>41)</sup>

Nombre de  
classes du cercle  
scolaire  
a) Généralités

**Art. 95** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

<sup>4</sup> Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

**Art. 96<sup>42)</sup>**

b) Ecole primaire

**Art. 97<sup>41)65)</sup>** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle d'école primaire est déterminé selon le tableau suivant :



Effectif probable des élèves du cercle	Nombre de classes du cercle
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
211 à 231	11
232 à 252	12

<sup>2</sup> Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves, conformément à l'annexe.

c) Ecole  
secondaire

**Art. 98<sup>34)</sup>** <sup>1</sup> Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3
154 à 204	4
205 à 255	5
plus de 255	6

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

<sup>3</sup> Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

<sup>4</sup> Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

**Art. 99** <sup>1</sup> Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

<sup>3</sup> En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

<sup>4</sup> Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

## SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure  
(art. 49 LS)

**Art. 100** <sup>1</sup> Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 101** <sup>1</sup> Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

<sup>2</sup> En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroîts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.<sup>[41\)](#)</sup>

Fermeture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.<sup>[42\)](#)</sup>

Ouverture et  
fermeture de  
classe  
ordonnées par le  
Département  
(art. 49, al. 2, LS)

**Art. 103** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

<sup>3</sup> L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

### SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des  
unités et  
organisation de  
l'enseignement

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

**Art. 105** L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement  
par sections de  
classe  
a) En général

**Art. 106** <sup>1</sup> Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

<sup>2</sup> La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

<sup>3</sup> En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

<sup>4</sup> Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques, l'informatique et la discipline "projets" (option 4).[63\)](#)

b) A l'école  
enfantine

**Art. 107** <sup>1</sup> Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école  
primaire

**Art. 108** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à  
niveaux

**Art. 109** Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

**Art. 110** Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

#### CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication  
(art. 50 LS)

**Art. 111** <sup>1</sup> Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

**Art. 112<sup>39)56)</sup>** Le Département met en place dans une école primaire une organisation particulière de l'enseignement destinée aux élèves germanophones et bilingues et, de manière élargie, des modalités d'enseignement bilingue pour promouvoir les compétences linguistiques des élèves de l'école obligatoire. Au besoin, le Département peut mettre en place des modalités d'enseignement bilingue à l'école secondaire.

Athlète ou artiste  
de haut niveau  
(art. 56, al.3, LS)  
a) Principe

**Art. 113<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

<sup>2</sup> A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

#### **Art. 114 et 115<sup>45)</sup>**

b) Renvoi

**Art. 116<sup>43)</sup>** Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire  
facultatif  
(art. 57, al. 2, LS)  
a) But

**Art. 117** Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités  
compétentes

**Art. 118** Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

- c) Forme **Art. 119** Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.
- d) Contenu des activités **Art. 120** <sup>1</sup> Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.
- e) Financement et gestion **Art. 121** <sup>1</sup> L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).
- Education sexuelle (art. 59 LS)  
a) Programme **Art. 122** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle comprend :
- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
  - b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
  - c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.
- b) Renonciation **Art. 123** <sup>1</sup> Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).

## c) Animateurs

**Art. 124** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet et certifiés par le Département, conformément à la législation sur la formation du corps enseignant.

<sup>2</sup> Les animateurs sont engagés par le Département sur la base d'un contrat de droit administratif, conformément à l'article 87, alinéa 2, de la loi scolaire.

<sup>3</sup> Les animateurs sont rétribués conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier<sup>2</sup>; ils ont droit à une indemnité de déplacement conformément à l'article 196 de la présente ordonnance.

## Education aux médias

**Art. 125** <sup>1</sup> Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

<sup>2</sup> Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

<sup>3</sup> A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession  
(art. 61 et 62 LS)

**Art. 126** <sup>1</sup> Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

<sup>2</sup> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

<sup>3</sup> Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.



<sup>3bis</sup> En dérogation à l'alinéa 3, les élèves de l'option 4 peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de vingt jours par année scolaire.<sup>64)</sup>

<sup>4</sup> Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles  
(art. 63 LS)

**Art. 127** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

<sup>2</sup> Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

<sup>3</sup> Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse  
(art. 64 LS)

**Art. 128** Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>11)</sup> s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales  
(art. 65 LS)

**Art. 129** Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

**Art. 130**<sup>45)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits  
individuels,  
information  
(art. 69 LS)

**Art. 131** <sup>1</sup> Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

<sup>3</sup> Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas  
d'absence (art.  
72 LS)

**Art. 132** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

<sup>2</sup> L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences  
justifiées

**Art. 133** <sup>1</sup> Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

<sup>2</sup> Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires  
(art. 73 LS)

**Art. 134** <sup>1</sup> En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

<sup>2</sup> Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

<sup>3</sup> La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Liberté  
d'information,  
d'expression et  
d'association  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 135** <sup>1</sup> L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

<sup>2</sup> L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être  
entendu  
(art. 74, al. 4, LS)

**Art. 136** L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des  
élèves  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 137** <sup>1</sup> L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

<sup>3</sup> Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre  
garçons et filles  
(art. 75, al. 2, LS)

**Art. 138** <sup>1</sup> Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

<sup>2</sup> Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves  
en difficulté  
(art. 75, al. 3, LS)

**Art. 139** <sup>1</sup> Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

<sup>2</sup> Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

<sup>3</sup> Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux  
scolaires  
(art. 77, al. 3, LS)

**Art. 140** <sup>1</sup> Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

<sup>2</sup> Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations  
extrascolaires  
excessives

**Art. 141** Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des  
élèves  
(art. 78 LS)  
a) Principe

**Art. 142** <sup>1</sup> Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

<sup>2</sup> Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

## b) Activités couvertes

**Art. 143** L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

## c) Prestations

**Art. 144** <sup>1</sup> L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

<sup>3</sup> Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

## Banques de données

**Art. 144a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

<sup>2</sup> Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

<sup>3</sup> L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.

## SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

### Art. 145<sup>51)</sup>

Admission et  
inscription des  
élèves

a) Degré  
primaire

**Art. 146<sup>52)</sup>** La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

b) Degré  
secondaire

**Art. 147<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la huitième du degré primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

<sup>3</sup> Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Changement de  
domicile ou de  
résidence

**Art. 148** Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours  
de scolarité  
d'enfants de  
l'extérieur

**Art. 149** En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

## SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du  
travail scolaire  
(art. 80 LS)

**Art. 150** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

<sup>2</sup> Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire  
officiel  
(art. 80 LS)

**Art. 151** <sup>1</sup> Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

<sup>4</sup> Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des  
parents, carnet  
hebdomadaire  
(art. 80 LS)

**Art. 152** <sup>1</sup> Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

<sup>2</sup> Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes  
officielles de  
l'évaluation du  
travail  
(art. 80 LS)

**Art. 153** <sup>1</sup> Dans la seconde partie du cycle primaire 1, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique. [55\)](#)

<sup>2</sup> Au cycle primaire 2, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement ainsi que, dès la septième année, d'allemand et d'anglais;
- b) au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la cinquième année et pour les cours facultatifs. [55\)](#)

<sup>3</sup> Au degré secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département.<sup>[43\)55\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

<sup>5</sup> Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

<sup>6</sup> Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

<sup>7</sup> Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent.<sup>[44\)](#)</sup>

## Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

**Art. 154** <sup>1</sup> La promotion est le passage d'une année scolaire à l'autre.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. Au degré primaire (art. 81 LS)  
1. A l'intérieur des cycles

**Art. 155**<sup>[52\)](#)</sup> <sup>1</sup> Au cycle primaire 1, le passage de première en deuxième année, de deuxième en troisième année et de troisième en quatrième année est en principe automatique; au cycle primaire 2, la promotion de cinquième en sixième année et de septième en huitième année est en principe automatique.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, la répétition de la première, de la deuxième et de la troisième année peut être admise, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire. Cette répétition n'est pas considérée comme redoublement.

<sup>3</sup> La répétition de la quatrième année est considérée comme redoublement.



<sup>4</sup> Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis de cinquième en sixième année et de septième en huitième année, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission en cinquième année

**Art. 156<sup>52)</sup>** L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année pour être admis en cinquième année.

3. Admission en septième année

**Art. 157<sup>52)</sup>** Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année.

4. Redoublement

**Art. 158<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer de quatrième en cinquième année et de sixième en septième année ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.

<sup>2</sup> Le redoublement volontaire peut être admis en fin de quatrième année, en fin de sixième année ou en fin de huitième année avec l'accord du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.

<sup>4</sup> Un second redoublement dans le cadre du degré primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.

5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS)

**Art. 159** <sup>1</sup> Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.

II. Passage du  
degré primaire  
au degré  
secondaire  
1. Admission au  
degré secondaire

**Art. 160**<sup>[52\)](#)</sup> <sup>1</sup> Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année.

<sup>2</sup> L'élève qui par suite de redoublements a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

2. Accès aux  
cours à niveaux

**Art. 161** <sup>1</sup> L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la huitième année (art. 36).<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux  
options

**Art. 162** <sup>1</sup> Les élèves promus du degré primaire au degré secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le choix de l'option 4 est libre.<sup>[30\)](#)</sup>

III. Promotion et  
orientation au  
degré secondaire  
1. Principe<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 163** <sup>1</sup> Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître au degré secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

<sup>3</sup> La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

## 2. Note de promotion

**Art. 164** <sup>1</sup> La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>[59\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> En cas de changement d'option qui implique un changement de cours à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>[58\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

## 3. Maintien du profil scolaire

**Art. 165** <sup>1</sup> Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

<sup>2</sup> Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement de niveaux  
a) Principes et conditions

**Art. 166** <sup>1</sup> L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

<sup>2</sup> La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

<sup>3</sup> Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

<sup>4</sup> A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

## b) Périodicité

**Art. 167** <sup>1</sup> Durant le premier semestre du degré sept, des changements de niveaux peuvent être effectués en tout temps jusqu'au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.

<sup>2</sup> Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

<sup>3</sup> Les transitions descendantes ont lieu en principe au terme des degrés sept et huit. Elles sont obligatoires. Le directeur peut autoriser de tels changements à d'autres moments si les parents le souhaitent.

5. Orientation  
dans le cadre  
des options  
a) Maintien de  
l'option lors d'un  
changement de  
degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau.[29\)](#)

<sup>2</sup> ...[13\)](#)

<sup>3</sup> Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement  
d'option  
volontaire

**Art. 169** <sup>1</sup> L'élève peut changer d'option à la fin d'une année scolaire s'il remplit les conditions d'accès de la nouvelle option choisie.

<sup>2</sup> Au terme du septième degré, le changement d'option est libre. Dès le degré huit, les changements ne peuvent en principe avoir lieu qu'entre les options d'exigences voisines et ne nécessitant pas de rattrapage particulier.

6. Cours d'appui

**Art. 170** En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

**Art. 171** <sup>1</sup> L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

<sup>2</sup> Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

<sup>3</sup> Le Département arrête les modalités d'application.

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures  
éducatives  
préalables

**Art. 172** <sup>1</sup> En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

<sup>2</sup> Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions  
disciplinaires  
(art. 83 LS)

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

<sup>2</sup> La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de  
la sanction  
(art. 82 LS)

**Art. 174** <sup>1</sup> Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

<sup>2</sup> Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités  
disciplinaires  
(art. 83 LS)  
a) Enseignant et  
commission  
d'école

**Art. 175** <sup>1</sup> L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

<sup>2</sup> La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département **Art. 176** L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace **Art. 177** <sup>1</sup> La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

<sup>2</sup> La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure (art. 83 LS) **Art. 178** <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

<sup>2</sup> La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

**Art. 179 à 193**<sup>[47\)](#)</sup>

### CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

**Art. 194 et 195**<sup>[47\)](#)</sup>

Indemnité de déplacement (art. 91, al. 2, LS)  
a) En général

**Art. 196**<sup>[48\)](#)</sup> <sup>1</sup> ...<sup>[62\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[15\)](#)</sup>.

b) Titulaire de poste partiel

**Art. 197** <sup>1</sup> L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

<sup>2</sup> L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

**Art. 198** <sup>1</sup> Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

<sup>2</sup> Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

**Art. 199**<sup>47)</sup>

### CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

**Art. 200** <sup>1</sup> L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

<sup>2</sup> Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

<sup>3</sup> L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

<sup>4</sup> L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de suppléance

**Art. 201** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

**Art. 202** <sup>1</sup> L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

<sup>2</sup> Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

<sup>3</sup> L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

<sup>4</sup> Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard de l'élève

**Art. 203** <sup>1</sup> L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

<sup>2</sup> Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

<sup>3</sup> En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

**Art. 204**<sup>[47\)](#)</sup>

Devoirs particuliers du maître de classe ou de module

**Art. 205** <sup>1</sup> Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.



<sup>2</sup> Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

<sup>3</sup> Il représente la classe auprès des parents.

<sup>4</sup> A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

#### **Art. 206<sup>47)</sup>**

### **CHAPITRE IV : Droits des enseignants**

Appui aux jeunes  
enseignants  
(art. 99 LS)

**Art. 207** <sup>1</sup> L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

<sup>2</sup> En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations  
professionnelles  
(art. 100 LS)

**Art. 208** <sup>1</sup> Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

<sup>3</sup> Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des  
enseignants  
(art. 101 LS)

**Art. 209** <sup>1</sup> Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

<sup>2</sup> La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

<sup>3</sup> Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

<sup>4</sup> La loi instituant le Conseil scolaire<sup>16)</sup> règle la participation des enseignants à ce conseil.

## **CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service**

**Art. 210 à 212**<sup>47)</sup>

## **CHAPITRE VI : Congés**

**Art. 213**<sup>47)</sup>

## **TITRE SIXIEME : Organisation de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Cercle scolaire  
(art. 107 et 108  
LS)

**Art. 214** <sup>1</sup> Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

<sup>3</sup> Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du  
syndicat ou de  
l'entente  
intercommunale

**Art. 215** L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions  
(art. 107 et  
108 LS)

**Art. 216** Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

**Art. 217**<sup>42)</sup>

Dimension des  
cercles scolaires  
a) Ecole primaire

**Art. 218**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Le cercle scolaire d'école primaire comporte quatre classes, soit une classe par cycle.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut autoriser des dérogations.

b) Ecole  
secondaire

**Art. 219** Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et  
gestion de  
classes de  
transition et de  
soutien  
(art. 30, 33, 49,  
87, al. 2, et  
108 LS)

**Art. 220** <sup>1</sup> A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

<sup>3</sup> La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

<sup>4</sup> Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et  
gestion de  
classes  
d'orientation  
(art. 26 et 108,  
al. 3, LS)

**Art. 221** <sup>1</sup> Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

<sup>2</sup> La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

<sup>3</sup> Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires  
(art. 109 LS)  
a) Usage des  
locaux scolaires

**Art. 222** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

<sup>3</sup> Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transforma-  
tion des locaux  
scolaires

**Art. 223** Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des  
locaux scolaires

**Art. 224** La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle  
scolaire,  
règlement  
scolaire local  
(art. 109 LS)

**Art. 225** <sup>1</sup> L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

<sup>2</sup> Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

<sup>3</sup> Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

## CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de  
membres,  
principe

**Art. 226** Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

**Art. 227**<sup>[35\)](#)</sup>

Désignation des  
membres  
(art. 110, 111,  
112 et 114 LS)

**Art. 228** <sup>1</sup> Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

<sup>2</sup> ...<sup>[35\)](#)</sup>

Période de  
fonction

**Art. 228a**<sup>[53\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les membres de la commission d'école sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission d'école, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission d'école.

<sup>2</sup> La commission d'école doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

Constitution des  
commissions

**Art. 229** <sup>1</sup> Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

<sup>2</sup> Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

<sup>3</sup> Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de  
compétences

**Art. 230** <sup>1</sup> Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

<sup>2</sup> Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

<sup>3</sup> Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

<sup>4</sup> Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école  
et des classes  
(art. 118 LS)

**Art. 231** <sup>1</sup> La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

<sup>2</sup> Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

<sup>3</sup> Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des  
enseignants  
(art. 118 LS)

**Art. 232** La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation  
(art. 119 LS)

**Art. 233** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

<sup>2</sup> A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des  
enseignants  
(art. 120 LS)  
a) Régulière

**Art. 234** <sup>1</sup> Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

<sup>2</sup> Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de cinq ans au plus.<sup>50)</sup>

b) Occasionnelle

**Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des  
parents  
(art. 120 LS)  
a) Nombre de  
représentants

**Art. 236** <sup>1</sup> Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

<sup>2</sup> Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de  
désignation

**Art. 237** <sup>1</sup> La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

<sup>2</sup> Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

<sup>4</sup> Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des  
membres des  
commissions  
d'école

**Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de  
fonction

**Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

### CHAPITRE III : Collège des enseignants<sup>60)</sup>

Participation du  
corps enseignant  
(art. 101, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 240<sup>60)</sup>** <sup>1</sup> Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

<sup>2</sup> Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent. Dans la mesure du possible, il les associe à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

<sup>3</sup> En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarte des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.



Collège des enseignants  
a) Principe

**Art. 241** <sup>1</sup> Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

<sup>3</sup> Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, engagés pour une durée indéterminée ou pour une durée d'une année au moins.<sup>60)</sup>

b) Présidence et réunions

**Art. 242** <sup>1</sup> Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

<sup>2</sup> Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

**Art. 243** Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

- a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;
- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

**Art. 244 à 250**<sup>61)</sup>

## CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions

Médiateur  
(art. 124 LS)

**Art. 251** <sup>1</sup> Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

<sup>2</sup> Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

<sup>3</sup> Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

<sup>4</sup> Seuls peuvent être désignés en qualité de médiateur des enseignants qui ont reçu un complément de formation définie par le Département ou qui s'engagent à l'acquiescer dès leur désignation.

<sup>5</sup> En règle générale, seules les écoles secondaires peuvent avoir un médiateur.

Autres fonctions  
(art. 125 LS)

**Art. 252** <sup>1</sup> Dans les cercles scolaires comportant au moins six classes, des tâches administratives particulières peuvent être confiées à certains enseignants.

<sup>2</sup> Les fonctions suivantes peuvent notamment faire l'objet d'un mandat particulier dans les écoles primaires et secondaires :

- a) responsable d'un module à l'école secondaire (art. 39, al. 2);
- b) responsable du matériel scolaire;
- c) responsable des installations sportives scolaires;
- d) responsable de la bibliothèque;
- e) responsable d'un laboratoire de langue;
- f) responsable d'un atelier informatique;
- g) responsable de collections ou d'équipements spéciaux;
- h) responsable de l'aménagement des horaires à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Dans les écoles secondaires, des enseignants peuvent être chargés de la coordination et de l'animation de l'enseignement des trois disciplines de base. Dans les grands établissements, cette fonction peut être étendue à d'autres disciplines ou groupes de disciplines.

<sup>4</sup> Le Département définit le cahier des charges de ces fonctions dans une directive.

Dispositions  
communes  
a) Désignation

**Art. 253** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire nomme, pour la durée d'une période de fonction du corps enseignant, sur préavis du directeur, le médiateur et les titulaires de mandats particuliers.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement ratifie la nomination et veille à ce que la fonction soit effectivement exercée conformément au cahier des charges.

b) Subordination **Art. 254** Le médiateur et les enseignants chargés de tâches particulières sont subordonnés au directeur.

c) Rétribution et allègement d'horaire **Art. 255** La rétribution et, le cas échéant, la diminution du temps d'enseignement dont bénéficient le médiateur et les titulaires de fonctions particulières sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires<sup>18)</sup>.

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

**Art. 256**<sup>61)</sup>

### **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

#### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

**Art. 257** Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

#### **CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire**<sup>19)</sup>

Renvoi **Art. 258**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire<sup>20)</sup> et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

<sup>2</sup> Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

## CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

### SECTION 1 : Devoirs à domicile

#### Principes

**Art. 259** <sup>1</sup> Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

<sup>2</sup> Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

<sup>3</sup> Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

<sup>4</sup> Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

### SECTION 2 : Devoirs surveillés

#### Principe

**Art. 260**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

<sup>2</sup> Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

<sup>3</sup> Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

<sup>4</sup> Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

<sup>5</sup> Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

<sup>6</sup> L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité  
(art. 138, al. 4,  
LS)

**Art. 261** La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation  
(art. 139 LS)

**Art. 262** <sup>1</sup> Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>31)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et  
animation  
(art. 138 et  
139 LS)

**Art. 263** <sup>1</sup> La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

<sup>2</sup> En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

<sup>3</sup> ...<sup>31)</sup>

Permanences

**Art. 263a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

<sup>2</sup> Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

<sup>3</sup> L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration  
entre le Service  
de l'enseigne-  
ment et  
l'Economat  
cantonal  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 264** <sup>1</sup> L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

<sup>3</sup> L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes  
d'édition  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 265** <sup>1</sup> Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

<sup>2</sup> Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 266** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des  
stocks  
(art. 141 LS)

**Art. 267** <sup>1</sup> L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

<sup>2</sup> Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules  
administratives  
et publications  
du Département  
(art. 141 LS)

**Art. 268** L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

## TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations  
(art. 156 LS)  
a) Définition et  
forme

**Art. 269** <sup>1</sup> La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

<sup>2</sup> Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

**Art. 270** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

**Art. 271** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

<sup>2</sup> Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

<sup>3</sup> La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

## TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

**Art. 272** Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

### SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
séjour et  
l'établissement  
des étrangers

**Art. 273** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers<sup>[21\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1  
Abrogé

Modification de  
l'ordonnance  
portant exécution  
de la loi sur la  
formation du  
corps enseignant

**Art. 274** L'ordonnance du 10 juillet 1984<sup>[22\)](#)</sup> portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification de  
l'ordonnance  
fixant le nombre  
des leçons  
obligatoires des  
enseignants

**Art. 275** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants<sup>[24\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 6, alinéa 3  
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a  
...<sup>[23\)](#)</sup>

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes



Articles 9 et 9a

... [23\)](#)

## SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

... [23\)](#)

Article 13

Abrogé

## SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

... [23\)](#)

Article 15

Abrogé

## SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

... [23\)](#)

## SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien et les enseignants chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

... [23\)](#)

## CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe

**Art. 276** L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe [17\)](#) est modifiée comme il suit :

### TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

### PREAMBULE

... [23\)](#)

Articles 1<sup>er</sup> et 2

...[23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
remplacement  
des enseignants

**Art. 277** L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants<sup>14)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 7

...[23\)](#)

Article 9, alinéa 2

...[23\)](#)

Articles 17 et 18

...[23\)](#)

Article 40, alinéa 3

...[23\)](#)

Article 43

...[23\)](#)

Article 44, alinéa 2

...[23\)](#)

Article 45, alinéa 4

...[23\)](#)

Modification du  
règlement des  
écoles  
moyennes

**Art. 278** Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978<sup>25)</sup> est modifié comme il suit :

Articles 1<sup>er</sup> et 2

...[26\)](#)

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

...[26\)](#)

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)

Abrogé(s)

Article 41

...[26\)](#)

Article 42, alinéa 2

... [26\)](#)

Article 43

... [26\)](#)

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
le sport scolaire  
facultatif

**Art. 279** L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif<sup>[27\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

...[23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

...[23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance sur  
les bourses et  
prêts d'études

**Art. 280** L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études[28\)](#) est modifiée comme il suit :

Article 8

...[23\)](#)

Article 9

Abrogé

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 281** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;
9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'élèves à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);

- 13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
- 14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
- 15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et  
mises au  
concours

**Art. 282** <sup>1</sup> Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la  
réalisation de la  
réforme scolaire

**Art. 283** <sup>1</sup> Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports  
scolaires  
reconnus  
antérieurement

**Art. 284** Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement  
des activités  
créatrices sur  
textiles

**Art. 285** En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1<sup>er</sup> août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

**CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Entrée en  
vigueur

**Art. 286** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006**

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

**Disposition finale et transitoire de la modification du 21 juin 2016**

<sup>1</sup> La discipline "projets" prévue par la présente modification est mise en œuvre de manière expérimentale.

<sup>2</sup> Le Département est compétent pour désigner les écoles dans lesquelles la discipline "projets" est mise en œuvre.

<sup>3</sup> la présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016 et déploie ses effets jusqu'au 31 juillet 2019.

## Annexe<sup>66)</sup>

### Détermination du nombre de classes d'un cercle scolaire primaire

A partir de treize classes, le nombre de classes d'un cercle scolaire primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre de classes du cercle
253 à 271	13
272 à 290	14
291 à 309	15
310 à 328	16
329 à 347	17
348 à 366	18
367 à 385	19
386 à 404	20
405 à 423	21
424 à 442	22
443 à 461	23
462 à 480	24
481 à 499	25
500 à 518	26
519 à 537	27
538 à 556	28
557 à 575	29
576 à 594	30
595 à 613	31
614 à 632	32
633 à 651	33
652 à 670	34
671 à 689	35

690 à 708	36
709 à 727	37
728 à 746	38
747 à 765	39
766 à 784	40
785 à 803	41
804 à 822	42
823 à 841	43
842 à 860	44
861 à 879	45
880 à 898	46
899 à 917	47
918 à 936	48
937 à 955	49
956 à 974	50
975 à 993	51
994 à 1012	52
1013 à 1031	53
1032 à 1050	54
1051 à 1069	55
1070 à 1088	56
1089 à 1107	57
1108 à 1126	58
1127 à 1145	59
1146 à 1164	60

Remarque : Dès 60 classes, le nombre de classes du tableau figurant ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves.



- 1) [RSJU 410.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) [RSJU 852.92](#)
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ([RSJU 611](#))
- 11) [RSJU 441.221](#)
- 12) [RS 832.20](#)
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) [RSJU 173.461](#)
- 16) [RSJU 172.441](#)
- 17) [RSJU 410.252.26](#)
- 18) [RSJU 410.252.24](#)
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) [RSJU 410.72](#)
- 21) RSJU 142.21
- 22) [RSJU 410.210.11](#)
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) [RSJU 410.252.1](#)
- 25) [RSJU 412.111](#)
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) [RSJU 415.41](#)
- 28) [RSJU 416.311](#)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 410.113](#))
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 42) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 44) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 45) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 46) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- 47) Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 48) Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 49) RSJU [173.461.111](#)
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. III de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 51) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 53) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 54) Nouvelle teneur selon l'article 28 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 56) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 57) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 58) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 60) Nouvelle teneur selon l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 61) Abrogé(s) par l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 62) Abrogé par l'article 24 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients particuliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016 ([RSJU 173.462](#))
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 64) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 66) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017

## Ordonnance concernant les mesures pédago-thérapeutiques

du 30 mai 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>1</sup>,

vu les articles 28, alinéa 3, lettre d, et 36 de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>2</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance régit les modalités d'octroi, d'évaluation et de financement des mesures pédago-thérapeutiques des enfants dès leur naissance jusqu'à vingt ans révolus qui ont leur résidence habituelle dans le canton du Jura (art. 29, al. 1, de la loi sur l'école obligatoire, ci-après : "LEO").

<sup>2</sup> Sont considérées comme des mesures pédago-thérapeutiques la logopédie et la psychomotricité (art. 28, al. 3, lettre d, LEO).

<sup>3</sup> Les présentes dispositions priment en cas de contradiction avec les dispositions générales relatives à la pédagogie spécialisée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Demande

**Art. 3** <sup>1</sup> Un dépistage des déficiences et troubles particuliers est réalisé au cours du parcours scolaire par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire et tout autre intervenant professionnel. Pour les enfants en âge préscolaire, ce dépistage est réalisé par le médecin traitant.

<sup>2</sup> S'il existe des indices de déficiences et troubles particuliers chez un enfant, le représentant légal peut demander un bilan au Centre médico-psychologique ou à d'autres praticiens ou institutions privés accrédités par le Service de l'enseignement. Si l'enfant est en âge préscolaire, un certificat médical est requis au préalable.

<sup>3</sup> Le logopédiste ou le psychomotricien (ci-après : "le thérapeute") qui effectue le premier bilan adresse au Service de l'enseignement le formulaire usuel de demande de traitement, ou sa proposition de ne pas donner suite, accompagné de son rapport.

## SECTION 2 : Autorités compétentes et procédure

Décision

**Art. 4** <sup>1</sup> Après avoir obtenu la proposition de la commission d'indication, le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures pédago-thérapeutiques (art. 35, al. 1, LEO).

<sup>2</sup> Le représentant légal est associé à la procédure de décision relative à l'attribution des mesures pédago-thérapeutiques. Il est également tenu compte de l'avis des enseignants concernés.

<sup>3</sup> En cas d'octroi de mesures pédago-thérapeutiques, le Service de l'enseignement informe la direction de l'établissement scolaire dans lequel le bénéficiaire est scolarisé. Celle-ci informe les enseignants concernés lorsque les mesures pédago-thérapeutiques ont une influence sur le parcours scolaire du bénéficiaire.

Commission  
d'indication  
a) Composition

**Art. 5** <sup>1</sup> La commission d'indication est composée des personnes suivantes, désignées par les entités dont elles émanent :

- un représentant du Service de l'enseignement;
- un représentant du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (ci-après : "COS");
- un représentant du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents (ci-après : "CMPEA") diplômé en logopédie ou en psychomotricité selon les pathologies dont les situations relèvent;
- au besoin, un médecin du CMPEA.

<sup>2</sup> Elle est présidée par le représentant du Service de l'enseignement. Le secrétariat est assumé par le Service de l'enseignement.

<sup>3</sup> Elle statue valablement en présence de trois personnes.

b) Tâches	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Les tâches de la commission d'indication sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) instruire les demandes;</li> <li>b) ordonner d'éventuels examens complémentaires;</li> <li>c) transmettre le dossier complet avec sa proposition au Service de l'enseignement.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Dans le cadre de l'instruction des demandes, la commission d'indication procède à toutes les mesures qu'elle juge utiles afin de déterminer les besoins de l'enfant.</p>
c) Appel à des experts	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> La commission d'indication peut faire appel à des experts et organismes accrédités par le Service de l'enseignement en vue de l'octroi d'une mesure pédago-thérapeutique ordinaire ou renforcée.</p> <p><sup>2</sup> Une expertise est nécessaire en vue de l'octroi d'une mesure pédago-thérapeutique renforcée.</p> <p><sup>3</sup> Les frais d'expertises sont facturés au Service de l'enseignement.</p>
d) Proposition	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Après instruction du dossier, la commission d'indication propose d'octroyer ou non une mesure pédago-thérapeutique.</p> <p><sup>2</sup> Si elle propose d'octroyer une mesure pédago-thérapeutique, ordinaire ou renforcée, elle indique les modalités de mise en œuvre qu'elle recommande.</p>
Crédit-temps	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement alloue les mesures pédago-thérapeutiques sous forme d'un crédit-temps, représentant une durée totale d'heures facturables sur la période concernée.</p> <p><sup>2</sup> Le crédit-temps comprend toutes les séances de traitement, de bilan et de réseau, y compris en l'absence du bénéficiaire.</p>
Prolongation de la mesure	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Avant l'échéance de la période concernée, le thérapeute procède à une évaluation et examine si les objectifs thérapeutiques sont atteints. A défaut, il adresse au Service de l'enseignement une proposition écrite et motivée de prolongation de la mesure.</p>

<sup>2</sup> Après avoir obtenu la proposition de la commission d'indication, le Service de l'enseignement se prononce sur la demande de prolongation. En cas d'octroi, la première prolongation est de deux ans au maximum et les suivantes d'une année au maximum.

<sup>3</sup> Avant l'échéance de la prolongation, le thérapeute procède conformément à l'alinéa premier.

<sup>4</sup> En cas de suspension du traitement (pause thérapeutique) n'excédant pas six mois, la période concernée est prolongée d'une durée équivalente, le crédit-temps restant inchangé. Au-delà de cette durée, les règles ordinaires de la prolongation s'appliquent.

Thérapeutes  
accrédités

**Art. 11** Les logopédistes et psychomotriciens chargés de la mise en œuvre des mesures pédago-thérapeutiques doivent être au bénéfice d'une autorisation de pratiquer dans le Canton, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de la santé<sup>3)</sup>, ainsi qu'être accrédités par le Service de l'enseignement.

Caractère  
économique et  
opportunité du  
traitement

**Art. 12** Les thérapeutes doivent s'en tenir au principe associant l'efficacité, le caractère économique et l'opportunité des traitements; ils ne doivent effectuer ces derniers qu'avec des méthodes scientifiquement reconnues.

Délégation de  
compétences  
a) Fondation  
Pérène

**Art. 13** L'organisation et la mise en œuvre de mesures pédago-thérapeutiques par la Fondation Pérène sont réglées par contrat de prestations avec l'Etat.

b) CMPEA

**Art. 14** <sup>1</sup> L'organisation et la mise en œuvre de mesures pédago-thérapeutiques par le CMPEA sont déterminées sur la base des effectifs arrêtés par l'Etat.

<sup>2</sup> Un décompte de prestations est établi régulièrement.

### SECTION 3 : Rémunération des thérapeutes

Facturation

**Art. 15** <sup>1</sup> Seuls les thérapeutes accrédités par le Service de l'enseignement sont autorisés à facturer leurs prestations à charge de celui-ci.

<sup>2</sup> Lorsque le bilan du thérapeute (art. 3, al. 3) indique qu'aucune mesure pédago-thérapeutique n'est nécessaire (bilan sans suite), le Service de l'enseignement prend en charge les frais effectifs de ce bilan jusqu'à concurrence de trois heures. Le rapport est indemnisé en sus de manière forfaitaire à hauteur de 50 francs.

<sup>3</sup> Lorsque la commission d'indication indique qu'aucune mesure pédago-thérapeutique n'est nécessaire, le Service de l'enseignement prend en charge les frais effectifs du thérapeute jusqu'à concurrence de six heures. Le rapport est indemnisé en sus de manière forfaitaire à hauteur de 100 francs.

Rémunération  
a) Séances  
individuelles

**Art. 16** Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, le tarif horaire des thérapeutes et de leurs employés selon le temps effectif des prestations comprises dans le crédit-temps.

b) Séances de  
groupe

**Art. 17** <sup>1</sup> Lorsqu'une séance comprend entre deux et trois bénéficiaires, le tarif horaire est divisé par le nombre de bénéficiaires et majoré, dès le deuxième bénéficiaire, de 10 % par bénéficiaire supplémentaire.

<sup>2</sup> Lorsqu'une séance comprend entre quatre et six bénéficiaires, deux thérapeutes sont nécessaires. Le tarif se calcule, pour chaque thérapeute, conformément à l'alinéa 1. Dans ce cas, le nombre d'élèves est divisé par le nombre de thérapeutes.

<sup>3</sup> Un groupe ne peut pas compter plus de six bénéficiaires.

c) Stagiaires

**Art. 18** <sup>1</sup> Les tarifs horaires mentionnés ci-dessus (art. 16 et 17) s'appliquent également lorsque la séance est assurée par un stagiaire inscrit au Master en logopédie. Dans ce cas, le temps effectif de la prestation vient en déduction du crédit-temps octroyé au thérapeute.

<sup>2</sup> Par stagiaire, on entend une personne en formation liée par un contrat avec une université suisse.

Absence injustifiée

**Art. 19** Les frais légalement dus au thérapeute en raison de l'absence injustifiée du bénéficiaire de la mesure à une séance sont à la charge de celui-ci, respectivement de son représentant légal ou du détenteur de l'autorité parentale. Le cas échéant, ils sont facturés par le thérapeute.

## SECTION 4 : Dispositions transitoire et finales

**Droit transitoire**     **Art. 20** <sup>1</sup> Les décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance conservent leur validité quant à la durée des mesures et à la périodicité de celles-ci.

<sup>2</sup> Leur financement est réglé conformément à la présente ordonnance.

**Moratoire**     **Art. 21** Le Service de l'enseignement n'accrédite plus de prestataires de mesures pédago-thérapeutiques supplémentaires jusqu'à l'entrée en vigueur du concept jurassien de pédagogie spécialisée, mais au plus tard jusqu'au 31 juillet 2019. Ceci vaut également pour leurs employés.

**Voies de droit**     **Art. 22** Les décisions rendues en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

**Abrogation du droit en vigueur**     **Art. 23** L'arrêté du Gouvernement du 15 novembre 2005 fixant les modalités d'attribution et de rémunération des prestations de logopédie ordonnées par le Service de l'enseignement est abrogé.

**Entrée en vigueur**     **Art. 24** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017.

Delémont, le 30 mai 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 410.105](#)

2) [RSJU 410.11](#)

3) [RSJU 811.213](#)

4) [RSJU 175.1](#)



# Ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>16)</sup>

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 14 de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : La commission de maturité gymnasiale<sup>17)</sup>

Nomination et  
constitution

**Article premier** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports (dénommé ci-après : "Département") nomme les membres de la commission de maturité gymnasiale.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> La durée des fonctions des membres de la commission de maturité gymnasiale correspond à la durée d'une législature; les membres nommés durant la période exercent leur fonction jusqu'au terme de celle-ci.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> Le Département désigne le président; la commission nomme le vice-président et le secrétaire parmi ses membres.

Compétences

**Art. 2<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale préside selon la présente ordonnance à tous les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans le lycée public et dans les lycées privés autorisés par le Gouvernement à organiser de tels examens.

<sup>2</sup> Les membres de la commission de maturité gymnasiale ont le droit de contrôler l'enseignement donné dans toutes les branches de la maturité gymnasiale.

<sup>3</sup> Le Département soumet à la commission de maturité gymnasiale, pour prendre position en sa qualité d'organe consultatif, les questions touchant les examens de la maturité gymnasiale et le passage du lycée aux Universités, Ecoles polytechniques fédérales et Hautes écoles pédagogiques.

<sup>4</sup> La commission de maturité gymnasiale peut également soumettre de sa propre initiative des propositions au Département.

Les groupes d'experts

**Art. 3** <sup>1</sup> Pour les différentes branches d'examen, la commission de maturité gymnasiale peut instituer des groupes d'experts, dirigés en règle générale par un membre de la commission de maturité gymnasiale, qui a qualité d'expert principal.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Selon les besoins, l'expert principal convoque son groupe en vue de coordonner la procédure des examens. Le groupe peut demander à la commission de maturité gymnasiale d'arrêter des directives pour les examens dans la branche en question.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> L'expert principal peut aussi inviter des maîtres des lycées à prendre part aux délibérations sur les examens.

Indemnités

**Art. 4**<sup>4)</sup>

## **SECTION 2 : Les examens de la maturité gymnasiale**<sup>17)</sup>

Admission à l'examen

**Art. 5** <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle des études lycéennes sont inscrits d'office aux examens.<sup>5)6)</sup>

<sup>2</sup> Sauf cas exceptionnels dûment justifiés et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens sont réputés avoir échoué.<sup>6)17)</sup>

Répétition de l'examen

**Art. 6** <sup>1</sup> Un candidat qui a échoué à l'examen ne peut se présenter une seconde fois à l'examen dans sa propre école ou dans une autre qu'après avoir répété l'enseignement de toute la dernière année scolaire.

<sup>2</sup> L'admission à un troisième examen est exclue.

Etendue des  
examens

**Art. 7** <sup>1</sup> L'examen doit établir si le candidat, par son assimilation et sa présentation des matières enseignées au lycée, a acquis la maturité nécessaire aux études universitaires.

<sup>2</sup> Les matières d'examen sont fixées par les plans d'études des différentes écoles.

<sup>3</sup> L'examen s'étend principalement au programme des deux dernières années scolaires. L'indépendance de la pensée revêt autant d'importance que l'ampleur des connaissances acquises. Tant pour les épreuves écrites que pour les épreuves orales, il sera tenu compte de la clarté d'expression linguistique.

<sup>4</sup> Sur la proposition de l'expert principal et en accord avec le groupe des experts, les maîtres de branche et les directeurs, la commission de maturité gymnasiale peut, pour chaque branche, apporter certaines précisions sur l'ampleur des examens ou élaborer un programme directeur de ces derniers. De tels programmes doivent être soumis à l'approbation du Département et revus périodiquement.<sup>17)</sup>

Branches  
d'examen

**Art. 8**<sup>5)6)</sup> <sup>1</sup> Les candidats sont soumis à un examen écrit et oral dans les disciplines suivantes :

- le français;
- la deuxième langue nationale (allemand ou italien);
- les mathématiques;
- l'option spécifique;
- l'option complémentaire.

<sup>1bis</sup> Les candidats de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que ceux de la classe bilingue ne sont pas soumis à un examen écrit et oral dans l'option complémentaire, mais dans une discipline à choix entre la physique et l'histoire.<sup>18)22)</sup>

<sup>2</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe, un travail de maturité conformément aux directives du Département. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury. La production et la soutenance font l'objet d'une appréciation assimilée à une note de maturité.<sup>17)</sup>

Branches  
sans examen

**Art. 8a**<sup>717</sup> <sup>1</sup> Les disciplines suivantes comptent comme branches de la maturité gymnasiale sans examen :

- la troisième langue;
- la biologie;
- la chimie;
- la physique;
- l'histoire;
- la géographie;
- les arts visuels ou la musique;
- la philosophie.

<sup>2</sup> Le Département peut prévoir d'autres branches sans examen pour le Lycée cantonal.

<sup>3</sup> Il est inscrit dans le certificat de maturité gymnasiale une note d'éducation physique et sportive qui n'entre toutefois pas en ligne de compte pour le nombre des points ni pour celui des insuffisances.<sup>20</sup>

Fin de  
l'enseignement  
des branches de  
maturité<sup>17</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> L'enseignement doit être donné dans toutes les branches d'examen jusqu'à la fin de la période lycéenne.

<sup>2</sup> L'enseignement des autres branches de la maturité gymnasiale ne doit pas prendre fin plus de deux ans avant la fin de la période lycéenne.<sup>17</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>8</sup>

Date des  
examens

**Art. 10**<sup>17</sup> <sup>1</sup> Les examens ordinaires de la maturité gymnasiale ont lieu au terme de la période lycéenne.

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale fixe, en accord avec les directeurs, la date des examens et le programme des épreuves.

Organisation des  
examens

**Art. 11** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale arrête les instructions pour le déroulement des examens, après avoir entendu les directeurs.<sup>17</sup>

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale prend les mesures nécessaires pour la marche régulière et digne des examens, en accord avec les directeurs. Avant les examens, les directeurs donneront connaissance à tous les candidats des dispositions de la présente ordonnance les plus importantes pour eux.<sup>17</sup>

<sup>3</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale désigne, en accord avec les experts principaux, les experts appelés à fonctionner aux examens.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les directeurs sont responsables de la marche régulière des examens écrits; les experts le sont pour les examens oraux.

<sup>5</sup> Les examens ne sont pas publics.<sup>[17\)](#)</sup>

Déroulement des examens

**Art. 12** <sup>1</sup> La durée des examens est la suivante<sup>[17\)](#)</sup> :

Discipline	Examen écrit	Examen oral
<b>Français</b> (langue 1)	4 heures	15 minutes
<b>Mathématiques</b>	4 heures	15 minutes
<b>Allemand</b> ou <b>italien</b> (langue 2)	3 heures	15 minutes
<b>Option spécifique :</b>		
- biologie et chimie	4 heures	15 minutes
- physique et application des mathématiques	4 heures	15 minutes
- économie et droit	4 heures	15 minutes
- arts visuels	4 heures	15 minutes
- musique	4 heures	15 minutes
- langues modernes	3 heures	15 minutes
- langues anciennes	3 heures	15 minutes
- théâtre	3 heures	30 minutes
<b>Option complémentaire sport</b>	Théorie : 1 heure Pratique : 2 à 4 heures	15 minutes
<b>Autres options complémentaires</b>	3 heures	15 minutes
<b>Examen en allemand de physique ou d'histoire pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que pour ceux de la classe bilingue<sup><a href="#">22)</a></sup></b>	3 heures	20 minutes

<sup>1bis</sup> Pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, en dérogation à l'alinéa premier, les examens se déroulent de la manière suivante :

- a) l'allemand est la langue 1 pour les élèves provenant du canton de Bâle-Campagne, du district du Thierstein soleurois ou d'un autre canton germanophone signataire de la convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (RSA 2009)<sup>24)</sup>;
- b) le français est la langue 2 pour les élèves désignés à la lettre a;
- c) les examens de mathématiques et de l'option spécifique ont lieu en français pour tous les élèves.<sup>19)23)</sup>

<sup>2</sup> L'expert et le maître qui procèdent aux examens choisissent ensemble, sur la proposition de ce dernier, les sujets des épreuves écrites. En cas de désaccord, l'expert principal décide quant au choix des sujets. Si ce dernier fonctionne comme expert dans l'école en cause, le président de la commission de maturité gymnasiale requiert un avis neutre.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> Le maître corrige les travaux et les soumet à l'expert avec ses propositions de notes. Si le maître et l'expert ne peuvent s'entendre pour fixer en commun une note d'examen, l'expert principal statue pour autant qu'il ne soit pas déjà lui-même intéressé à l'examen. Si c'est le cas, le président de la commission de maturité gymnasiale fera appel à un expert neutre.<sup>17)</sup>

<sup>4</sup> L'examen oral est fait par le maître en présence de l'expert, qui est autorisé à poser des questions complémentaires au candidat.

<sup>5</sup> ...<sup>19)</sup>

Suspension des  
examens

**Art. 13<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Si un candidat se rend coupable d'inconvenance, de fraude ou de complicité de fraude, en particulier en utilisant, en mettant à disposition ou en transmettant des moyens interdits, le président de la commission de maturité gymnasiale doit en être informé sans délai. Il pourra suspendre l'examen des candidats coupables.

<sup>2</sup> La commission de maturité gymnasiale peut, dans des cas de ce genre, déclarer tout l'examen non réussi.

Notes de  
maturité, d'école  
et d'examen

**Art. 14<sup>5)17)</sup>** <sup>1</sup> Les notes de maturité sont exprimées en points et demi-points, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les notes égales ou supérieures à 4 sont suffisantes.

<sup>2</sup> Les notes d'école et les notes d'examen peuvent être exprimées sous forme de décimale.

<sup>3</sup> La note d'école correspond à la moyenne des notes de la dernière année complète durant laquelle la branche en question a été enseignée.<sup>[20](#)</sup>

<sup>4</sup> La note d'examen est le résultat d'ensemble de la prestation d'examen pour chaque branche; elle est fixée en commun par le maître et l'expert.

<sup>5</sup> Pour les disciplines soumises à examen (art. 8), la note de maturité est donnée par la moyenne de la note d'école et de la note d'examen arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

<sup>6</sup> Pour les disciplines qui ne font pas l'objet d'un examen (art. 8a), la note de maturité s'obtient en arrondissant la note d'école au demi-point. Si la partie décimale de la note d'école est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

Enregistrement  
des résultats

**Art. 15**<sup>[5](#)[17](#)</sup> Les notes de maturité sont reportées sur une formule officielle signée par l'expert et l'examineur.

**Art. 16**<sup>[10](#)</sup>

Conditions de  
réussite

**Art. 16a**<sup>[11](#)[17](#)</sup> Le certificat de maturité gymnasiale est délivré quand :

- d) pour l'ensemble des disciplines de la maturité gymnasiale fixées par l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995<sup>[12](#)</sup>, le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note; et
- e) quatre notes au plus sont insuffisantes,
- f) aucune note n'est inférieure à 2;
- d)<sup>[21](#)</sup> la somme des notes des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Séance finale

**Art. 17**<sup>1</sup> A la fin des examens a lieu une séance qui réunit des représentants de la commission de maturité gymnasiale, les experts et les maîtres.<sup>[17](#)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats des examens acquièrent force de chose jugée dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 19 demeure réservé.

Certificat<sup>17)</sup>

**Art. 18<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats qui ont réussi l'examen obtiennent un certificat de maturité gymnasiale reconnu par la Confédération.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Le certificat de maturité gymnasiale contient<sup>17)</sup> :

- a) l'en-tête "Confédération suisse" et, en sous-titre, "République et Canton du Jura" puis la mention "Certificat de maturité établi conformément à l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995";
- b) le nom de l'école qui a délivré le certificat;
- c) le nom, les prénoms, le lieu d'origine (pour les étrangers la nationalité et le lieu de naissance) ainsi que la date de naissance du détenteur;
- d) la période durant laquelle le détenteur a fréquenté l'école comme élève régulier et la date précise d'entrée et de sortie;
- e) les notes de maturité obtenues dans les différentes disciplines;
- f) le titre du travail de maturité ainsi que son évaluation;
- g) le cas échéant, la mention "maturité bilingue" avec indication de la deuxième langue lorsque sont remplies les conditions particulières fixées par le Département conformément aux exigences de la commission suisse de maturité.

<sup>3</sup> ...<sup>19)</sup>

<sup>4</sup> Le certificat porte les signatures du chef du Département, du président de la commission de maturité gymnasiale et du directeur de l'école.<sup>17)</sup>

### SECTION 3 : Droit de recours

Recours

**Art. 19** <sup>1</sup> Conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>13)</sup>, un recours écrit et motivé peut être adressé au Département contre les décisions de la commission de maturité gymnasiale, dans les trente jours dès leur notification, pour violation des dispositions de procédure ou arbitraire.<sup>17)</sup>



<sup>2</sup> Les décisions du Département relatives au résultat des examens peuvent être attaquées auprès du Gouvernement; dans les autres cas, le recours auprès de la Cour administrative est ouvert, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>13)</sup>.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Exécution

**Art. 19a<sup>14)17)</sup>** Le Département arrête, sur proposition de la commission de maturité gymnasiale, les directives réglant les modalités d'application de la présente ordonnance.

Entrée en  
vigueur

**Art. 20** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>15)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE  
CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU  
JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

#### **Disposition transitoire de la modification du 30 juin 1992**

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1992. Elle déploie ses effets pour la première fois pour les élèves promus de 1<sup>ère</sup> en 2<sup>ème</sup> année du lycée au terme de l'année scolaire 1991/1992.

#### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 12 décembre 2000**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité pour la session 2003.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité aux sessions de 2001 et 2002.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de l'enseignement, le nouveau droit servant de référence.

### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 24 juin 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008. Elle déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale pour la session 2011 pour le Lycée cantonal et 2012 pour le Lycée St-Charles.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale aux sessions de 2009 et 2010, ainsi que 2011 pour le Lycée St-Charles.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le nouveau droit servant de référence.

### **Dispositions transitoires et finales de la modification du 5 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016 et déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année.

<sup>2</sup> Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 412.11](#)

3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))

- 4) Abrogé par l'art. 8 de l'ordonnance du 3 mai 1983 fixant l'indemnisation des experts et des membres des commissions d'examens des écoles cantonales relevant du Département de l'Education, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1983 (RSJU 410.257)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 12) [RS 413.11](#)
- 13) [RSJU 175.1](#)
- 14) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 15) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 16) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 19) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 21) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 23) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 24) [RSJU 410.104](#)



**Arrêté**

**portant approbation de la convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy**

du 31 mai 2017

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 4, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 6, alinéa 1, et 115, alinéa 3, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy est approuvée.

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 31 mai 2017

AU NOM DE PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Frédéric Lovis  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy

### Vereinbarung zwischen dem Kanton Basel-Landschaft und dem Kanton Jura über den gemeinsamen gymnasialen bilingualen Bildungsgang am Regionalen Gymnasium Laufental-Thierstein in Laufon und am Lycée cantonal in Porrentruy

#### Buts / Ziele

**Article premier** <sup>1</sup> La présente convention règle les modalités de fonctionnement de la filière gymnasiale bilingue intercantonale sur deux sites, Laufon et Porrentruy, commune aux cantons de Bâle-Campagne et du Jura (ci-après : "la filière bilingue").

**§ 1** <sup>1</sup> Diese Vereinbarung regelt die Modalitäten des interkantonalen bilingualen gymnasialen Klassen-zuges (*bilingualer Bildungsgang* genannt), der von den beiden Kantonen Basel-Landschaft und Jura (*Vereinbarungskantone*) an den Standorten Laufon und Porrentruy geführt wird.

<sup>2</sup> La filière bilingue permet aux élèves désireux d'accroître leur maîtrise dans la deuxième langue d'accomplir leur cursus gymnasial de quatre ans en deux langues, l'allemand et le français.

<sup>2</sup> Der bilinguale Bildungsgang vermittelt sprachorientierten Schülerinnen und Schülern vertiefte Fertigkeiten in der Zweitsprache und ermöglicht ihnen eine vierjährige zweisprachige Gymnasialbildung in Deutsch und Französisch.

#### Terminologie / Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes dans la présente convention s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**§ 2** In der französischen Version dieser Vereinbarung ist vorgesehen, dass entsprechend den frankophonen Sprachregelungen keine geschlechtergerechte Sprache verwendet wird.

#### Public cible / Zielpublikum

**Art. 3** <sup>1</sup> La filière bilingue s'adresse prioritairement aux élèves des cantons du Jura et de Bâle-Campagne, ainsi que du district du Thierstein soleurois, ayant accompli leur 10<sup>e</sup> année scolaire.

**§ 3** <sup>1</sup> Der bilinguale Bildungsgang steht prioritär Schülerinnen und Schülern der beiden Kantone Jura und Basel-Landschaft sowie des Bezirks Thierstein (SO) offen, die das 8. (HarmoS 10.) Schuljahr beendet haben.

<sup>2</sup> Les élèves jurassiens des options 1 et 2 ainsi que les élèves de la filière pré-gymnasiale de Laufen peuvent s'y inscrire.

<sup>2</sup> Zugelassen sind Schülerinnen und Schüler der jurassischen Option 1 und 2 sowie der progymnasialen Abteilung des Kantons Basel-Landschaft.

<sup>3</sup> L'admission des élèves dans la filière bilingue se fait sur la base des résultats scolaires du premier semestre de la 10<sup>e</sup> année scolaire et d'un entretien dans la deuxième langue.

<sup>3</sup> Die Aufnahme in den bilingualen Bildungsgang erfolgt auf der Basis der im ersten Zeugnis des 8. (HarmoS 10.) Schuljahres erreichten Noten sowie eines Aufnahmegesprächs in der Zweitsprache.

<sup>4</sup> Les conditions d'admission supplémentaires sont réglées par les dispositions d'exécution y relatives.

<sup>4</sup> Die zusätzlichen Aufnahmebedingungen sind in den Ausführungsbestimmungen zu dieser Vereinbarung geregelt.

<sup>5</sup> Des élèves d'autres cantons membres de la Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (RSA 2009) (ci-après : "CSR 2009")<sup>41</sup> peuvent être admis dans la filière bilingue. Les modalités sont réglées dans la présente convention et ses dispositions d'exécution.

<sup>5</sup> Schülerinnen und Schüler aus den Mitgliedskantonen des Regionalen Schulabkommens über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009) vom 19. August 2008 können in den bilingualen Bildungsgang aufgenommen werden. Die Modalitäten dazu sind in dieser Vereinbarung und in den dazugehörigen Ausführungsbestimmungen geregelt.

Délimitation de l'offre / Abgrenzung des Angebots

**Art. 4** <sup>1</sup> Les élèves remplissant les conditions d'admission peuvent fréquenter la filière bilingue dans la mesure des places disponibles.

**§ 4** <sup>1</sup> Zulassungsberechtigte Schülerinnen und Schüler werden im Rahmen der verfügbaren Plätze aufgenommen.

<sup>2</sup> Pour qu'une volée puisse démarrer, un minimum de dix inscriptions est nécessaire. Les élèves de la filière bilingue peuvent être intégrés dans des classes ordinaires pour autant que les objectifs de l'enseignement puissent être atteints.

<sup>2</sup> Für die Bildung eines bilingualen Bildungsgangs bedarf es mindestens zehn Anmeldungen. Schülerinnen und Schüler des bilingualen Bildungsgangs können in Regelklassen integriert werden, sofern die Unterrichtsziele erreicht werden können.

<sup>3</sup> Le nombre maximal d'élèves par classe est fixé à vingt, auquel s'ajoutent les éventuels redoublants.

<sup>3</sup> Die Klassengrösse beträgt maximal zwanzig Schülerinnen und Schüler, zuzüglich allfälliger Repeatingentinnen und Repeatingenten.

<sup>4</sup> En présence de moins de dix inscriptions, les départements compétents peuvent, d'un commun accord, surseoir aux conditions de l'alinéa 2.

<sup>4</sup> Bei weniger als zehn Anmeldungen können die zuständigen Departemente in gegenseitiger Absprache die Bedingungen des Absatzes 2 aussetzen.

<sup>5</sup> En principe, lors de la composition des classes, le nombre des élèves germanophones et celui des élèves francophones doivent être égaux.

<sup>5</sup> Grundsätzlich muss bei der Klassenbildung die Anzahl deutsch- und französischsprachiger Schülerinnen und Schüler gleich sein.

Durée et lieux  
scolaires / Dauer  
und Schulorte

**Art. 5** <sup>1</sup> Le cursus de la filière bilingue est de quatre ans.

**§ 5** <sup>1</sup> Der bilinguale Bildungsgang dauert vier Jahre.

<sup>2</sup> Il débute en 11<sup>e</sup> année scolaire et se poursuit durant trois ans au niveau secondaire II.

<sup>2</sup> Er beginnt mit dem 9. Schuljahr (HarmoS 11.) und erstreckt sich danach auf 3 Gymnasialjahre.

<sup>3</sup> Durant les première et deuxième années du cursus, la formation est dispensée au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon. Durant les troisième et quatrième années du cursus, la formation est dispensée au Lycée cantonal de Porrentruy.

<sup>3</sup> Schulort des ersten und zweiten Schuljahrs des bilingualen Bildungsgangs ist das Regionale Gymnasium Laufental-Thierstein in Laufen. Schulort des dritten und vierten Schuljahrs ist das Lycée cantonal in Porrentruy.

Processus  
d'inscription et  
d'admission /  
Einschreibe- und  
Aufnahme-  
verfahren

**Art. 6** <sup>1</sup> Les élèves intéressés adressent leur inscription à l'établissement de leur choix, de préférence à celui de leur région linguistique, jusqu'à mi-février.

**§ 6** <sup>1</sup> Interessierte Schülerinnen und Schüler melden sich zum Anmelde-schluss Mitte Februar beim Gymnasium ihrer Wahl an, vorzugsweise bei jenem ihres Sprachgebiets.

<sup>2</sup> Les directions des deux établissements s'informent mutuellement des candidatures reçues et procèdent aux admissions selon les conditions de la présente convention et de ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Die Schulleitungen der beiden Gymnasien informieren sich gegenseitig über die eingegangenen Anmeldungen. Sie organisieren die Aufnahmen gemäss den Vorgaben dieser Vereinbarung und den dazugehörigen Ausführungsbestimmungen.



## Coûts / Kosten

**Art. 7** <sup>1</sup> La filière bilingue est inscrite sur les listes des cantons du Jura et de Bâle-Campagne de la CSR 2009<sup>4</sup>.

**§ 7** <sup>1</sup> Der bilinguale Bildungsgang wird in den Kantonslisten des Juras und von Basel-Landschaft des RSA 2009 aufgeführt.

<sup>2</sup> Les contributions pour la filière bilingue d'élèves d'autres cantons sont également soumises aux conditions de la CSR 2009<sup>4</sup>. D'autres conventions intercantionales en vigueur demeurent réservées.

<sup>2</sup> Die Beiträge für den bilingualen Bildungsgang von Schülerinnen und Schülern von anderen Kantonen unterliegen ebenfalls den Ansätzen des RSA 2009. Andere interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

<sup>3</sup> Chaque canton assume les coûts spécifiques liés à la filière bilingue sur son site.

<sup>3</sup> Jeder Kanton übernimmt die für den bilingualen Bildungsgang spezifischen Kosten, die an seinem Schulort entstehen.

<sup>4</sup> Les frais de matériel scolaire, de transport, de logement ainsi que ceux qui découlent des activités extrascolaires sont à la charge des élèves. Durant la première année du cursus, les dispositions cantonales sur la scolarité obligatoire sont applicables.

<sup>4</sup> Die Kosten für Schulmaterial, Schulweg, Reisen, Unterkunft sowie für ausserschulische Aktivitäten gehen zulasten der Schülerinnen und Schüler. Im ersten Schuljahr des bilingualen Bildungsganges sind die kantonalen Bestimmungen zur obligatorischen Schulbildung anwendbar.

<sup>5</sup> Les dispositions légales en matière de bourses, ainsi que les mesures de soutien financier particulières des cantons signataires demeurent réservées.

<sup>5</sup> Gesetzliche Vorgaben bezüglich Stipendien sowie besondere finanzielle Unterstützungen bleiben den jeweiligen Kantonen vorbehalten.

## Droits et devoirs des élèves / Rechte und Pflichten der Schülerinnen und Schüler

**Art. 8** <sup>1</sup> Les élèves admis dans la filière bilingue conformément à la présente convention sont soumis, pour ce qui a trait à leurs droits et à leurs devoirs, à la législation sur la formation du canton dans lequel la formation est dispensée.

**§ 8** <sup>1</sup> Für Schülerinnen und Schüler, die gemäss dieser Vereinbarung in den bilingualen Bildungsgang aufgenommen werden, gelten die Rechte und Pflichten, wie sie in den Bildungsgesetzgebungen des jeweiligen Kantons, in dem der Schulort gelegen ist, vorgesehen sind.

<sup>2</sup> L'évaluation et la promotion des élèves se fondent sur la réglementation des dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Die Beurteilung und Beförderung der Schülerinnen und Schüler richtet sich nach den Regelungen der Ausführungsbestimmungen.

Examens et titres  
obtenus / Prüfungen und Zeugnisse

**Art. 9** <sup>1</sup> Les examens de maturité se déroulent au Lycée cantonal de Porrentruy, conformément à l'ordonnance du Conseil fédéral du 15 février 1995<sup>5)</sup> 1995 et au règlement de la CDIP du 16 janvier 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ci-après : "RRM").

**§ 9** <sup>1</sup> Die Maturitätsprüfungen erfolgen am Lycée cantonal in Porrentruy gemäss der Verordnung des Bundesrates/Reglement der EDK über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAR) vom 16. Januar/15. Februar 1995.

<sup>2</sup> La mention "bilingue" au sens de l'article 18 RRM figurera sur le certificat de maturité.

<sup>2</sup> Der Zusatz "Zweisprachige Maturität" wird gemäss Artikel 18 MAR im Maturitätszeugnis vermerkt.

Durée et dénonciation / Dauer und Kündigung

**Art. 10** <sup>1</sup> La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

**§ 10** <sup>1</sup> Die vorliegende Vereinbarung wird für eine unbefristete Dauer beschlossen.

<sup>2</sup> Elle peut être dénoncée par l'un des deux cantons pour la fin d'une année scolaire (31 juillet), moyennant un délai de résiliation de deux ans.

<sup>2</sup> Sie kann durch einen der beiden Kantone, unter Berücksichtigung einer Frist von 2 Jahren, jeweils auf das auf den 31. Juli festgelegte Ende eines Schuljahres gekündigt werden.

<sup>3</sup> En cas d'arrêt de la filière bilingue, les élèves qui l'ont commencée avant la fin de validité de la convention peuvent l'achever conformément aux dispositions de la présente convention.

<sup>3</sup> Bei einer Aufhebung der Vereinbarung können die Schülerinnen und Schüler, die den Bildungsgang vor der Beendigung der Vereinbarung begonnen haben, diesen gemäss den Bestimmungen dieser Vereinbarung abschliessen.

Entrée en vigueur / Inkraft-tretung

**Art. 11** La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017.

**§ 11** Die vorliegende Vereinbarung tritt am 1. August 2017 in Kraft.

Suivent les signatures

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) 1<sup>er</sup> août 2017
- 4) [RSJU 410.104](#)
- 5) [RS 413.11](#)

# **Règlement concernant l'organisation des études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental- Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy**

du 10 juillet 2017

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'article 33, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## **SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent règlement vise à régler, sur le territoire jurassien, l'organisation des études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy (ci-après : "la filière").

<sup>2</sup> Il complète la convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Le présent règlement l'emporte en cas de contradiction avec le règlement du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal<sup>3)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Option spécifique et collaboration

Option spécifique **Art. 3** La filière offre les groupes de disciplines suivantes à titre d'option spécifique :

- a) biologie et chimie;
- b) économie et droit.

Mesures  
d'adaptation et  
collaboration

**Art. 4** <sup>1</sup> L'organisation, la grille horaire et le plan d'études de l'enseignement au niveau secondaire I prennent en compte les objectifs généraux assignés aux études conduisant à l'admission dans la filière de la maturité gymnasiale.

<sup>2</sup> Les enseignants concernés par la filière prennent régulièrement contact avec les enseignants du canton de Bâle-Campagne concernés par la filière pour s'assurer de la compatibilité des plans d'études ainsi que des mesures de transition à mettre en place, tant au niveau secondaire I qu'au niveau secondaire II.

Cours d'appui en  
allemand

**Art. 5** Un cours d'appui préparatoire en allemand durant le deuxième semestre de la dixième année scolaire à raison de deux leçons par semaine est organisé à l'attention des élèves jurassiens inscrits dans la filière. En principe, sa fréquentation est obligatoire.

## SECTION 3 : Admission dans la filière

Conditions  
d'admission

**Art. 6** <sup>1</sup> Sont admissibles dans la filière bilingue :

- a) les élèves qui fréquentent la dixième année scolaire dans le canton du Jura dans les options 1 et 2 qui remplissent les conditions d'admission au Lycée cantonal et dont l'évaluation de l'entretien dans la deuxième langue est suffisante;
- b) les élèves du canton de Bâle-Campagne et du district du Thierstein soleurois qui fréquentent la dixième année et qui remplissent les conditions habituelles de promotion du progymnase;
- c) les élèves provenant des cantons signataires de la convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (ci-après : CSR 2009)<sup>4</sup> qui fréquentent la dixième année et remplissent les conditions d'admission dans une filière comparable selon la réglementation en vigueur dans les cantons respectifs.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, des élèves de onzième année scolaire peuvent être admis dans la filière s'ils remplissent les conditions d'admission. Ils doivent alors refaire cette année dans la filière.

<sup>3</sup> D'éventuelles conditions supplémentaires résultant de la législation du canton de Bâle-Campagne sont réservées.

<sup>4</sup> Les élèves de langue maternelle allemande ne sont en principe pas admis dans la filière.

<sup>5</sup> Les élèves qui remplissent les conditions d'admission au deuxième semestre de la dixième année sont admis de manière définitive dans la filière. Ceux qui ne remplissent les conditions d'admission qu'au premier semestre sont admis provisoirement pour un semestre.

#### SECTION 4 : Programme d'enseignement

Grilles horaires **Art. 7** <sup>1</sup> Les grilles horaires des deux premières années du cursus sont régies par la législation du canton de Bâle-Campagne, à laquelle il est renvoyé. Elles figurent en annexe à titre informatif<sup>7)</sup>.

<sup>2</sup> Les grilles horaires des troisième et quatrième années du cursus sont celles du Lycée cantonal.

Langues d'enseignement  
a) à Laufen **Art. 8** <sup>1</sup> Les langues d'enseignement durant les deux premières années du cursus sont régies par la législation du canton de Bâle-Campagne, à laquelle il est renvoyé.

b) à Porrentruy <sup>2</sup> Au Lycée cantonal, la langue d'enseignement est le français pour tous les élèves. Les disciplines suivantes sont enseignées en allemand :

- a) l'allemand, à titre de langue 1, pour les élèves provenant du canton de Bâle-Campagne, du district du Thierstein soleurois ou d'un autre canton germanophone signataire de la CSR 2009<sup>4)</sup>;
- b) la physique;
- c) l'histoire;
- d) les arts visuels ou la musique;
- e) l'éducation physique et sportive;
- f) la philosophie.

## SECTION 5 : Promotion

Promotion  
a) au terme de la  
première année  
du cursus (1<sup>re</sup>  
année)

**Art. 9** <sup>1</sup> La promotion au terme de chacune des deux premières années du cursus a lieu conformément à la réglementation du canton de Bâle-Campagne, sous réserve des alinéas 2 et 3.

b) au terme de la  
seconde année  
du cursus (1<sup>re</sup>  
année  
gymnasiale)

<sup>2</sup> Seuls les élèves admis de manière définitive au niveau gymnasial qui ne remplissent pas les conditions de promotion au terme de la deuxième année du cursus ont la possibilité de redoubler l'année dans une classe ordinaire du Lycée cantonal.

<sup>3</sup> L'article 37 du règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal<sup>3)</sup> demeure réservé.

Promotion au  
terme de la  
troisième année  
du cursus (2<sup>e</sup>  
année  
gymnasiale)

**Art. 10** <sup>1</sup> La promotion au terme de la troisième année du cursus est obtenue conformément aux règles prévues par le règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> L'élève qui, au terme de la troisième année du cursus, ne remplit pas les conditions de promotion, a la possibilité de redoubler l'année dans cette filière ou dans une autre filière du Lycée cantonal.

Redoublement

**Art. 11** <sup>1</sup> Le redoublement d'une même année n'est possible qu'une seule fois.

<sup>2</sup> Deux redoublements au total sont autorisés pendant tout le cursus.

Abandon de la  
filière

**Art. 12** <sup>1</sup> L'abandon de la filière, respectivement le passage dans une autre filière du Lycée cantonal, n'est possible qu'au terme d'une année scolaire.

<sup>2</sup> L'abandon de la filière est définitif.

Travail de  
maturité

**Art. 13** <sup>1</sup> En principe, le travail de maturité est rédigé et soutenu en français pour les élèves provenant du canton de Bâle-Campagne, du district du Thierstein soleurois ou d'un autre canton germanophone signataire de la CSR 2009<sup>4)</sup> et en allemand pour les autres.

<sup>2</sup> Le travail de maturité s'effectue avec l'appui et sous la responsabilité de professeurs du Lycée cantonal. Dans des cas particuliers, il peut être fait appel à des professeurs du gymnase de Laufon. Dans ce cas, les règles concernant la rémunération du canton de Bâle-Campagne s'appliquent.

Certificat

**Art. 14** <sup>1</sup> Les candidats qui ont réussi l'examen obtiennent un certificat de maturité gymnasiale bilingue reconnu par la Confédération au sens de l'article 18 de l'ordonnance fédérale du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Une attestation intercantonale de fréquentation de la filière bilingue est délivrée et signée par les directeurs du "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et du Lycée cantonal à Porrentruy.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** Le présent règlement entre en vigueur<sup>6)</sup> en même temps que la convention entre le Canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy<sup>2)</sup>.

Delémont, le 10 juillet 2017

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le ministre : Martial Courtet

1) [RSJU 412.11](#)

2) [RSJU 412.94](#)

3) [RSJU 412.311.1](#)

4) [RSJU 410.104](#)

5) [RS 413.11](#)

6) 1<sup>er</sup> août 2017

7) Ces grilles horaires peuvent être consultées sous le lien suivant : <http://gymlaufen.ch/wp-content/uploads/Studentafel-Bilinguale-Klassen.pdf>





## Loi sur l'encouragement des activités culturelles<sup>1)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 42 de la Constitution cantonale,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

1. Tâches des communes

**Article premier** L'encouragement des activités culturelles dans le canton du Jura incombe en principe aux communes ou aux associations de communes.

2. Tâches de l'Etat  
a) Encouragement des activités culturelles par l'Etat

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans le cadre de la présente loi, l'Etat soutient les efforts des communes, ainsi que l'activité culturelle de personnes et d'institutions culturelles (encouragement des activités culturelles).

<sup>2</sup> Il crée des institutions publiques pour développer la vie culturelle.

<sup>3</sup> Dans l'accomplissement de ces tâches, il respecte l'indépendance et la liberté de la création et de l'activité culturelles.

b) Activité culturelle de l'Etat

**Art. 3** L'Etat peut prendre à sa charge les tâches culturelles que commande l'intérêt public (activité culturelle).

3. Domaines des activités culturelles encouragées et prises en charge par l'Etat et les communes

**Art. 4** L'encouragement des activités culturelles par l'Etat et les communes et l'activité culturelle de l'Etat et des communes s'étendent notamment aux domaines suivants :

a) la sauvegarde et la protection des biens culturels traditionnels (découvertes archéologiques, monuments artistiques et historiques, collections des musées, bibliothèques et archives, art populaire et folklore, patois, etc.);

- b) la création et la recherche dans les domaines de la littérature, des beaux-arts, de l'architecture, des arts décoratifs, de l'artisanat créateur, de la musique, du théâtre, de la science relative aux activités culturelles, du cinéma, de la photographie et des activités culturelles en général;
- c) les échanges culturels;
- d) la diffusion et la communication de valeurs culturelles, et particulièrement par la prise en considération de celles-ci dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux.

## **SECTION 2 : Tâches particulières de l'Etat dans l'encouragement des activités culturelles**

1. Ecoles pour la création culturelle et artistique

**Art. 5** Le Parlement édicte par voie de décret des dispositions régissant les écoles préparant à la création culturelle et artistique.

2. Subventions aux personnes ayant une activité culturelle

**Art. 6** Le Gouvernement adopte des dispositions particulières concernant :

- a) les subventions et les commandes d'oeuvres aux créateurs dans le domaine de la culture (écrivains, poètes, musiciens, artistes-peintres et sculpteurs, architectes, hommes de théâtre, cinéastes, photographes, savants, chercheurs, etc.);
- b) les subventions pour la formation particulière des personnes s'occupant de la vie culturelle dans les communes, les régions ou le canton, pour autant qu'une autre réglementation ne soit pas applicable.

3. Soutien d'efforts culturels spéciaux et de projets de développement culturel

**Art. 7** <sup>1</sup> Dans le cadre de l'aménagement du territoire régional et cantonal, l'Etat peut soutenir l'élaboration et la réalisation de projets de développement culturel dans les différentes parties du canton, comme aussi la construction et l'exploitation de centres destinés à des échanges intellectuels et des rencontres entre les différents groupes de la population.

<sup>2</sup> Il favorise les efforts tendant à aménager, dans les complexes scolaires, dans d'autres bâtiments publics ou centres communautaires, des locaux appropriés de telle façon qu'ils puissent aussi être utilisés par la population à des fins culturelles.

<sup>3</sup> D'entente avec les communes intéressées, il veille à ce que des institutions culturelles importantes puissent étendre leur activité sur des régions plus étendues du canton. Il encourage la création d'associations de communes pour soutenir en commun des institutions culturelles profitant à plusieurs communes.

4. Coordination,  
information,  
documentation

**Art. 8** L'Etat assure la coordination judicieuse des efforts culturels en tenant compte de la variété de la vie culturelle; il assure aussi l'information et la documentation sur les problèmes culturels à l'intérieur et à l'extérieur du canton. Il transmet aux communes, à d'autres institutions culturelles et au public des suggestions qui revêtent de l'importance pour l'ensemble du canton.

5. Décoration  
artistique des  
bâtiments de  
l'Etat

**Art. 9** Des moyens appropriés sont mis à disposition pour la décoration artistique des bâtiments et équipements nouveaux ou rénovés de l'Etat si leur affectation le justifie.

### SECTION 3 : Tâches particulières dans le cadre des activités culturelles de l'Etat

1. Organisation

**Art. 10** <sup>1</sup> Dans le cadre de son activité culturelle, l'Etat entretient des services particuliers (p. ex. l'Office du patrimoine historique); leur organisation est réglée par décret du Parlement.

2. Dispositions  
matérielles

<sup>2</sup> Le Gouvernement adopte, par voie d'ordonnance, des dispositions plus précises concernant les tâches et attributions de ces services.

3. Collections de  
sciences  
naturelles

**Art. 10a** <sup>1</sup> L'Etat, par l'Office de la culture, assure la conservation, l'acquisition et la mise en valeur des collections de sciences naturelles à des fins de formation, de recherche et d'animation.

<sup>2</sup> Il recueille les collections scientifiques découvertes sur le territoire du Canton qui relèvent des sciences naturelles ainsi que les dons ou acquisitions d'intérêt.

<sup>3</sup> Il prend les mesures nécessaires pour garantir l'archivage adéquat et durable des spécimens à conserver, soit directement, soit par délégation à une institution privée ou publique.

### SECTION 4 : Financement

1. Prestations de  
l'Etat

**Art. 11** <sup>1</sup> Pour les tâches définies dans la présente loi, l'Etat alloue à des tiers des subventions uniques en règle générale.

<sup>2</sup> Des subventions renouvelables annuellement peuvent être accordées à de grandes institutions culturelles d'une importance au moins régionale. Toutefois, ces subventions ne sont accordées que pour une durée déterminée et feront l'objet de réexamens périodiques.

<sup>3</sup> Il n'existe pas de droit à l'obtention de subventions cantonales.

<sup>4</sup> L'ampleur des prestations de l'Etat est déterminée par les crédits budgétaires votés par le Parlement; les subventions périodiques promises annuellement sont en tout cas garanties. L'utilisation d'autres ressources prélevées sur les bénéfices des loteries ou provenant d'autres sources est réservée.

## 2. Conditions

**Art. 12** <sup>1</sup> En règle générale, l'Etat subordonne le versement de ses subventions à des prestations appropriées des communes et des privés, ainsi qu'à l'importance d'une entreprise culturelle.

<sup>2</sup> Pour le versement de subventions cantonales en vertu de l'article 4, lettre b, et de subventions en vertu de l'article 6, lettre a, il faut veiller à obtenir des subventions appropriées de la Confédération et des communes intéressées.

## 3. Contrôle

**Art. 13** Les bénéficiaires de subventions rendront compte aux autorités d'une utilisation adéquate des subventions reçues.

## SECTION 5 : Organes

### 1. Services de l'administration cantonale

**Art. 14** A moins de dispositions contraires, l'accomplissement des tâches attribuées à l'Etat dans la présente loi et les textes légaux la complétant incombe en principe au Département de l'Education et des Affaires sociales, le cas échéant en collaboration avec d'autres départements intéressés.

### 2. Groupes de travail, spécialistes

**Art. 15** Le Gouvernement peut, de cas en cas et sur proposition du Département de l'Education et des Affaires sociales, constituer des groupes de travail ou faire appel à des experts. Des groupes de spécialistes institués sur la base de l'article 2, alinéa 2, sont à la disposition de l'administration en tant qu'organes consultatifs.

## SECTION 6 : Dispositions finales

### 1. Textes d'application a) du Parlement

**Art. 16** Le Parlement, par voie de décret, adopte les textes d'application nécessaires qui sont de sa compétence, notamment :

- a) les dispositions sur les institutions publiques destinées à développer la vie culturelle (art. 2, al. 2);
- b) les dispositions sur les écoles préparant à la création culturelle et artistique, ainsi que les subventions cantonales et communales y relatives (art. 5);

- c) les dispositions sur les subventions cantonales pour l'aménagement de locaux appropriés à des fins culturelles (art. 7, al. 2).

b) du Gouvernement

**Art. 17** Pour autant que les décrets du Parlement ne soient pas réservés, le Gouvernement adopte les textes nécessaires à l'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne les subventions aux personnes ayant une activité culturelle (art. 6) et la défense du patrimoine paysan et villageois (art. 10, al. 2).

c) Dispositions en vigueur

**Art. 18** Jusqu'à l'adoption de nouvelles dispositions, les textes suivants restent en vigueur, exception faite des dispositions contraires à la présente loi :

- a) le décret sur la protection et la conservation des monuments et objets archéologiques<sup>2)</sup>;
- b) l'ordonnance concernant l'encouragement des beaux-arts<sup>3)</sup>;
- c) l'ordonnance concernant les subventions en faveur des bibliothèques communales<sup>4)</sup>;
- d) le règlement concernant la commission pour l'encouragement des Lettres jurassiennes<sup>5)</sup>.

2. Entrée en vigueur

**Art. 19** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE  
CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> Loi du 11 février 1975 sur l'encouragement des activités culturelles (RSB 423.11)

<sup>2)</sup> [RSJU 445.4](#)

<sup>3)</sup> [RSJU 444.31](#)

<sup>4)</sup> RSJU 441.224

<sup>5)</sup> RSJU 444.111

<sup>6)</sup> 1<sup>er</sup> janvier 1979

<sup>7)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 23 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017



## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
<b>511</b>	<i>Administration</i>
<b>511.411</b>	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
<b>519</b>	<i>Conventions intercantionales</i>
<b>519.1</b>	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
<b>521</b>	<i>Organisation cantonale</i>
<b>521.1</b>	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
<b>521.11</b>	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 sur la protection de la population et la protection civile (OPCi)
<b>521.12</b>	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
<b>521.3</b>	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
<b>529</b>	<i>Conventions intercantionales</i>
<b>529.1</b>	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
<b>531.1</b>	Ordonnance du 16 juin 2009 sur l'approvisionnement économique du pays

<b>55</b>	<b><i>Police</i></b>
551	<i>Police cantonale</i>
551.1	Loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale
551.11	Ordonnance du 24 juin 2015 sur l'organisation de la police cantonale
551.12	Ordonnance du 16 décembre 2016 sur la collaboration entre la police cantonale et les communes
555	<i>Repos dominical et jours fériés</i>
555.1	Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.10	Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
556	<i>Dispositions relatives aux funérailles</i>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
557	<i>Commerce des armes</i>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
559	<i>Conventions intercantionales</i>
559.111	Arrêté du Parlement du 17 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité
559.115.1	Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
559.170	Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police



- 559.171 Arrêté du Gouvernement du 20 novembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS)
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.21 Ordonnance du 14 janvier 2014 portant exécution du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police



## **Ordonnance sur la collaboration entre la police cantonale et les communes**

du 13 décembre 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 133 de la loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

#### **SECTION 1 : Principes**

But	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente ordonnance définit la collaboration entre la police cantonale et les communes, respectivement les polices communales ou intercommunales.</p> <p><sup>2</sup> Elle définit notamment le socle de base de sécurité au sens de l'article 27 de la loi sur la police cantonale<sup><a href="#">1</a></sup>.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Dénomination	<p><b>Art. 3</b> Les polices communales ou intercommunales ne peuvent utiliser que la dénomination "police", à l'exclusion de la dénomination "gendarmerie" qui est réservée à la police cantonale.</p>
Obligation de consulter le Département	<p><b>Art. 4</b> Les communes consultent le département auquel la police cantonale est rattachée (dénommé ci-après : "le Département") sur tout projet de création ou de suppression d'une police communale, respectivement sur tout projet de mise en œuvre ou de cessation de collaboration intercommunale dans le domaine de la sécurité.</p>

## SECTION 2 : Communes ne disposant pas d'une police communale ou intercommunale

Socle de base  
de sécurité  
a) Principes

**Art. 5** <sup>1</sup> Le socle de base de sécurité est constitué des prestations que la police cantonale met à disposition des communes ne disposant pas d'une police communale ou intercommunale.

<sup>2</sup> Il comprend l'ensemble des domaines de compétences relatifs à police-secours, à la police de la circulation et à la police judiciaire, tels que définis dans la loi sur la police cantonale (art. 9, 11 et 12 de la loi sur la police cantonale<sup>1)</sup>).

<sup>3</sup> Il comprend également le domaine relatif à la police de proximité, dans les limites des disponibilités et de l'appréciation de la police cantonale.

<sup>4</sup> Les tâches communales au sens de l'article 23 de la loi sur la police cantonale<sup>1)</sup> sont de la compétence exclusive des communes.

<sup>5</sup> Les prestations de la police cantonale comprises dans le socle de base de sécurité ne sont pas facturées aux communes.

b) Prestations  
supplémentaires

**Art. 6** Les communes peuvent obtenir des prestations supplémentaires, moyennant la conclusion d'un contrat de prestations ou d'un contrat ressources avec la police cantonale.

Interlocuteur

**Art. 7** Le maire ou le conseiller communal en charge de la sécurité est l'interlocuteur de la police cantonale.

Engagement  
d'assistants de  
sécurité publique

**Art. 8** <sup>1</sup> Les communes peuvent engager des assistants de sécurité publique au sens de l'article 19 de la loi sur la police cantonale<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Elles assurent leur formation continue, en collaboration avec la police cantonale.

## CHAPITRE II : Polices communales ou intercommunales

### SECTION 1 : Compétences

Police-secours

**Art. 9** La police cantonale assure les missions de police-secours en s'appuyant sur les polices communales ou intercommunales, sur le territoire des communes qui en disposent.

Police de  
proximité

**Art. 10** <sup>1</sup> Les polices communales ou intercommunales assurent les missions de police de proximité sur leur territoire respectif.

<sup>2</sup> Pour traiter une problématique de police de proximité d'envergure, la police cantonale peut créer un détachement comprenant des agents de la police cantonale, des polices communales ou intercommunales et d'autres forces sécuritaires.

Police de la  
circulation

**Art. 11** <sup>1</sup> La police cantonale assure les missions de police de la circulation en s'appuyant sur les polices communales ou intercommunales, sur le territoire des communes qui en disposent.

<sup>2</sup> Les contrôles de vitesse sont effectués par la police cantonale en collaboration avec les polices communales ou intercommunales concernées.

Police judiciaire

**Art. 12** La police cantonale assure les missions de police judiciaire en s'appuyant sur les polices communales ou intercommunales, sur le territoire des communes qui en disposent.

Activités hors  
territoire

**Art. 13** Sur réquisition de la police cantonale et en fonction de leurs disponibilités, les polices communales ou intercommunales appuient la police cantonale en dehors de leur territoire respectif.

Téléphonie et  
alarme

**Art. 14** <sup>1</sup> La réception des appels des lignes d'urgence et des alarmes est de la compétence exclusive de la police cantonale.

<sup>2</sup> Les polices communales ou intercommunales réceptionnent leurs appels sur des lignes non urgentes.

## SECTION 2 : Interventions et opérations

Engagement

**Art. 15** La centrale d'engagement et des télécommunications de la police cantonale est seule compétente pour l'engagement des agents des polices communales ou intercommunales lors d'interventions relevant de police-secours, de la police de la circulation ou de la police judiciaire.

Direction des  
interventions et  
opérations

**Art. 16** <sup>1</sup> Les interventions ou opérations assurées exclusivement par les polices communales ou intercommunales sont dirigées par les cadres de celles-ci. Demeurent réservées les mesures devant être ordonnées par un officier de police judiciaire accrédité de la police cantonale.

<sup>2</sup> Les cadres des polices communales ou intercommunales ont l'obligation de renseigner la police cantonale sur les interventions ou opérations accomplies.

<sup>3</sup> Les interventions ou opérations assurées conjointement par les polices communales ou intercommunales et la police cantonale sont dirigées par la police cantonale, sauf décision contraire d'un officier de police judiciaire accrédité de la police cantonale.

### SECTION 3 : Personnel

#### Principe

**Art. 17** <sup>1</sup> Les effectifs des polices communales ou intercommunales sont composés d'au moins cinq policiers. Ils peuvent être complétés uniquement par des assistants de sécurité publique ou du personnel administratif.

<sup>2</sup> Les assistants de sécurité publique ne sont pas armés.

<sup>3</sup> Le statut des collaborateurs des polices communales ou intercommunales ainsi que leur rémunération sont réglés par les dispositions communales.

<sup>4</sup> Le grade le plus élevé qui peut être attribué à un policier d'une police communale ou intercommunale est celui de premier-lieutenant.

#### Organisation

**Art. 18** <sup>1</sup> Pour le surplus, l'organisation des polices communales ou intercommunales est réglée par les dispositions communales.

<sup>2</sup> Leur effectif doit être suffisant pour effectuer les missions qui leur sont attribuées.

#### Promesse solennelle

**Art. 19** Pour pouvoir exercer leurs fonctions, les policiers, les assistants de sécurité publique et le personnel administratif des polices communales ou intercommunales font, devant le chef du Département, la promesse solennelle prévue par l'article 118 de la loi sur la police cantonale<sup>1)</sup>.

### SECTION 4 : Synergies

#### Guichet commun

**Art. 20** <sup>1</sup> La police cantonale et les polices communales ou intercommunales tiennent des guichets communs destinés à recevoir les plaintes pénales, ainsi qu'à effectuer toutes autres démarches au profit de la population en relation avec les missions policières.

<sup>2</sup> Ces guichets sont desservis à parts égales par les policiers de la police cantonale et des polices communales ou intercommunales.

Gestion des  
réquisitions

**Art. 21** <sup>1</sup> La police cantonale gère l'intégralité des réquisitions et des affaires entrant à la police. Elle décide de l'attribution entre les corps de police.

<sup>2</sup> Les rapports sont contrôlés à l'interne de chaque corps de police.

<sup>3</sup> Les rapports sont centralisés à la police cantonale avant l'envoi à leur destinataire.

Missions  
particulières

**Art. 22** A la condition qu'ils soient dûment formés, les agents des polices communales ou intercommunales peuvent effectuer des missions particulières telles que moniteur, instructeur de tir ou de technique et tactique d'intervention, spotter ou agent d'escorte.

Maintien de  
l'ordre

**Art. 23** <sup>1</sup> Les agents des polices communales ou intercommunales sont en principe incorporés à l'effectif du maintien de l'ordre de la police cantonale.

<sup>2</sup> Le commandant de la police cantonale définit les critères d'incorporation.

Formation et  
instruction

**Art. 24** <sup>1</sup> La formation continue des agents des polices communales et intercommunales dans le domaine policier est dispensée par la police cantonale.

<sup>2</sup> Cette formation est obligatoire pour les agents des polices communales ou intercommunales si elle est nécessaire pour l'accomplissement de leurs missions.

Uniformes

**Art. 25** Les agents des polices communales ou intercommunales portent les mêmes uniformes que ceux de la police cantonale. Seuls les badges et les grades peuvent différer.

Matériel,  
véhicules et  
armement

**Art. 26** <sup>1</sup> Les agents des polices communales ou intercommunales sont dotés des mêmes moyens de contrainte personnels et de la même arme de service que les agents de la police cantonale. La logistique est assurée par la police cantonale.

<sup>2</sup> Les polices communales ou intercommunales doivent disposer du matériel et des véhicules nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Informatique et  
télécommunica-  
tion

**Art. 27** <sup>1</sup> La police cantonale donne accès aux polices communales ou intercommunales aux systèmes d'information et de télécommunication, ainsi qu'aux bases de données nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

<sup>2</sup> La maintenance est assurée par la police cantonale.

Répartition  
financière

**Art. 28** <sup>1</sup> Les prestations fournies par les corps de police dans le cadre des collaborations doivent être dans un rapport d'équivalence.

<sup>2</sup> Elles font l'objet d'un accord entre la police cantonale et la police communale ou intercommunale concernée. Cet accord est réévalué périodiquement.

Indicateurs  
d'activités

**Art. 29** <sup>1</sup> La collaboration entre la police cantonale et les polices communales ou intercommunales fait l'objet d'indicateurs d'activités concernant notamment l'engagement du personnel cantonal et communal et les coûts qui en découlent.

<sup>2</sup> Une statistique annuelle est élaborée.

## SECTION 5 : Recettes

Emoluments,  
frais et amendes

**Art. 30** <sup>1</sup> Les prestations des polices communales ou intercommunales sont facturées sur la base d'un règlement communal. Pour la police cantonale, le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>2)</sup> s'applique.

<sup>2</sup> Les frais et les émoluments sont en principe encaissés par le corps de police qui a effectivement fourni la prestation.

<sup>3</sup> Sous réserve des cas dans lesquels l'infraction est dénoncée au Ministère public, le produit des amendes découlant des contrôles de vitesses effectués en collaboration par la police cantonale et les polices communales ou intercommunales est réparti à raison de 50% en faveur de la police cantonale et 50% en faveur de la police communale ou intercommunale.

<sup>4</sup> Sous réserve des cas dans lesquels l'infraction est dénoncée au Ministère public, les autres amendes sont encaissées par le corps de police qui les délivre.

## SECTION 6 : Litige et responsabilité

Litige

**Art. 31** <sup>1</sup> En cas de litige résultant de l'application de la présente ordonnance, les corps de police tentent de trouver une solution à l'amiable.

<sup>2</sup> En cas d'échec, le litige est traité conformément au Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.



Responsabilité

**Art. 32** <sup>1</sup> Lorsqu'au cours d'un engagement, un agent cause, de façon illicite, intentionnellement ou par négligence grave, des dommages au matériel ou aux véhicules d'un corps de police auquel il n'appartient pas, le corps de police dont il provient en répond.

<sup>2</sup> Le corps de police qui conduit les opérations répond des dommages causés à un tiers par les forces de police au cours d'un engagement. Si les dommages ont été causés intentionnellement ou par une négligence grave, le corps de police peut faire valoir ses prétentions à l'égard du corps de police d'où provient l'agent en cause.

<sup>3</sup> Le corps de police conduisant les opérations répond des dommages résultant d'actes licites et causés à un tiers par les forces de police au cours de leur engagement, si l'ordre juridique le prévoit et conformément à celui-ci.

<sup>4</sup> Le corps de police qui conduit l'opération et le tiers lésé n'ont pas d'action judiciaire directe contre les membres de la police des autres corps.

<sup>5</sup> La responsabilité d'un membre de la police à l'égard de son corps est régie par les dispositions relatives à son statut.

<sup>6</sup> Les principes du Code des obligations<sup>4)</sup> régissant l'exclusion de la responsabilité en cas de faute de la personne lésée elle-même, la fixation du dommage, la détermination des dommages-intérêts et le paiement d'une indemnité à titre de réparation morale sont applicables par analogie aux alinéas 1 et 2 du présent article.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoire et finale

Reconnaissance  
du statut  
d'assistant de  
sécurité publique

**Art. 33** <sup>1</sup> Les auxiliaires ou assistants des polices communales ou intercommunales, qui ont occupé leur fonction de manière continue pendant une durée correspondante à un équivalent plein temps de trois ans et ont été engagés à ce titre avant l'entrée en vigueur de la loi sur la police cantonale<sup>1)</sup>, peuvent obtenir l'équivalence du titre d'assistant de sécurité publique sur décision du Département.

<sup>2</sup> La demande d'équivalence doit être déposée dans un délai d'un an dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Entrée en  
vigueur

**Art. 34** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Delémont, le 13 décembre 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

- 1) [RSJU 551.1](#)
- 2) [RSJU 176.21](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RS 220](#)

# TABLE DES MATIERES

<b>6</b>	<b>Finances, régales</b>
<b>61</b>	<b><i>Gestion financière</i></b>
611	Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
611.2	Ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat
611.12	Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
611.4	Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
<b>62</b>	<b><i>Subventions</i></b>
621	Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions
<b>64</b>	<b><i>Impôts et droits</i></b>
<b>641</b>	<b><i>Impôts directs de l'Etat et des communes</i></b>
641.11	Loi d'impôt du 26 mai 1988
641.111.01	Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.02	Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.03	Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.04	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.05	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.111.12	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2014 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2014
641.111.13	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2015
641.111.14	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2016
641.111.15	Arrêté du Gouvernement du 14 mars 2017 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2017
641.111.16	Arrêté du Gouvernement du 20 février 2018 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2018
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 15 décembre 2015 sur l'imposition d'après la dépense en matière d'impôt d'Etat
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes

641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 29 octobre 2013 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
642	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
643	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle

644	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
645	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
648	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir
649	<i>Arrangements fiscaux et double imposition</i>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
649.721	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative à l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
649.751.1	Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
649.751.2	Loi du 17 décembre 2014 relative à la compensation à l'égard des communes des effets financiers du programme d'allégement budgétaire OPTI-MA
649.791	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt des Etats-Unis d'Amérique

**65**                      ***Péréquation financière***

651	Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
651.11	Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
651.111	Arrêté du Gouvernement du 24 octobre 2017 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2018
659.1	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

**69**                      ***Régales***

691.1	Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
691.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels





## Loi sur les finances cantonales

du 18 octobre 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 17 à 54 définissant les tâches de l'Etat et 123 à 125 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Objet, champ d'application

Objet, champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi régit la gestion des finances publiques.

<sup>2</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la gestion financière du Parlement, du Gouvernement, de l'administration et des établissements cantonaux non autonomes.

<sup>3</sup> L'administration financière des communes est réglée par voie de décret.

<sup>4</sup> Le Parlement peut prescrire l'application de certaines règles de la présente loi à d'autres collectivités ou corporations de droit public.

### CHAPITRE II : Principes de la gestion financière

Légalité

**Art. 2** <sup>1</sup> Les contributions publiques sont instituées et, pour l'essentiel, réglées par la loi.

<sup>2</sup> Toute dépense doit reposer sur une base légale.

Equilibre  
financier

**Art. 3** <sup>1</sup> Les revenus et les charges de fonctionnement doivent s'équilibrer à moyen terme.

<sup>2</sup> L'endettement doit se conformer au mécanisme du frein à l'endettement.<sup>4)</sup>

3 ...<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> La planification des recettes et des dépenses prend également en compte l'évolution de la conjoncture économique et l'opportunité d'appliquer une politique anticyclique.

Non-affectation  
des impôts

**Art. 4** <sup>1</sup> Les impôts généraux ne peuvent être réservés à raison de parts déterminées à des tâches particulières.

<sup>2</sup> Exceptionnellement et pour une période limitée, le financement de charges extraordinaires peut être assuré par l'affectation d'un supplément aux impôts directs.

Nécessité des  
tâches et des  
prestations

**Art. 5** <sup>1</sup> Les tâches assumées et les prestations fournies doivent être nécessaires à la satisfaction de besoins importants.

<sup>2</sup> La définition des tâches et des prestations tient compte des besoins de l'ensemble du Canton et des moyens à disposition.

Gestion efficace  
et efficiente

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure où leur définition est sensée, des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont assignés aux tâches et aux prestations lors de la définition des politiques à suivre.

<sup>2</sup> Les interventions de l'Etat et les prestations fournies doivent correspondre au mieux aux objectifs.

<sup>3</sup> Le meilleur rapport entre les interventions et les prestations d'une part, et les coûts d'autre part, doit être recherché.

<sup>4</sup> Un mode de gestion incitant à l'efficacité et à l'efficience, par exemple au moyen de contrats de prestations ou d'enveloppes budgétaires, doit être appliqué aux institutions fournissant des prestations pour le compte de l'Etat.

Causalité

**Art. 7** <sup>1</sup> Le coût des prestations et des interventions de l'Etat est mis à charge des bénéficiaires, dans une mesure raisonnable.

<sup>2</sup> Les avantages économiques particuliers provenant de normes ou d'installations publiques donnent lieu à une participation financière des bénéficiaires.

<sup>3</sup> La mise en œuvre de ces principes est réservée à la législation sur les émoluments et les charges de préférence.

Coût et  
financement  
des projets

**Art. 8** <sup>1</sup> Tout projet de loi, décret, ordonnance ou arrêté est accompagné d'un plan de financement et d'une analyse détaillée de ses répercussions sur les finances, l'état du personnel et les coûts administratifs.

<sup>2</sup> Lors de la conception de projets importants, compte tenu de l'objectif visé, le Gouvernement choisit la variante la plus avantageuse économiquement, sur la base d'une analyse comparative des coûts et des bénéfices.

Collaboration  
entre collectivités

**Art. 9** <sup>1</sup> Lorsqu'une tâche incombe à plusieurs collectivités, celles-ci se concertent en vue de sa réalisation la plus économe possible. Le Canton stimule la collaboration entre les collectivités concernées.

<sup>2</sup> Au besoin, des collaborations interjurassiennes, intercantionales ou transfrontalières sont recherchées.

Contrôle de  
gestion

**Art. 10** <sup>1</sup> Le contrôle de gestion est introduit au sein de l'administration.

<sup>2</sup> Il vise à collaborer à la mise en place d'une gestion efficace et efficiente en contribuant notamment :

- a) à la fixation des objectifs et à la planification;
- b) à la détermination des prestations et des ressources y relatives;
- c) au pilotage des activités;
- d) à l'évaluation des résultats.

Publicité

**Art. 11** <sup>1</sup> Le budget et les comptes sont publics.

<sup>2</sup> L'Etat facilite l'accès au budget et aux comptes; il favorise la compréhension de la gestion des finances publiques.

### CHAPITRE III : Système comptable

Modèle de  
compte

**Art. 12** <sup>1</sup> L'Etat applique le modèle de compte harmonisé des cantons.

<sup>2</sup> Le compte d'Etat se compose du bilan et du compte administratif.

<sup>3</sup> Le compte administratif comprend le compte de fonctionnement et le compte des investissements.

Patrimoine  
administratif et  
patrimoine  
financier

**Art. 13** <sup>1</sup> Le compte d'Etat distingue le patrimoine administratif et le patrimoine financier.

<sup>2</sup> Le patrimoine administratif comprend les biens directement affectés à l'accomplissement des tâches publiques, notamment les investissements et les subventions aux investissements.

<sup>3</sup> Le patrimoine financier comprend les biens qui ne servent pas directement à l'exécution des tâches publiques et qui peuvent être aliénés sans nuire à celles-ci.

Dépense,  
placement,  
recettes

**Art. 14** <sup>1</sup> Constitue une dépense l'affectation de moyens du patrimoine financier à l'accomplissement d'une tâche publique.

<sup>2</sup> Un placement est un engagement de moyens financiers auquel correspond une contre-valeur réalisable, qui n'entraîne qu'une modification à l'intérieur du patrimoine financier sans en faire varier le total.

<sup>3</sup> Les recettes proviennent :

- a) des opérations financières qui augmentent la fortune nette ou diminuent le découvert;
- b) de la cession de biens du patrimoine administratif;
- c) des prestations de tiers pour la constitution de biens du patrimoine administratif.

Dépenses  
d'investissement

**Art. 15** Les dépenses d'investissement sont celles consenties en vue de la constitution des biens du patrimoine administratif propre ou des biens subventionnés qui génèrent un usage accru ou nouveau, dont le coût est important et dont la durée d'utilisation s'étend sur plusieurs années.

Comptabilité  
analytique,  
imputations  
internes

**Art. 16** <sup>1</sup> Afin de déterminer le coût de certaines tâches ou prestations et d'assurer une gestion efficace et efficiente, il est tenu une comptabilité analytique à titre complémentaire.

<sup>2</sup> La tenue de la comptabilité analytique repose notamment sur la généralisation des imputations internes des prestations effectuées entre unités administratives.

<sup>3</sup> La pratique des imputations internes peut également être instaurée lorsqu'il est nécessaire d'obtenir une facturation plus précise envers les tiers ou pour les financements spéciaux.

## CHAPITRE IV : Moyens de gestion

Moyens de la  
gestion  
financière

**Art. 17<sup>4)</sup>** La gestion financière s'appuie notamment sur le plan financier, la planification des investissements, le budget, les comptes, la statistique financière, les tableaux de bord relatifs aux tâches et aux prestations et le mécanisme du frein à l'endettement.

Frein à  
l'endettement

**Art. 17a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Le mécanisme du frein à l'endettement est fixé par l'article 123a de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les notions que comporte cette norme sont définies comme il suit :

- a) le degré d'autofinancement est le rapport entre la marge d'autofinancement et les investissements nets;
- b) la marge d'autofinancement est l'addition des amortissements et du résultat du compte de fonctionnement; elle représente les moyens financiers propres qui peuvent être affectés au financement des investissements nets;
- c) les investissements nets correspondent à la différence entre les dépenses d'investissements brutes et les recettes qui s'y rapportent;
- d) la dette brute est constituée des dettes à court, moyen et long terme, mais sans les prêts de la Confédération transitant dans le bilan de l'Etat en faveur de tiers; elle est arrêtée sur la base du dernier bilan publié;
- e) les impôts cantonaux sont constitués de l'ensemble des recettes fiscales inscrites au budget de l'Etat, à l'exception des taxes sur les véhicules; ils sont arrêtés sur la base du budget en cause.

Plan financier  
a) Généralités

**Art. 18** <sup>1</sup> Le plan financier sert de base à la planification continue des finances cantonales; il est établi pour une période de quatre à six ans au moins.

<sup>2</sup> Le plan financier repose sur l'évolution attendue du compte de fonctionnement et la planification des investissements.

<sup>3</sup> Le plan financier est soumis à l'approbation du Parlement au moins une fois par législature; le Parlement est périodiquement informé de son état de réalisation.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le Canton encourage les efforts tendant à harmoniser et à coordonner la planification financière des collectivités publiques ainsi que celle de leurs exploitations et établissements.

b) Contenu

**Art. 19** Le plan financier indique principalement, pour la période de planification :

- a) la récapitulation des dépenses et des recettes du compte de fonctionnement;
- b) la récapitulation des investissements envisagés;
- c) l'estimation des besoins de financement;
- d) les possibilités de financement;
- e) l'évolution attendue de la fortune et de l'endettement;
- f)<sup>4)</sup> l'orientation des mesures nécessaires pour respecter le frein à l'endettement;
- g) le programme d'amortissement du découvert;
- h) les paramètres qui ont servi de base aux prévisions formulées.

Planification des investissements

**Art. 20** <sup>1</sup> La planification détaillée des investissements est établie au moins une fois par législature, pour une période de quatre à six ans.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Elle indique la liste des dépenses d'investissement importantes prévues ainsi que les enveloppes par service et par domaine pour les autres objets.

<sup>3</sup> La planification des investissements est soumise à l'approbation du Parlement.

<sup>4</sup> Le Parlement est périodiquement informé de toute modification importante apportée à la planification.

Budget  
a) Généralités

**Art. 21** <sup>1</sup> Le budget est établi d'après le plan financier. Il indique de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement prévues au compte administratif pour l'année à venir.

<sup>2</sup> Les montants inscrits au budget sont estimés avec précision; les principaux écarts par rapport aux derniers budget et comptes sont expliqués.

<sup>3</sup> Le contenu des rubriques qui contiennent des dépenses ou des recettes relatives à différents objets est en principe détaillé.

<sup>4</sup> Le budget est remis au Parlement au plus tard à la fin octobre de l'exercice précédent.

<sup>5</sup> Le Parlement vote le budget avant l'exercice qu'il concerne; si le budget n'est pas approuvé avant le début de l'exercice, le Gouvernement est autorisé à engager les dépenses absolument liées et les dépenses indispensables à l'activité administrative.

b) Respect du frein à l'endettement

**Art. 22<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> S'il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement adopte, dans le cadre de la procédure budgétaire, toutes les mesures utiles de sa compétence.

<sup>2</sup> Lorsque, en dépit des mesures mentionnées à l'alinéa 1, il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement soumet au Parlement des mesures supplémentaires visant à le respecter.

c) Plafonnement des montants affectés aux mandats externes

**Art. 22a<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le montant total des rubriques budgétaires affectées aux mandats externes ne doit pas dépasser 1 % de la masse salariale brute de l'administration cantonale.

<sup>2</sup> Une décision contraire du Parlement est réservée.

Comptes  
a) Généralités

**Art. 23** <sup>1</sup> Les comptes contiennent l'ensemble des opérations financières ou comptables.

<sup>2</sup> Ils indiquent de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement.

<sup>3</sup> Ils sont bouclés au 31 décembre et transmis au Parlement au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

b) Informations annexes

**Art. 24** <sup>1</sup> Les comptes sont complétés notamment par la liste des crédits d'engagement utilisés, disponibles ou bouclés ainsi que par l'état des subventions promises et non encore payées.

<sup>2</sup> Les principaux écarts entre le budget et les comptes sont expliqués.

<sup>3</sup> Lorsque des budgets et des comptabilités séparés sont tenus pour des propres établissements, leurs recettes et leurs dépenses sont consolidées et présentées avec le compte administratif dans un document récapitulatif.

Statistique  
financière

**Art. 25** Une statistique financière doit être tenue, apte à orienter et à appuyer efficacement la planification et la gestion financières.

Tableaux de  
bord

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement introduit des tableaux de bord par tâche et par prestation.

<sup>2</sup> Les tableaux de bord contiennent notamment, pour les tâches et prestations concernées, les renseignements suivants :

- a) les objectifs visés;
- b) les bases légales;
- c) les destinataires;
- d) la quantité et la qualité des prestations à fournir;
- e) le coût;
- f) les indicateurs de performance;
- g) les mesures correctrices.

## CHAPITRE V : Principes comptables et opérations de gestion

Comptabilité

**Art. 27** <sup>1</sup> La comptabilité est tenue selon les principes reconnus en la matière.

<sup>2</sup> Elle donne une vue claire, complète et véridique des opérations financières et comptables, du patrimoine et des dettes.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les règles comptables par voie d'ordonnance.

Spécialité  
qualitative

**Art. 28** <sup>1</sup> Les rubriques budgétaires définissent l'affectation des moyens financiers; elles sont subdivisées en cas de besoin.

<sup>2</sup> Le montant inscrit sous une rubrique budgétaire ne peut être affecté qu'au but défini par son libellé.

<sup>3</sup> Les aperçus qui spécifient l'utilisation du montant figurant sous une rubrique n'ont qu'une valeur indicative.



Spécialité  
quantitative

**Art. 29** <sup>1</sup> A l'exception des dépenses absolument liées, le montant inscrit sous une rubrique de charge ne peut être dépassé sans autorisation préalable.

<sup>2</sup> La procédure d'autorisation est réglée par la présente loi.

<sup>3</sup> Le solde inutilisé d'un crédit ne peut être dépensé.

Spécialité  
temporelle

**Art. 30** <sup>1</sup> Le budget alloue les moyens financiers pour une année.

<sup>2</sup> Une allocation budgétaire non utilisée est périmée à la fin de l'exercice.

Echéance

**Art. 31** <sup>1</sup> Les dépenses sont comptabilisées au moment où elles sont dues, les recettes lorsqu'elles sont facturées.

<sup>2</sup> La comptabilisation des avoirs et des engagements doit être effectuée, en liaison avec le bouclage des comptes, au plus tard à la fin de l'année déterminante.

Produit brut

**Art. 32** <sup>1</sup> L'intégralité des dépenses et des recettes doit être comptabilisée.

<sup>2</sup> Les opérations de compensation entre dépenses et recettes sont prohibées.

Bilan

**Art. 33** <sup>1</sup> Le bilan présente l'état du patrimoine administratif, du patrimoine financier, des engagements, de la fortune nette ou du découvert au moment du bouclage annuel.

<sup>2</sup> Les actifs figurent au bilan au plus pour leur prix d'achat ou de revient, déduction faite des amortissements.

<sup>3</sup> Les cautionnements et autres garanties de même que les constitutions de gages en faveur de tiers sont indiqués en annexe au bilan.

Compte  
administratif

**Art. 34** <sup>1</sup> Le compte administratif enregistre les dépenses et les recettes de l'année civile. Il fait apparaître le solde du financement et la variation de la fortune.

<sup>2</sup> Le compte de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes qui modifient la fortune nette ou le découvert.

<sup>3</sup> Le compte des investissements comprend les dépenses et les recettes d'investissement.

Financement  
spécial

**Art. 35** <sup>1</sup> On entend par financement spécial l'affectation par la loi de moyens financiers à une tâche publique déterminée.

<sup>2</sup> Tout financement spécial fait l'objet d'un contrôle périodique d'opportunité. S'il dégage un excédent de recettes important, les attributions en sa faveur peuvent être réduites ou supprimées, même en dérogation aux règles portant sur son alimentation. Si son but est atteint ou qu'il est devenu sans objet, le financement spécial est annulé.

<sup>3</sup> Les attributions ne peuvent dépasser ni les recettes affectées au financement spécial, ni le montant prévu par la loi.

<sup>4</sup> Une avance en faveur d'un financement spécial n'est licite que si les recettes affectées ou l'excédent ne suffisent temporairement pas à couvrir les dépenses.

<sup>5</sup> L'avoir du financement spécial et les avances en sa faveur sont rémunérés à un taux d'intérêt interne.

<sup>6</sup> En principe, l'Etat prélève en sa faveur un montant correspondant aux frais découlant de l'administration (temps de travail, frais divers, etc.) de ces financements spéciaux. Le Gouvernement peut, pour certains financements spéciaux, y renoncer en tout ou partie.<sup>11)</sup>

Amortissements  
du patrimoine  
administratif

**Art. 36**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Les biens du patrimoine administratif sont amortis de manière à constater la dépréciation de leur valeur et à permettre leur renouvellement.

<sup>2</sup> L'amortissement est effectué sur la valeur résiduelle au bilan de clôture de l'exercice antérieur.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les taux d'amortissement des différentes catégories de biens du patrimoine administratif.

<sup>4</sup> Les prêts et les participations du patrimoine administratif sont amortis selon les principes commerciaux.

<sup>5</sup> Des règles spéciales peuvent être appliquées aux amortissements des établissements.

Amortissements  
du patrimoine  
financier

**Art. 37** Les biens du patrimoine financier sont amortis selon les principes commerciaux.

Amortissement  
du découvert

**Art. 38** <sup>1</sup> Le découvert reporté au bilan est amorti à moyen terme.

<sup>2</sup> Le programme d'amortissement du découvert fait partie du plan financier.

Transfert d'actifs

**Art. 39** <sup>1</sup> Le transfert de biens du patrimoine financier au patrimoine administratif s'opère au prix d'achat ou de revient. La valeur de transfert ne doit pas excéder la valeur vénale.

<sup>2</sup> Les biens qui ne sont plus utilisés à des fins d'utilité publique sont transférés du patrimoine administratif au patrimoine financier à leur valeur comptable résiduelle.

<sup>3</sup> La vente de biens du patrimoine financier à des tiers intervient à la valeur vénale, sous réserve de raisons majeures d'intérêt public.

## CHAPITRE VI : La procédure de dépense

### SECTION 1 : Principes

Conditions à la  
dépense

**Art. 40** <sup>1</sup> L'engagement de toute dépense nécessite une base légale suffisante et une allocation budgétaire.

<sup>2</sup> Lorsque la base légale détermine la dépense ou que la dépense est liée, la base légale est réputée suffisante. Dans ce cas, la dépense ne requiert pas de nouvel arrêté de crédit.

<sup>3</sup> Lorsque la dépense est nouvelle, la base légale est réputée insuffisante. Dans ce cas, la dépense requiert l'adoption de la base légale et d'un arrêté de crédit, sous réserve des compétences déléguées aux unités administratives.

Dépense liée

**Art. 41** <sup>1</sup> Une dépense est considérée comme liée lorsque :

- a) la base légale ne laisse plus à l'autorité d'exécution qu'une marge de manœuvre restreinte quant au principe de la dépense, à son montant, à son moment et à ses autres modalités importantes;
- b) la dépense permet d'améliorer l'exécution d'une tâche sans en augmenter le coût;
- c) elle sert à fournir les moyens nécessaires à l'activité administrative et à assurer leur entretien, leur réparation et leur renouvellement, à l'exception des nouvelles constructions;
- d) elle consiste en l'exécution d'un crédit d'engagement.

<sup>2</sup> Lorsque la base légale ne laisse plus aucune marge de manœuvre à l'autorité d'exécution, la dépense est réputée absolument liée.

Dépense nouvelle

**Art. 42** Est réputée nouvelle toute dépense qui n'est pas liée; tel est le cas lorsque :

- a) la dépense ne résulte d'aucune loi;
- b) la loi laisse une marge d'appréciation notable à l'autorité d'exécution;
- c) la dépense permet de remplir une tâche publique de façon entièrement nouvelle et avec un coût supplémentaire important;
- d) des transformations sont apportées à un ouvrage en vue d'une nouvelle affectation;
- e) un nouvel ouvrage est construit.

## SECTION 2 : Base légale et arrêté de crédit

Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> Une dépense peut être déterminée par une des bases légales suivantes :

- a) un dispositif de normes figurant dans des actes législatifs;
- b) un traité, un concordat ou une convention;
- c) les statuts d'une personne morale de droit public ou de droit privé;
- d) une décision judiciaire;
- e) une décision administrative ou un autre acte administratif.

<sup>2</sup> Une dépense peut également être déterminée par un arrêté de crédit qui complète la base légale ou en tient lieu pour une dépense particulière.

Autorités compétentes  
a) En général

**Art. 44** <sup>1</sup> L'adoption d'une base légale ou d'un arrêté de crédit relève de la compétence des autorités désignées par la Constitution.

<sup>2</sup> La délégation de compétences demeure réservée.

b) Peuple et  
Parlement

**Art. 45** <sup>1</sup> Le peuple est compétent pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant.

<sup>2</sup> Sous réserve du référendum facultatif, le Parlement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;
- b) adopter les transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, les cautionnements et la participation à une entreprise économique si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

<sup>3</sup> Le Parlement est seul compétent :

- a) pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq cent-millièmes de ce montant;
- b) pour statuer sur la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu sont supérieurs à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

c) Gouvernement **Art. 46** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle et qui ne relève pas de la compétence du peuple ou du Parlement;
- b) décider la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu ne dépassent pas cinq dix-millièmes des recettes portées au dernier budget.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer par voie d'ordonnance une partie de ses compétences aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'aux services ou offices subordonnés.

### SECTION 3 : Formes de crédits

En général	<b>Art. 47</b> L'arrêté de crédit peut revêtir la forme du crédit simple, du crédit d'engagement et du crédit-cadre.
Crédit simple	<p><b>Art. 48</b> <sup>1</sup> Le crédit simple est l'autorisation d'effectuer une dépense au cours d'une année pour un objet précis.</p> <p><sup>2</sup> Le montant du crédit simple doit bénéficier d'une allocation budgétaire.</p> <p><sup>3</sup> En cas d'insuffisance, le montant du crédit simple peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si l'allocation budgétaire est suffisante ou d'un crédit supplémentaire si celle-ci est dépassée.</p>
Crédit d'engagement a) Définition	<p><b>Art. 49</b> <sup>1</sup> Le crédit d'engagement est l'autorisation de souscrire, pour un objet défini et à raison d'un montant déterminé, des engagements qui s'étendent au-delà d'un exercice budgétaire.</p> <p><sup>2</sup> Il est octroyé pour des dépenses et des subventions d'investissement, des subventions de fonctionnement uniques et des dépenses découlant d'obligations conditionnelles.</p>
b) Montant	<p><b>Art. 50</b> <sup>1</sup> L'arrêté de crédit indique le montant brut total du crédit d'engagement et le montant à charge de l'Etat.</p> <p><sup>2</sup> Un crédit net peut être accordé lorsque les subventions de tiers sont garanties quant à leur principe et à leur montant.</p> <p><sup>3</sup> Les tranches d'utilisation annuelles figurent au budget à raison de leur montant brut.</p> <p><sup>4</sup> Le montant du crédit d'engagement peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si son montant total s'avère insuffisant ou d'un crédit supplémentaire si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible.</p>
c) Péréemption, bouclement	<b>Art. 51</b> <sup>1</sup> Le crédit d'engagement est périmé si son but est devenu sans objet.

<sup>2</sup> Il est bouclé sans retard sitôt l'objectif atteint. Le solde éventuel ne peut être affecté à d'autres dépenses.

Crédit-cadre

**Art. 52** <sup>1</sup> Le crédit-cadre est une autorisation générale de dépenser un montant fixe pour un programme qui s'étend sur plusieurs années.

<sup>2</sup> L'arrêté de crédit désigne l'autorité compétente pour répartir le montant global en crédits partiels et pour déterminer leur affectation.

<sup>3</sup> Les tranches annuelles correspondant aux crédits partiels figurent au budget.

<sup>4</sup> Le montant total du crédit-cadre ne peut en aucun cas être dépassé. Si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible, un crédit supplémentaire est requis.

<sup>5</sup> Si le maintien d'une trésorerie suffisante et l'équilibre du compte de fonctionnement nécessitent des limitations particulières, le Parlement peut décider des crédits-cadres pour l'octroi de subventions cantonales.

#### SECTION 4 : Allocation et rallonge budgétaires

Allocation  
budgétaire

**Art. 53** <sup>1</sup> Toute dépense à effectuer doit figurer dans une rubrique du budget.

<sup>2</sup> L'allocation budgétaire portant sur une dépense prévisible mais dépourvue de base légale lors de l'adoption du budget est bloquée jusqu'à l'entrée en vigueur de la base légale requise.

Rallonge  
budgétaire

**Art. 54** <sup>1</sup> Si une dépense ne bénéficie d'aucune allocation budgétaire ou seulement d'une allocation insuffisante, une rallonge budgétaire doit être requise.

<sup>2</sup> La rallonge budgétaire peut être accordée sous la forme d'un crédit supplémentaire ou d'un dépassement de crédit.

## SECTION 5 : Insuffisance des fondements de la dépense

### Principe

**Art. 55** <sup>1</sup> En cas d'absence ou d'insuffisance de la base légale, de l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles ou de l'allocation budgétaire, les bases nécessaires à la dépense doivent être créées ou complétées.

<sup>2</sup> Un objet entièrement nouveau doit reposer sur une base légale appropriée.

### Crédit complémentaire

**Art. 56** <sup>1</sup> Si un arrêté de crédit s'avère insuffisant, un crédit complémentaire doit être requis auprès de l'autorité compétente avant tout nouvel engagement.

<sup>2</sup> L'autorité compétente est celle qui a accordé le crédit initial. Le Gouvernement est toutefois compétent même si le crédit initial a été octroyé par le Parlement lorsque :

- a) le crédit complémentaire n'excède pas 10 % du crédit initial et se situe dans la limite des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles;
- b) une dépense complémentaire ne peut être différée, sous peine de conséquences dommageables; dans ce cas, le Gouvernement informe le Parlement sans retard.

<sup>3</sup> Si un crédit d'engagement contient une clause d'indexation des prix, les dépenses supplémentaires liées au renchérissement sont approuvées dans le cadre du budget. En cas de baisse des prix, le crédit est réduit d'autant.

### Crédit supplémentaire

**Art. 57** <sup>1</sup> Le crédit supplémentaire sert à accorder, pour une dépense déterminée, une rallonge budgétaire en cas d'allocation budgétaire insuffisante ou inexistante, sous réserve des dépenses absolument liées et des cas où un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le crédit supplémentaire est accordé par le Parlement.

<sup>3</sup> Lorsque l'engagement de la dépense ne souffre aucun retard sous peine de conséquences particulièrement dommageables, la commission de gestion et des finances du Parlement peut autoriser l'utilisation anticipée de tout ou partie du crédit.<sup>8)</sup>



<sup>4</sup> Si l'urgence est telle qu'il n'est pas possible d'attendre la décision de la commission de gestion et des finances et que la dépense est nécessaire pour faire face à un événement grave et imprévisible, le Gouvernement peut autoriser l'utilisation anticipée de tout ou partie du crédit. Cas échéant, il informe la commission de gestion et des finances en indiquant les motifs de l'urgence.<sup>8)</sup>

<sup>5</sup> Les crédits supplémentaires urgents sont intégrés dans le rapport annuel sur les comptes en vue de leur ratification par le Parlement.<sup>9)</sup>

Dépassement  
de crédit

**Art. 58** <sup>1</sup> Un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement pour une dépense :

- a) à laquelle correspondent des recettes de même montant au moins;
- b) qui n'excède pas 10 % des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles.

<sup>2</sup> L'autorisation préalable du Gouvernement n'est pas nécessaire lorsque le dépassement de crédit se rapporte à une dépense absolument liée.

<sup>3</sup> L'ensemble des dépassements de crédits est présenté au Parlement avec le compte d'Etat.

## SECTION 6 : Engagement de la dépense

Principe

**Art. 59** <sup>1</sup> L'engagement de la dépense est l'acte administratif qui affecte les fonds disponibles à leur destination.

<sup>2</sup> Avant d'engager la dépense, l'autorité vérifie si la base légale, l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles et l'allocation budgétaire sont acquis.

Compétence

**Art. 60** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour engager les dépenses.

<sup>2</sup> Il peut déléguer cette compétence aux chefs de départements et aux responsables d'unités administratives.

Actes connexes,  
coordination

**Art. 61** <sup>1</sup> L'autorité prend les mesures prescrites ou indiquées afin de garantir que l'utilisation des fonds dépensés est conforme à leur affectation.

<sup>2</sup> Si de telles mesures figurent dans des actes connexes à l'engagement de la dépense, l'autorité assure leur coordination.

Compensation  
financière

**Art. 61a**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> L'autorité compétente vérifie, avant tout versement total ou partiel, l'existence de dettes en faveur de l'Etat dues par le bénéficiaire d'une prestation pécuniaire. Le cas échéant, elle peut compenser le versement de celle-ci avec lesdites dettes.

<sup>2</sup> La compensation doit respecter notamment les conditions des articles 120 et suivants du Code des obligations<sup>7)</sup> et les règles particulières en cas de poursuite pour dettes et faillites.

<sup>3</sup> L'autorité compétente informe sans délai le bénéficiaire concerné par la compensation et, si nécessaire, rend une décision.

## CHAPITRE VII : Autorités et compétences de gestion financière

Renvoi

**Art. 62** Les compétences du peuple, du Parlement et du Gouvernement en matière de dépenses sont traitées sous chapitre VI.

Parlement

**Art. 63** Le Parlement :

- a) approuve le plan financier et la planification des investissements;
- b)<sup>4)</sup> arrête le budget, sous réserve des compétences du peuple en matière de frein à l'endettement;
- c) octroie les crédits supplémentaires et les crédits complémentaires de sa compétence;
- d) approuve les comptes et les dépassements de crédit;
- e) autorise les emprunts publics;
- f) exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales, en faisant usage de ses propres compétences et en chargeant sa commission de gestion et des finances de compétences particulières.

Gouvernement

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Gouvernement :

- a) en coordination avec le programme de législature, élabore le plan financier, la planification des investissements, les projets de budgets et de crédits ainsi que les comptes;
- b) arrête la politique en matière de placements et d'emprunts;
- c) met en place le contrôle de gestion, de manière progressive;
- d) décide du changement d'affectation de biens du patrimoine administratif, pour autant que cette décision ne provoque pas de dépenses;
- e) décide du transfert au patrimoine financier des biens du patrimoine administratif qui ne sont plus utilisés à des fins d'intérêt public;

- f) réalise les transactions immobilières relevant du patrimoine financier;
- g) autorise l'utilisation anticipée des crédits supplémentaires urgents conformément à l'article 57, alinéas 3 et 4, et les dépassements de crédits, puis en informe le Parlement;
- h) désigne les secteurs qui font l'objet d'une comptabilité analytique;
- i) surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les unités administratives dans le cadre de son pouvoir de direction de l'administration.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer certaines attributions aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'à des services ou offices subordonnés.

Département des  
Finances

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Département des Finances assure la gestion courante des finances cantonales. Il émet les directives nécessaires à cet effet et prépare les dossiers financiers de la compétence du Gouvernement et du Parlement.

<sup>2</sup> En particulier, il :

- a) prépare le plan financier, la planification des investissements, le budget et les comptes;
- b) organise et gère la comptabilité et les archives comptables;
- c) examine, sous l'angle financier, l'ensemble des projets d'actes législatifs, d'arrêtés de crédits, de décisions et de contrats;
- d) gère la trésorerie et le patrimoine financier;
- e) conclut les emprunts, à l'exception des emprunts publics;
- f) obtient les crédits nécessaires au maintien d'une trésorerie suffisante;
- g) tient la statistique financière;
- h) préavise les directives départementales en matière de gestion financière;
- i) fixe le taux de rémunération des avoirs des financements spéciaux et des avances en leur faveur;
- j)<sup>4)</sup> conduit les procès relatifs à des intérêts pécuniaires lorsqu'un autre organe ne les conduit pas;
- k) assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques;
- l) est habilité à conclure des contrats d'échanges (swaps) de taux d'intérêts dans la gestion des échéances de taux sur les opérations d'emprunts; l'utilisation d'autres instruments dérivés doit expressément faire l'objet d'une décision gouvernementale qui indique les buts, les risques et la finalité de l'opération.

<sup>3</sup> Le Département des Finances peut déléguer certaines de ses attributions à la Trésorerie générale ou à un autre service.<sup>4)</sup>

Départements et  
services

**Art. 66** <sup>1</sup> Les départements, services et offices sont chargés de :

- a) faire un usage efficace, efficient et rentable des moyens financiers et des éléments de patrimoine mis à leur disposition;
- b)<sup>4</sup> défendre de manière adéquate les intérêts pécuniaires de l'Etat, notamment en conduisant des procès, au besoin avec l'appui du Service juridique;
- c) contrôler le respect des crédits et des allocations budgétaires;
- d) tenir de manière conforme les livres et les inventaires;
- e) préparer les documents requis par la gestion financière;
- f) facturer les prestations fournies, conformément aux dispositions légales.

<sup>2</sup> Un délai de paiement n'est accordé pour une créance que s'il ne la met pas davantage en péril; un intérêt et, dans la mesure du possible, des garanties sont exigés.

<sup>3</sup> Un dégrèvement n'est accordé que s'il est établi que la poursuite n'a pas de chance de succès ou que les frais sont en disproportion évidente avec la créance à récupérer.

## CHAPITRE VIII : Surveillance

Parlement

**Art. 67** <sup>1</sup> Le Parlement exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales; il dispose des moyens découlant de sa haute surveillance sur l'administration et les tribunaux.

<sup>2</sup> Il exerce la surveillance du chef du Contrôle des finances.

<sup>3</sup> Il peut confier des mandats particuliers à sa commission de gestion et des finances et au Contrôle des finances.

<sup>4</sup> La commission de gestion et des finances a accès à toutes les informations ayant une incidence sur la gestion financière, y compris aux rapports de mandats que le Gouvernement ou un chef de département ont confiés au Contrôle des finances.

Gouvernement

**Art. 68** <sup>1</sup> Le Gouvernement surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les services; il dispose des moyens découlant de son pouvoir de direction de l'administration.

<sup>2</sup> Il peut confier des mandats particuliers au Contrôle des finances.

Département des  
Finances

**Art. 69** Le Département des Finances assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques.

## CHAPITRE IX : Contrôle des finances

Fonction et statut

**Art. 70** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est l'organe administratif supérieur chargé du contrôle financier et administratif.

<sup>2</sup> Il est dirigé par le contrôleur général des finances, élu par le Parlement pour la législature; le contrôleur général des finances est rééligible.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances exerce son activité de manière autonome et indépendante. Il est à disposition du Parlement, par l'intermédiaire de la commission de gestion et des finances, et du Gouvernement. Il est rattaché administrativement au Département des Finances.

<sup>4</sup> Le Contrôle des finances peut s'adjoindre des spécialistes lorsqu'un contrôle nécessite des connaissances particulières.

Critères et  
étendue du  
contrôle

**Art. 71** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances exerce son activité selon les règles qui régissent l'activité administrative, en particulier celles de la présente loi, et les principes généraux en matière de révision.

<sup>2</sup> Il vérifie la conformité de la gestion financière et administrative sous les angles juridique, comptable, économique et informatique.

Réquisition

**Art. 72** Le Contrôle des finances exerce ses activités :

- a) sur mandat du Parlement, du Bureau, de la commission de gestion et des finances ou de toute autre commission parlementaire permanente, spéciale ou d'enquête;
- b) sur mandat du Gouvernement et des départements;
- c) de sa propre initiative.

Organes soumis  
au contrôle

**Art. 73** La surveillance du Contrôle des finances s'étend, sous réserve de dispositions légales particulières :

- a) aux départements, aux subdivisions de l'administration et aux tribunaux;
- b) aux établissements cantonaux autonomes et non autonomes;

- c) aux collectivités, établissements et organisations, indépendamment de leur statut juridique, qui se voient confier l'exécution de tâches publiques par l'Etat;
- d) aux bénéficiaires de subventions ou d'une participation financière de l'Etat.

## Attributions

**Art. 74** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances :

- a) procède à l'examen courant de l'ensemble de la gestion financière, à tous les stades d'exécution;
- b) contrôle les valeurs du patrimoine et les inventaires;
- c) révise les comptes de constructions;
- d) autorise l'élimination de créances irrécouvrables;
- e) vérifie annuellement les comptes de l'Etat;
- f) examine les taxations fiscales;
- g) contribue au contrôle périodique de l'opportunité des financements spéciaux, en collaboration avec le Département des Finances;
- h) examine l'organisation des services de caisse et de comptabilité, en veillant à l'efficacité des mesures de contrôle en vigueur;
- i) examine la sécurité et la fonctionnalité des applications informatiques traitant des données de nature financière;
- j) contrôle les flux financiers des organismes transfrontaliers, y compris les subventions communautaires;
- k) examine l'organisation et les méthodes de travail, sous l'angle de la gestion financière, des unités administratives;
- l) participe à l'élaboration des prescriptions touchant la gestion financière;
- m) contrôle l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordonne les activités de contrôle.

<sup>2</sup> Le Contrôle des finances ne peut, en règle générale, être chargé de missions qui incombent à l'administration.

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances a tous pouvoirs d'investigation, y compris en matière informatique; il peut intervenir en tout temps.

## Obligation de renseigner

**Art. 75** <sup>1</sup> Toutes les décisions qui touchent la gestion financière sont communiquées au Contrôle des finances, par écrit et sans délai. La Chancellerie transmet les décisions du Parlement et du Gouvernement. Les départements et les services transmettent directement leurs décisions.

<sup>2</sup> Les organes soumis à surveillance remettent au Contrôle des finances, sur demande et nonobstant l'obligation de garder le secret, tout renseignement ou document nécessaire au contrôle.

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances a également accès aux fichiers tenus en vertu de la législation sur la protection des données. Il peut accéder, sur demande, à des données personnelles protégées traitées par l'organe contrôlé, pour autant que les besoins du contrôle l'exigent; le Contrôle des finances ne révèle pas de telles données dans son rapport ou dans tout autre document transmis ou accessible à des tiers.

<sup>4</sup> Les organes soumis au contrôle fournissent l'aide requise.

<sup>5</sup> Les organes de révision particuliers adressent leur rapport de contrôle au Contrôle des finances, qui peut établir des directives sur la suite à donner aux remarques des réviseurs.

Rapport de  
révision

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances consigne dans un rapport écrit le résultat de toutes ses investigations. Il est signé par l'inspecteur qui a effectué la révision. Il est visé par le contrôleur général des finances qui certifie ainsi en avoir pris connaissance et en approuver la teneur.

<sup>2</sup> Préalablement à la rédaction de son rapport, le Contrôle des finances clôt son examen par un entretien final avec les responsables de l'organe contrôlé. Il leur communique ses intentions de recommandations et de propositions et discute notamment des mesures correctives déjà prises ou à prendre.

<sup>3</sup> Le rapport indique la voie de recours.

Notification du  
rapport

**Art. 77** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances transmet son rapport à l'organe contrôlé et au département concerné. L'entité contrôlée doit prendre position par écrit, dans le délai fixé par le Contrôle des finances, sur le rapport si celui-ci contient des recommandations ou des propositions.

<sup>2</sup> Le Contrôle des finances adresse un exemplaire de chaque rapport de révision, accompagné de la prise de position intégrale de l'organe contrôlé, au président de la commission de gestion et des finances, au président du Gouvernement et au chef du Département des Finances.

<sup>3</sup> Le rapport de mandat est transmis conformément aux exigences du mandant.

Suite à donner  
au rapport

**Art. 78** <sup>1</sup> Le Gouvernement décide des mesures à prendre en cas de manquements graves.

<sup>2</sup> Lorsque le Contrôle des finances découvre des irrégularités susceptibles de poursuites pénales, il prend immédiatement les mesures conservatoires nécessaires et en informe le procureur général, le président de la commission de gestion et des finances, le président du Gouvernement, le chef du département concerné et le chef du Département des Finances.

<sup>3</sup> Les mesures conservatoires consistent au blocage des paiements, à la suppression du droit à la signature, à la mise en sécurité des données et des documents ou à la confiscation de clés.

<sup>4</sup> Tout paiement ou tout engagement relatif à une affaire qui fait l'objet d'une recommandation ou d'une proposition du Contrôle des finances ne peut être réalisé ou contracté qu'avec l'aval de celui-ci. Cette mesure n'est pas touchée par le dépôt d'un recours contre le rapport du Contrôle des finances.

<sup>5</sup> Sous réserve de dispositions légales particulières, le Gouvernement décide si et dans quelle mesure il y a lieu de demander le remboursement des dépenses effectuées indûment.

<sup>6</sup> Les suites à donner au rapport de mandat ainsi que les modalités de diffusion figurent dans le rapport d'activité annuel du Contrôle des finances.

Recours

**Art. 79** <sup>1</sup> L'organe contrôlé peut contester les recommandations et les propositions qui figurent dans le rapport du Contrôle des finances en adressant un recours au Gouvernement.

<sup>2</sup> Le délai de recours est de 30 jours. Le recours indique les recommandations et les propositions contestées ainsi que les motifs de recours.

<sup>3</sup> Le Gouvernement se prononce en dernier lieu.



Relations de  
service

**Art. 80** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances traite directement avec le Bureau du Parlement, la commission de gestion et des finances ou toute autre commission permanente, spéciale ou d'enquête, le Gouvernement, les départements, la Chancellerie, les unités administratives et les autres organes soumis au contrôle.

<sup>2</sup> Il établit chaque année un rapport d'activité à l'intention du Parlement et du Gouvernement. Le rapport est transmis au Parlement en même temps que les comptes annuels.

## CHAPITRE X : Dispositions finales

Clause  
dérogatoire

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Parlement peut déroger à la présente loi par voie d'arrêté afin d'expérimenter de nouvelles méthodes de gestion dans certaines unités administratives.

<sup>2</sup> L'arrêté précise les méthodes de gestion, les unités administratives concernées et la durée d'expérimentation, qui ne doit pas dépasser cinq ans.

Dispositions  
d'application

**Art. 82** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les dispositions d'application de la présente loi.

<sup>1bis</sup> En particulier, il peut confier, par voie d'ordonnance, la gestion centralisée du suivi des débiteurs ainsi que celle des actes de défaut de biens à une unité administrative et prévoir la transmission et l'échange des données nécessaires à l'accomplissement de ces tâches, y compris les données sensibles, telles que celles relatives à des condamnations pénales ou à l'octroi de l'aide sociale.[10\)](#)

<sup>2</sup> Il gère l'introduction progressive du contrôle de gestion et des tableaux de bord, selon les priorités qu'il a fixées et les ressources dont il dispose.

Clause  
abrogatoire

**Art. 83** La présente loi abroge la loi du 26 octobre 1978 sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes.

Clause  
référendaire  
et entrée en  
vigueur

**Art. 84** <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement en fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup>.

Delémont, le 18 octobre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 5) Abrogé par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 6) Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 7) [RS 220](#)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 9) Introduit par le ch. I de la loi du 24 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 12) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

## Ordonnance concernant la délégation de compétences financières

du 23 novembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 10 et 11 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>1)</sup>,

vu les articles 44, 46, alinéa 2, et 60, alinéa 2, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance fixe la délégation des compétences financières du Gouvernement aux départements et aux unités administratives.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Cadre du budget	<b>Art. 3</b> La délégation au sens de la présente ordonnance s'applique si la rubrique comptable arrêtée par le Parlement comporte une allocation budgétaire suffisante.
Objet de la dépense	<b>Art. 4</b> Une dépense effectuée sur la base de la délégation ne doit concerner qu'un objet, de sorte que plusieurs objets ne doivent pas être réunis et un même objet ne doit pas être scindé.
Autres délégations	<b>Art. 5</b> Les délégations de compétences financières qui sont contraires à la présente ordonnance et qui s'appuient en particulier sur des arrêtés ou des décisions sectoriels sont nulles.
Préavis	<b>Art. 6</b> Les préavis de la Trésorerie générale et du Service juridique sont requis pour toutes les décisions soumises au Gouvernement.

Forme de la  
décision

**Art. 7** <sup>1</sup> Les décisions au sens de la présente ordonnance sont prises par écrit.

<sup>2</sup> Celles qui relèvent de la compétence du Gouvernement ou d'un chef de département revêtent la forme d'un arrêté.

## **SECTION 2 : Compétences du Gouvernement**

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour décider des dépenses que la présente ordonnance ne délègue pas à une autre autorité.

<sup>2</sup> En particulier, il est seul compétent pour :

- a) accomplir les actes d'administration importants (art. 10 LOGA);
- b) autoriser l'utilisation anticipée de crédits supplémentaires urgents (art. 57, al. 3 et 4, de la loi sur les finances cantonales, LFin);
- c) autoriser les dépassements de crédits (art. 58 LFin);
- d) autoriser des crédits complémentaires (art. 56 LFin);
- e) <sup>3</sup> sous réserve de décisions particulières, engager les dépenses du fonds d'utilité publique du Gouvernement et du fonds pour la promotion du sport;
- f) engager les dépenses de personnel;
- g) fixer les modalités d'amortissement du patrimoine administratif;
- h) <sup>4</sup> engager les dépenses relatives à des projets pilotes susceptibles de déboucher sur une dépense périodique.

<sup>3</sup> Il est également compétent pour décider des dépenses qu'un chef de département ou d'unité administrative compétent selon la présente ordonnance lui soumet.

## **SECTION 3 : Délégation de compétences**

Dépense  
nouvelle

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont compétents pour décider une dépense nouvelle unique :

- a) le chef de l'unité administrative jusqu'à 12 000 francs;
- b) le chef du département jusqu'à 150 000 francs.

<sup>2</sup> Sont compétents pour décider une dépense nouvelle périodique :

- a) le chef de l'unité administrative jusqu'à 1 200 francs;
- b) le chef du département jusqu'à 15 000 francs.

Dépense liée de fonctionnement

**Art. 10<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Sont compétents pour décider une dépense liée unique en matière de fonctionnement :

- a) le chef de l'unité administrative jusqu'à 12 000 francs;
- b) le chef de département jusqu'à 150 000 francs.

<sup>2</sup> Sont compétents pour décider une dépense liée périodique en matière de fonctionnement :

- a) le chef de l'unité administrative jusqu'à 1 200 francs;
- b) le chef de département jusqu'à 15 000 francs.

Dépense liée d'investissement

**Art. 11<sup>3)</sup>** Sont compétents pour décider une dépense liée en matière d'investissement :

- a) le chef d'unité administrative jusqu'à 60 000 francs;
- b) le chef de département jusqu'à 150 000 francs.

Dépense absolument liée

**Art. 12** <sup>1</sup> Le chef d'unité administrative est compétent pour décider une dépense absolument liée (art. 41, al. 2, et 58, al. 2, LFin).

<sup>2</sup> Si celle-ci excède l'allocation budgétaire de la rubrique comptable arrêtée par le Parlement, il en informe son chef de département, le chef du Département des Finances, la Trésorerie générale et le Contrôle des finances.

Préavis

**Art. 13** Les compétences de préavis des commissions ou des groupes de travail institués par le Gouvernement à cet effet, en particulier en matière d'acquisition de véhicules et de transactions immobilières, sont réservées.

#### **SECTION 4 : Adjudication de marchés publics**

Autorités adjudicatrices

**Art. 14** Sont réputées autorités adjudicatrices en matière de constructions, de fournitures et de services :

- a) le chef d'unité administrative jusqu'à 50 000 francs par adjudication;
- b) le chef de département jusqu'à 300 000 francs par adjudication;
- c) le Gouvernement dans les autres cas.

## SECTION 5 : Droit de signature

### Principe

**Art. 15** <sup>1</sup> Les factures et les ordres de paiement sont signés par le chef de l'unité administrative; la référence à la décision au sens de l'article 7 y est mentionnée.

<sup>2</sup> Par sa signature, le chef de l'unité administrative confirme que les contrôles formels et matériels, en particulier s'agissant de l'autorité compétente, ont été effectués.

<sup>3</sup> S'il est absent, il peut désigner un suppléant. Celui-ci ne peut alors pas effectuer l'opération comptable correspondante.

### Inventaire

**Art. 16** <sup>1</sup> Les personnes habilitées à signer remettent un spécimen de leur signature au Contrôle des finances.

<sup>2</sup> Un inventaire des signatures est tenu par le Contrôle des finances et mis à la disposition de la Trésorerie générale.

## SECTION 6 : Contrôle

### Principe

**Art. 17** Le Gouvernement, chaque chef de département et le Contrôle des finances veillent au respect des compétences déléguées.

### Limite et retrait de la délégation

**Art. 18** Si les circonstances l'exigent, le Gouvernement limite ou retire les compétences qu'il a déléguées en application de la présente ordonnance à une unité administrative.

## SECTION 7 : Dispositions transitoires et finales

### Préavis de la Trésorerie générale

**Art. 19** Durant une année dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les décisions financières déléguées en application de la présente ordonnance sont soumises pour préavis à la Trésorerie générale. En cas de doute, celle-ci consulte le Service juridique.

### Abrogation

**Art. 20** Les ordonnances suivantes sont abrogées :

- a) ordonnance du 29 mars 1983 concernant la délégation de compétences financières du Gouvernement aux départements, services, offices et autres organes de l'administration cantonale;

- b) ordonnance du 11 janvier 2005 portant délégation de la compétence d'octroyer des prestations particulières selon le décret concernant le financement de l'aménagement au Département de l'Environnement et de l'Equipement.

Entrée en  
vigueur

**Art. 21** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 23 novembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 172.11](#)

2) [RSJU 611](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

4) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 21 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018





**Arrêté**  
**portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la**  
**loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour**  
**l'année fiscale 2018**

du 20 février 2018

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 100,7 points (décembre 2015 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2016 à 100,9 points au 30 juin 2017,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 5 100 francs<sup>\*</sup> pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 750 francs<sup>\*</sup> par enfant à charge et de 530 francs<sup>\*</sup> lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(...)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 3 200 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 9 900 francs, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 300 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 5 900 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;

(...)

- e) un supplément de 9 900 francs au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 800 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 500 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 990 francs au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs\*;
- f) 2 200 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 300 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 34 400 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 26 900 francs pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 600 francs quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 500 francs\* par tranche de 800 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 400 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 700 premiers francs <sup>*</sup> de revenu;
0,920	% <sup>**</sup>	pour les	5 800 francs suivants;
2,373	% <sup>**</sup>	pour les	8 700 francs suivants;
3,389	% <sup>**</sup>	pour les	18 800 francs <sup>*</sup> suivants;
4,309	% <sup>**</sup>	pour les	39 100 francs <sup>*</sup> suivants;
4,987	% <sup>**</sup>	pour les	104 400 francs suivants;
5,956	% <sup>**</sup>	pour les	217 600 francs suivants;
6,053	% <sup>**</sup>	au-delà.	

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 400 premiers francs de revenu;
1,743	% <sup>**</sup>	pour les	7 200 francs <sup>*</sup> suivants;
3,293	% <sup>**</sup>	pour les	13 000 francs <sup>*</sup> suivants;
4,213	% <sup>**</sup>	pour les	20 300 francs suivants;
5,133	% <sup>**</sup>	pour les	39 100 francs <sup>*</sup> suivants;
5,811	% <sup>**</sup>	pour les	104 400 francs suivants;
6,053	% <sup>**</sup>	au-delà.	

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
  - 0,9 % pour les 52 600 premiers francs;
  - 1,1 % pour les 52 600 francs suivants;
  - 1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
  - 1,1 % pour les 52 600 premiers francs;
  - 1,3 % pour les 52 600 francs suivants;
  - 1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 53 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;

(...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50	‰	pour les	104 000 premiers francs* de fortune;
0,75	‰	pour les	312 000 francs* suivants;
0,95	‰	pour les	365 000 francs suivants;
1,10	‰	pour les	782 000 francs suivants;
1,20	‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 54 000 francs\* au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,70 %\*\* pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs\*;
- b) 13,05 %\*\* pour des recettes journalières de 221 francs\* à 1 100 francs\*;
- c) 17,40 %\*\* pour des recettes journalières de 1 101 francs\* à 3 300 francs\*;
- d) 21,75 %\*\* pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs\*.

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 17,40 %\*\* pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 13,05 %\*\* pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);

c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :

- 5,0 % pour les 52 600 premiers francs;
- 6,0 % pour les 31 600 francs suivants;
- 6,5 % pour les 31 600 francs suivants;
- 7,0 % pour les 31 600 francs suivants;
- 7,5 % au-delà.

Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 20 février 2018

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt:

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2017

\*\* Taux modifiés par rapport à l'année fiscale 2017, en lien avec la modification de la loi d'impôt du 21 décembre 2016 (art. 217i, al. 1 à 3, LI)

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RS 161.1](#)

3) [RS 210](#)





## Ordonnance

### relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante

du 19 décembre 2000

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23, alinéa 2, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance a pour but de régler l'évaluation des frais professionnels effectifs provenant d'une activité lucrative dépendante dont la déduction est admise (art. 23, al. 1, LI).

<sup>2</sup> Elle fixe également le montant de la déduction forfaitaire octroyée en cas d'activité lucrative accessoire.

<sup>3</sup> Les contributions que l'employeur verse comme participation aux frais d'obtention du revenu doivent figurer sur l'attestation de salaire et seront indiquées comme revenu par l'employé dans sa déclaration d'impôt. En contrepartie, l'employé pourra opérer la déduction des frais effectifs selon la présente ordonnance.

Exceptions

**Art. 2<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Les frais pris à charge par un tiers, les dépenses privées résultant de la situation professionnelle du contribuable (frais privés de représentation), les frais de formation et les frais d'entretien du contribuable et de sa famille ne sont pas déductibles.

<sup>2</sup> S'agissant des frais de formation, l'article 32, alinéa 1, lettre i, de la loi d'impôt est réservé<sup>1)</sup>.

Base  
d'évaluation

**Art. 3** Le nombre de jours de travail pris en considération s'élève en principe à 225 jours par année si le travail est exercé toute l'année.

Epoux

**Art. 4** <sup>1</sup> La déduction pour frais d'obtention du revenu est accordée à chacun des époux exerçant une activité lucrative dépendante.

<sup>2</sup> En cas de taxation commune, chacun des époux peut choisir le mode de déduction de ses frais d'obtention du revenu.

<sup>3</sup> Si l'un des époux seconde l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise, la déduction des frais d'obtention du revenu est admise s'il existe un rapport de travail faisant l'objet d'un décompte avec les assurances sociales.

#### Droit d'option

**Art. 5** <sup>1</sup> Le contribuable qui exerce à titre principal une profession dépendante peut demander la déduction soit d'un montant forfaitaire (art. 24 LI), soit des frais effectifs d'obtention du revenu (art. 23 LI).

<sup>2</sup> Le contribuable peut choisir, lors de chaque période fiscale, le mode de déduction.

<sup>3</sup> Le contribuable ne peut revendiquer simultanément la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire pour la même période fiscale.

#### Frais effectifs 1. Principes

**Art. 6** <sup>1</sup> Sont déductibles les frais effectifs prouvés définis ci-après ou les forfaits partiels correspondants.

<sup>2</sup> Sous réserve des cas prévus par la présente ordonnance, les forfaits partiels se déterminent conformément aux déductions forfaitaires arrêtées par le Département fédéral des finances pour la taxation en matière d'impôt fédéral direct.

<sup>3</sup> Les forfaits partiels sont réduits de manière appropriée si l'activité lucrative dépendante est exercée à temps partiel ou pendant une partie de l'année seulement.

#### Frais de déplacement

**Art. 7** <sup>1</sup> Sont considérés comme frais de déplacement déductibles les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, pour autant que la distance à parcourir soit telle que le contribuable doive recourir à un moyen de transport public ou privé.

<sup>2</sup> En cas d'utilisation d'un véhicule privé, le contribuable peut déduire, au titre des frais nécessaires, les dépenses qu'il aurait eues en utilisant les transports publics.

<sup>3</sup> Les frais d'utilisation d'un véhicule privé sont déductibles, conformément à l'alinéa 4, lorsqu'il n'existe pas de moyens de transport public ou que le contribuable n'est pas à même de s'en servir pour cause d'infirmité, d'éloignement considérable entre le domicile ou le lieu de travail et la station la plus proche, d'horaires défavorables ou pour d'autres motifs analogues.

<sup>4</sup> Les frais de déplacement au moyen d'un véhicule privé sont déterminés sur la base de normes par kilomètre parcouru fixées par le Service des contributions. Il peut fixer des tarifs échelonnés.

<sup>5</sup> Si elle est inférieure, la déduction pour surplus de dépenses résultant des repas pris hors du domicile selon l'article 8 interviendra en règle générale à la place des frais effectifs au retour au domicile (trajet dans les deux sens) pendant la pause de midi ou une autre suspension de travail.

Frais de repas

**Art. 8** <sup>1</sup> La déduction des frais de repas a pour objet le surplus de dépenses inévitables occasionné par l'obligation de prendre un repas principal au-dehors en raison de l'éloignement du lieu de travail ou du lieu de domicile ou d'un horaire de travail qui ne permet pas de prendre le repas de midi à domicile.

<sup>2</sup> Est également déductible le surplus de dépenses lié aux repas intermédiaires nécessités par un horaire de travail spécial, en particulier le travail par équipes ou de nuit.

<sup>3</sup> Les déductions sont calculées sur la base des forfaits partiels visés à l'article 6, alinéa 2. Les déductions des alinéas 1 et 2 ne peuvent pas être cumulées.

<sup>4</sup> La déduction est réduite de moitié lorsque l'employeur contribue à l'abaissement du prix des repas (contribution en espèces, remise de bons, etc.) ou que des repas peuvent être pris dans des cantines, dans un restaurant pour le personnel ou un restaurant de l'employeur. La déduction peut être réduite de manière appropriée lorsque l'employé est au bénéfice de frais forfaitaire de représentation.<sup>4)</sup>

<sup>5</sup> Pour les contribuables qui séjournent hors de leur domicile fiscal pendant la semaine, seule est admise la déduction prévue à l'article 10.

<sup>6</sup> ...<sup>2)</sup>

**Art. 9<sup>5)</sup>**

Séjour hors du domicile

**Art. 10** <sup>1</sup> Le contribuable qui séjourne durant la semaine à son lieu de travail et qui regagne son domicile fiscal en fin de semaine et durant les jours fériés, peut déduire le surplus de dépenses résultant du séjour hors du lieu de domicile. Font partie du surplus de dépenses les frais supplémentaires de logement, de repas pris hors du domicile, ainsi que les frais de déplacement.

<sup>2</sup> A titre de frais supplémentaires et nécessaires de logement, le contribuable peut déduire les frais d'une chambre, d'un studio ou d'un logement d'une pièce conformément aux loyers usuels au lieu de séjour.

<sup>3</sup> Le contribuable séjournant hors de son domicile peut déduire les frais de deux repas par jour ouvrable, mais au maximum le double du montant prévu à l'article 8, alinéa 3, pour autant que l'employeur ne contribue pas à l'abaissement de ces frais.

<sup>4</sup> Sont considérés comme frais de déplacement nécessaires et déductibles, les frais résultant du retour régulier au domicile fiscal ainsi que les frais nécessités au lieu de séjour par le déplacement entre le logement et le lieu de travail. L'article 7 est applicable par analogie.

Autres frais professionnels

**Art. 11** <sup>1</sup> Un montant forfaitaire de 2 000 francs peut être déduit pour les dépenses professionnelles générales, dues notamment aux habits de travail, à l'usure particulière des vêtements et chaussures, à l'outillage professionnel ainsi qu'aux frais supplémentaires en raison de travaux pénibles et pour l'achat d'ouvrages professionnels, si l'activité lucrative principale est exercée toute l'année.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> La déduction est réduite proportionnellement en cas de travail à temps partiel ou lorsque l'exercice d'une profession principale dépendante n'a eu lieu que pendant une partie de l'année.

<sup>3</sup> La déduction de 2 000 francs est réputée couvrir les frais liés à l'achat d'ouvrages professionnels jusqu'à concurrence de 1 000 francs. Seule la partie des frais excédant ce montant est donc déductible en plus, à condition que l'ensemble de ces frais soit établi.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Les montants fixés aux alinéas 1 et 3 sont adaptés au montant minimum du forfait partiel selon l'article 6, alinéa 2.

Chambre de travail

**Art. 12** Les frais occasionnés par une chambre de travail dans le logement privé du contribuable (part du loyer ou à la valeur locative ainsi qu'aux dépenses causées par le chauffage, l'éclairage et le nettoyage) sont déductibles jusqu'à concurrence de 800 francs pour autant que les conditions suivantes soient réalisées :

- le lieu de travail ne dispose d'aucun local convenable pour exercer l'activité professionnelle;
- le logement privé compte une pièce particulière pour l'exercice de l'activité professionnelle;
- cette pièce est principalement et régulièrement utilisée pour effectuer une part substantielle de l'activité professionnelle.

Jetons de présence

**Art. 13** Les dépenses supportées par les membres d'autorités, de commissions et de conseils d'administration pour assister à des séances sont déductibles dans la mesure prévue par des instructions édictées par le Gouvernement.

Activité accessoire

**Art. 14** <sup>1</sup> Le contribuable peut faire valoir une déduction de 20 pour cent du revenu net de l'activité accessoire, au minimum 800 francs, au maximum 2 400 francs. Ces montants sont adaptés aux forfaits partiels selon l'article 6, alinéa 2.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> La justification de frais plus élevés est réservée. Les articles 7 à 13 sont applicables par analogie.

Cotisations syndicales

**Art. 15** Les cotisations versées à des associations professionnelles sont également déductibles si l'adhésion est en rapport avec l'activité lucrative exercée.

Abrogation

**Art. 16** L'ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Delémont, le 19 décembre 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 641.11](#)
- 2) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

**Arrêté****fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2018**

du 24 octobre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |  |
|--|---|--|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par communes en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup>  |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | CHF 2'757.94/habitant (arrondi)                  |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup>  |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90   |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64   |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 78   |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   |   |  |
| $y_{a1}$   | : | 0.100  |
| $y_{a2}$   | : | 0.430  |
| $x_{a2}$   | : | 500  |
| $x_{a1}$   | : | 100  |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              |   |  |
| $x_{r1}$   | : | 1.30 (arrondi)                                   |
| $x_{r2}$   | : | 2.30 (arrondi)                                   |
| $y_{r1}$   | : | 1  |
| $y_{r2}$   | : | 0.75   |
| Q générale moyenne   | : | 2.30 (arrondi)                                   |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d = ax + b$ )

a	:	0.4615 (arrondi)
b	:	48.4615 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la surface par habitant	:	CHF 150'000
Surfaces par commune $S_{com}$ et par habitant $S_{com hab}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Surface moyenne par habitant $S_{com hab}$	:	1,16 ha/hab
Coefficient de compensation $k_s$	:	2
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la charge de déneigement	:	CHF 200'000
Points d'altitude des communes $Alt_{com}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Altitude donnant accès à la compensation des charges de déneigement	:	800 mètres
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>



Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 894'917  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 282'025

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et de plein air	: 15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes  
– 15 minutes  
– 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Haute-Sorne, Val Terbi, Châtillon et Mettembert.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier et Vellerat.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	: Alle, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendlincourt.

- 
- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy et Grandfontaine.
  - Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique

**Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation

**Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 15 novembre 2016 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2017 est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 24 octobre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<sup>1)</sup> RSJU 651

<sup>2)</sup> RSJU 651.11

<sup>3)</sup> Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2017, n° 40, p. 775-776

## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
701	<i>Constructions</i>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
702	<i>Aménagement du territoire</i>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur
702.2	Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
702.61	Arrêté du Gouvernement du 24 novembre 2015 fixant le montant de la plus-value en deçà duquel aucune contribution au sens de l'article 111b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire n'est perçue
<b>71</b>	<b><i>Expropriation</i></b>
711	Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation

712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

## **72 Travaux publics**

### **721 Dispositions générales**

721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat

721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

### **722 Routes et autres voies de transport et communication**

722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes  
722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes

722.112.2 Ordonnance du 15 novembre 2016 portant délégation de compétence du Gouvernement au chef de la Section des constructions routières pour la modification de limites cadastrales impliquant des routes cantonales

722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels

722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales

722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales

722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)

722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41 Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pedestre

## **73 Energie**

### **730 Dispositions générales**

730.1 Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie

730.11 Ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)

731	<i>Energie électrique</i>
731.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant
732	<i>Energie nucléaire</i>
732.1	Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983
<b>74</b>	<b><i>Transports et communications</i></b>
741	<i>Circulation routière</i>
741.11	Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux
741.151	Ordonnance du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic
741.161	Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers
741.171	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique
741.191	Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique
741.25	Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier
741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés
742	<i>Chemins de fer</i>
742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.212	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la conférence des transports
742.213	Ordonnance du 21 juin 2016 concernant la commission technique des transports

- 742.91      Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
- 742.92      Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)
- 743           *Installations de transport par câbles et skilifts*
- 743.22      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
- 744           *Entreprises de transport par automobiles*
- 744.12      Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
- 746           *Installations de transport par conduites*
- 746.11      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
- 747           *Navigation*
- 747.11      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
- 747.201      Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation
- 747.21      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation
- 748           *Aviation*
- 748.11      Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne
- 75           *Eaux***
- 751           *Police des eaux*
- 751.151      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé

# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.015	Ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 10 février 2017 en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés
810.420	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant le statut du personnel de la Résidence les Cerisiers à Miserez-Charmoille
810.511.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne

810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.942	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant les tarifs des honoraires des vétérinaires chargés du contrôle des viandes et du contrôle des animaux avant abattage
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.211	Ordonnance du 8 octobre 2013 sur les médicaments vétérinaires
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries



812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
<b>814</b>	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 24 mars 1999 sur les déchets
814.015.6	Décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 26 août 2008 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.20	Loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)
814.21	Ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux)
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
<b>817</b>	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 26 mars 2014 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.190	Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes
<b>818</b>	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.16	Financement de la lutte contre les maladies
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978

**82**                      ***Travail***822                      *Protection des travailleurs*

- 822.11                      Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
- 822.112.1                      Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
- 822.22                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
- 822.31                      Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile

823                      *Marché du travail*

- 823.112                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
- 823.12                      Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
- 823.130                      Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132                      Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32                      Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321                      Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.33                      Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.331                      Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.4                      Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir

824                      *Litiges, tribunaux du travail*

- 824.21                      Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation

# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
<b>832</b>	<i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis
832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins

832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 24 octobre 2017 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2018
832.116	Ordonnance du 24 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

## 836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

## 837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

- 837.041 Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
- 837.042 Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

## **84** *Habitat*

### *841 Logements à caractère social*

- 841.1 Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
- 841.4 Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
- 841.41 Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
- 841.42 Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

### *843 Maintien de locaux d'habitation*

- 843.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation

### *844 Amélioration de l'offre de logements*

- 844.1 Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
- 844.12 Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

## **85** *Aide sociale*

### *850 Dispositions générales*

- 850.1 Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
- 850.11 Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
- 850.111 Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
- 850.111.1 Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
- 850.112 Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales

850.113	Arrêté du Département de l'intérieur du 15 juillet 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel des Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura
851	<i>Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien</i>
851.1	Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
852	<i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS)
853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"

---

856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments
873.111.1	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2010 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura

874	<i>Fonds des dommages causés par les éléments</i>
874.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds des dommages causés par les éléments
874.11	Ordonnance du 2 avril 1985 fixant les subsides ordinaires à prélever sur le fonds des dommages causés par les éléments
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort



## Ordonnance concernant les droits des patients

du 24 avril 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 73 de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 24a, alinéa 2, et 28c, alinéa 3, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente ordonnance vise à régler la procédure de médiation et de plainte en matière de droits des patients, ainsi que la composition et les compétences de la commission de surveillance des droits des patients.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Médiateur et procédure de médiation

Principe	<b>Art. 3</b> Le patient qui estime que les droits qui lui sont reconnus par la loi n'ont pas été respectés peut exprimer ses doléances au médiateur, qui l'entend et tente de concilier les parties.
Désignation du médiateur et d'un suppléant	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le médiateur est désigné par le Gouvernement pour la législature.<sup><a href="#">6)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement nomme également un suppléant au médiateur qui remplace ce dernier lorsqu'il est empêché.</p>

<sup>3</sup> Le médiateur et le suppléant doivent disposer de la formation, de l'expérience et des qualités humaines nécessaires à l'exercice de la médiation.

Compétences  
du médiateur

**Art. 5** Le médiateur a la compétence de traiter les doléances en relation avec les droits reconnus aux patients, à l'exclusion des plaintes concernant le montant des honoraires.

Saisine

**Art. 6** <sup>1</sup> Le patient qui estime que ses droits n'ont pas été respectés dépose une requête écrite, sommairement motivée, auprès du médiateur.

<sup>2</sup> La requête peut être rédigée, au nom du patient, par un proche de ce dernier. Les patients séjournant dans un établissement hospitalier ou médico-social peuvent demander l'aide du personnel dans cette démarche.

<sup>3</sup> En cas de décès du patient, le droit de saisir le médiateur passe aux proches.

Procédure

**Art. 7** <sup>1</sup> Dès réception de la requête, le médiateur cite les parties à une séance de médiation. La citation contient une brève description des motifs de la requête.

<sup>2</sup> Le médiateur peut convoquer le requérant à une séance préalable hors la présence de la partie adverse.

<sup>3</sup> Les parties comparaissent en personne; elles peuvent être assistées d'un mandataire.

<sup>4</sup> Le médiateur peut recourir à tout moyen utile raisonnable pour résoudre le différend.

<sup>5</sup> La séance de médiation fait l'objet d'un procès-verbal succinct, signé par les parties et le médiateur.

<sup>6</sup> L'article 31 du Code de procédure administrative<sup>3)</sup> demeure réservé.

Résultat de la  
procédure

**Art. 8** Le résultat de la procédure de médiation est inscrit au procès-verbal de la séance. En cas d'échec de la médiation, le patient est informé de la possibilité de saisir la commission de surveillance des droits des patients.

### SECTION 3 : Commission de surveillance des droits des patients

#### Compétences

**Art. 9** <sup>1</sup> La commission de surveillance des droits des patients exerce les compétences qui lui sont dévolues par la loi.

<sup>2</sup> Elle a en particulier les attributions suivantes :

- a) elle édicte, à l'attention des établissements hospitaliers et médico-sociaux, les directives et les recommandations propres à favoriser le respect des droits des patients;
- b) elle veille au respect des règles d'éthique médicales et en matière de soins dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux;
- c) elle statue sur les plaintes dont elle est saisie;
- d) elle surveille les établissements où sont exécutées des mesures privatives de liberté à des fins d'assistance;
- e) elle effectue, de manière régulière ou inopinée, des visites et des contrôles dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux; dans ce cadre, elle voue une attention particulière aux établissements à caractère psychiatrique.

#### Collaboration et coordination

**Art. 10** <sup>1</sup> La commission de surveillance des droits des patients collabore avec le Service de la santé et avec les autres services et organismes concernés.

<sup>2</sup> Au besoin, elle assure la coordination de leurs interventions.

#### Composition et organisation

**Art. 11** <sup>1</sup> La commission de surveillance des droits des patients se compose de sept à neuf membres comprenant :

- a) un juriste;
- b) un représentant des patients;
- c) deux médecins, dont un psychiatre;
- d) deux représentants des professions de la santé travaillant dans un établissement hospitalier ou médico-social;
- e) un travailleur social.

<sup>2</sup> La commission est présidée par un juriste. Pour le surplus, elle se constitue elle-même.

<sup>3</sup> Le Service de la santé assume le secrétariat de la commission.

Période de  
fonction

**Art. 12<sup>6)</sup>** Les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont nommés par le Gouvernement pour la législature. Les membres nommés en cours de période le sont pour la fin de celle-ci. Ils sont rééligibles.

Séances

**Art. 13** <sup>1</sup> La commission de surveillance des droits des patients siège aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins deux fois par année, sur convocation de son président ou à la demande de trois de ses membres.

<sup>2</sup> Elle ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents.

Action d'office ou  
sur requête

**Art. 14** <sup>1</sup> La commission de surveillance des droits des patients accomplit ses tâches d'office ou sur requête.

<sup>2</sup> Elle reçoit les plaintes des patients en matière de violation des droits de ces derniers.

Procédure de  
plainte  
a) Dépôt

**Art. 15** Le patient qui estime que ses droits n'ont pas été respectés peut déposer une plainte, par écrit et motivée, auprès de la commission de surveillance des droits des patients. La plainte doit être datée et signée par le patient, par l'un des ses proches ou par un mandataire et comporter les offres de preuve.

b) Prescription

**Art. 16** Le droit de porter plainte auprès de la commission de surveillance des droits des patients se prescrit par deux ans à compter de la survenance des actes reprochés. Lorsque ces derniers sont soumis à un délai de prescription plus long découlant du droit civil ou pénal, ce délai s'applique.

c) Examen  
préalable

**Art. 17** <sup>1</sup> A titre préalable, le président de la commission de surveillance des droits des patients examine si la plainte a été précédée d'une procédure de médiation. Si tel n'est pas le cas, il informe le plaignant de cette possibilité et l'invite à se déterminer à ce sujet.

<sup>2</sup> Si le plaignant accepte la voie de la médiation, la plainte est transmise au médiateur.

<sup>3</sup> Si le plaignant refuse la voie de la médiation, le président de la commission examine la recevabilité de la plainte et, dans l'affirmative, instruit le dossier. Si la plainte paraît d'emblée manifestement abusive, il propose à la commission de la rejeter sans autre instruction; dans ce cas, les parties sont informées du rejet de la plainte.

d) Instruction

**Art. 18** <sup>1</sup> Le président de la commission de surveillance des droits des patients conduit l'instruction des plaintes. Il peut confier cette tâche à un autre membre de la commission ou à une délégation de celle-ci.

<sup>2</sup> L'instruction se déroule conformément aux règles du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

e) Parties

**Art. 19** Ont qualité de partie devant la commission de surveillance des droits des patients les personnes contre lesquelles la plainte est dirigée et l'établissement dont elles relèvent.

f) Décision

**Art. 20** <sup>1</sup> Lorsque l'instruction de la plainte est terminée, le président soumet l'affaire à la commission de surveillance des droits des patients pour décision. S'il y a lieu, la commission peut requérir des actes d'instruction complémentaires.

<sup>2</sup> La décision de la commission constate si les actes incriminés constituent une violation des droits reconnus aux patients ou non. En cas de violation des droits des patients, la commission propose aux autorités compétentes les mesures propres à éviter de nouvelles violations de ces droits.

<sup>3</sup> En cas d'infraction aux dispositions de la législation sanitaire, la commission en informe le Service de la santé.

## SECTION 4 : Dispositions diverses

Obligations des établissements à caractère psychiatrique

**Art. 21** <sup>1</sup> La direction médicale des établissements à caractère psychiatrique adresse trimestriellement au médecin cantonal la liste nominative des patients hospitalisés contre leur gré ou ayant fait l'objet de mesures de contrainte. La liste mentionne au moins la date de leur entrée et, le cas échéant, de leur sortie, leur statut juridique et hospitalier, ainsi que les éventuelles mesures de contrainte qui leur ont été appliquées.

<sup>2</sup> Les établissements à caractère psychiatrique adressent chaque année, jusqu'à fin février, un rapport à la commission de surveillance des droits des patients sur le type de prise en charge effectuée (placements à des fins d'assistance, séjours volontaires, mesures de contrainte médicale ou non).<sup>7</sup>

Secret de  
fonction

**Art. 22** Le médiateur, son suppléant et les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>4</sup>.

Indemnisation

**Art. 23** <sup>1</sup> Les membres de la commission de surveillance des droits des patients sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Le médiateur et son suppléant font l'objet d'une rétribution particulière arrêtée par le Gouvernement.

Frais et dépens

**Art. 24** <sup>1</sup> La procédure devant le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients est gratuite et il n'est pas alloué de dépens.

<sup>2</sup> En cas de plainte ou de dénonciation téméraire ou abusive, il peut être perçu un émolument conformément à la législation sur les émoluments.<sup>8</sup>

Application du  
Code de  
procédure  
administrative

**Art. 25** Sauf prescription particulière de la présente ordonnance, le Code de procédure administrative<sup>3</sup> s'applique à la procédure devant le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients.

Entrée en  
vigueur

**Art. 26** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2007.

Delémont, le 24 avril 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 213.32](#)
- 2) [RSJU 810.01](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) [RSJU 172.356](#)
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 7) Nouvelle teneur selon l'article 31 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 8) Nouvelle teneur selon l'article 2, lettre b, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017





## Ordonnance sur l'organisation gérontologique

du 14 décembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 9, alinéa 4, 10, alinéa 3, 25, alinéa 3, 36, alinéa 3, 39, alinéa 2, et 41, alinéa 2, de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gérontologique<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur l'organisation gérontologique.

<sup>2</sup> Elle s'applique aux institutions suivantes :

- services d'aide ou de soins liés au maintien à domicile;
- centres de jour;
- lits d'accueil de nuit;
- lits d'accueil temporaire;
- appartements protégés;
-  tablissements médico-sociaux;
- unités de vie de psychogériatrie.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définition des  
institutions

**Art. 3<sup>1)</sup>** Le département auquel est rattaché le Service de la santé publique (ci-après : "le Département") arrête la définition des différentes institutions dans le catalogue des prestations de la planification médico-sociale.

### CHAPITRE II : Autorisation d'exploiter

#### SECTION 1 : Généralités

En général

**Art. 4** L'autorisation d'exploiter est délivrée à l'institution qui, eu égard à sa mission, aux prestations offertes et, le cas échéant, à la capacité d'accueil prévue, satisfait aux exigences suivantes :

- a) elle est dirigée par une personne qui possède la formation ou les titres requis; le Département peut, à titre provisoire et pour une durée de quatre ans au plus, reconnaître comme responsable une personne qui s'est engagée à effectuer la formation requise dans ce délai;
- b) elle dispose du personnel qualifié en nombre suffisant et moralement intègre;
- c) son organisation est adéquate et respecte les droits des patients;
- d) sa localisation, ses accès et son environnement sont adaptés aux besoins de ses usagers;
- e) elle tient un dossier administratif et de soins pour chacun de ses usagers; le Département édicte les règles de détails y relatives;
- f) elle dispose des bâtiments, des infrastructures et de l'équipement nécessaires répondant aux exigences d'hygiène et de sécurité;
- g) elle dispose d'une assurance responsabilité civile offrant une couverture adaptée à la nature et à l'étendue des risques liés à son activité;
- h) elle s'engage à fournir de manière régulière au Service de la santé toutes les données statistiques requises par les autorités fédérales et cantonales.

## SECTION 2 : Procédure

### Requête

**Art. 5** <sup>1</sup> L'institution qui entend obtenir une autorisation d'exploiter présente une demande écrite dans ce sens au Service de la santé, à l'intention du Département.

<sup>2</sup> Le Service de la santé instruit le dossier.

### Pièces requises et informations

**Art. 6<sup>11)</sup>** <sup>1</sup> La demande est accompagnée des informations et documents suivants :

- a) la dénomination de l'institution;
- b) l'acte constitutif et les statuts de l'institution;
- c) la description de la mission, de l'organisation et du concept global de l'institution et des prestations offertes par cette dernière;
- d) les données précises sur la capacité de prise en charge;
- e) la description et les plans des locaux affectés à l'exploitation de l'institution;
- f) le dossier personnel du responsable de l'institution comprenant son curriculum vitae, des copies de ses diplômes et autres titres, un extrait de son casier judiciaire au sens de l'article 371 du Code pénal suisse<sup>12)</sup> ainsi qu'un extrait spécial de son casier judiciaire au sens de l'article 371a du Code pénal suisse<sup>12)</sup>, une attestation de l'Office des poursuites et faillites, un certificat de bonne vie et mœurs;
- g) la liste des membres du personnel, avec l'indication de leurs qualifications professionnelles, la confirmation que l'extrait de leur casier judiciaire au sens de l'article 371 du Code pénal suisse<sup>12)</sup> et l'extrait spécial de leur casier judiciaire au sens de l'article 371a du Code pénal suisse<sup>12)</sup> sont en possession du responsable de l'institution, ainsi qu'un organigramme;

- h) le descriptif du système de gestion globale de la qualité;
- i) le règlement interne de l'institution et la procédure de gestion des plaintes des patients;
- j) une attestation d'assurance en responsabilité civile;
- k) un plan financier et un bilan;
- l) pour les centres de jour, l'accord des communes concernées et l'engagement financier de ces dernières;
- m) les autres renseignements et documents requis par le Service de la santé publique.

<sup>2</sup> Les documents mentionnés à l'alinéa 1, lettre f, doivent en outre être remis à chaque changement du responsable de l'institution.

<sup>3</sup> Les extraits du casier judiciaire mentionnés à l'alinéa 1, lettre g, doivent être en possession du responsable de l'institution pour tout employé, tant au moment de la requête pour les personnes déjà en poste qu'au moment d'un engagement ultérieur. Il en va de même pour chaque personne en formation engagée pour une durée d'un mois au minimum ou pour une durée inférieure si elle est amenée à être seule en présence des bénéficiaires de l'institution.

<sup>4</sup> Les extraits, attestations et certificats requis aux alinéas précédents doivent être récents.

<sup>5</sup> Tout employé ou toute personne en formation qui fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit susceptible de porter préjudice à l'activité de l'institution en informe sans délai sa hiérarchie, à moins que l'infraction ne soit de peu de gravité et sans aucun rapport avec la fonction exercée.

Obligation de  
renseigner

**Art. 7** L'institution qui souhaite obtenir une autorisation d'exploiter est tenue de fournir à l'autorité tous les renseignements nécessaires à l'examen de sa demande.

Décision

**Art. 8** Si les conditions d'octroi sont réalisées, l'autorisation d'exploiter est délivrée par le Département sur préavis du Service de la santé.

Modalités

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Département peut limiter l'autorisation à certaines catégories de prestations ou de bénéficiaires ou l'assortir de conditions.

<sup>2</sup> L'autorisation est octroyée en principe pour quatre ans. Elle peut être délivrée pour une durée plus courte, si toutes les conditions pour son octroi ne sont pas remplies. Il ne peut cependant être délivré d'autorisation lorsque les conditions de sécurité et d'hygiène ou d'autres conditions nécessaires pour une prise en charge adéquate des usagers ne sont pas remplies.

<sup>3</sup> Les dispositions spécifiques découlant de la présente ordonnance pour chaque catégorie d'institution sont réservées.

Renouvellement **Art. 10** <sup>1</sup> La requête en renouvellement de l'autorisation doit être présentée au moins six mois à l'avance au Service de la santé à l'intention du Département.

<sup>2</sup> Le Département examine si les conditions pour l'octroi de l'autorisation sont toujours remplies.

Modifications **Art. 11** <sup>1</sup> L'institution qui entend procéder à des modifications sur des éléments sur lesquels porte l'autorisation d'exploiter est tenue de présenter préalablement une requête au Service de la santé à l'intention du Département. La requête comporte la description détaillée des modifications et les pièces justificatives qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Le Département modifie l'autorisation d'exploiter en conséquence.

### CHAPITRE III : Reconnaissance d'utilité publique

#### SECTION 1 : Conditions

Conditions **Art. 12** Pour être reconnue d'utilité publique, une institution doit remplir cumulativement les conditions suivantes :

- a) être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter;
- b) répondre à un besoin et correspondre à la planification médico-sociale cantonale;
- c) recevoir et traiter toutes les personnes dont l'état de santé relève de la mission qui lui est reconnue, en fonction de ses possibilités d'accueil;
- d)<sup>8)</sup> respecter la convention collective de la branche ou offrir les conditions de travail usuelles dans la région et respecter l'égalité entre hommes et femmes;
- e) garantir une offre de formation continue adéquate à son personnel;
- f) utiliser un plan comptable reconnu par le Département;
- g) sur demande du Département, utiliser un outil uniforme d'informatisation des données;
- h) s'engager à suivre les recommandations du bureau d'information et d'orientation, en regard de sa mission et de ses possibilités d'hébergement.

## SECTION 2 : Procédure

Requête	<p><b>Art. 13</b> <sup>1</sup> L'institution qui entend obtenir sa reconnaissance d'utilité publique présente à cette fin une requête motivée au Service de la santé, à l'intention du Département.</p> <p><sup>2</sup> La demande peut être présentée en tout temps.</p> <p><sup>3</sup> Le Service de la santé instruit le dossier.</p>
Pièces requises et informations	<p><b>Art. 14</b> L'institution joint à sa requête les informations et documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un plan financier équilibré et un plan de trésorerie portant sur une durée minimum de trois ans, le budget et, le cas échéant, le bilan et les comptes de l'institution;</li> <li>b) <sup>8)</sup> les documents attestant le respect de la convention collective de la branche ou l'offre des conditions de travail usuelles dans la région et le respect de l'égalité entre hommes et femmes;</li> <li>c) la désignation de l'organe de révision et, le cas échéant, le dernier rapport de révision;</li> <li>d) la stratégie de l'institution;</li> <li>e) les autres renseignements requis par le Service de la santé.</li> </ul>
Obligation de renseigner	<p><b>Art. 15</b> L'institution qui souhaite obtenir la reconnaissance d'utilité publique est tenue de fournir à l'autorité tous les renseignements nécessaires à l'examen de sa demande.</p>
Décision	<p><b>Art. 16</b> Si les conditions d'octroi sont réalisées, le Département délivre la reconnaissance d'utilité publique et en fixe l'entrée en vigueur.</p>
Modalités	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup> Le Département peut limiter la reconnaissance d'utilité publique à certaines catégories de prestations ou de bénéficiaires ou l'assortir de conditions.</p> <p><sup>2</sup> La reconnaissance d'utilité publique est octroyée en principe pour quatre ans. Elle prend fin au plus tard en même temps que l'autorisation d'exploiter.</p> <p><sup>3</sup> Elle est renouvelée, moyennant une demande faite au moins six mois avant l'échéance, pour autant que les conditions de son octroi soient toujours remplies.</p>

## Modifications

**Art. 18** <sup>1</sup> L'institution qui entend procéder à des modifications sur des éléments sur lesquels porte la reconnaissance d'utilité publique est tenue de présenter préalablement une requête au Service de la santé à l'intention du Département. La requête comporte la description détaillée des modifications et les pièces justificatives qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si les conditions de la reconnaissance d'utilité publique sont remplies, le Département modifie la reconnaissance en conséquence.

## CHAPITRE IV : Surveillance, sanctions

### SECTION 1 : Surveillance

## Accès aux locaux et aux documents

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans le cadre de la surveillance, le Service de la santé ou son mandataire disposent, sous la responsabilité du médecin cantonal, d'un libre accès aux locaux, aux documents concernant l'organisation de l'institution, aux dossiers du personnel et des patients, des résidents ou des bénéficiaires, sous réserve des dispositions légales sur la protection des données.

<sup>2</sup> Le personnel ainsi que les patients, résidents ou bénéficiaires peuvent être entendus.

## Visites

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Service de la santé ou le mandataire désigné procède, s'il y a lieu, à une visite de l'établissement lorsqu'une demande d'autorisation d'exploiter ou de renouvellement de celle-ci est déposée.

<sup>2</sup> Les visites de contrôle sont, en règle générale, annoncées; elles sont suivies d'une restitution orale et de la remise d'un rapport de visite en présence des personnes chargées du contrôle et d'un représentant du Service de la santé.

<sup>3</sup> Le Service de la santé peut procéder à une visite sans préavis lorsque les circonstances l'exigent, notamment en cas de plainte ou de manquements présumés graves ou lorsque l'efficacité du contrôle en dépend. Le mandataire ne peut procéder à une visite sans préavis que sur demande spécifique du Service de la santé.

## Mesures correctrices

**Art. 21** Lorsque la visite de contrôle révèle des irrégularités ou des carences, le Service de la santé en informe l'institution et invite cette dernière à prendre les mesures correctrices nécessaires dans un délai raisonnable, sous peine de limitation ou de retrait de l'autorisation d'exploiter ou de la reconnaissance d'utilité publique.

## SECTION 2 : Sanctions

Autorisation  
d'exploiter

**Art. 22** <sup>1</sup> Le retrait de l'autorisation d'exploiter est rendu public.

<sup>2</sup> Le Département prend les mesures rendues nécessaires à la suite du retrait de l'autorisation d'exploiter. Il garantit la prise en charge et la sécurité des patients.

<sup>3</sup> L'Etat ne répond pas des conséquences financières résultant du retrait de l'autorisation d'exploiter.

Reconnaissance  
d'utilité publique

**Art. 23** <sup>1</sup> Le retrait de l'autorisation d'exploiter entraîne celui de la reconnaissance d'utilité publique.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de la santé constate que les conditions d'octroi de la reconnaissance d'utilité publique ne sont plus remplies, il en informe sans délai le Département. Ce dernier impartit un délai à l'institution pour régulariser la situation.

<sup>3</sup> Si l'institution ne prend pas les mesures exigées dans le délai imparti, le Département lui retire la reconnaissance d'utilité publique.

## CHAPITRE V : Normes de qualité

Système de  
qualité

**Art. 24** <sup>1</sup> Les institutions appliquent les normes de qualité reconnues et les directives des associations professionnelles de la branche considérée.

<sup>2</sup> Chaque institution désigne un organe ou une personne responsable de la gestion globale de la qualité, notamment en matière de santé, de sécurité et d'hygiène.

<sup>3</sup> L'institution prend également les mesures nécessaires pour le respect des droits des patients et la gestion des plaintes.

<sup>4</sup> Le Département peut édicter des directives fixant les exigences en matière de formation continue et de gestion globale de la qualité.

Formation

**Art. 25** <sup>1</sup> Les institutions encouragent la formation continue correspondant aux fonctions et aux responsabilités de leur personnel, notamment en matière de soins palliatifs, de gériatrie et de prévention de la maltraitance.

<sup>2</sup> Les différents niveaux de formation ainsi que les équivalences peuvent être évalués en tout temps par le Département.

## **CHAPITRE VI : Financement, subventionnement**

### **SECTION 1 : Subventionnement à l'exploitation**

#### Généralités

**Art. 26** <sup>1</sup> Les institutions reconnues d'utilité publique qui ne sont pas en mesure de couvrir leurs frais d'exploitation par leurs propres ressources peuvent, dans les limites de la reconnaissance, bénéficier de subventions de l'Etat. Elles mettent cependant tout en œuvre pour tendre à l'autofinancement. Elles justifient et documentent leurs démarches dans ce sens.

<sup>2</sup> Le financement résiduel des soins à la charge de l'Etat n'est pas considéré comme une subvention à l'exploitation au sens des présentes dispositions.

#### Requête

**Art. 27** <sup>1</sup> L'institution qui entend obtenir un subventionnement de l'Etat présente à cette fin une requête motivée au Service de la santé, à l'intention du Gouvernement.

<sup>2</sup> La demande peut être présentée en tout temps.

<sup>3</sup> Le Service de la santé instruit le dossier.

#### Pièces requises et information

**Art. 28** L'institution joint à sa requête, les informations et documents suivants :

- a) le plan financier, le plan trésorerie et le budget d'exploitation de l'institution pour une durée minimum de trois ans, les comptes et le bilan de l'institution;
- b) un état de son personnel ainsi que son évolution, précisant le poste occupé, la classification salariale;
- c) un engagement de soumettre sa gestion administrative et financière au contrôle de l'Etat;
- d) les autres renseignements et documents requis par le Service de la santé.

#### Décision

**Art. 29** Si les conditions de subventionnement sont réalisées, le Gouvernement fixe le montant admis.

#### Modalités

**Art. 30** <sup>1</sup> En règle générale, le subventionnement intervient sur la base d'un contrat de prestations conclu entre l'institution et l'Etat ou, pour les centres de jour, les communes concernées.



<sup>2</sup> Le contrat précise notamment les missions et les prestations subventionnées, les exigences particulières, le plan comptable à utiliser et les documents à remettre au Service de la santé.

Institution offrant  
plusieurs  
prestations

**Art. 31** Lorsqu'une même institution offre des prestations relevant de différentes missions, le Gouvernement peut octroyer un subventionnement sous la forme d'une enveloppe globale ou en distinguant de manière précise le subventionnement selon le type de prestations.

Subvention  
supplémentaire

**Art. 32** Le Gouvernement peut octroyer une subvention supplémentaire pour encourager le développement de certaines activités ou prestations qui présentent un intérêt prépondérant pour le Canton.

## SECTION 2 : Subventionnement à l'investissement

Principes

**Art. 33** <sup>1</sup> Sont considérées comme investissements les dépenses supérieures à 10 000 francs, consenties en vue de la constitution des biens de l'institution qui génèrent un usage accru ou nouveau et dont la durée d'utilisation s'étend sur plusieurs années.

<sup>2</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, il n'est pas alloué de subvention directe pour les dépenses d'investissements. Le cas échéant, l'autorisation du Service de la santé est nécessaire.

<sup>3</sup> Les intérêts et amortissements relatifs aux investissements préalablement admis par le Département peuvent être pris en compte dans le cadre du subventionnement lié à l'exploitation.

## SECTION 3 : Organe de gestion

Attributions

**Art. 34** <sup>1</sup> Les responsabilités et les compétences de l'organe de gestion de l'institution sont définies dans les statuts.

<sup>2</sup> L'organe de gestion contrôle en particulier l'activité de la direction.

Représentation  
de l'Etat

**Art. 35** <sup>1</sup> L'institution qui perçoit des subventions de l'Etat garantit la représentation de ce dernier dans son organe de gestion.

<sup>2</sup> Le Gouvernement désigne les représentants de l'Etat au sein de l'organe de gestion et en informe l'institution. Il arrête leur cahier des charges.

<sup>3</sup> L'institution transmet au Service de la santé la convocation de chacune des séances de l'organe de gestion avec l'ordre du jour, ainsi que les procès-verbaux des séances.

## **SECTION 4 : Approbation des tarifs**

Approbation des  
tarifs

**Art. 36** <sup>1</sup> Les institutions soumettent leurs tarifs à l'approbation du Département.

<sup>2</sup> Le Département approuve les tarifs qui correspondent à ceux reconnus dans le cadre des prestations complémentaires.

<sup>3</sup> Le Département précise par voie de directive les prestations qui doivent être incluses dans ces tarifs.

<sup>4</sup> L'institution perçoit l'allocation pour impotence dévolue à l'usager dans la mesure où les prestations fournies correspondent au but de celle-ci.

## **CHAPITRE VII : Dispositions particulières**

### **SECTION 1 : Services d'aide ou de soins liés au maintien à domicile**

Généralités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les services d'aide ou de soins liés au maintien à domicile ont pour mission générale d'aider les personnes atteintes dans leur santé ou dépendantes à maintenir l'autonomie nécessaire leur permettant de résider à leur domicile.

<sup>2</sup> Leurs tâches consistent notamment à :

- favoriser le maintien à domicile des personnes;
- collaborer activement avec les partenaires, notamment les médecins traitants, les fournisseurs de soins thérapeutiques et les autres institutions de santé;
- participer à la mise en œuvre de la prévention et de la promotion de la santé;
- proposer des mesures de répit, d'accompagnement et de conseil aux proches dans le but de favoriser le maintien à domicile des personnes atteintes dans leur santé ou dépendantes.

Champ d'activité

**Art. 38** L'institution délimite son champ d'activité ainsi que les conditions-cadres de son exploitation en ce qui concerne :

- le type de patients;
- le type de prestations;

- la région couverte;
- les horaires d'intervention;
- les normes de qualité.

## SECTION 2 : Services de soins liés au maintien à domicile

### Prestations

**Art. 39** <sup>1</sup> L'institution dispense les prestations de soins nécessaires en fonction d'une évaluation des besoins effectuée par un infirmier dans chaque cas et consignée dans le dossier. Elle peut aussi dispenser des prestations thérapeutiques.

<sup>2</sup> L'évaluation des besoins en soins se fait à l'aide d'instruments reconnus par le Département. Elle comprend l'appréciation de l'état général du patient, l'évaluation de son environnement ainsi que celle des soins dont il a besoin.

<sup>3</sup> Les soins prodigués relèvent des types de prestations suivants, correspondant aux définitions de l'ordonnance du DFI du 29 septembre 1995 sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS)<sup>2)</sup> : évaluations et conseils, examens et traitements, soins de base, soins aigus et de transition. Ils sont prescrits par un médecin et sont effectués par le personnel selon son niveau de formation et ses compétences. Le personnel est également autorisé à prodiguer certains types de soins sur la base d'une délégation.

<sup>4</sup> Si l'institution intervient dans des appartements protégés, une autorisation spécifique est nécessaire.

### Personnel

**Art. 40** <sup>1</sup> Chaque institution dispose d'un infirmier responsable, chargé d'assurer les prestations de soins et thérapeutiques, et, en principe, d'un médecin répondant.

<sup>2</sup> Tout le personnel soignant non-qualifié doit avoir suivi au minimum un cours d'introduction dans le domaine des soins et de l'accompagnement, tel que le cours d'auxiliaire de la Croix-Rouge ou un cours de niveau équivalent.

<sup>3</sup> Le personnel soignant et thérapeutique est impliqué dans les processus d'information et d'assurance qualité de l'organisation.

### Dotation

**Art. 41** <sup>1</sup> Chaque institution dispose de l'équivalent d'au moins deux postes à plein temps de personnel infirmier diplômé au bénéfice d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou, à titre exceptionnel, sur le territoire d'un autre canton.

<sup>2</sup> Le personnel infirmier diplômé représente au minimum 20 % du total des postes du personnel soignant.

<sup>3</sup> Le personnel non-qualifié ne doit pas représenter plus de 25 % du total des postes de personnel soignant.

<sup>4</sup> Les apprentis, les stagiaires et les étudiants ne sont pas compris dans la dotation.

<sup>5</sup> Lorsque l'institution est organisée en services régionaux, chaque service dispose d'au moins l'équivalent d'un poste à plein temps d'infirmier diplômé au bénéfice d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou, à titre exceptionnel, sur le territoire d'un autre canton.

<sup>6</sup> Chaque institution ou service régional dispose d'au moins un infirmier, désigné par la direction, bénéficiant d'une formation en soins palliatifs.

Formation et  
responsabilités  
1. Direction

**Art. 42** <sup>1</sup> Le directeur d'une institution fournissant des prestations de soins à domicile doit être porteur d'un diplôme de niveau HES en lien avec son activité ou avoir acquis une formation ou une expérience jugée équivalente par le Département et justifier d'une expérience pratique de direction ou de conduite du personnel de deux ans au minimum.

<sup>2</sup> Il dispose également d'une formation ou d'une expérience spécifique dans le domaine médico-social. Le Département peut accorder des dérogations en fonction de la taille de l'institution.

2. Responsabilité  
médicale

**Art. 43** <sup>1</sup> Le médecin répondant est en charge de l'organisation médicale générale de l'institution.

<sup>2</sup> Le médecin répondant est au bénéfice d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou, à titre exceptionnel, sur le territoire d'un autre canton, et d'une expérience en gériatrie. Dans la mesure du possible, il a suivi une formation continue en soins palliatifs et en psychogériatrie.

<sup>3</sup> Le médecin répondant peut exercer une surveillance des processus médicaux en lien avec le fonctionnement institutionnel.

<sup>4</sup> Les médecins traitants des patients répondent des ordres médicaux délégués au personnel soignant.

3. Infirmier  
responsable

**Art. 44** <sup>1</sup> L'infirmier responsable de l'organisation ou d'un service régional est au bénéfice d'une formation de niveau tertiaire et dispose d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou, à titre exceptionnel, sur le territoire d'un autre canton.

<sup>2</sup> Il est également au bénéfice d'une spécialisation en gestion.

### **SECTION 3 : Services d'aide liés au maintien à domicile**

Buts

**Art. 45** <sup>1</sup> Les prestataires d'aide liée au maintien à domicile ont pour objectifs de permettre aux personnes atteintes dans leur santé ou dépendantes de résider à leur domicile et d'apporter un soutien à leur entourage.

<sup>2</sup> Lorsqu'une institution fournit uniquement des prestations d'aide, à l'exclusion de tout soin, elle peut renoncer à demander une autorisation d'exploiter au Département. Dans ce cas, elle ne peut bénéficier d'une reconnaissance d'utilité publique ni de subvention.

<sup>3</sup> Les institutions au bénéfice d'une autorisation d'exploiter appliquent les tarifs approuvés par le Département.

Prestations  
d'aide

**Art. 46** <sup>1</sup> Les prestations d'aide s'entendent notamment des tâches suivantes :

1. la cuisine, l'alimentation et les courses :
  - faire les achats pour la personne, établir un budget;
  - préparer ou aider à la préparation ou à la planification des repas, compte tenu du budget et de l'état de santé de la personne;
  - conseiller la personne en matière de cuisine, d'alimentation, de nutrition;
2. la gestion du ménage : entretenir le ménage et exécuter les tâches de nettoyage courantes;
3. l'entretien du linge et des chaussures;
4. la prise en charge éducative momentanée des enfants : jeux, promenades, lectures, devoirs scolaires;
5. la livraison de repas ou l'offre de repas en commun;
6. les services de transports adaptés aux personnes à mobilité réduite;
7. la consultation sociale et l'appui administratif;
8. le soutien aux proches aidants;
9. les autres formes de prestations d'aide telles qu'auxiliaire de vie, bénévolat, lecture, veille, etc.

<sup>2</sup> L'institution dispose d'un responsable de l'aide à domicile chargé de la réception, de l'acceptation des demandes et de l'évaluation des besoins, de la planification des interventions et du choix du type de personnel impliqué, ainsi que du contrôle de l'adéquation. Lorsque l'utilisateur bénéficie simultanément de soins, l'évaluation peut être opérée par l'infirmier concerné.

<sup>3</sup> Le responsable de l'aide à domicile est au bénéfice d'une formation reconnue par le Service de la santé.

<sup>4</sup> Le Département peut définir les types de prestations qui ne sont pas soumises aux présentes dispositions.

Participation de  
l'utilisateur

**Art. 47** Dans la mesure du possible, le personnel fait participer l'utilisateur aux différentes activités.

Dotation

**Art. 48** <sup>1</sup> Chaque institution dispose du personnel nécessaire à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> Les tâches ménagères peuvent être confiées à du personnel qui n'est pas au bénéfice d'un diplôme, mais qui a suivi au minimum un cours d'introduction dans le domaine de l'économie familiale ou de l'aide à domicile.

<sup>3</sup> Les apprentis, les stagiaires et les étudiants ne sont pas compris dans la dotation.

Personnel  
1. Direction

**Art. 49** <sup>1</sup> Le directeur d'une institution fournissant des prestations d'aide à domicile doit en principe être porteur d'un diplôme de niveau HES en lien avec son activité, ou avoir acquis une formation ou une expérience jugées équivalentes par le Département et justifier d'une expérience pratique de direction ou de conduite du personnel de deux ans au minimum.

<sup>2</sup> Le Département peut accorder des dérogations en fonction de la taille de l'institution.

2. Responsable  
de l'aide à  
domicile et autre  
personnel

**Art. 50** <sup>1</sup> L'institution dispose d'un responsable de l'aide à domicile et de personnel au bénéfice d'un diplôme en lien avec les prestations fournies qui agit sous sa responsabilité.

<sup>2</sup> Le responsable de l'aide à domicile garantit les collaborations nécessaires avec les services de soins à domicile ainsi que les autres partenaires qui participent à la prise en charge de la personne.

Financement

**Art. 51** Les subventions accordées pour les prestations d'aide à domicile sont admises à la répartition des charges de l'action sociale.

## CHAPITRE VIII : Structures intermédiaires

### SECTION 1 : Centres de jour

Généralités

**Art. 52** <sup>1</sup> Les centres de jour ont pour mission d'offrir un encadrement aux personnes âgées dont le maintien à domicile est possible.

<sup>2</sup> Ils permettent aux personnes prises en charge de retrouver ou de maintenir leur vie sociale, de conserver leur autonomie et leur indépendance et de retarder leur entrée dans une institution de prise en charge stationnaire.

<sup>3</sup> Ils offrent également un soutien aux familles et à l'entourage et permettent de les soulager temporairement.

Modalités

**Art. 53** <sup>1</sup> Les centres de jour ont en principe un caractère régional.

<sup>2</sup> L'autorisation d'exploiter leur est délivrée lorsqu'une ou plusieurs communes desservies ont attesté leur besoin d'accueil en la matière et ont garanti le versement du subventionnement éventuel.

<sup>3</sup> Si le centre de jour est reconnu d'utilité publique et bénéficie d'un subventionnement, les communes concernées versent ce dernier. Celui-ci est pris à la répartition des charges de l'action sociale, jusqu'à concurrence du montant admis par le Gouvernement. Le surplus est à la charge des communes concernées.

<sup>4</sup> Si le centre de jour est rattaché à un lieu de vie existant, le Département peut prévoir que l'Etat verse directement la subvention octroyée. Le cas échéant, cette dernière est également prise à la répartition des charges de l'action sociale.

Prestations

**Art. 54** <sup>1</sup> Les centres de jour offrent des prestations socio-hôtelières et d'animation. Ils peuvent également offrir un service de transport et des repas.

<sup>2</sup> Ils dispensent leurs prestations en principe cinq jours par semaine.

<sup>3</sup> Dans certaines circonstances, des prestations paramédicales et thérapeutiques peuvent également être offertes.

<sup>4</sup> Si des prestations de soins au sens de la loi fédérale sur l'assurance maladie<sup>3)</sup> sont fournies, une autorisation d'exploiter spécifique est nécessaire. Le Département adapte les exigences, notamment en termes de dotation et de formation du personnel.

<sup>5</sup> Lorsque le centre de jour est rattaché à une institution existante, les exigences analogues à celles de l'institution-mère s'appliquent.

<sup>6</sup> Si des prestations de soins au sens la loi fédérale sur l'assurance maladie<sup>3)</sup> sont fournies, les règles de remboursement par les assureurs-maladie s'appliquent selon le type de prestations.

Personnel  
1. Responsable

**Art. 55** <sup>1</sup> La personne responsable du centre de jour dispose d'une formation de niveau tertiaire ou jugée équivalente.

<sup>2</sup> Le Département peut préciser les exigences de formation en fonction de la capacité de l'institution et des prestations fournies.

2. Dotation

**Art. 56** <sup>1</sup> Les centres de jour disposent d'au minimum de 0.25 poste par personne prise en charge, toutes catégories confondues, à l'exclusion du personnel bénévole, des apprentis et des stagiaires, mais au moins l'équivalent de deux postes à plein temps de personnel qualifié ou formé à la prise en charge gériatrique.

<sup>2</sup> La dotation minimale en personnel est augmentée lorsque la structure est spécialisée, notamment pour l'accompagnement de personnes atteintes de pathologies démentielles ou d'autres atteintes à la santé qui rendent la prise en charge plus spécifique.

<sup>3</sup> Durant les heures d'ouverture, si le centre de jour accueille plus d'une personne, au moins deux employés doivent être présents en permanence.

Infrastructures

**Art. 57** <sup>1</sup> L'institution dispose d'un espace de vie adapté aux personnes accueillies, composé d'une salle commune, d'une salle à manger et d'un espace pour le repos aménagé avec des fauteuils relaxants ou des lits.

<sup>2</sup> Le centre de jour doit garantir l'accès aux personnes à mobilité réduite. Il est également équipé de WC et d'une douche adaptés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les centres de jour veillent à respecter les normes architecturales reconnues.



## SECTION 2 : Lits d'accueil de nuit

Généralités	<p><b>Art. 58</b> <sup>1</sup> Les lits d'accueil de nuit sont des lits intégrés à un établissement médico-social ou à une unité de vie de psychogériatrie. Ils accueillent des personnes âgées dépendantes pour passer la nuit et ainsi bénéficier d'une surveillance.</p> <p><sup>2</sup> Ils permettent, selon les circonstances, de soulager l'entourage de la personne dans la perspective d'un maintien à domicile durant la journée.</p>
Prestations	<p><b>Art. 59</b> <sup>1</sup> Les prestations offertes dépendent de la structure à laquelle ils sont rattachés.</p> <p><sup>2</sup> L'accueil est assuré tous les jours et, dans la mesure du possible, un service de transport est organisé par l'institution.</p> <p><sup>3</sup> L'institution fixe les horaires d'arrivée et de sortie ainsi que les prestations offertes.</p>
Modalités	<p><b>Art. 60</b> Les critères et les exigences relatifs à l'obtention de l'autorisation d'exploiter et à la dotation en personnel sont identiques à ceux exigés pour la structure à laquelle sont rattachés les lits d'accueil de nuit.</p>

## SECTION 3 : Lits d'accueil temporaire

Généralités	<p><b>Art. 61</b> Les lits d'accueil temporaire sont des lits rattachés à une structure de soins existante, offrant une prise en charge temporaire du bénéficiaire afin de soulager son entourage ou de permettre une convalescence avant un retour à domicile.</p>
Prestations	<p><b>Art. 62</b> Les prestations offertes dépendent de la structure à laquelle les lits d'accueil temporaire sont rattachés.</p>
Modalités	<p><b>Art. 63</b> Les critères et les exigences relatifs à l'obtention de l'autorisation d'exploiter et à la dotation en personnel sont identiques à ceux exigés pour la structure à laquelle sont rattachés les lits d'accueil temporaire.</p>
Durée maximale du séjour	<p><b>Art. 64</b><sup>8)</sup> La durée maximale d'un séjour en lit d'accueil temporaire est fixée à 30 jours consécutifs. Si justifiée, la durée du séjour peut être renouvelée une fois pour 30 jours supplémentaires.</p>

## CHAPITRE IX : Lieux de vie

### SECTION 1 : Dispositions communes

#### Infrastructures

**Art. 65** <sup>1</sup> Les lieux de vie sont dépourvus de barrières architecturales; ils répondent aux normes reconnues en matière de constructions adaptées.

<sup>2</sup> L'infrastructure et l'aménagement des locaux comportent au minimum :

1. un bureau ou un local de garde;
2. des locaux communs en nombre suffisant et de dimensions adaptées;
3. un ascenseur aux dimensions adaptées, selon les infrastructures et le nombre de bâtiments;
4. un système d'appel du personnel, fixe dans les chambres ou mobile, installé également dans tous les sanitaires et les locaux communs.

<sup>3</sup> Les infrastructures respectent les prescriptions légales et les normes en matière d'hygiène, de sécurité, d'incendie, de respect de l'environnement, notamment.

<sup>4</sup> Le Département arrête, par voie de directives, les règles de détail applicables aux infrastructures, aménagements et équipements des lieux de vie.

#### Contrat d'hébergement

**Art. 66** <sup>1</sup> Lors de l'entrée en institution, chaque résidant est informé de ses droits et obligations.

<sup>2</sup> Les institutions disposent, à cet effet, d'un contrat d'hébergement qui contient, au minimum, les informations suivantes :

1. les prestations de l'institution :
  - a) les prestations de pension;
  - b) les prestations médicales et paramédicales;
2. les conditions financières;
3. les droits et obligations du résidant;
4. les droits et obligations de l'institution;
5. l'organisation de la vie quotidienne.

<sup>3</sup> Le contrat d'hébergement contient également le règlement interne de l'institution, dont le contenu prévoit au moins les éléments suivants :

1. le fonctionnement de l'établissement (horaires, lieux communs, animation, courrier, etc.);
2. les règles communautaires (circulation, fermeture des portes, participation à la vie communautaire, directives anticipées du résidant, etc.);

3. le mobilier et les objets personnels (inventaire, valeurs, clés, responsabilité civile, etc.);
4. l'entretien du linge;
5. divers (radio, télévision, téléphone, animaux, transport, etc.).

<sup>4</sup> Les associations faîtières ou les institutions soumettent leurs contrats d'hébergement à l'approbation du Service de la santé.

## SECTION 2 : Appartements protégés

### Généralités

**Art. 67** <sup>1</sup> Les appartements protégés sont des structures intermédiaires offrant un cadre sécurisant permettant de maintenir l'autonomie des personnes âgées.

<sup>2</sup> Ils se situent de préférence dans une zone urbaine ou villageoise, permettant un accès facilité aux infrastructures de proximité telles que magasins, cafés et transports publics.

<sup>3</sup> Les appartements protégés peuvent être individuels ou communautaires.

### Prestations

**Art. 68** <sup>1</sup> Les appartements protégés offrent les prestations suivantes :

- un encadrement approprié pour garantir la sécurité des bénéficiaires de manière permanente, sous forme notamment d'un système d'alarme ou d'appel, de visites régulières de professionnels ou de la présence dans l'immeuble d'une personne de référence au bénéfice d'une formation dans le domaine des soins et habilitée à mobiliser des services médico-sociaux en cas de nécessité;
- la possibilité de participer à des animations et d'obtenir, sur demande, des prestations socio-hôtelières et thérapeutiques.

<sup>2</sup> Ils dispensent en principe eux-mêmes les prestations de soins; ils disposent à cet effet d'une autorisation d'exploiter une organisation de soins à domicile. Dans le cas contraire, ils collaborent avec un service de soins à domicile au bénéfice d'une autorisation d'exploiter spécifique pour ce type d'institution.

### Personnel 1. Responsable

**Art. 69** <sup>1</sup> La personne responsable des appartements protégés dispose d'une formation de niveau tertiaire ou jugée équivalente.

<sup>2</sup> Le Département peut préciser les exigences de formation en fonction de la capacité de l'institution et des prestations fournies.

Autre personnel **Art. 70** <sup>1</sup> Les qualifications du personnel sont en lien avec les prestations fournies. Les exigences en matière de soins à domicile s'appliquent par analogie.

<sup>2</sup> Pour le surplus, le Département peut édicter des directives.

Infrastructures **Art. 71** <sup>1</sup> Les appartements protégés comptent en général deux ou trois pièces et une salle de bain. Les usagers disposent en outre d'un espace communautaire.

<sup>2</sup> Demeurent réservés les appartements protégés de type communautaire.

### SECTION 3 : Etablissements médico-sociaux

Généralités **Art. 72** Les établissements médico-sociaux sont des structures d'accueil de long séjour offrant des prestations hôtelières, d'encadrement, d'animation, médicales, paramédicales et thérapeutiques à des personnes âgées dépendantes.

Personnel  
1. Outil d'évaluation **Art. 73** Afin de définir les degrés de dépendance des résidants et de déterminer la dotation en personnel nécessaire à l'administration des soins, les établissements médico-sociaux utilisent un outil d'évaluation de la charge en soins reconnu par le Département.

2. Méthode de calcul **Art. 74** <sup>1</sup> Le Département arrête la méthode de calcul de la dotation requise, selon l'outil d'évaluation de la charge en soins retenu.

<sup>2</sup> La méthode de calcul précise notamment le pourcentage des postes admis qui doivent être comptabilisés hors de la dotation en personnel exigée, notamment l'infirmier chef, l'infirmier chef d'unité de soins et l'encadrement pour la formation.

3. Dotation **Art. 75** <sup>1</sup> La dotation globale en personnel soignant comprend les infirmiers diplômés, les assistants en soins et santé communautaire (ASSC), les aides en soins et accompagnement (ASA) et les auxiliaires de santé.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Le Département adapte la liste des professions selon les nouvelles formations.

<sup>3</sup> Les apprentis, les stagiaires et les étudiants ne sont pas compris dans la dotation.

<sup>4</sup> Le personnel d'animation n'est en principe pas compris dans la dotation du personnel soignant; des dispositions particulières sont toutefois possibles en fonction de la formation suivie par les intéressés.

<sup>5</sup> La dotation en personnel exigée dans les établissements médico-sociaux est la suivante :

- a) personnel socio-hôtelier, technique et d'administration, direction et personnel d'animation compris : au minimum 0.25 poste par personne hébergée, mais au minimum 0.04 poste par résident pour l'animation;
- b) <sup>8)</sup> infirmiers diplômés et assistants en soins et santé communautaire (ASSC) : au minimum 30 % de la dotation requise, dont au minimum 15 % d'infirmiers diplômés et 15 % d'assistants en soins et santé communautaire (ASSC);
- c) <sup>8)</sup> auxiliaires de santé : au maximum 20 % de la dotation requise du personnel soignant.

<sup>6</sup> Il est tenu compte, dans les dotations, des prestations fournies par des prestataires externes (mandats confiés à des entreprises externes, par exemple buanderie et cuisine, et personnel intérimaire). Cette disposition ne s'applique pas aux professionnels indépendants qui interviennent dans l'institution tels que les médecins, ergothérapeutes ou physiothérapeutes. <sup>8)</sup>

<sup>7</sup> Tout le personnel soignant doit avoir suivi au minimum un cours d'introduction dans le domaine des soins et de l'accompagnement, tel que le cours d'auxiliaire de la Croix-Rouge ou un cours de niveau équivalent. <sup>8)</sup>

<sup>8</sup> Chaque établissement médico-social dispose d'un infirmier chef à un taux d'activité de 80 % au moins.

<sup>9</sup> Chaque unité de soins est gérée par un infirmier chef d'unité de soins à un taux d'activité de 60 % au moins.

<sup>10</sup> Chaque établissement médico-social dispose d'au moins un infirmier diplômé, désigné par la direction, bénéficiant d'une formation continue en soins palliatifs, en principe niveau certificat d'études avancées (CAS). L'établissement encourage la sensibilisation de l'ensemble de son personnel à ce domaine. <sup>8)</sup>

<sup>11</sup> Chaque établissement médico-social dispose d'au moins un infirmier diplômé, désigné par la direction, bénéficiant d'une formation continue en psychogériatrie, en principe niveau certificat d'études avancées (CAS). L'établissement encourage la sensibilisation de l'ensemble de son personnel à ce domaine. <sup>9)</sup>

4. Présence du personnel infirmier et soignant

**Art. 76** <sup>1</sup> Une présence d'au moins 8 heures par jour de personnel infirmier diplômé est assurée entre 7 heures et 20 heures.

<sup>2</sup> ...[10\)](#)

5. Piquet

**Art. 77** <sup>1</sup> En dehors des heures de présence du personnel infirmier diplômé, un service de piquet est organisé par l'institution. Ce service est assuré par un infirmier diplômé atteignable en tout temps et capable d'intervenir sur le site dans les 45 minutes.[8\)](#)

<sup>2</sup> Les établissements médico-sociaux rédigent à cet effet un protocole de piquet qui définit le cadre des interventions.

6. Veille

**Art. 78**[8\)](#) <sup>1</sup> L'établissement dispose d'au minimum un veilleur disposant d'un diplôme d'assistant en soins et santé communautaire (ASSC) ou d'aide en soins et accompagnement (ASA) avec une expérience de plus de trois ans dans un établissement médico-social. La dotation globale à cet effet dépend de la structure des bâtiments et de la capacité d'accueil de l'institution.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, par exemple pour de petites structures, une dérogation peut être accordée par le Département sur la base d'un rapport documenté de l'institution et suite à la visite de surveillance.

Responsabilités  
1. Direction

**Art. 79** <sup>1</sup> La personne responsable de la direction d'un établissement médico-social doit satisfaire aux exigences suivantes :

- être porteuse d'un titre universitaire, d'un diplôme HES en lien avec l'activité ou d'une expérience jugée équivalente par le Département;
- justifier d'une expérience de gestion et de conduite du personnel dans une fonction à responsabilités importantes d'une durée d'au moins deux ans;
- justifier d'une formation spécifique arrêtée par voie de directive par le Département.

<sup>2</sup> La direction assume la responsabilité générale et financière de l'institution, sous la surveillance de l'organe de gestion.

2. Responsabilité médicale

**Art. 80** <sup>1</sup> Les établissements médico-sociaux disposent d'un médecin répondant en charge de l'organisation médicale générale de l'institution.

<sup>2</sup> Le médecin répondant est au bénéfice d'une autorisation de pratiquer sur le territoire cantonal ou, à titre exceptionnel, sur le territoire d'un autre canton, et d'une expérience en gériatrie. Dans la mesure du possible, il a suivi une formation continue en soins palliatifs et en psychogériatrie.

<sup>3</sup> Le médecin répondant peut exercer une surveillance des processus médicaux en lien avec le fonctionnement institutionnel.

<sup>4</sup> Les médecins traitants des résidents répondent des ordres médicaux délégués au personnel soignant.

2bis. Pharmacien  
répondant

**Art. 80a<sup>9)</sup>** Les établissements médico-sociaux disposent d'un pharmacien répondant. Un contrat est signé entre l'institution et le pharmacien répondant respectant le cahier des charges spécifiques établi par le Département.

3. Responsabilité  
des soins  
infirmiers

**Art. 81** <sup>1</sup> L'infirmier chef est responsable des soins infirmiers, sous l'autorité de la direction. Il doit :

- être titulaire d'un diplôme d'infirmier chef reconnu;
- justifier d'une expérience professionnelle de cinq ans au moins, dont deux dans un domaine en rapport avec la fonction;
- disposer d'une spécialisation en gestion des services de soins;
- disposer d'une formation complémentaire reconnue correspondant aux activités de l'établissement.

<sup>2</sup> Il est notamment responsable :

- de l'application du processus de soins infirmiers;
- de l'encadrement, de l'évaluation du personnel soignant;
- de la qualité des soins fournis;
- de la prévention des maltraitances.

4. Autres  
personnes  
responsables

**Art. 82** <sup>1</sup> La direction de l'établissement désigne les personnes qualifiées pour la responsabilité de la pharmacie ou du stockage des médicaments, des soins palliatifs, de la gestion globale de la qualité (santé, sécurité et hygiène), de l'animation, de l'intendance, de la cuisine, du service technique notamment. Demeure réservée la réglementation en matière de pharmacie, de produits thérapeutiques et de stupéfiants.

<sup>2</sup> Lorsque d'autres domaines pertinents nécessitent également la désignation d'un responsable, la direction de l'établissement désigne ce dernier.

<sup>3</sup> Les responsables des différents domaines figurent dans l'organigramme transmis au Département.

## Infrastructures

**Art. 83** <sup>1</sup> Les chambres à un seul lit comportent une surface utile minimale de 16 m<sup>2</sup>, celle à deux lits de 25 m<sup>2</sup>. Les sanitaires ne sont pas comptés dans la surface utile.

<sup>2</sup> Chaque établissement dispose des locaux, équipements et installations suivants :

- au minimum une salle de bain munie d'une baignoire adaptée aux personnes handicapées;
- un WC pour quatre résidents adapté aux personnes handicapées;
- un lavabo par chambre;
- un local de nettoyage avec vidoir par unité de soins et par étage;
- un local destiné à la consultation des patients.

#### SECTION 4 : Unités de vie de psychogériatrie

## Généralités

**Art. 84** <sup>1</sup> Les unités de vie de psychogériatrie sont des structures spécialisées dans la prise en charge de personnes souffrant de troubles cognitifs majeurs ou du comportement compromettant la vie en collectivité.

<sup>2</sup> Les exigences et critères définis pour les établissements médico-sociaux s'appliquent par analogie aux unités de vie de psychogériatrie, sous réserve des dispositions ci-après.

## Personnel

**Art. 85** <sup>1</sup> La dotation minimale en personnel soignant des unités de vie de psychogériatrie est la suivante :

- infirmiers diplômés et assistants en soins et santé communautaire (ASSC) : au minimum 40 % de la dotation requise, dont au minimum 20 % d'infirmiers diplômés et 20 % d'assistants en soins et santé communautaire (ASSC);
- auxiliaires de santé : au maximum 20 % de la dotation requise.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'ensemble du personnel soignant doit être au bénéfice d'une formation continue en psychogériatrie régulière.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La responsabilité des soins infirmiers est assurée par un infirmier chef d'unité de soins disposant d'une spécialisation en gestion ainsi que d'une formation en psychogériatrie.



Veille

**Art. 85a**<sup>9)</sup> <sup>1</sup> L'établissement dispose d'au minimum un veilleur disposant d'un diplôme d'assistant en soins et en santé communautaire (ASSC) avec une expérience de plus de trois ans dans un établissement médico-social ou en psychogériatrie. La dotation globale à cet effet dépend de la structure des bâtiments et de la capacité d'accueil de l'institution.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, par exemple pour de petites structures, une dérogation peut être accordée par le Département sur la base d'un rapport documenté de l'institution et suite à la visite de surveillance.

Infrastructures

**Art. 86** <sup>1</sup> Les unités de vie de psychogériatrie prennent les mesures de sécurité nécessaires afin de limiter les risques pour les patients et le personnel.

<sup>2</sup> Les issues des unités de vie de psychogériatrie sont sécurisées en permanence.

<sup>3</sup> Chaque institution développe un concept de sécurité respectant la dignité du patient et favorisant son autonomie.

## CHAPITRE X : Emoluments

Emoluments

**Art. 87** Les décisions concernant l'octroi, la modification ou le renouvellement d'une autorisation d'exploiter ou d'une reconnaissance d'utilité publique, ainsi que les autres décisions découlant de la présente ordonnance donnent lieu à la perception d'un émolument.

## CHAPITRE XI : Voies de droit

Voies de droit

**Art. 88** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours, conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

## CHAPITRE XII : Dispositions transitoires et finales

### SECTION 1 : Dispositions transitoires

Autorisations et  
reconnaisances  
d'utilité publique

**Art. 89** <sup>1</sup> Les autorisations et reconnaissances d'utilité publique délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont valables jusqu'à leur échéance, mais au plus tard quatre ans à compter de cette entrée en vigueur. Leur renouvellement doit être demandé conformément à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les institutions en activité à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, soumises à autorisation selon la nouvelle législation et qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation selon l'ancienne loi, sont tenues de présenter leur requête jusqu'au 30 septembre 2011.

Dotations

**Art. 90** Les institutions en activité à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance qui ne satisfont pas aux exigences de dotation en personnel doivent entreprendre immédiatement des mesures pour s'y conformer. La situation doit être régularisée jusqu'au 31 décembre 2012 au plus tard.

Travaux

**Art. 91** <sup>1</sup> Lorsqu'une institution doit réaliser des travaux importants pour satisfaire aux exigences de la nouvelle législation, le Département lui fixe un délai adéquat. Le Département peut imposer certaines mesures provisoires.

<sup>2</sup> Le Département peut différer la mise en conformité lorsque celle-ci nécessite des travaux importants et disproportionnés par rapport à l'amélioration escomptée, cela pour autant que la prise en charge des résidents soit assurée dans des conditions adéquates.

Subventions

**Art. 92** Les institutions qui reçoivent des subventions de l'Etat ou des communes jurassiennes à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance doivent présenter leur demande de reconnaissance d'utilité publique et de subventionnement jusqu'au 30 avril 2011 au plus tard, sous peine de suppression des subventions.

Directives

**Art. 93** Le Département édicte les directives nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

Modification de  
l'ordonnance  
concernant la  
Fondation pour  
l'Aide et les  
Soins à domicile

**Art. 94** L'ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article premier, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 3, alinéa 1**

...<sup>6)</sup>

**SECTION 2 : Aide et soins à domicile**

**Article 4**

...<sup>6)</sup>

**Articles 5 à 10**

Abrogés.

**SECTION 3 (art. 11 à 17)**

Abrogé(e)s.

**Article 18, alinéa 2**

Abrogé.

**Article 20, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 21, alinéa 2**

...<sup>6)</sup>

**Article 23**

Abrogé.

**Article 24**

...<sup>6)</sup>

**Article 25, lettre b**

...<sup>6)</sup>

**Article 26**

...<sup>6)</sup>

**Article 27**

Abrogé.

Modification de  
l'ordonnance  
concernant les  
unités de soins  
psychiatriques

**Art. 95** L'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques<sup>7)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article premier**...<sup>6)</sup>**Article 6, alinéa 1, lettres b et d**...<sup>6)</sup>**Article 8, alinéa 2**...<sup>6)</sup>**Article 9, lettre c**...<sup>6)</sup>**Article 13, alinéa 5**...<sup>6)</sup>**Article 14, alinéa 1**...<sup>6)</sup>**Article 17, alinéa 3**...<sup>6)</sup>**Article 18, alinéa 1**...<sup>6)</sup>**SECTION 2 : Disposition finale**

Entrée en  
vigueur

**Art. 96** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 14 décembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Disposition transitoire de la modification du 28 octobre 2014**

Un délai de six mois dès l'entrée en vigueur de la présente modification est accordé aux établissements médico-sociaux et aux unités de vie de psychogériatrie pour se conformer aux nouvelles exigences qui en découlent.

- 1) [RSJU 810.41](#)
- 2) [RS 832.112.31](#)
- 3) [RS 832.10](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) [RSJU 810.31](#)
- 6) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 7) [RSJU 810.511.1](#)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 10) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 28 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 12) [RS 311.0](#)



## **Directives en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés**

du 10 février 2017

*Le Département de l'économie et de la santé,*

vu les articles 16, 20 et 42 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gérontologique<sup>1</sup>,

vu les articles 65 à 71, 91 et 93 de l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gérontologique<sup>2</sup>,

*arrête :*

Objet	<b>Article premier</b> Les présentes directives règlent les exigences minimales à respecter lors de la conception, la construction ou la rénovation d'appartements protégés situés sur le territoire du Canton du Jura afin d'offrir un niveau harmonisé de confort et de sécurité aux locataires et au personnel intervenant.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans les présentes directives pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Champ d'application	<b>Art. 3</b> Les présentes directives s'appliquent aux bâtiments comportant au moins 25 % d'appartements protégés. En cas de non-respect, l'autorisation d'exploiter un appartement protégé peut être refusée.
Localisation	<b>Art. 4</b> Les appartements protégés sont de préférence situés près d'un centre urbain ou villageois permettant un accès facilité aux infrastructures de proximité (magasins, cafés, poste, etc.) ou à proximité des transports publics. Les synergies avec d'autres structures, notamment médico-sociales, sont encouragées.

Construction ou  
rénovation des  
appartements  
protégés

**Art. 5** <sup>1</sup> En complément aux articles 67 à 71 de l'ordonnance sur l'organisation gérontologique<sup>2)</sup>, la norme SIA 500 "Constructions sans obstacles" doit également être respectée dans le cadre des études de projet de construction d'appartements protégés. En outre, il sera tenu compte des directives "Habitat pour personnes âgées : le standard suisse en matière de conception architecturale" édictées par le Centre suisse pour la construction adaptée aux handicapés (annexes 1 et 2<sup>3)</sup>).

<sup>2</sup> Les appartements protégés à construire par l'Etat et les communes doivent satisfaire au standard Minergie-P ou, à défaut de standard Minergie-P applicable, à un standard reconnu équivalent par le Section de l'énergie. La même exigence s'applique aux bâtiments construits avec un soutien financier de l'Etat de 100 000 francs au moins. Pour les autres appartements protégés, cette exigence est recommandée.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels et dûment motivés, notamment pour la rénovation de logements existants, des dérogations peuvent être accordées par le Département de l'économie et de la santé (ci-après : "le Département").

Espaces  
spécifiques

**Art. 6** <sup>1</sup> En sus des espaces usuels (salon, chambre à coucher, cuisine, salle d'eau), chaque appartement protégé doit disposer d'un balcon ou d'une terrasse individuelle; à défaut, l'espace extérieur commun doit être suffisamment grand pour que tous les locataires puissent en faire usage.

<sup>2</sup> Chaque appartement protégé doit disposer d'une cave, d'un réduit ou d'espaces de rangement suffisants.

<sup>3</sup> Chaque appartement protégé doit disposer d'une buanderie. Elle peut être commune ou installée individuellement dans chaque appartement protégé.

<sup>4</sup> Dans des cas exceptionnels et dûment motivés, des dérogations peuvent être accordées par le Département notamment pour la rénovation des logements existants.

Disposition  
transitoire

**Art. 7** <sup>1</sup> Lorsqu'un exploitant d'appartements protégés doit réaliser des travaux importants pour satisfaire aux exigences des présentes directives, le Département lui fixe un délai adéquat. Celui-ci peut imposer certaines mesures provisoires dans le cadre de l'octroi de l'autorisation d'exploiter des appartements protégés.



<sup>2</sup> Le Département peut différer la mise en conformité lorsque celle-ci nécessite des travaux importants et disproportionnés par rapport à l'amélioration escomptée, cela pour autant que la prise en charge des locataires des appartements protégés soit assurée dans des conditions adéquates.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Delémont, le 10 février 2017

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE  
ET DE LA SANTE

Le Ministre : Jacques Gerber

1) [RSJU 810.41](#)

2) [RSJU 810.411](#)

3) Ces annexes ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elles se trouvent sur le site [gériatologie et soins - République et Canton du Jura](#)



## Ordonnance sur la protection des sols

du 11 décembre 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7, alinéa 4bis, 33 à 35 et 43 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)<sup>[1](#)</sup>,

vu les articles 20, alinéa 2, et 27, alinéa 1, de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols (OSol)<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 28, lettre d, de l'ordonnance fédérale du 3 novembre 1992 sur les forêts (OFo)<sup>[4](#)</sup>,

vu l'article 9 et l'annexe, chiffre 5.2, de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les paiements directs versés dans l'agriculture (Ordonnance sur les paiements directs, OPD)<sup>[5](#)</sup>,

vu l'article 32 du décret du 20 juin 2001 sur le développement rural<sup>[6](#)</sup>,

vu la fiche 4.04 "Protection des sols" du plan directeur cantonal du 20 novembre 2005,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance fixe l'organisation et les compétences des services de l'administration dans le domaine de la protection des sols contre les atteintes.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> On entend par sols agricoles les sols inclus dans la surface agricole utile (SAU) au sens de l'article 14 de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur la terminologie agricole (OTerm) <sup><a href="#">7</a></sup> .

<sup>2</sup> On entend par sols forestiers tous les sols occupés par la forêt au sens de la législation forestière.

Coordination

**Art. 4** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement coordonne les tâches relatives à la protection des sols qui incombent aux services cantonaux.

<sup>2</sup> Les services s'adressent à l'Office de l'environnement chaque fois qu'ils le jugent nécessaire.

## SECTION 2 : Atteintes chimiques et biologiques

Surveillance des sols

**Art. 5** L'Office de l'environnement pourvoit à la surveillance des sols là où il est établi ou là où l'on peut craindre que des atteintes portées aux sols ne menacent leur fertilité. Au besoin, il ordonne les enquêtes nécessaires.

Mesures

**Art. 6** Lorsque des atteintes sont constatées, l'Office de l'environnement ordonne les mesures prescrites par l'ordonnance fédérale sur les atteintes portées au sol<sup>3)</sup>.

## SECTION 3 : Atteintes physiques

Responsabilité

**Art. 7** Il appartient à l'exploitant du sol ou au propriétaire de terrains de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des sols.

Erosion dans le bassin versant

**Art. 8** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement détermine les bassins versants dans lesquels une érosion des sols touchant des surfaces importantes est constatée ou possible. Sont en particulier concernés les secteurs soumis à inondation temporaire et les secteurs à ruissellement de surface concentré (thalweg).

<sup>2</sup> Il coordonne la cartographie des zones soumises à l'érosion avec celle des dangers naturels et le plan sectoriel des eaux.

<sup>3</sup> Il ordonne les mesures nécessaires et coordonne leur mise en œuvre avec les services concernés.

## Sols agricoles

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale veille à la prévention de l'érosion et de la compaction des sols agricoles ainsi qu'au respect de pratiques culturales appropriées en vue de la protection des sols dans le cadre des prestations écologiques requises, conformément à l'ordonnance sur les paiements directs<sup>5</sup>. Il ordonne les mesures nécessaires.

<sup>2</sup> Il tient à jour un cadastre des sols agricoles soumis à l'érosion fondé sur les constats d'érosion communiqués par les organismes de contrôle désignés pour cette tâche.<sup>10</sup>

<sup>3</sup> Il pourvoit à la formation et à l'information des exploitants relativement à la protection des sols contre l'érosion et la compaction.

<sup>4</sup> L'Office de l'environnement vérifie que les mesures de protection des sols contre l'érosion ont été intégrées dans les projets d'améliorations foncières.

<sup>5</sup> Le Département de l'Economie fixe les modalités d'application par voie de directive.

## Sols forestiers

**Art. 10** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement veille à la prévention de l'érosion et de la compaction des sols forestiers, notamment par l'adoption de pratiques culturales adaptées.

<sup>2</sup> Il pourvoit à la formation et à l'information des propriétaires et des entreprises actives en forêt relativement à la protection des sols contre l'érosion et la compaction.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement fixe les modalités d'application par voie de directive.

## Autres sols

**Art. 11** L'Office de l'environnement veille à l'application de l'ordonnance fédérale sur les atteintes portées au sol<sup>3</sup> pour les autres sols.

## Manipulation de matériaux terreux

**Art. 12** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement contrôle le respect des exigences relatives à la manipulation de matériaux terreux.

<sup>2</sup> Il peut imposer au maître d'ouvrage un suivi pédologique par un spécialiste au bénéfice d'une formation reconnue.

<sup>3</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement fixe les modalités d'application par voie de directive.

Délégation

**Art. 13** Le Gouvernement peut déléguer à des organismes publics ou privés spécialisés l'exécution de certaines tâches mentionnées aux articles 8 et 10.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Modification du droit en vigueur

**Art. 14** L'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture et de leurs suppléants<sup>8)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 8, alinéa 3bis

...<sup>9)</sup>

Entrée en vigueur

**Art. 15** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Delémont, le 11 décembre 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 814.01](#)

2) [RS 921.0](#)

3) [RS 814.12](#)

4) [RS 921.01](#)

5) [RS 910.13](#)

6) [RSJU 910.11](#)

7) [RS 910.91](#)

8) [RSJU 910.111](#)

9) Texte inséré dans ladite ordonnance

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 septembre 2017

## **Ordonnance sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles<sup>1)</sup>**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 20 et 22 de l'ordonnance fédérale du 18 janvier 1966 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles (ordonnance sur les chauffeurs) (OTR)<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Généralités**

Compétences **Article premier** L'exécution de l'ordonnance concernant les chauffeurs incombe au Département des Finances et de la Police et au Département de l'Economie publique.

Département des Finances et de la Police **Art. 2** <sup>1</sup> Le commandement de la police cantonale organise des contrôles systématiques sur les routes du canton du Jura (art. 22, al. 3, 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> phrases, OTR).

<sup>2</sup> Les organes de police de l'Etat et des communes renseignent le Service des arts et métiers et du travail sur la poursuite pénale en lui remettant des copies de plaintes pénales déposées pour infractions aux dispositions de l'ordonnance concernant les chauffeurs, de l'article 3, alinéa 4, de l'ordonnance du 13 novembre 1962 sur les règles de la circulation routière (OCR)<sup>3)</sup> et des articles 33, alinéas 3 à 6, et 85, alinéas 1 et 2, de l'ordonnance du 27 août 1969 sur la construction et l'équipement des véhicules routiers (OCE)<sup>4)</sup>.

<sup>3</sup> L'Office des véhicules est chargé de contrôler :

- a) l'installation de tachygraphes sur les véhicules énumérés à l'article 33 OCE;
- b) les communications qui doivent être faites au Service des arts et métiers et du travail concernant les mutations qui interviennent dans le parc des véhicules;
- c) le retrait des permis de conduire (art. 25, al. 5, OTR).

Département de  
l'Economie  
publique

**Art. 3** Le Service des arts et métiers et du travail veille à ce que l'ordonnance concernant les chauffeurs soit exécutée efficacement. Il est notamment chargé de :

1. tenir les registres des employeurs et des chauffeurs indépendants soumis à l'ordonnance concernant les chauffeurs ainsi que des livrets de travail délivrés, de comptabiliser les frais et les frais d'envoi (art. 22, al. 3, OTR) et de tenir la liste des dispenses accordées;
2. statuer sur l'applicabilité, à certains chauffeurs, de l'ordonnance concernant les chauffeurs (art. 22, al. 2, OTR);
3. accorder, refuser ainsi que retirer les dispenses spéciales après contrôle des disques d'enregistrement des tachygraphes, des livrets de travail et des rapports journaliers (art. 17, al. 3 et 7, OTR);
4. effectuer des contrôles dans les entreprises de transport énoncées à l'article premier et à l'article 2, alinéa 4, OTR;
5. déposer des plaintes pénales pour inobservation des dispositions de l'ordonnance concernant les chauffeurs;
6. aviser, comme requis, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, l'Office fédéral de la police et l'Office des véhicules des violations constatées des dispositions de l'ordonnance sur les chauffeurs et de la législation en matière de circulation routière;
7. élaborer à l'intention du Département de l'Economie publique des dispositions spéciales applicables aux chauffeurs de taxis des agglomérations urbaines (art. 20 OTR);
8. établir tous les deux ans à l'intention de l'Office fédéral de la police le rapport d'exécution de l'ordonnance concernant les chauffeurs, après avoir requis le corapport du Département des Finances et de la Police (art. 22, al. 1, OTR).

Emoluments

**Art. 4<sup>6)</sup>** Les émoluments perçus en application de la présente ordonnance sont fixés par la législation sur les émoluments.

## **SECTION 2 : Dispositions spéciales applicables aux chauffeurs de taxis des communes urbaines**

Champ  
d'application

**Art. 5** <sup>1</sup> Les dispositions suivantes remplacent les articles 15 à 17 de l'ordonnance concernant les chauffeurs. Elles sont applicables aux chauffeurs de taxis indépendants, aux employeurs qui ne sont pas eux-mêmes chauffeurs de taxis et aux chauffeurs de taxis employés.

<sup>2</sup> Les autres dispositions de l'ordonnance concernant les chauffeurs sont applicables intégralement.



Moyens de  
contrôle

**Art. 6** <sup>1</sup> Les moyens de contrôle sont le tachygraphe (art. 33 OCE) et la carte de contrôle de la durée du travail des chauffeurs de taxis. Cette dernière permet à l'employeur de contrôler à la fois la durée du travail et celle du repos.

<sup>2</sup> Les taxis doivent être équipés de tachygraphes à enregistrement journalier.

Emploi du  
tachygraphe

**Art. 7** <sup>1</sup> Le tachygraphe doit être maintenu continuellement en fonction (art. 3, al. 4, OCR). Pendant les heures de travail et de présence, les clefs, les commutateurs, les molettes et les boutons de réglage doivent être manipulés correctement dans l'ordre d'inscription des chauffeurs de taxis sur le disque d'enregistrement (position "1" ou "2" ou stylet en position "volant", selon la marque et le type du tachygraphe). Les périodes de pause, de repos et les courses privées doivent être enregistrées exclusivement en position "0" ou avec le stylet en position "repos", selon la marque et le type du tachygraphe.

<sup>2</sup> Les employeurs et les chauffeurs doivent veiller à ce que les tachygraphes fonctionnent impeccablement. Ils sont tenus de faire réparer les tachygraphes défectueux dans un délai de dix jours, par une station de montage reconnue.

Emploi des  
disques  
d'enregistrement

**Art. 8** <sup>1</sup> Le chauffeur emportera dans son véhicule un nombre suffisant de disques d'enregistrement. Les disques seront conservés soigneusement.

<sup>2</sup> Le chauffeur fera enregistrer toutes les courses (courses privées et courses de taxi) sur les disques par le tachygraphe.

<sup>3</sup> Chaque jour, au début du travail, le chauffeur inscrira sur le disque son nom, la date, le numéro des plaques de contrôle du véhicule et le kilométrage en début de course. A la fin du travail, il notera le nouveau kilométrage. Toutes ces indications seront inscrites lisiblement.

<sup>4</sup> Si, le même jour, un véhicule est utilisé par plusieurs chauffeurs, chaque chauffeur est tenu à la fin de son travail ou lorsqu'il change de véhicule, de retirer son disque du tachygraphe. Celui qui prend sa suite installe un nouveau disque sur le tachygraphe après l'avoir établi à son nom et dûment rempli. Un disque qui a servi une fois ne peut plus être utilisé.

<sup>5</sup> Le disque usagé peut être remis immédiatement à l'employeur par le chauffeur du véhicule. L'employeur doit, en tout cas, être en possession des disques usagés le premier jour de la semaine qui suit celle de leur utilisation. Les disques seront classés par ordre chronologique et par véhicule et conservés soigneusement pendant deux ans au siège de l'entreprise.

Carte de contrôle **Art. 9** <sup>1</sup> Les cartes de contrôle seront retirées par les employeurs et les chauffeurs indépendants auprès des autorités municipales chargées de l'exécution de l'ordonnance concernant les chauffeurs, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cause. Les cartes de contrôle sont délivrées au prix de revient à l'employeur, pour lui-même - dans la mesure où il effectue des courses en taxi - et pour les chauffeurs permanents et auxiliaires qu'il emploie.

<sup>2</sup> L'employeur remet gratuitement à ses employés les cartes nécessaires en leur demandant de les remplir intégralement. La carte de contrôle est personnelle et de ce fait incessible.

Tenue de la  
carte de contrôle  
en général

**Art. 10** <sup>1</sup> Pendant ses heures de travail, le détenteur de la carte de contrôle est tenu de la remplir régulièrement et intégralement. Il y portera les inscriptions et les éventuelles corrections de façon lisible, au stylo à bille, à l'encre ou au crayon-encre. Les heures de début et de fin de travail doivent être indiquées par quatre chiffres (0700-1915). Les ratures ne sont pas admises.

<sup>2</sup> La carte de contrôle doit être apposée sur le pare-brise à l'intérieur de la voiture et de façon à en permettre depuis l'extérieur une lecture facile par les organes de contrôle.

<sup>3</sup> Au début de la semaine, avant de prendre son travail, le chauffeur de taxi inscrira ses nom et prénom sur la carte. En outre, il indiquera chaque jour sous les rubriques correspondantes les numéros des plaques de contrôle des véhicules qu'il a conduits, la durée globale de la période de repos avant la reprise du travail, l'heure à laquelle il a pris son travail, celle à laquelle il l'a quitté ainsi que le nombre d'heures de travail de la journée. A la fin de la semaine, il portera dans la case prévue à cet effet le nombre d'heures de travail de la semaine (total hebdomadaire). Le chauffeur doit remettre à son employeur la carte de contrôle dûment remplie, au plus tard le premier jour de la semaine qui suit celle de son utilisation.

<sup>4</sup> Les chauffeurs indépendants et les employeurs qui effectuent également des courses en taxi ne sont pas tenus d'inscrire sur la carte de contrôle leur nombre d'heures de travail quotidien et hebdomadaire.

<sup>5</sup> Les jours de repos seront indiqués dans les rubriques correspondantes de la carte par un "R", les demi-journées de congé par un "r", les vacances par un "V", le service militaire par un "M", la compensation des heures supplémentaires par un "C", enfin la maladie ou l'accident par un "A".

Tenue de la  
carte de contrôle  
dans des cas  
particuliers

**Art. 11** <sup>1</sup> En plus de la durée quotidienne de son travail de chauffeur de taxi, le chauffeur auxiliaire est tenu d'inscrire dans la case prévue à cet effet le total hebdomadaire des heures consacrées à sa profession principale. Il portera en outre, dans le cadre prévu à cet effet, la date à laquelle il a commencé et celle à laquelle il a achevé son travail chez son employeur principal pendant la semaine en cours. Sous la rubrique "Total des heures" (total hebdomadaire), il indiquera le nombre d'heures consacrées à son emploi principal et à celui de chauffeur de taxi.

<sup>2</sup> Les chauffeurs de taxi qui effectuent, en outre, des courses avec des voitures de sociétés ou des camions, sont tenus, pour ce second emploi, d'inscrire dans le livret officiel de travail le nombre d'heures qu'ils y consacrent et de reporter cette indication sur leur carte de contrôle. De leur côté, les chauffeurs de voitures de sociétés et de camions qui effectuent, en outre, des courses en taxi sont tenus pour ce second emploi d'inscrire sur leur carte de contrôle le nombre d'heures qu'ils y consacrent et de reporter cette indication dans leur livret de travail.

<sup>3</sup> Lorsque le tachygraphe est défectueux, le chauffeur de taxi doit, en plus des indications portées au recto de la carte, remplir intégralement le verso, à l'exception de la rubrique "Heures supplémentaires".

Obligation pour l'employeur de conserver les cartes de contrôle et de vérifier les indications fournies par ses employés

**Art. 12** <sup>1</sup> L'employeur veillera à ce que son employé lui remette en temps utile sa carte de contrôle dûment remplie ou celles qu'il n'a pas utilisées. Il contrôle les indications portées par l'employé sur la carte en les comparant avec les diagrammes inscrits par le tachygraphe sur les disques d'enregistrement. Après ce contrôle, il vérifie les indications inscrites au verso de la carte et portant sur les heures supplémentaires effectuées, compensées ou payées au cours de la semaine ou de l'année civile, conformément à l'article 5 de l'ordonnance concernant les chauffeurs. A la fin de chaque semaine, l'employeur devra avoir rempli intégralement la carte de contrôle de l'avant-dernière semaine, en ce qui concerne les heures supplémentaires effectuées par l'employé.

<sup>2</sup> Les cartes usagées ou superflues de l'employeur, du conducteur indépendant et de l'employé doivent être conservées au siège de l'entreprise pendant deux ans. Elles seront classées par ordre chronologique et par chauffeur.

<sup>3</sup> En cas de perte de cartes de contrôle, il convient d'avertir immédiatement les autorités municipales d'exécution.

<sup>4</sup> Si un chauffeur de taxi change de place, il devra utiliser chez son nouvel employeur les cartes de contrôle dont il n'a pas fait usage dans son précédent emploi. Le nouvel employeur est tenu de notifier par écrit le changement de place aux autorités municipales d'exécution, dans un délai de quatorze jours.

Organisation et tâches des autorités

**Art. 13** <sup>1</sup> A l'expiration de l'année civile, le Service des arts et métiers et du travail établit à l'intention du Département de l'Economie publique un rapport sur l'exécution des prescriptions ci-dessus applicables aux chauffeurs de taxis des communes urbaines.

<sup>2</sup> L'autorité municipale d'exécution délivre au propriétaire de taxis une autorisation spéciale pour chacun de ses véhicules, autorisation indiquant quelle dérogation aux articles 14, alinéas 1 et 2, 16 et 17, de l'ordonnance concernant les chauffeurs a été accordée. Les chauffeurs de taxi l'emporteront toujours dans leur véhicule et la présenteront aux organes de contrôle chaque fois que ceux-ci l'exigeront.

<sup>3</sup> Les autorités municipales d'exécution veilleront à ce que les dispositions de l'ordonnance concernant les chauffeurs ainsi que les prescriptions spéciales ci-dessus applicables aux chauffeurs de taxis soient exécutées efficacement sur le territoire de leur commune. Elles tiendront un registre des employeurs, des conducteurs indépendants et des employés soumis aux prescriptions susmentionnées ainsi que des cartes de contrôle et des autorisations spéciales qui leur sont délivrées conformément à l'alinéa 2 ci-dessus. Elles aviseront tous les mois, par écrit, le Service des arts et métiers et du travail des changements d'adresse éventuels des propriétaires de taxis. Elles veilleront à ce que des contrôles soient effectués régulièrement sur la voie publique (emplacements réservés aux taxis) et dans les entreprises. Si le siège de l'entreprise n'est pas situé dans la commune, les autorités municipales d'exécution se mettent en rapport avec le Service des arts et métiers et du travail pour convenir de la marche à suivre.

<sup>4</sup> Les autorités municipales d'exécution sont tenues d'examiner les dénonciations pour violation des dispositions de l'ordonnance concernant les chauffeurs et des dispositions spéciales ci-dessus et de prendre les mesures qui s'imposent lorsque les dénonciations s'avèrent fondées (dépôt de plaintes pénales). Il est possible de faire appel au Service des arts et métiers et du travail, dans le cas où lesdites autorités ne donnent pas suite à la dénonciation ou ne prennent pas de mesure suffisante à l'encontre du contrevenant.

### SECTION 3 : Dispositions pénales et finales

Dispositions  
pénales

**Art. 14** Les dispositions pénales sont régies par l'article 25 de l'ordonnance concernant les chauffeurs.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Ordonnance du 17 juillet 1974 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles (RSB 832.521)
- 2) Cette ordonnance a été remplacée par l'ordonnance du 19 juin 1995 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles (Ordonnance sur les chauffeurs, OTR 1), [RS 822.221](#)
- 3) [RS 741.11](#)
- 4) [RS 741.41](#)
- 5) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 2, lettre c, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017

## Ordonnance

### concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir

du 18 décembre 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi sur le travail au noir, LTN)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 septembre 2006 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Ordonnance sur le travail au noir, OTN)<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

But

**Article premier** La présente ordonnance a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur le travail au noir, spécialement en ce qui concerne la désignation et la mission de l'organe de contrôle cantonal au sens de l'article 4 de la loi fédérale sur le travail au noir.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organe de  
contrôle  
cantonal

**Art. 3** Le Service des arts et métiers et du travail est l'organe de contrôle cantonal au sens de l'article 4 de la loi sur le travail au noir<sup>[1](#)</sup>.

Cahier des  
charges

**Art. 4** Le Service des arts et métiers et du travail exerce notamment les tâches suivantes :

- a) il examine, d'office, sur dénonciation ou sur requête de l'une des autorités visées à l'article 11 de la loi sur le travail au noir<sup>[1](#)</sup>, le respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation, conformément au droit des assurances sociales, des étrangers et de l'imposition à la source;
- b) il transmet les procès-verbaux aux autorités et organisations qui instruisent et statuent sur les infractions constatées lors des contrôles;
- c) il remet une copie des procès-verbaux aux personnes et entreprises contrôlées;
- d) il remet aux personnes ayant fourni des renseignements la partie du procès-verbal qui contient leurs déclarations;

- e) il prélève les émoluments auprès des personnes qu'il a contrôlées et qui n'ont pas respecté leurs obligations en matière d'annonce et d'autorisation visées à l'article 6 de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup>.

Délégation de  
tâches de  
contrôle

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail peut confier des tâches de contrôle à des tiers, notamment dans les branches soumises à une convention collective de travail étendue. Le cas échéant, il règle les modalités de la délégation des tâches et le montant de l'indemnisation par contrat de prestations.

<sup>2</sup> Les règles en matière de compétences financières sont réservées.

Coordination

**Art. 6** Le Service des arts et métiers et du travail coordonne son activité avec celle de l'inspection du travail au sens de l'article 41 de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce<sup>4)</sup>, celle de la commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations<sup>5)</sup> ainsi que son organe de contrôle et celle des commissions paritaires.

Collaboration

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail collabore avec les autorités et organisations mentionnées à l'article 11 de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup>. Celles-ci instruisent et statuent dans le domaine du travail au noir, dans leur champ de compétences respectif, conformément aux législations qu'elles ont la charge d'appliquer.

<sup>2</sup> Les autorités et organisations au sens de l'article 11 de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup> transmettent au Service des arts et métiers et du travail leurs décisions et les sanctions infligées, ainsi que les amendes et émoluments perçus pour les frais d'instruction, dans le domaine du travail au noir.

Emoluments

**Art. 8<sup>6)</sup>** Les personnes contrôlées qui n'ont pas respecté leurs obligations en matière d'annonce et d'autorisation s'acquittent d'un émolument fixé par la législation sur les émoluments, auquel s'ajoutent les éventuels frais de contrôle.

Financement par  
la Confédération

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Service des arts et métiers et du travail remet chaque année au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) un décompte attestant :

- de l'ensemble des coûts supportés par le canton dans le cadre de l'exécution de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup>;
- du montant total des émoluments perçus en application de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup>;
- du montant total des amendes encaissées dans le cadre des sanctions au sens de l'article 10, alinéa 1, de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup>.



<sup>2</sup> Les autorités et organisations mentionnées à l'article 11 de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup> annoncent au Service des arts et métiers et du travail, dans les 90 jours qui suivent leur liquidation, les cas de travail au noir qu'elles ont traités.

<sup>3</sup> L'annonce de liquidation contiendra au minimum les informations suivantes :

- le nom de l'entreprise et des personnes concernées;
- le genre et la gravité de l'infraction;
- la sanction prononcée;
- les émoluments et amendes encaissés.

Sanctions en  
matière de  
marchés publics  
et d'aides  
financières

**Art. 10** L'autorité cantonale compétente au sens de l'article 13, alinéa 1, de la loi sur le travail au noir<sup>1)</sup> est le Gouvernement.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Delémont, le 18 décembre 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 822.41](#)

2) [RS 822.411](#)

3) [RSJU 101](#)

4) [RS 822.11](#)

5) [RS 220](#)

6) Nouvelle teneur selon l'article 2, lettre d, de l'ordonnance du 25 avril 2017 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017



**Ordonnance  
d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant  
introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et  
survivants**

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978<sup>2)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (dénommée ci-après : "loi introductive"),

*arrête :*

**SECTION 1 : Caisse de compensation**

**Article premier** La Caisse de compensation du canton du Jura (appelée ci-après : "Caisse cantonale de compensation") exécute toutes les tâches qui lui sont assignées par la loi introductive et par les prescriptions fédérales en vigueur.

**Art. 2** La Caisse cantonale de compensation veille à la liquidation uniforme et régulière des affaires qui sont de son ressort et du ressort des agences. Elle émet à cet effet des prescriptions générales de service et, dans les cas particuliers, des instructions.

**Art. 3** La Caisse cantonale de compensation traite notamment les affaires suivantes à son siège central :

- a) elle fixe les cotisations des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative;
- b) elle tient toute la comptabilité de la Caisse de compensation, y compris celle des agences;
- c) elle tient les comptes individuels de cotisations des assurés;
- d) elle fixe et verse les rentes;
- e) elle tranche quant aux demandes de remise;
- f) elle tranche quant aux demandes de réduction des cotisations;
- g) elle s'occupe des encaissements par voie de droit;

- h) elle s'occupe des amendes et des affaires pénales;
- i) elle verse les allocations familiales agricoles selon les prescriptions de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture<sup>3)</sup>;
- j) elle délivre les certificats d'assurance aux agences communales AVS.

**Art. 4** Le Gouvernement peut charger une agence de l'une ou l'autre des tâches incombant à la Caisse cantonale de compensation, lorsque cette agence est gérée à titre de fonction principale et que la chose est conciliable avec les principes d'une administration rationnelle, tant en ce qui concerne la Caisse cantonale de compensation que l'agence dont il s'agit.

**Art. 5** <sup>1</sup> La Caisse cantonale de compensation traite directement avec les agences. Celles-ci doivent lui remettre périodiquement et conformément à ses instructions les avis exigés et les pièces concernant leur administration.

<sup>2</sup> La Caisse cantonale de compensation a la compétence d'édicter elle-même des dispositions entrant dans la compétence des agences, ainsi que d'annuler ou de modifier des dispositions édictées par elles.

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences instituées dans les communes en vertu des articles 5 et 6 de la loi introductive portent la désignation de "agence communale AVS".

<sup>2</sup> Elles sont dirigées par un préposé à l'agence communale AVS (dénommé ci-après : "préposé"), auquel la commune adjoint le personnel nécessaire.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le préposé est nommé pour une période déterminée par le conseil communal ou par l'assemblée communale. Il doit posséder les connaissances professionnelles permettant de diriger un bureau et les qualités que l'on exige dans les rapports avec le public.

<sup>2</sup> La charge de préposé peut aussi être confiée à titre accessoire à un fonctionnaire ou employé de la commune, ou encore à un tiers.

<sup>3</sup> Le préposé et son personnel sont soumis aux mêmes prescriptions légales et réglementaires que les autres fonctionnaires et employés de la commune.

**Art. 8** <sup>1</sup> La commune met à la disposition du préposé les locaux appropriés, à moins qu'il ne dispose déjà d'un bureau. Elle lui fournit en outre les installations de bureau et le matériel nécessaire.

<sup>2</sup> Le bureau doit être ouvert au public pendant les heures que fixe le conseil communal.

**Art. 9** <sup>1</sup> Le conseil communal signale à temps à la Caisse cantonale de compensation et à l'Office des assurances sociales tout changement pouvant intervenir dans la gérance de l'agence communale AVS.

<sup>2</sup> Le conseil communal veille, d'entente avec la Caisse cantonale de compensation, à ce que le nouveau préposé soit initié à fond à ses fonctions, de façon à assurer la continuation régulière des affaires de l'agence communale AVS.

<sup>3</sup> La remise de l'agence communale AVS de l'ancien préposé au nouveau a lieu en présence d'un représentant du conseil communal et d'un représentant de la Caisse cantonale de compensation; elle est consignée dans un procès-verbal mentionnant en particulier les pièces remises, l'état du compte de chèques postaux et des affaires au jour de la remise.

<sup>4</sup> Le procès-verbal est établi en cinq exemplaires; il est signé par le représentant du conseil communal, de même que par l'ancien et le nouveau préposé. Un exemplaire est adressé immédiatement à la Caisse cantonale de compensation, un autre à l'Office des assurances sociales. Le conseil communal, l'ancien et le nouveau préposé en reçoivent également chacun un.

**Art. 10** <sup>1</sup> L'agence communale AVS exécute dans la commune, en vertu de l'article 5, alinéa 1, de la loi introductive, les mesures découlant des tâches assignées à la Caisse cantonale de compensation.

<sup>2</sup> L'agence communale AVS a, dans ce cadre et conformément aux prescriptions de service ainsi qu'aux dispositions organiques de la Caisse de compensation, les attributions suivantes :

1. Elle dresse l'état des personnes sujettes à cotisations et à décomptes de la commune, c'est-à-dire tous les employeurs, les personnes de condition indépendante, les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative, les employés et ouvriers, pour autant qu'ils ne soient pas affiliés à une caisse de compensation professionnelle. Elle communique à la Caisse cantonale de compensations toutes les mutations que subit l'état des assujettis à décompte.
2. Elle contrôle si tous les assujettis à cotisation de la commune sont affiliés à une caisse de compensation. Le conseil communal institue à cet effet un service de communication entre le préposé au registre des domiciles et l'agence communale AVS.
3. Elle transmet les certificats d'assurance aux assurés.
4. Elle perçoit les cotisations des employeurs, employés et ouvriers des personnes de condition indépendante et de celles sans activité lucrative. Elle tient les contrôles voulus des cotisations et des sommations.
5. Elle reçoit, examine et rectifie les formules d'inscription pour l'obtention des rentes ordinaires et des rentes transitoires. Elle vérifie périodiquement la situation personnelle des bénéficiaires de rentes et notamment les conditions de revenu et de fortune des bénéficiaires de rentes transitoires.
6. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires et certificats des jours de service pour militaires; elle fixe et verse l'allocation pour jours de service. La Caisse cantonale de compensation fixe elle-même l'allocation dans les cas spéciaux et pour les catégories de bénéficiaires désignées par elle.
7. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires, certificats de travail ou cartes de quittances pour travailleurs agricoles, ainsi que les questionnaires et feuilles annexes pour paysans de la montagne.
8. Elle applique la procédure des sommations. Elle procède aux recherches nécessaires en vue de fournir les informations nécessaires à la décision de taxation de la Caisse cantonale de compensation.
9. Elle procède aux recherches nécessaires en vue du paiement des cotisations arriérées ou du remboursement de cotisations, du remboursement ou du paiement complémentaire d'allocations.
10. Elle procède aux recherches exigées dans un but de statistique.
11. Elle signale immédiatement les actes punissables à la Caisse cantonale de compensation.
12. Elle fournit toutes communications exigées par la Caisse de compensation ou qui peuvent être dans l'intérêt de la marche des affaires.
13. Elle répond aux demandes de renseignements, remet les formules et les prescriptions légales qu'on lui demande.
14. Elle procède de la manière appropriée à la publication officielle des prescriptions en vigueur et des ordres émis par la Caisse cantonale de compensation.

**Art. 11** <sup>1</sup> L'agence communale AVS se fait ouvrir un compte de chèques postaux propre, qui ne doit servir aux opérations de fonds d'aucune des autres branches de l'administration communale. Toutes les opérations de fonds de l'agence communale AVS se font par l'intermédiaire de ce compte de chèques.

<sup>2</sup> L'agence communale AVS tient un contrôle de ses opérations par le compte de chèques et en adresse de façon continue les pièces justificatives à la Caisse cantonale de compensation aux fins de comptabilisation.

<sup>3</sup> Les comptes de chèques postaux des agences communales AVS constituent une partie intégrante de la comptabilité de la Caisse cantonale de compensation.

<sup>4</sup> Le titulaire du compte de chèques postaux délivre à la Caisse cantonale de compensation et aux organes légaux de contrôle la procuration leur permettant d'obtenir de l'office des chèques postaux des avis de situation, ainsi que des extraits de compte.

**Art. 12** <sup>1</sup> L'organisation des agences communales AVS doit être comprise de telle sorte qu'elle soit conforme aux principes d'une administration rationnelle.

<sup>2</sup> Les agences communales AVS établissent ou se procurent, dans le cadre de leurs attributions, les pièces et documents prescrits par les dispositions législatives et par les instructions de la Caisse cantonale de compensation. Les préposés les envoient à la Caisse cantonale de compensation dans les délais fixés par cette dernière. Demeurent réservées les prescriptions spéciales établies par la Caisse cantonale de compensation conformément à l'article 4 ci-dessus à l'intention d'agences communales AVS déterminées.

<sup>3</sup> Les pièces et dossiers dont la Caisse cantonale de compensation n'a pas un usage courant, ainsi que les dispositions légales et les prescriptions générales de service, sont classés d'une manière claire et conservés séparément de pièces pouvant appartenir à l'agence communale AVS et concernant d'autres affaires. La Caisse cantonale de compensation indique l'état des pièces qu'il faut conserver dans les archives de la commune.

## **SECTION 2 : Contributions aux frais d'administration des personnes tenues à décompte**

**Art. 13** <sup>1</sup> Une contribution aux frais d'administration de 2,5 %<sup>4)</sup> des cotisations à verser à la caisse de compensation est perçue des employeurs, des personnes exerçant une activité lucrative et des personnes sans activité lucrative.

<sup>2</sup> Les employeurs paient une contribution aux frais d'administration de 2,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.<sup>14)</sup>

**Art. 14** <sup>1</sup> Les employeurs qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de 600 000 francs et plus paient, avec l'autorisation de la Caisse cantonale de compensation, une contribution aux frais d'administration de 1,5 %<sup>4)</sup> du montant total des cotisations qu'ils doivent décompter avec la caisse de compensation.

<sup>1bis</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1 paient une contribution aux frais d'administration de 1,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.<sup>5)15)</sup>

<sup>1ter</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1, qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de cinq millions de francs et plus, paient une contribution aux frais d'administration de 1 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé.<sup>6)15)</sup>

<sup>1quater</sup> Les employeurs visés à l'alinéa 1<sup>ter</sup>, qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de deux cent millions de francs et plus, paient une contribution aux frais d'administration de 0,8 %.<sup>16)</sup>



<sup>2</sup> L'autorisation d'appliquer le taux des frais prévu à l'alinéa 1 n'est accordée que sur demande écrite et à la condition que l'employeur prouve qu'il tient une comptabilité bien ordonnée et des comptes individuels de salaire (carte de salaire, feuille personnelle) pour tous ses employés où toutes les prestations entrant dans le salaire déterminant sont déclarées. En outre, la condition supplémentaire de l'alinéa 3 doit être remplie.

<sup>3</sup> L'employeur est tenu de présenter sur la formule officielle, à la fin de chaque année pour l'année écoulée, un relevé (attestation de salaire) des salaires versés et comptabilisés en faveur de chaque employé. Il appartient à la Caisse cantonale de compensation d'établir cette formule et de fixer le délai de sa remise. En outre, l'employeur a l'obligation de verser chaque mois des acomptes en chiffre rond correspondant approximativement aux montants mensuels dus par l'exploitation.

**Art. 15** <sup>1</sup> Il n'est pas prélevé de contributions aux frais d'administration chez les personnes sans revenu dont la cotisation est versée par l'autorité d'assistance.

<sup>2</sup> Il en est de même des cotisations mises à la charge des communes, en cas de remise conformément à l'article 21 de la loi introductive.

**Art. 16** La Caisse cantonale de compensation émet les directives nécessaires en ce qui concerne la perception des contributions aux frais d'administration.

**Art. 17** Au cas où des modifications pourraient être apportées par de nouvelles prescriptions fédérales en matière de contributions aux frais d'administration ou de subsides de la Confédération aux frais d'administration, le Gouvernement prendra les décisions nécessaires en attendant qu'une nouvelle ordonnance d'exécution soit établie, et ce par arrêté qui sera publié dans le Journal officiel.

### **SECTION 3 : Contributions de la Caisse cantonale de compensation aux frais d'administration des communes**

**Art. 18** Le Gouvernement fixe chaque année l'allocation pour frais d'administration prévue à l'article 9 de la loi introductive, ainsi que le montant des quotes-parts qui sont à répartir entre les communes sur la base des différents facteurs.

**Art. 19** <sup>1</sup> L'allocation totale est fixée d'après les moyens disponibles de l'année comptable écoulée; elle comprend une quote-part de base et une allocation variable.

<sup>2</sup> La quote-part de base est constituée par une allocation égale pour toutes les agences.

<sup>3</sup> L'allocation variable est répartie en parts attribuées aux communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>[11](#)</sup>,<sup>[10](#)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> Lorsqu'une agence se voit assigner d'autres tâches conformément à l'article 4 de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe pour l'agence en cause une allocation supplémentaire.

<sup>2</sup> Ces allocations supplémentaires sont déduites en premier lieu des sommes totales disponibles pour les allocations aux frais d'administration selon l'article 19 de la présente ordonnance.

**Art. 21** Le Gouvernement se réserve la faculté de réduire, sur proposition du Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>[7](#)</sup>, les allocations aux frais d'administration prévues aux articles 18 à 20 de la présente ordonnance, si les affaires d'une agence sont administrées d'une manière défectueuse ou si des travaux spéciaux doivent être accomplis pour les agences par les organes de la Caisse cantonale de compensation ou par l'office de revision.

#### **SECTION 4 : Revision et contrôle**

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne une société fiduciaire en qualité d'organe de revision de la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[8](#)</sup> et aux dispositions d'exécution y relatives.

<sup>2</sup> Cet organe est chargé en particulier de la revision de la Caisse cantonale de compensation, ainsi que des agences auxquelles ont été confiées des tâches spéciales en vertu de l'article 4 de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> L'organe de revision a la faculté d'étendre ses investigations, soit de son propre chef, soit à la demande du directeur de la caisse, à d'autres agences communales AVS si cette mesure répond aux nécessités d'une revision appropriée.

<sup>4</sup> Les prescriptions fédérales en vigueur s'appliquent à la manière d'opérer la revision.

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse cantonale de compensation est chargée du contrôle de l'organisation et de l'administration des agences communales AVS, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'agences soumises à la revision prévue à l'article 22, alinéa 2, ci-dessus.

<sup>2</sup> La Caisse cantonale de compensation est autorisée à faire opérer le contrôle par un de ses employés qualifiés pour ce travail.

<sup>3</sup> Le contrôle a lieu sur place au moins tous les deux ans. Le résultat en est consigné dans un rapport adressé au Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>71</sup> et au conseil communal à l'intention du préposé.

<sup>4</sup> Le contrôle de la Caisse cantonale de compensation concerne en particulier l'organisation de l'agence communale AVS, le fonctionnement du système des décomptes et des sommations, l'enregistrement régulier de tous les assujettis à cotisation et l'établissement exact de la situation des bénéficiaires de rentes transitoires. Il s'effectue selon les prescriptions légales.

**Art. 24** <sup>1</sup> Une société fiduciaire que désigne le Gouvernement est chargée du contrôle des employeurs affiliés à la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants.

<sup>2</sup> L'exécution de ce contrôle a lieu selon les prescriptions fédérales en vigueur.

**Art. 25** Le Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>71</sup> fixe, d'entente avec le Département des Finances<sup>71</sup>, les honoraires de l'office de revision pour les travaux de revision et les contrôles des employeurs selon les articles 22 et 24 de la présente ordonnance. Ces honoraires sont supportés par la Caisse cantonale de compensation et payés par elle.

**Art. 26** Les contrôles effectués en vertu des articles 22 et 23 de la présente ordonnance ne libèrent pas les autorités communales de leur obligation de surveillance à l'égard de l'agence communale AVS.

**SECTION 5 : Dispositions transitoire et finale<sup>12)</sup>**

**Art. 26a<sup>13)</sup>** En cas de fusion de communes, la quote-part de base au sens de l'article 19, alinéa 2, est allouée durant les quatre années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente modification pour chacune des anciennes communes rattachées à la nouvelle entité.

**Art. 27** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

**Dispositions finales de la modification du 16 août 2011**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

<sup>2</sup> Elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 2011.

**Dispositions finales de la modification du 15 décembre 2015**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et déploie ses effets pour les années 2016 et 2017.

<sup>2</sup> Elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 2016.

<sup>3</sup> La durée de validité de la présente modification est prolongée pour les années 2018 et 2019.<sup>17)</sup>

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 831.10](#)
- 3) [RS 836.1](#)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991
- 5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991
- 6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 17 janvier 1996. En vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, cette modification déploie ses effets pour les années 1996, 1997, 1998 et 1999; elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1996
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))
- 8) [RS 831.10](#)
- 9) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 11) [RSJU 651](#)
- 12) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 14) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 16) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 17) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018



## Ordonnance sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

du 23 novembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 3 et 12 de la loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Conditions personnelles du droit aux prestations

Domicile dans le  
Canton

**Article premier** Le domicile au sens de l'article 2, alinéa 1, de la loi portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>1)</sup> (ci-après : "LiLPC") s'entend du domicile civil au sens des articles 23 à 26 du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

Ayant droit

**Art. 2** Le requérant est reconnu bénéficiaire de prestations complémentaires lorsque la part des dépenses reconnues excède les revenus déterminants.

### CHAPITRE II : Dépenses reconnues

Supplément pour  
loyer en faveur  
des personnes  
résidant dans un  
appartement  
protégé

**Art. 2a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> Au niveau cantonal, les dépenses reconnues pour les personnes résidant dans un appartement protégé comprennent le supplément pour loyer octroyé conformément à l'article 3a LiLPC.

<sup>2</sup> Le montant annuel maximal reconnu est de :

- a) pour les personnes seules :
  - 1. 7 200 francs pour un studio ou un appartement d'une pièce et demie;
  - 2. 8 400 francs pour un appartement de deux pièces et plus.
- b) pour les couples et les personnes qui ont des enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou donnant droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI :
  - 1. 7 200 francs pour un studio ou un appartement d'une pièce et demie;

2. 8 400 francs pour un appartement de deux pièces ou de deux pièces et demie;
3. 9 600 francs pour un appartement de trois pièces et plus.

Personnes  
demeurant dans  
des homes ou  
des établis-  
sements  
hospitaliers  
a) Taxe  
journalière

**Art. 3** <sup>1</sup> La taxe journalière des pensionnaires à prendre en considération en raison du séjour dans un home ou un établissement hospitalier est celle facturée au résident et fixée pour chaque établissement sur la base des tarifs reconnus par l'Etat.

<sup>2</sup> Les Services de l'action sociale et de la santé communiquent à la Caisse de compensation la liste officielle de toutes les institutions et leurs taxes journalières à prendre en considération.

<sup>3</sup> Pour les établissements domiciliés hors Canton, la Caisse de compensation s'enquiert des tarifs reconnus par le canton concerné et prend au maximum ce tarif-là en compte pour les bénéficiaires de prestations complémentaires y séjournant avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993; dès cette date, le prix de pension pris en considération sera au maximum celui des établissements jurassiens. Font exception les séjours qui ont été dictés par une urgence dans un établissement public ou privé reconnu par le canton concerné et les séjours dans un établissement avec lequel le canton du Jura a conclu une convention.

b) Dépenses  
personnelles

**Art. 4** <sup>10)</sup> Le montant laissé à la disposition des pensionnaires des homes ou des hôpitaux, pour les dépenses personnelles, est fixé à 240 francs par mois.

### CHAPITRE III : Revenus déterminants

Fortune  
déterminante

**Art. 5** La fortune nette, après déduction de la franchise, est prise en compte à raison d'un cinquième pour les bénéficiaires de rentes de vieillesse séjournant dans un home ou un hôpital.

### CHAPITRE IV : Remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité

#### SECTION 1 : Prescriptions générales

Période  
déterminante  
pour le  
remboursement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les frais de maladie, d'invalidité et de moyens auxiliaires, dûment établis, ne sont remboursés que pour l'année civile au cours de laquelle le traitement ou l'achat a eu lieu. Cette réglementation s'applique par analogie lorsqu'il s'agit de frais se rapportant à un séjour passager dans un home.



<sup>2</sup> Lorsqu'une personne assurée ou des membres de sa famille cessent d'avoir droit à une prestation complémentaire annuelle, ou cessent d'y donner droit, les frais pouvant être payés sont déterminés conformément à l'alinéa 1. Il en est de même en cas de changement de domicile de l'ayant droit, lorsque l'ancien et le nouveau canton de domicile appliquent des critères différents pour le calcul des frais à rembourser pendant la période déterminante.

Délai pour  
demander le  
remboursement

**Art. 7** Les frais mentionnés à l'article 6, alinéa 1, sont remboursés conformément à l'article 15 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>3</sup>.

Rapport aux  
prestations  
d'autres  
assurances

**Art. 8** <sup>1</sup> Un droit au remboursement des frais au sens de l'article 14 LPC<sup>3</sup> n'existe que dans la mesure où ces frais ne sont pas déjà pris en charge par d'autres assurances. L'octroi d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'assurance-accidents ou de l'assurance militaire n'est pas assimilé à une prise en charge par d'autres assurances.

<sup>2</sup> En cas d'augmentation du montant remboursable selon l'article 14, alinéa 4, LPC<sup>3</sup>, ou l'article 19b de l'ordonnance du 15 janvier 1971 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI)<sup>4</sup>, l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents est portée en déduction des frais, dûment établis, pour les soins et les tâches d'assistance au sens des articles 18 à 20 de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> Dans la mesure où l'assurance-maladie a pris en compte l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents pour fixer le montant des frais de soins et de tâches d'assistance à domicile qu'elle est tenue de rembourser, l'allocation pour impotent n'est pas portée en déduction des frais considérés.

<sup>4</sup> Dans les cas visés à l'article 14, alinéa 5, LPC<sup>3</sup>, les alinéas 2 et 3 sont applicables par analogie.

Frais de maladie  
et dépenses  
pour moyens  
auxiliaires  
causés à  
l'étranger

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont remboursés les frais de maladie et d'invalidité ainsi que les dépenses pour moyens auxiliaires qui sont causés en Suisse.

<sup>2</sup> Les frais causés à l'étranger sont exceptionnellement remboursés s'ils se sont révélés indispensables pendant un séjour hors de Suisse ou si les mesures indiquées du point de vue médical ne pouvaient être appliquées qu'à l'étranger.

<sup>3</sup> Lorsqu'un moyen auxiliaire qui n'est pas remis en prêt est acheté à l'étranger, c'est le prix pratiqué en Suisse qui est déterminant s'il est inférieur.

<sup>4</sup> Les frais des cures balnéaires et des séjours de convalescence à l'étranger ne sont pas remboursés.

Montants  
maximaux

**Art. 10** Les montants maximaux des frais de maladie et d'invalidité remboursés en plus de la prestation complémentaire annuelle correspondent aux montants indiqués à l'article 14, alinéa 3, LPC<sup>3)</sup>.

## **SECTION 2 : Frais de médecin, de dentiste, de pharmacie, de soins et de tâches d'assistance**

Participation aux  
coûts

**Art. 11** <sup>1</sup> La participation prévue par l'article 64 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>5)</sup> aux coûts des prestations remboursées par l'assurance obligatoire des soins en vertu de l'article 24 LAMal est remboursée.

<sup>2</sup> La participation aux coûts des soins prévue aux articles 10, lettre b, et 13, lettre b, de la loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins<sup>6)</sup> est remboursée.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de soins transmettent à la Caisse de compensation du canton du Jura les données et pièces justificatives nécessaires aux remboursements de la participation aux coûts selon l'alinéa 2.

Assurance avec  
franchise à  
option

**Art. 12** Si une personne opte pour une assurance avec une franchise plus élevée que la franchise minimale, la participation aux coûts remboursée s'élève par année, au plus, au montant cumulé de la franchise minimale et du montant maximal de la quote-part (art. 64, al. 3, LAMal<sup>5)</sup>).

Frais de  
traitement  
dentaire

**Art. 13<sup>1)</sup>** <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Ce formulaire est transmis pour validation du traitement au médecin-dentiste conseil.

<sup>3</sup> Pour tout traitement, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation à la Caisse de compensation du canton du Jura avant le début du traitement en vue de son remboursement.

<sup>4</sup> Le tarif pour le catalogue des prestations reconnues, incluant les valeurs du point, qui figure en annexe [12](#) à la présente ordonnance, est déterminant pour le remboursement des honoraires des prestations dentaires et des travaux de technique dentaire.

<sup>5</sup> Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires de l'annexe mentionnée à l'alinéa 4.

<sup>6</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura édicte les directives nécessaires à l'application de la présente disposition, notamment sur la procédure à suivre et les modalités de remboursement.

Frais pour  
produits  
diététiques

**Art. 14** Les frais supplémentaires, dûment établis, occasionnés par un régime alimentaire prescrit par un médecin et indispensable à la survie de la personne assurée sont considérés comme frais de maladie si ladite personne ne vit ni dans un home, ni dans un hôpital. Un montant annuel de 2'500 francs au maximum est remboursé.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans un hôpital

**Art. 15** En cas de séjour passager dans un hôpital, un montant approprié pour l'entretien selon l'article 11, alinéa 2, du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS)[8](#), est porté en déduction de la participation aux coûts selon l'article 11 de la présente ordonnance.

Frais se  
rapportant à un  
séjour de  
convalescence

**Art. 16** <sup>1</sup> Les frais afférents à un séjour de convalescence prescrit par le médecin ou à un accueil temporaire sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si le séjour ou l'accueil s'est effectué dans un home ou dans un hôpital.

<sup>2</sup> Les frais de séjour dans un home ou dans un hôpital se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours de convalescence ou d'accueil temporaire.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans une station  
thermale

**Art. 17** Les frais afférents à des cures balnéaires prescrites par le médecin sont pris en compte, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si, durant la cure, la personne assurée était sous contrôle médical.

Frais d'aide, de  
soins et de  
tâches  
d'assistance à  
domicile

**Art. 18** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance rendus nécessaires en raison de l'âge, de l'invalidité, d'un accident ou de la maladie et dispensés par des institutions au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation ou de personnes au bénéfice d'une autorisation cantonale de pratique, sont remboursés.

<sup>2</sup> En présence d'un tarif échelonné selon les conditions de revenu et de fortune, seul le tarif le plus bas est pris en compte.

<sup>3</sup> Les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dans un home ou un hôpital de jour ou dans un dispensaire, publics ou reconnus d'utilité publique, sont également remboursés.

<sup>4</sup> Les frais d'aide ainsi que les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dispensés par des institutions privées au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation, sont remboursés dans la mesure où ils correspondent aux frais encourus dans un établissement reconnu d'utilité publique.

<sup>5</sup> Les frais, dûment établis, inhérents à l'aide nécessaire ainsi qu'aux tâches d'assistance apportées dans la tenue du ménage sont remboursés jusqu'à concurrence de 4'800 francs par année civile au plus si les prestations considérées sont fournies par une personne :

- c) ne vivant pas dans le même ménage; ou
- d) engagée par une organisation d'aide et de soins à domicile non reconnue.

<sup>6</sup> Lors d'un remboursement au sens de l'alinéa 5, les frais facturés peuvent être pris en compte jusqu'à concurrence de 25 francs l'heure au maximum.

Frais pour le  
personnel  
soignant engagé  
directement

**Art. 19** <sup>1</sup> Les frais pour le personnel soignant engagé directement peuvent être remboursés aux bénéficiaires d'une allocation pour impotent de degré moyen ou grave vivant à domicile, à la condition que les soins et les tâches d'assistance ne puissent pas être assumés par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue au sens de l'article 51 OAMa [7](#).

<sup>2</sup> Un organe désigné par le Département de la Santé et des Affaires sociales détermine la part des soins et des tâches d'assistance qui ne peut, dans un cas concret, être assumée par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue, ainsi que le profil de la personne à engager. Si l'organe compétent n'est pas consulté ou si ses directives ne sont pas respectées, les frais ne sont pas remboursés.

Frais de soins  
et d'assistance  
dispensés par  
des membres  
de la famille

**Art. 20** <sup>1</sup> Les frais pour des soins et des tâches d'assistance dispensés par des membres de la famille ne sont remboursés que si lesdits membres de la famille :

- a) ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prestation complémentaire, et
- b) subissent, en raison des soins et des tâches d'assistance, une perte de gain notable pendant une période prolongée.

<sup>2</sup> Les frais peuvent être remboursés jusqu'à concurrence de la perte de gain au plus.

Frais d'aide,  
de soins et de  
tâches  
d'assistance  
afférents à des  
personnes  
séjournant dans  
des structures  
de jour

**Art. 21** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance afférents à des personnes fréquentant un home de jour, un atelier d'occupation ou une structure de jour analogues sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS<sup>8)</sup>.

<sup>2</sup> Les frais pris en compte se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours dans une structure de jour.

<sup>3</sup> Aucun frais n'est remboursé en cas de séjour dans un home avec calcul de la prestation complémentaire au sens de l'article 10, alinéa 2, LPC<sup>3)</sup>.

Frais de  
transport

**Art. 22** <sup>1</sup> Les frais de transport dûment établis sont remboursés s'ils ont été occasionnés en Suisse et résultent d'une urgence ou d'un transfert indispensable.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ...<sup>14)</sup>

### SECTION 3 : Moyens auxiliaires et appareils auxiliaires

Droit

**Art. 23** <sup>1</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont droit au remboursement des dépenses occasionnées par l'acquisition de moyens auxiliaires et d'appareils auxiliaires (appareils de traitement ou de soins) énumérés dans l'annexe II ou à l'obtention de ceux-ci à titre de prêt. Les moyens auxiliaires et les appareils auxiliaires désignés dans cette annexe par un astérisque (\*) ne sont remis qu'à titre de prêt.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont en outre droit à un remboursement équivalant au tiers de la contribution fournie par l'AVS en faveur des moyens auxiliaires :

- a) qui figurent dans l'annexe de l'ordonnance du 28 août 1978 concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-vieillesse<sup>9)</sup>; et
- b) pour lesquels l'AVS a fourni une contribution.

<sup>3</sup> Sont en outre remboursés les frais d'endoprothèses anatomiques ou fonctionnelles, qui sont mises en place lors d'une intervention chirurgicale.

<sup>4</sup> Un droit au remboursement des frais n'existe que dans la mesure où le moyen auxiliaire n'est pas remis par l'AVS, l'AI ou l'assurance-maladie. Les appareils de traitement et de soins au sens du chapitre II de l'annexe ne sont remis en prêt que pour les soins à domicile.

<sup>5</sup> Les frais d'achat ou de location des moyens auxiliaires sont remboursés à condition qu'il s'agisse de modèles simples et adéquats.

<sup>6</sup> Les dispositions de l'assurance-invalidité s'appliquent par analogie au remboursement des frais de réparation, d'adaptation et de renouvellement, ainsi qu'à celui des dépenses résultant d'un entraînement particulier à l'emploi de moyens auxiliaires ou d'appareils auxiliaires.

#### Examens

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'il paraît douteux que le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire soit nécessaire ou qu'il s'agisse d'un modèle simple et adéquat, l'assuré doit produire une attestation d'un médecin, d'une institution d'aide aux invalides et aux personnes âgées, d'un service d'aide et de soins à domicile ou d'un service d'ergothérapie.

<sup>2</sup> S'agissant des appareils acoustiques, un expert reconnu par l'assurance-invalidité attestera que l'assuré en a besoin et qu'il s'agit d'un modèle simple et adéquat.

<sup>3</sup> Les frais de ces examens et expertises sont réputés frais au sens de l'article 14, alinéa 1, lettre f, LPC<sup>3)</sup>.

#### Remise et reprise d'appareils provenant de dépôts de l'AI

**Art. 25** <sup>1</sup> Si le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire à remettre à titre de prêt est disponible dans un dépôt de l'AI, l'assuré ne peut prétendre à l'obtention d'un appareil neuf.

<sup>2</sup> La reprise, l'entreposage et la réutilisation des moyens et appareils auxiliaires remis en prêt sont régis par les prescriptions de l'assurance-invalidité.

## CHAPITRE V : Dispositions diverses

Collaboration  
des autorités  
fiscales  
cantonales

**Art. 26** Les autorités fiscales cantonales informent d'une façon appropriée et simple les personnes physiques ayant atteint l'âge de la retraite au sujet du droit aux prestations complémentaires à l'AVS/AI lors de la remise des documents liés à la déclaration d'impôt.

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 27** L'ordonnance du 17 décembre 1997 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 23 novembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 10 janvier 2011

La modification du 21 octobre 2014 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 3 décembre 2014

La modification du 17 novembre 2015 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 11 janvier 2016

La modification du 22 novembre 2016 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 21 décembre 2016

La modification du 28 novembre 2017 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 20 décembre 2017

## **Annexe I**

### **Référentiel de médecine dentaire sociale (article 13 de l'ordonnance)**

...[12\)](#)

## **Annexe II<sup>[11\)](#)</sup>**

### **Liste des moyens auxiliaires et des appareils de traitement ou de soins (article 23 de l'ordonnance)**

#### **I. Moyens auxiliaires**

##### **1. Orthèses**

- 1.01. *Orthèses du tronc*  
en cas d'insuffisance fonctionnelle de la colonne vertébrale se traduisant par d'importantes douleurs dorsales et par des altérations de la colonne vertébrale révélées par l'examen clinique et radiologique, si cette insuffisance ne peut être palliée par des mesures médicales, ou ne peut l'être qu'insuffisamment.

##### **2. Chaussures**

- 2.01. *Retouches orthopédiques coûteuses/éléments orthopédiques incorporés aux chaussures de confection*

- 3. Lunettes à cataracte ou verres de contact après opération de la cataracte**  
Pour les lunettes à cataracte provisoires utilisées directement après l'opération, seuls les frais de location sont remboursés, et cela jusqu'à concurrence de 60 francs au plus.

##### **4. Moyens auxiliaires pour des aveugles et graves handicapés de la vue**

- 4.01.\* *Cannes longues d'aveugle*
- 4.02.\* *Chiens-guides pour aveugles*  
s'il est établi que la personne assurée saura s'occuper d'un chien-guide et que, grâce à celui-ci, elle sera capable de se déplacer seule hors de son domicile. L'assurance prend en charge les frais de location.

- 4.03.\* *Machines à écrire en Braille*

##### **5. Moyens auxiliaires permettant d'établir des contacts avec l'entourage**

- 5.01.\* *Programmes particuliers pour ordinateur*  
lorsque l'assuré ne peut communiquer sans un programme qui transforme l'écriture en voix ou sans un contacteur particulier pour guider la souris.
- 5.02.\* *Tourneurs de page*



- 5.03.\* *Dispositifs automatiques de commande du téléphone*  
lorsque l'assuré très gravement paralysé, qui n'est ni hospitalisé, ni placé dans une institution spécialisée pour malades chroniques, ne peut établir des contacts avec son entourage qu'au moyen d'un tel dispositif.

## II. Appareils de traitement ou de soins

- 6.\* *Appareils respiratoires destinés à pallier une insuffisance respiratoire*
- 7.\* *Inhalateurs*
- 8.\* *Installations sanitaires complémentaires automatiques*  
lorsque l'assuré ne peut faire sa toilette qu'au moyen de cet appareil.
- 9.\* *Elévateurs pour malades*  
s'il est attesté par un médecin qu'un tel moyen est indispensable pour les soins à domicile.
- 10.\* *Lits électriques*  
s'il est attesté par un médecin qu'un lit électrique est indispensable pour les soins à domicile.
11. *Chaises percées*
- 12.\* *Chaises pour personnes atteintes de coxarthrose*
- 13.\* *Potences*

\* Ne sont remis qu'à titre de prêt (article 23, alinéa 1, 2<sup>ème</sup> phrase, de l'ordonnance).

1) [RSJU 831.30](#)

2) [RS 210](#)

3) [RS 831.30](#)

4) [RS 831.301](#)

5) [RS 832.10](#)

6) [RSJU 832.11](#)

7) [RS 832.102](#)

8) [RS 831.101](#)

9) [RS 831.135.1](#)

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

12) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2015, n°44, p. 936-945

13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

14) Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 28 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018



## Ordonnance sur le financement des soins

du 7 décembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 3, alinéa 2, et 18, alinéa 2, de la loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur le financement des soins.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Allègements, exonération	<p><b>Art. 3<sup>2)</sup></b> <sup>1</sup> Les bénéficiaires de prestations de soins ambulatoires dispensés au sein d'appartements protégés ou de centres de jour sont exonérés de la participation personnelle des usagers.<sup>4)</sup></p> <p><sup>2</sup> Sont également exonérés de la participation personnelle les bénéficiaires de prestations de soins ambulatoires de moins de 18 ans révolus.</p>
Montants reconnus	<b>Art. 4</b> Le Gouvernement arrête annuellement les montants reconnus pour le financement des soins et pour le financement résiduel ainsi que la participation personnelle des usagers.
Financement résiduel	<b>Art. 5</b> Le Service de la santé publique <sup>3)</sup> règle les modalités du financement résiduel de l'Etat, qui s'effectue sur la base d'un décompte.
Contrat de prestations pour soins ambulatoires et prestations d'intérêt général pour soins ambulatoires	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Le contrat de prestations règle les relations entre l'Etat et l'institution.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement définit les prestations d'intérêt général dans les contrats de prestations conclus avec les fournisseurs de soins ambulatoires reconnus d'utilité publique. Il peut accorder une subvention spécifique pour ces prestations.</p>

Fournisseurs de  
soins aigus et de  
transition

**Art. 7** <sup>1</sup> Les fournisseurs de prestations de soins ambulatoires sont habilités à dispenser des soins aigus et de transition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut dresser une liste limitant les établissements offrant des soins aigus et de transition. Le cas échéant, cette liste est établie ou modifiée au plus tard le 30 juin pour l'année suivante.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 7 décembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 832.11](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

3) Nouvelle dénomination selon l'article 19, lettre a, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

## Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie

du 25 octobre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 64a, 65, 65a et 66 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 21a de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 105d à 106e de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 20, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)<sup>[4](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle les réductions de primes de l'assurance obligatoire des soins accordées aux assurés de condition économique modeste, ainsi que la couverture des primes, participations aux coûts et autres frais irrécouvrables.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Organisation

Service des  
contributions

**Art. 3** Le Service des contributions met à disposition de la Caisse de compensation du canton du Jura les données fiscales nécessaires préparées en vue du calcul du revenu déterminant.

Caisse de  
compensation

**Art. 4** <sup>1</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura est l'organe administratif et décisionnel en matière de réduction des primes d'assurance-maladie et de prise en charge des créances irrécouvrables.

<sup>2</sup> Elle communique son calcul sous forme d'attestation ou de décision à chaque assuré ou famille (art. 15 et 19).

<sup>3</sup> Elle annonce régulièrement le droit à la réduction des primes aux assureurs.

<sup>4</sup> Elle édicte les directives nécessaires en la matière.

Assureurs

**Art. 5** <sup>1</sup> Les assureurs informent et conseillent leurs assurés en matière de réduction des primes.

<sup>2</sup> Ils fournissent tout renseignement utile au sujet du décompte annuel transmis à la Caisse de compensation.

Agences  
communales  
AVS

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences communales AVS renseignent et conseillent les assurés lors de leurs démarches visant à obtenir une réduction des primes.

<sup>2</sup> Elles tiennent des formules de demande de réduction des primes à la disposition des assurés.

### SECTION 3 : Calcul des réductions

Principes

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête chaque année, par voie d'arrêté, les critères qui déterminent le cercle des bénéficiaires et les montants des réductions.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 10, il définit la réduction maximale qui correspond à un pourcentage de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse.

<sup>3</sup> La prime la plus avantageuse selon l'alinéa 2 est calculée séparément pour les adultes, les adultes de moins de 25 ans révolus et les enfants de moins de 18 ans révolus.

<sup>4</sup> La prime est réduite, pour les enfants de moins de 18 ans révolus et les adultes de moins de 25 ans en formation qui sont à la charge de leurs parents, d'au moins la moitié de la prime cantonale moyenne fixée dans l'ordonnance du DFI relative aux primes moyennes de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires<sup>5)</sup>.

Revenu  
déterminant

**Art. 8** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'avant-dernière année fiscale qui précède l'année d'assurance sert de base de calcul du revenu déterminant.

<sup>1bis</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu imposable est corrigé de la manière suivante :

- a) le rendement ou l'excédent de dépenses provenant de la propriété immobilière, tous les intérêts passifs, les pertes des exercices commerciaux et les pertes de liquidation, ainsi que l'excédent de dépenses provenant de successions non partagées et de copropriétés, sont éliminés;
- b) la part du rendement immobilier qui excède l'ensemble des intérêts passifs est ajoutée;
- c) un montant supplémentaire par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge, fixé chaque année est déduit;
- d) la déduction par contribuable avec enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- e) la déduction par enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- f)<sup>12)</sup> un pourcentage allant jusqu'à 5 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement est ajouté; il est arrêté chaque année.

<sup>3</sup> Pour les personnes imposées à la source, le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale qui précède l'année d'assurance ou, à défaut, le revenu de l'année d'assurance sert de base de calcul au revenu déterminant. Seules les corrections prévues à l'alinéa 2, lettres c, d et e, sont apportées au revenu imposable ou, à défaut, au revenu de l'année d'assurance, pour autant que les membres de leur famille résident en Suisse au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'assurance considérée ou qu'ils y prennent domicile à la même date. Les requérants vivant seuls en Suisse sont considérés comme célibataires.

<sup>4</sup> Le revenu ainsi corrigé est le revenu déterminant en vue du calcul des réductions.

<sup>5</sup> Le revenu déterminant pour les parents est également valable pour les enfants dont ils assument la charge.

Calcul des  
réductions  
a) En général

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant total des subsides fédéraux et cantonaux est réparti sur le cercle des bénéficiaires défini par le Gouvernement.

<sup>2</sup> A cet effet, les assurés sont regroupés en fonction de leur revenu déterminant exprimé en paliers de mille francs.

<sup>3</sup> L'arrêté annuel fixe le montant maximal du revenu déterminant qui donne droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant.

b) Réduction  
totale des primes

**Art. 10** <sup>8)9)13)</sup> Une réduction totale de la prime est accordée aux catégories suivantes d'assurés domiciliés dans le canton du Jura :

- a) <sup>12)</sup> les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse;
- b) les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, y compris ceux qui pourraient obtenir de l'aide sociale s'ils ne bénéficiaient pas de la réduction de prime, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en tiers payant.

c) Couverture  
des primes,  
participations  
aux coûts,  
intérêts  
moratoires et  
frais de  
poursuites  
irrécouvrables

**Art. 11** <sup>1</sup> Une partie des subsides sert à financer les primes et les intérêts moratoires qui s'avèrent irrécouvrables conformément à l'article 64a LAMa<sup>1)</sup>.

<sup>1bis</sup> Les primes et les intérêts moratoires irrécouvrables des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI sont mis à la charge de ces derniers en déduction du montant de leur prestation complémentaire mensuelle s'ils possèdent une fortune nette après déduction de la valeur prise en compte pour leur immeuble servant d'habitation au sens de l'article 11, alinéas 1, lettre c, et 1bis, LPC<sup>2),10)</sup>

<sup>2</sup> Les participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables sont à charge de l'aide sociale; la Caisse de compensation transmet le décompte annuel des montants pris en charge au Service de l'action sociale.

<sup>3</sup> Les frais de poursuite sont imputés à l'Office cantonal des assurances sociales.

<sup>4</sup> L'organe de contrôle au sens de l'article 64a, alinéa 3, LAMa<sup>1)</sup> est l'organe de révision selon l'article 86 OAMa<sup>3)</sup>.



## SECTION 4 : Procédure

Cercle des  
bénéficiaires

**Art. 12** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'obligation de s'assurer dans le Canton bénéficient, sur demande, de réductions de primes si leur revenu déterminant ne dépasse pas le montant maximal fixé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les articles 10 et 18 demeurent réservés.

Exceptions

**Art. 13** Ne bénéficient pas des réductions de primes :

- a) les personnes qui se sont assurées à titre facultatif;
- b) les personnes qui ont été taxées d'office par le Service des contributions selon l'article 140 de la loi d'impôt<sup>6</sup> faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt.

Demande  
a) En général

**Art. 14** Tout assuré qui veut bénéficier d'une réduction de ses primes doit formuler une demande, à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI qui l'obtiennent d'office.

b) Attestation

**Art. 15** <sup>1</sup> La Caisse de compensation fournit une attestation à chaque assuré ou famille qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il n'en bénéficiait pas l'année précédente.

<sup>2</sup> L'assuré présente l'attestation dûment remplie, signée et accompagnée de son certificat d'assurance-maladie à la Caisse de compensation à titre de demande.

<sup>3</sup> L'attestation indique le revenu déterminant et le montant de la réduction de la prime mensuelle ou annuelle.

<sup>4</sup> Ne reçoivent pas d'attestation :

- les personnes imposées à la source;
- les assurés âgés de moins de 25 ans;
- les personnes bénéficiant de l'aide sociale;
- les personnes taxées à titre provisoire;
- les personnes assujetties à l'impôt à titre partiel et domiciliées dans le Canton;
- les personnes arrivées dans le Canton durant l'année qui précède l'année d'assurance.

<sup>5</sup> L'attestation des parents est également valable pour les enfants dont ils assument l'entretien.

c) Formule de demande

**Art. 16** <sup>1</sup> S'il ne reçoit pas l'attestation, l'assuré fournit les indications nécessaires sur la formule de demande avec les annexes exigées et les transmet à la Caisse de compensation qui calcule le revenu déterminant sur la base de la décision de taxation remise par le Service des contributions ou l'assuré.

<sup>2</sup> Les assurés imposés à la source joignent une attestation du dernier salaire à leur formule de demande.

d) Assurés de moins de 25 ans

**Art. 17** <sup>1</sup> Les assurés de moins de 25 ans doivent présenter une demande de réduction des primes lorsqu'ils assument eux-mêmes leur entretien.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la demande est introduite par leurs parents ou représentants légaux qui assument leur entretien.

e) Assurés au bénéfice d'aides financières

**Art. 18** <sup>1</sup> Celui qui fournit des aides financières aux assurés démunis peut présenter la demande de réduction des primes à la place des assurés.

<sup>2</sup> Sont considérés comme assurés démunis les bénéficiaires d'aide sociale.

Décision d'office

**Art. 19** La Caisse de compensation rend d'office une décision d'octroi pour chaque assuré qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il en a déjà bénéficié l'année précédente.

Réduction des primes

**Art. 20** La réduction annuelle accordée à un assuré ne peut dépasser le montant de sa prime annuelle. L'article 10, alinéa 2, demeure réservé.

Début et fin du droit à la réduction des primes

**Art. 21** <sup>1</sup> Le droit à la réduction des primes prend naissance le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande est déposée.

<sup>2</sup> En cas d'admission d'un assuré au cours de l'année, le droit à la réduction des primes naît le premier jour du mois de l'affiliation, à condition que la demande soit déposée avant la fin de cette année.

<sup>3</sup> Le droit à la réduction des primes prend fin le dernier jour du mois du décès ou du départ à l'étranger; il s'éteint dans tous les cas à la fin de l'année s'il n'est pas confirmé par la Caisse de compensation pour l'année qui suit.

Demande  
intermédiaire

**Art. 22** <sup>1</sup> L'assuré peut demander un ajustement à la baisse du revenu déterminant en cours d'année s'il a perdu son emploi.

<sup>2</sup> L'assuré peut demander, sur la base de la taxation définitive de l'année fiscale qui précède l'année d'assurance, un ajustement à la baisse du revenu déterminant.

<sup>3</sup> Les parents peuvent prétendre à une réduction de primes pour les enfants dont ils commencent d'assumer la charge au cours de l'année.

<sup>4</sup> Les assurés en provenance de l'étranger peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>5</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton au cours de l'année d'assurance ne peuvent bénéficier d'une réduction de leurs primes pour l'année considérée à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI et d'aide sociale.

<sup>6</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton le premier janvier de l'année d'assurance, peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>7</sup> Le revenu déterminant des assurés concernés par les alinéas 1, 4 (excepté ceux imposés à la source) et 6, sera fixé sur la base de la taxation définitive de l'année d'assurance pour laquelle la demande a été déposée.

<sup>8</sup> Les demandes intermédiaires doivent être déposées au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année d'assurance.

## SECTION 5 : Subsidés

Versement des  
subsidés

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse de compensation verse les subsidés aux assureurs à raison de 80 % dans l'année en cours en trois versements et du 20 % restant à la fin décembre de la même année, sur la base du montant des réductions de primes déterminé pour l'année d'assurance; la différence par rapport au décompte final (art. 24) est réglée au cours de l'année suivante, en général dans les trois mois.

<sup>2</sup> Il n'est pas versé d'intérêt sur les subsides à payer.

Décompte des  
assureurs

**Art. 24** Les assureurs établissent un décompte annuel des réductions de primes accordées jusqu'au 28 février de l'année suivante.

Contrôles

**Art. 25** <sup>1</sup> La Caisse de compensation contrôle les décomptes établis par les assureurs. Elle peut se rendre dans les administrations des assureurs et demander des renseignements aux organes de contrôle des assureurs.

<sup>2</sup> L'organe de révision de la Caisse de compensation vérifie le décompte cantonal établi par la Caisse de compensation et résume ses constatations dans un rapport de révision.

Restitution

**Art. 26** <sup>1</sup> Les subsides cantonaux versés à tort doivent être restitués.

<sup>2</sup> L'assureur peut renoncer à la restitution lorsque l'assuré était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. Le droit de demander la restitution s'éteint un an après le moment où l'assureur a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le versement de la prestation. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

<sup>3</sup> Si un décompte est incomplet ou présente des inexactitudes, ou si les dispositions fédérales ou cantonales n'ont pas été respectées, les subsides cantonaux peuvent être bloqués ou réduits jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

## SECTION 6 : Voies de droit

Recours

**Art. 27** <sup>1</sup> Les décisions d'octroi et de refus de réduction de primes ainsi que les attestations de la Caisse de compensation sont sujettes à opposition.

<sup>2</sup> Les décisions sur opposition de la Caisse de compensation sont sujettes à recours à la Cour des assurances.

<sup>3</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative [7](#).

## SECTION 7 : Dispositions transitoire et finales<sup>9)</sup>

Disposition  
transitoire

**27a<sup>10)</sup>** L'article 11, alinéa 1bis, de la présente ordonnance est applicable aux primes dues dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et aux intérêts moratoires y relatifs.

Abrogation

**Art. 28** L'ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 29** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 25 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 832.10](#)

2) [RS 831.30](#)

3) [RS 832.102](#)

4) [RSJU 832.10](#)

5) [RS 831.309.1](#)

6) [RSJU 641.11](#)

7) [RSJU 175.1](#)

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017



## **Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie pour l'année 2018**

du 24 octobre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2016 sert de base de calcul.

<sup>1bis</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).

<sup>2</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170, 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180, 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>3</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,  
sans enfant à charge

fr. 5 000.-

- b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale pour "enfants à charge" (chiffre 620) fr. 10 000.-
- c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :
- pour les deux premiers enfants fr. 4 000.-
  - à partir du troisième enfant fr. 6 000.-

<sup>4</sup> Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement.

<sup>5</sup> Le revenu imposable est majoré de la déduction fiscale pour couple marié (chiffre 680) lors d'une attribution conformément à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse :

- pour les adultes 38 %
- pour les adultes de moins de 25 ans révolus 38 %
- pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation 56 %
- pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation 43 %
- pour les enfants de moins de 18 ans révolus 58%

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- a) pour les adultes fr. 180.-
- b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus fr. 165.-
- c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation fr. 240.-
- d) pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation fr. 45.-
- e) pour les enfants de moins de 18 ans révolus fr. 60.-

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.



**Art. 4** Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2018, dont le revenu déterminant est inférieur à 10 000 francs, de la manière suivante :

- |   |          |
|---|----------|
| a) pour les familles monoparentales, par adulte | fr. 50.- |
| b) pour les familles biparentales, par adulte   | fr. 25.- |

**Art. 5** L'arrêté du 18 octobre 2016 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2017 est abrogé.

**Art. 6** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 24 octobre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

1) [RSJU 832.115](#)

2) Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2017, n° 41, p. 798-799



**Ordonnance**  
**portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la**  
**limitation de l'admission des fournisseurs de prestations**  
**à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire**

du 24 janvier 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 55a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>1</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 3 juillet 2013 sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (OLAF)<sup>2</sup>,

*arrête :*

- |              |  |
|--------------|--|
| Objet        | <b>Article premier</b> La présente ordonnance a pour but de fixer les modalités d'application des dispositions fédérales relatives à la limitation de l'admission des médecins à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire.   |
| Terminologie | <b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.  |
| Principe     | <p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les médecins visés à l'article 36 LAMal, qui exercent à titre d'activité économique privée, sous leur propre responsabilité, ou à titre dépendant, ainsi que les médecins exerçant au sein d'institutions de soins ambulatoires au sens de l'article 36a LAMal sont soumis à la limitation de l'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire.</p> <p><sup>2</sup> L'admission à pratiquer des médecins au sens de l'alinéa 1 peut être assortie de conditions.</p> <p><sup>3</sup> Le département auquel est rattaché le Service de la santé publique (dénommé ci-après : "le Département") peut dépasser le nombre maximum fixé dans l'annexe 1 OLAF.</p> |

## Exceptions

**Art. 4** Sont admis à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire sans limitation :

- a) les médecins qui ont exercé pendant au moins trois ans dans un établissement suisse de formation reconnu (art. 55a, al. 2, LAMal);
- b) les médecins qui ont été admis en vertu de l'article 36 LAMal et ont obtenu ou déposé une demande complète de numéro de registre code créancier (RCC) avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance;
- c) les médecins qui ont exercé au sein d'une institution de soins ambulatoires (art. 36a LAMal) avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance s'ils continuent d'exercer au sein de la même institution;
- d) les médecins qui reprennent l'activité de médecins admis à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire, soit à titre individuel, pour autant qu'il s'agisse de la même spécialisation, soit dans une institution de soins ambulatoires (art. 36a LAMal).

## Conditions d'admission

**Art. 5** <sup>1</sup> Les médecins soumis à la limitation de l'admission et qui souhaitent pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire doivent remplir les conditions suivantes :

- a) démontrer qu'ils pallient l'insuffisance de la couverture des besoins de la population dans une région, dans une spécialité, ou dans les deux à la fois (preuve du besoin);
- b) avoir suivi une formation reconnue sur les systèmes suisses de santé et d'assurances sociales;
- c) maîtriser la langue française.

<sup>2</sup> L'autorisation peut être limitée à une région, à une spécialité ou aux deux à la fois.

## Procédure

**Art. 6** <sup>1</sup> La demande d'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, accompagnée de tous les documents utiles, doit être adressée au Service de la santé publique, à l'intention du Département.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique instruit le dossier. Il peut requérir l'avis de la Société médicale du canton du Jura (SMCJ) ou d'autres partenaires concernés, tels que les assureurs maladie et les organisations de patients.

<sup>3</sup> La décision du Département est communiquée au requérant, à la SMCJ, ainsi qu'aux assureurs par l'intermédiaire de leur société faitière.

Voies de droit

**Art. 7** <sup>1</sup> Les décisions en matière d'admission à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

Devoir d'information

**Art. 8** <sup>1</sup> Les institutions de soins ambulatoires (art. 36a LAMal) annoncent au Service de la santé publique, dans un délai d'un mois, tout changement relatif aux médecins soumis à la limitation en vertu de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Les modifications à annoncer concernent notamment le nombre de médecins, leur période d'engagement ainsi que leur taux d'occupation par spécialité.

<sup>3</sup> Le Service de la santé publique peut requérir tout autre renseignement utile.

Expiration de l'admission

**Art. 9** <sup>1</sup> L'admission à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins est caduque si le médecin n'a rien facturé au moyen de son numéro de RCC dans un délai de six mois après son obtention. S'agissant d'une institution de soins ambulatoires (art. 36a LAMal), il incombe à celle-ci de démontrer que cette condition est satisfaite.

<sup>2</sup> Sur requête écrite et motivée, le délai figurant à l'alinéa 1 peut être prolongé par le Département pour de justes motifs. Sont notamment considérés comme de justes motifs une maladie, un accident, une grossesse ou une formation postgraduée.

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 10** L'ordonnance du 25 février 2003 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2017.

Delémont, le 24 janvier 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

- 1) [RS 832.10](#)
- 2) [RS 832.103](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)

# Loi portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)

du 25 juin 2008

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**But** **Article premier** La présente loi a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur les allocations familiales et de régler les compétences dévolues au Canton.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Allocations familiales

**Montants** **Art. 3** <sup>1</sup> L'allocation pour enfant s'élève à 250 francs par mois.

<sup>2</sup> L'allocation de formation professionnelle s'élève à 300 francs par mois.

<sup>3</sup> L'allocation de naissance et l'allocation d'adoption s'élèvent à 1 500 francs.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement adapte les montants ci-dessus au renchérissement selon le principe arrêté à l'article 5, alinéa 3, LAFam<sup>[1\)](#)</sup>.

Allocations  
familiales aux  
non-actifs

**Art. 4** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 19, alinéa 2, LAFam<sup>1)</sup>, toutes les personnes obligatoirement assurées à l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) en tant que personnes sans activité lucrative sont considérées comme sans activité lucrative et ont droit aux allocations familiales indépendamment de leur revenu imposable. Le droit aux allocations familiales ne leur est accordé que si aucune prestation complémentaire à l'AVS/AI n'est perçue.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme personnes sans activité lucrative au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>2)</sup> :

- a) ...<sup>11)</sup>;
- b) les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative qui touchent une rente de vieillesse de l'AVS;
- c) les personnes au bénéfice d'indemnités journalières de l'assurance-invalidité;
- d) les jeunes n'exerçant pas d'activité lucrative qui ne sont pas encore soumis à l'obligation de cotiser à l'AVS.

### **CHAPITRE III : Caisses de compensation pour allocations familiales**

#### **SECTION 1 : Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales**

Création et  
gestion

**Art. 5** <sup>1</sup> Sous la désignation de "Caisse d'allocations familiales du canton du Jura" (ci-après : "la Caisse"), il est créé en la forme d'un établissement autonome de droit public une caisse cantonale de compensation pour allocations familiales dont le siège est à Saignelégier.

<sup>2</sup> La Caisse a la personnalité juridique et dispose de sa fortune propre.

<sup>3</sup> La gestion de la Caisse est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura.

<sup>4</sup> L'organisation, l'exécution, la surveillance et la responsabilité sont réglées par la loi portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>3)</sup>, ainsi que par l'ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>4)</sup>.



Tâches

**Art. 6** <sup>1</sup> Il incombe en particulier à la Caisse de contrôler l'affiliation de tous les assujettis et de procéder, à titre supplétif, à l'affiliation de ceux qui ne sont pas affiliés à une caisse de compensation pour allocations familiales définie à l'article 7.

<sup>2</sup> La Caisse verse les allocations familiales aux personnes sans activité lucrative mentionnées à l'article 4.

<sup>3</sup> La Caisse présente au Département de la Santé et des Affaires sociales, pour approbation, un rapport sur son activité et sur le bouclage des comptes.

## **SECTION 2 : Caisses de compensation pour allocations familiales gérées par des caisses de compensation AVS**

Annonce

**Art. 7** La caisse de compensation AVS qui entend gérer une caisse de compensation pour allocations familiales remet une attestation dans ce sens à l'Office cantonal des assurances sociales jusqu'au 31 août de l'année précédant le début de son activité dans le Canton. Le commencement de l'activité ne peut intervenir qu'au début de l'année civile.

Tâches

**Art. 8** <sup>1</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales procèdent à l'affiliation de tous les assujettis affiliés à la caisse de compensation AVS dont elles dépendent pour leur gestion.

<sup>2</sup> Elles peuvent affilier les assujettis dont la caisse de compensation AVS ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales.

<sup>3</sup> Elles communiquent à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura un état de leurs affiliés et toute modification survenue dans celui-ci.

<sup>4</sup> Elles tiennent une comptabilité propre à l'exécution de la présente loi conformément aux prescriptions comptables de la législation fédérale relative à l'AVS.

<sup>5</sup> Elles présentent à l'Office cantonal des assurances sociales, dans les délais impartis, un rapport sur leur activité et sur le bouclage de leurs comptes, leurs rapports de révision, ainsi que d'autres renseignements, requis par ce dernier.

## Surveillance

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales exerce la surveillance des caisses de compensation pour allocations familiales.

<sup>2</sup> En cas de violation grave et répétée des dispositions légales par une caisse, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne les mesures nécessaires au rétablissement d'une gestion conforme à la loi.

## Responsabilité

**Art. 10** <sup>1</sup> Les associations fondatrices des caisses répondent, en leur qualité de garants de l'activité des organes d'exécution de leur caisse, des dommages causés illicitement par leurs organes d'exécution ou par leur personnel.

<sup>2</sup> Le Département de la Santé et des Affaires sociales rend une décision sur les demandes en réparation.

<sup>3</sup> Les personnes agissant en tant qu'organes ou agents d'une caisse, d'un organe de révision ou de contrôle ou auxquelles sont confiées des tâches dans le cadre de la législation sur les allocations familiales, sont soumises à la même responsabilité pénale que les membres des organes d'exécution et leur personnel selon les dispositions du Code pénal<sup>7)</sup>.

### SECTION 3 : Prescriptions communes

## Tâches

**Art. 11** <sup>1</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales pourvoient aux tâches que leur assignent les prescriptions de droit fédéral en matière d'allocations familiales et de la présente loi.

<sup>2</sup> Elles remettent à l'Office cantonal des assurances sociales les statistiques relatives à leur activité exercée dans le Canton, en particulier celles exigées conformément à l'article 27, alinéa 2, LAFam<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Les caisses fixent un taux de cotisation identique pour tous leurs assujettis.<sup>12)</sup>

<sup>4</sup> Les caisses peuvent assumer d'autres tâches conformément à l'article 17, alinéa 2, lettre l, LAFam<sup>1)</sup>.

Révision

**Art. 12** Chaque caisse de compensation pour allocations familiales doit être révisée au moins une fois par an. La révision doit s'étendre à la comptabilité et à la gestion. Elle doit être effectuée par le bureau de révision chargé d'effectuer la révision de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Le Département de la Santé et des Affaires sociales peut faire procéder, en cas de besoin, à des révisions complémentaires à charge de la caisse.

Contrôle des  
employeurs

**Art. 13** L'application des dispositions légales par les employeurs affiliés à la caisse de compensation pour allocations familiales doit être contrôlée périodiquement, conformément aux prescriptions complémentaires du Conseil fédéral selon l'article 68, alinéa 4, LAVS<sup>2)</sup>. Le contrôle doit être effectué par un bureau de révision remplissant les exigences de l'article 68, alinéa 3, LAVS ou par un service spécialisé de la caisse de compensation AVS gérant la caisse de compensation pour allocations familiales. Si les contrôles des employeurs ne sont pas effectués ou ne le sont pas conformément aux prescriptions de la LAVS, le Département de la Santé et des Affaires sociales ordonne leur exécution aux frais de la caisse de compensation pour allocations familiales en cause.

#### CHAPITRE IV : Obligations des assujettis

Affiliation

**Art. 14** Les assujettis affiliés à une caisse de compensation AVS qui ne gère pas de caisse de compensation pour allocations familiales, s'affilient à une caisse de compensation pour allocations familiales de leur choix, habilitée à exercer une activité dans le Canton.

Prise en charge  
des cotisations

**Art. 15** Les assujettis prennent en charge les cotisations dues à la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés.

## CHAPITRE V : Financement

### SECTION 1 : Personnes exerçant une activité lucrative non agricole<sup>12)</sup>

Cotisations

**Art. 16** <sup>1</sup> Les cotisations perçues servent uniquement au versement des allocations familiales, à la couverture des frais d'administration de la caisse, à la constitution d'un fonds de réserve légal ainsi qu'au financement de la contribution au fonds de surcompensation découlant de la présente loi.

<sup>2</sup> Le taux de cotisation des assujettis est d'au maximum 4 pour cent des revenus soumis à cotisations dans l'AVS.

<sup>3</sup> Les cotisations nécessaires pour l'accomplissement d'autres tâches doivent être perçues en sus et clairement identifiées.

Fonds de  
surcompensation

**Art. 17** <sup>1</sup> La surcompensation entière des dépenses d'allocations familiales est instituée entre les diverses caisses de compensation pour allocations familiales sur la base des revenus soumis à cotisations dans l'AVS par tous les affiliés du Canton à ces caisses.

<sup>2</sup> La gestion du fonds de surcompensation est confiée à la Caisse de compensation du canton du Jura. Les frais administratifs engendrés par la gestion de ce fonds sont couverts par le fonds.

<sup>3</sup> La surveillance du bon fonctionnement de la surcompensation est exercée par la commission consultative en matière d'allocations familiales.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les modalités de la surcompensation et les tâches y relatives de la commission consultative en matière d'allocations familiales.

### SECTION 2 : Personnes sans activité lucrative

Financement

**Art. 18** Les allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Frais  
d'administration

**Art. 19** Les frais d'administration résultant, pour la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura, de l'exécution des tâches pour les allocations aux personnes sans activité lucrative sont à la charge de l'Etat.

Avances **Art. 20** L'Etat avance à la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura les montants nécessaires au paiement des allocations familiales aux personnes sans activité lucrative et à l'accomplissement des tâches administratives y relatives.

Part des communes **Art. 21** Les dépenses de l'Etat relatives aux allocations familiales versées aux personnes sans activité lucrative sont réparties entre l'Etat et les communes selon les prescriptions de la loi concernant la péréquation financière<sup>5)</sup> applicables à l'action sociale.

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Commission consultative **Art. 22** <sup>1</sup> Il est institué une commission consultative en matière d'allocations familiales.

<sup>2</sup> La commission consultative est composée de sept membres nommés par le Gouvernement pour la législature.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> Les employeurs, comprenant des représentants des caisses de compensation pour allocations familiales, et les salariés y sont équitablement représentés.

<sup>4</sup> Le gérant de la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura préside la commission consultative.

<sup>5</sup> La commission est consultée sur les questions liées à l'application de la présente législation.

Droit complémentaire **Art. 23** Les législations fédérale et cantonale en matière d'assurance-vieillesse et survivants s'appliquent à titre complémentaire pour les cas non réglés par la présente loi et ses dispositions d'exécution.

Dispositions d'exécution **Art. 24** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Abrogation **Art. 25** La loi du 20 avril 1989 sur les allocations familiales et la loi du 26 octobre 1978 sur les allocations familiales dans l'agriculture sont abrogées.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 26** La loi du 25 octobre 2006 sur le fonds pour le soutien aux formations professionnelles<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 6, alinéa 1

...<sup>8)</sup>

Article 6, alinéa 2  
abrogé

Article 7, alinéa 4

...<sup>8)</sup>

Article 9

...<sup>8)</sup>

Article 10, alinéa 1

...<sup>8)</sup>

Article 10, alinéa 2  
abrogé

Article 11

...<sup>8)</sup>

Article 12

...<sup>8)</sup>

Article 19, alinéa 2

...<sup>8)</sup>

Article 20

...<sup>8)</sup>

Référendum

**Art. 27** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 2008

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François-Xavier Boillat  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) [RS 836.2](#)

2) [RS 831.10](#)

3) [RSJU 831.10](#)

4) [RSJU 831.101](#)

5) [RSJU 651](#)

6) [RSJU 413.12](#)

7) [RS 311.0](#)

8) Texte inséré dans ladite loi

9) Pour l'article 7 : 1<sup>er</sup> août 2008

Pour les autres articles : 1<sup>er</sup> janvier 2009

10) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010

11) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018





## Ordonnance sur l'action sociale

du 30 avril 2002

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 12, 29 et 35, alinéa 2, de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin (dénommée ci-après : "loi fédérale en matière d'assistance")<sup>1)</sup>,

vu les articles 33, alinéa 2, 60, alinéa 2, lettre b, 61, lettre b, et 76, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur l'action sociale.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Obligation de  
renseigner

**Art. 3** <sup>1</sup> La personne qui demande ou reçoit une aide sociale ou qui est placée en institution est tenue de fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation. A cet effet, elle doit notamment autoriser l'autorité d'aide sociale compétente, ainsi que le service qui instruit le dossier d'aide, à requérir les renseignements nécessaires auprès des assurances sociales ou privées, des offices des poursuites et faillites et des autorités fiscales. Au besoin, elle déliera également le médecin traitant du secret médical.

<sup>2</sup> Les autorités et les services sociaux concernés ne sollicitent que les éléments nécessaires au traitement du dossier social.

Obligation de  
céder

**Art. 4** Nonobstant la subrogation de l'Etat aux droits du bénéficiaire, la personne qui demande ou reçoit une aide sociale est tenue de céder à l'autorité d'aide sociale jusqu'à due concurrence les droits qu'elle possède envers des tiers.

Devoir de diligence

**Art. 5** Le bénéficiaire de prestations d'aide sociale doit entreprendre tout ce qui est en son possible en vue d'améliorer son autonomie financière et sociale et de réduire son besoin d'aide.

## SECTION 2 : Exécution de la loi fédérale en matière d'assistance

Principe

**Art. 6** Lorsque l'aide sociale incombe au Canton directement en vertu de la loi fédérale en matière d'assistance, l'octroi de prestations et le remboursement par le bénéficiaire interviennent conformément à la loi sur l'action sociale et à la législation qui en découle.

Aide aux personnes non domiciliées dans le Canton

**Art. 7** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale ordinaire octroie l'aide aux personnes qui ne sont pas domiciliées dans le Canton. Les prestations sont versées par la commune sur le territoire de laquelle le besoin d'aide s'est manifesté.

<sup>2</sup> L'aide est versée par le Service de l'action sociale si la personne est pensionnaire d'un établissement jurassien et n'est pas domiciliée dans le Canton au moment où le besoin d'aide se manifeste.

Avis des communes

**Art. 8** <sup>1</sup> Les communes qui sont au bénéfice d'une délégation de compétences décisionnelles en matière d'aide sociale notifient l'avis d'assistance requis au Service de l'action sociale dans un délai de quinze jours.

<sup>2</sup> Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Décomptes des communes

**Art. 9** <sup>1</sup> Dans les quinze jours qui suivent la fin de chaque trimestre, les communes présentent au Service de l'action sociale le décompte des prestations d'aide sociale qui doivent être remboursées partiellement ou entièrement par d'autres cantons.

<sup>2</sup> Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Déchéance du droit au remboursement

**Art. 10** La collectivité dont relève l'autorité d'aide sociale qui omet d'annoncer à temps l'avis d'assistance ou de faire valoir régulièrement son droit au remboursement auprès d'autres cantons supporte seule les prestations qui n'ont pu de ce fait être récupérées.

Montants remboursés **Art. 11** Les montants remboursés par d'autres cantons sont versés à la collectivité qui a fourni les prestations d'aide sociale.

Organe cantonal **Art. 12** <sup>1</sup> Le département auquel est rattaché le Service de l'action sociale (dénommé ci-après : "le Département") est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale en matière d'assistance.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Il fait valoir le droit au remboursement auprès des autres cantons et transmet les montants obtenus à la collectivité à laquelle ils reviennent.

<sup>3</sup> Il est compétent pour formuler une demande de rectification et pour former opposition ou recours, de même que pour statuer sur l'opposition d'un autre canton.

### SECTION 3 : Les mesures d'insertion

Bénéficiaires **Art. 13** Peuvent bénéficier de mesures d'insertion les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale ou qui en remplissent les conditions d'octroi et qui n'ont pas ou plus accès aux mesures découlant de la législation fédérale sur l'assurance-chômage ou de la législation cantonale sur les mesures en faveur des demandeurs d'emploi.

But **Art. 14** Les mesures d'insertion ont pour but de permettre au bénéficiaire :

- a) de retrouver ou de développer son autonomie sociale;
- b) d'améliorer sa capacité de travail;
- c) d'aménager à terme son insertion professionnelle.

Sur requête **Art. 15** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier d'une mesure d'insertion et qui en remplit les conditions d'octroi peut demander sa participation à un projet d'insertion.

<sup>2</sup> Il peut, le cas échéant, proposer lui-même un projet particulier.

Assujettissement **Art. 16** Une mesure d'insertion ne peut être ordonnée contre le gré de l'intéressé que si la mesure envisagée présente, en dépit du refus de ce dernier, des chances réelles d'atteindre son but.

Organisation des  
mesures  
a) Recherche et  
mise en œuvre

**Art. 17** <sup>1</sup> Les Services sociaux régionaux recherchent et proposent des mesures d'insertion au Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Ils disposent d'un secteur spécialisé chargé de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'insertion.

b) Conventions  
et coordination

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale conclut les conventions nécessaires avec les organisateurs de mesures.

<sup>2</sup> Il veille à une bonne coordination de l'ensemble des mesures d'insertion.

Contrat  
d'insertion  
a) Forme

**Art. 19** <sup>1</sup> Le contrat d'insertion est conclu par écrit.

<sup>2</sup> Il est signé par le bénéficiaire et par le Service de l'action sociale.

b) Contenu

**Art. 20** <sup>1</sup> Le contrat d'insertion règle les droits et obligations réciproques du bénéficiaire et du Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Il contient notamment :

- a) la définition de la mesure, ses objectifs et les modalités d'organisation;
- b) les engagements pris par les parties;
- c) le cas échéant, la rémunération versée au bénéficiaire par l'organisateur;
- d) la durée du contrat, ses conditions de modification, de suspension ou de résiliation;
- e) les autres conditions particulières liées à son exécution.

c) Durée

**Art. 21** <sup>1</sup> Le contrat est conclu pour une durée permettant d'atteindre les objectifs fixés, mais au plus pour douze mois.

<sup>2</sup> Exceptionnellement, le contrat peut être prorogé pour douze mois supplémentaires au maximum, s'il apparaît que les objectifs pourront être atteints durant la prolongation.

d) Contrats  
successifs

**Art. 22** <sup>1</sup> Si l'adaptation de la mesure nécessite la conclusion de contrats successifs, ceux-ci forment une unité pour le calcul de la durée de la mesure. L'alinéa 2 demeure réservé.

<sup>2</sup> Lorsque le bénéficiaire a recouvré son autonomie sociale et financière et n'a plus bénéficié de prestations d'aide sociale durant trois mois au moins, une nouvelle mesure d'insertion peut être entreprise, si les conditions pour une telle mesure sont réalisées.

e) Délai-cadre

**Art. 23** <sup>1</sup> Sauf circonstances exceptionnelles telles que la maladie ou un accident du bénéficiaire ou l'impossibilité de poursuivre la mesure en raison de problèmes inhérents à son organisation, la mesure d'insertion doit être achevée dans un délai de deux ans dès sa mise en œuvre.

<sup>2</sup> Une nouvelle mesure d'insertion ne peut être entreprise avant un délai d'attente d'une année dès la fin de la précédente mesure.

f) Bilan

**Art. 24** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux examine régulièrement, mais au moins tous les trois mois, avec le bénéficiaire, son référent social et l'organisateur de la mesure si cette dernière est toujours adaptée.

Procédure

a) Etablissement du projet

**Art. 25** <sup>1</sup> Le service social régional définit, en collaboration avec l'intéressé, un projet d'insertion tenant compte de sa situation personnelle et familiale, de sa formation et de son expérience. Dans la mesure du possible, il prend en considération les souhaits exprimés par ce dernier.

<sup>2</sup> En cas de refus de l'intéressé, le service social régional examine s'il y a lieu d'envisager son assujettissement à une mesure et, le cas échéant, élabore un projet dans ce sens.

b) Préavis communal

**Art. 26** <sup>1</sup> Une fois le projet défini, le service social régional le transmet sous forme de proposition à la commune de domicile du bénéficiaire pour préavis.

<sup>2</sup> La commune adresse sans retard le projet et son préavis au Service de l'action sociale pour décision.

c) Décision

**Art. 27** Le Service de l'action sociale décide de l'octroi d'une mesure d'insertion ou de l'assujettissement à une telle mesure.

d) Suivi de la mesure

**Art. 28** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux assume le suivi de la mesure.

Frais liés à la mesure

**Art. 29** <sup>1</sup> Les frais causés au bénéficiaire par sa participation à la mesure sont pris en compte dans le calcul de l'aide matérielle qui lui est octroyée.

<sup>2</sup> Les frais découlant de l'organisation de la mesure, en particulier les frais d'encadrement, sont pris en charge par le Service de l'action sociale. Ils sont admis à la répartition des dépenses de l'action sociale.

Incitation financière

**Art. 30** Le bénéficiaire d'une mesure qui participe à celle-ci selon les termes prévus dans le contrat d'insertion ou dans la décision d'assujettissement perçoit, en sus de l'aide matérielle à laquelle il a droit, un montant en espèces fixé par arrêté du Gouvernement.

Versement

**Art. 31** L'aide matérielle majorée du montant d'incitation est versée par la commune de domicile du bénéficiaire.

Collaboration entre institutions

**Art. 32** Les autorités de l'action sociale collaborent avec les offices régionaux de placement, les organes de l'assurance-invalidité, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et la commission chargée des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi en vue de garantir la couverture des besoins par des mesures appropriées et d'assurer la complémentarité nécessaire.

Evaluation des programmes

**Art. 33** <sup>1</sup> Les Services sociaux régionaux établissent les statistiques concernant les mesures d'insertion conformément aux instructions du Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale dresse un bilan annuel des mesures d'insertion.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'évaluation des mesures ou des programmes d'insertion à des experts.

#### SECTION 4 : L'aide sociale

Réduction des prestations

**Art. 34** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale peut réduire les prestations d'aide matérielle lorsque le bénéficiaire a obtenu de façon illégale des prestations d'aide sociale, se rend coupable de graves manquements à ses devoirs ou commet un abus de droit.

<sup>2</sup> La réduction doit respecter le principe de la proportionnalité. Elle peut s'opérer de la manière suivante :

- a) refus, réduction ou suppression des prestations circonstanciées selon les concepts et les normes de calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS");
- b)<sup>9)</sup> dans les cas de manquements graves aux devoirs du bénéficiaire, ou d'obtention illégale de prestations dans des cas particulièrement graves, ou encore de récidive, réduction du forfait pour l'entretien d'au maximum 30 % pour une durée maximale de douze mois; l'autorité réexamine la situation après six mois.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Si cela paraît indiqué par les circonstances, l'autorité peut combiner les mesures de réduction mentionnées à l'alinéa précédent. Le droit au minimum d'existence du bénéficiaire est cependant garanti dans tous les cas.

Suppression des prestations

**Art. 35<sup>3)</sup>** L'autorité refuse toute prestation ou supprime les prestations existantes lorsque l'intéressé :

- a) refuse de fournir les renseignements nécessaires au calcul de ses besoins et que le besoin d'aide matérielle ne peut de ce fait être établi de manière suffisante ou
- b) refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est proposé ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution qui lui permettrait de subvenir totalement ou en partie à ses besoins.

Prestations en nature

**Art. 36** <sup>1</sup> En principe, l'aide matérielle est octroyée en espèces et gérée par le bénéficiaire. Au besoin, l'autorité d'aide sociale peut ordonner une aide personnelle à cet effet.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que l'aide accordée n'a pas été utilisée conformément à son but ou ne le sera pas, l'autorité ordonne l'octroi des prestations en nature, au lieu du versement en espèces.

<sup>3</sup> L'octroi de prestations en nature peut notamment intervenir sous forme de remise de bon.

<sup>4</sup> Si le bénéficiaire se révèle incapable de gérer l'aide reçue et qu'une aide personnelle à cet effet s'avère insuffisante, l'autorité d'aide sociale informe l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.<sup>6)</sup>

Octroi de  
garanties

**Art. 37** <sup>1</sup> Afin de permettre à un bénéficiaire de l'aide sociale d'obtenir un logement, l'autorité d'aide sociale peut fournir les sûretés requises par le bailleur conformément à la législation en la matière.

<sup>2</sup> Dans la règle, les sûretés sont fournies sous la forme d'un cautionnement solidaire.

<sup>3</sup> Si des prestations doivent être versées en exécution des sûretés, l'autorité d'aide sociale ordonne, par voie de décision, à la commune de domicile du bénéficiaire d'en effectuer le versement.

Frais médicaux

**Art. 38** <sup>1</sup> Des prestations d'aide peuvent être accordées pour frais de soins médicaux non couverts d'une autre manière tels que le transport en ambulance ou des thérapies particulières.

<sup>2</sup> Seuls peuvent être pris en considération les soins nécessaires et prescrits par un médecin.

Frais dentaires

**Art. 39** <sup>1</sup> Des prestations d'aide sont allouées pour les frais de traitements dentaires et orthodontiques nécessaires, lorsqu'à défaut le traitement concerné ne pourrait être entrepris.

<sup>2</sup> Les traitements fondés essentiellement sur des considérations esthétiques ne sont pas pris en considération.

Placements  
a) Principe

**Art. 40** <sup>1</sup> Sous réserve d'accords conclus avec d'autres cantons ou collectivités publiques prévoyant le libre choix, le placement de personnes s'effectue en principe dans le Canton.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale peut autoriser le placement à l'extérieur lorsqu'une prise en charge dans le Canton apparaît comme impossible ou sensiblement moins appropriée, en raison notamment d'un manque de place, de l'absence d'établissement approprié ou d'un problème de langue de l'intéressé.

<sup>3</sup> Dans la mesure des places disponibles, les établissements financés ou subventionnés par l'Etat doivent donner la préférence à des personnes domiciliées dans le Canton. Demeurent réservés les accords conclus avec d'autres cantons.



b) Demande de placement

**Art. 41** <sup>1</sup> Sous réserve des cas de placements à des fins d'assistance et des placements ordonnés par une instance judiciaire ou par l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, l'autorité ou l'organisme public ou privé qui entend effectuer un placement doit requérir préalablement l'autorisation du Service de l'action sociale. Sauf cas de péril en la demeure, le placement ne peut être effectué avant l'autorisation de ce dernier.<sup>[6/7](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande doit comprendre les indications suivantes :

- a) les nom, prénom, date de naissance, origine, domicile légal et adresse précise de la personne à placer et, le cas échéant, de son représentant légal;
- b) le motif du placement;
- c) la date prévue pour le début du placement;
- d) la durée prévisible du placement;
- e) les modalités financières du placement, en particulier les contributions des assurances sociales et le prix de pension facturé à l'intéressé ou à la personne tenue à son entretien;
- f) le cas échéant, une proposition de référent de placement.

c) Référent de placement

**Art. 42** <sup>1</sup> En cas de placement d'une personne dans une famille ou un établissement, le Service de l'action sociale désigne un référent de placement chargé de veiller aux conditions d'accueil et aux intérêts de celle-ci.

<sup>2</sup> Il peut être renoncé à la désignation d'un référent de placement lorsque la sauvegarde des intérêts de la personne placée est déjà assurée de manière suffisante par son représentant légal, par une mesure de protection ou d'une autre manière.<sup>[6](#)</sup>

<sup>3</sup> Demeure réservée la réglementation applicable au placement d'enfants.

d) Décision du Service de l'action sociale

**Art. 43** Au besoin, le Service de l'action sociale peut entendre les intéressés sur le placement envisagé. Il rend sa décision dans un délai de quatorze jours dès la présentation de la demande.

e) Participation aux frais de placement

**Art. 44** <sup>1</sup> Dans sa décision, le Service de l'action sociale fixe, sur la base des prix de pensions arrêtés par le Département, la part du prix de pension à charge du bénéficiaire ou de la personne tenue à son entretien et celle incombant à l'aide sociale.

<sup>2</sup> Si le bénéficiaire ne dispose pas des ressources suffisantes pour supporter le prix de pension à sa charge, l'aide matérielle nécessaire à cet effet lui est octroyée.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions légales contraires, la part incombant à l'aide sociale est payée directement par le Service de l'action sociale.

f) Voies de droit **Art. 45** Les décisions du Service de l'action sociale en matière de placement sont sujettes à opposition et à recours auprès du Département de la Santé et des Affaires sociales.

Funérailles décentes **Art. 46** <sup>1</sup> Afin de garantir des funérailles décentes, l'autorité d'aide sociale accorde un montant permettant de couvrir les frais administratifs liés au décès, l'acquisition d'un cercueil, les frais d'ensevelissement ou d'incinération.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe par voie d'arrêté le montant maximum alloué à cet effet.

Aide aux étrangers de passage **Art. 47** L'aide accordée aux étrangers de passage ou qui séjournent dans le Canton pour une courte durée est limitée aux besoins strictement nécessaires. Les normes arrêtées par le Gouvernement ne s'appliquent pas.

## SECTION 5 : Autorités et procédure

Transmission du dossier par le service social régional **Art. 48** Lorsque le service social régional transmet la requête à la commune concernée, il en adresse simultanément une copie au Service de l'action sociale.

Examen par l'autorité communale **Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité communale examine la requête avec diligence et célérité.

<sup>2</sup> Elle vérifie en particulier les indications relatives à l'identité du requérant et de ses proches, à sa situation personnelle, familiale et financière. Elle fait part de son avis et de ses observations quant aux motifs de la requête, aux mesures envisagées ou envisageables, et quant aux modalités de l'octroi des prestations.

<sup>3</sup> Au besoin, le Département édicte des directives à ce propos.

Communication  
de la décision à  
des tiers

**Art. 50** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale communique sa décision relative à la demande d'aide aux autorités, organismes et tiers dont l'octroi ou le remboursement de prestations ou la décision sont directement influencés par elle. Il en va de même lorsque l'aide sociale a été accordée à titre d'avances et que le versement des prestations devra s'effectuer en mains des autorités d'aide sociale.

<sup>2</sup> Les autorités, organismes et tiers auxquels la décision est communiquée sont tenus au devoir de discrétion conformément à l'article 11 de la loi sur l'action sociale<sup>2)</sup>.

Aide d'urgence

**Art. 51** <sup>1</sup> Les communes et les Services sociaux régionaux peuvent accorder une aide d'urgence lorsque celle-ci est nécessaire pour couvrir des besoins vitaux dont la satisfaction ne peut être différée sans dommage.

<sup>2</sup> L'aide d'urgence n'est accordée que si le requérant ne peut attendre une aide provisoire ou ordinaire. Elle est octroyée sur la base de la vraisemblance et limitée au strict nécessaire.

<sup>3</sup> Les institutions mentionnées à l'alinéa premier s'informent mutuellement de leurs décisions en la matière et communiquent ces dernières au Service de l'action sociale.

<sup>4</sup> Lorsque l'aide a été versée par un service social régional, la commune de domicile ou de séjour lui rembourse les prestations versées. En cas de litige à ce sujet, le Service de l'action sociale désigne la commune tenue au remboursement.

Aide provisoire

**Art. 52** <sup>1</sup> Durant l'instruction de la requête, l'autorité d'aide sociale peut octroyer une aide provisoire au requérant.

<sup>2</sup> L'aide provisoire n'est accordée que si la requête ne paraît pas d'emblée dénuée de chances de succès et dans la mesure nécessaire à la couverture des besoins vitaux de l'intéressé et de ses proches.

Prise en compte  
de l'aide  
d'urgence et de  
l'aide provisoire

**Art. 53** <sup>1</sup> L'aide d'urgence et l'aide provisoire déjà versées sont imputées sur l'aide matérielle octroyée au bénéficiaire.

<sup>2</sup> L'aide d'urgence et l'aide provisoire perçues indûment sont sujettes à remboursement.

## Modification

**Art. 54** <sup>1</sup> Dans les cas de modifications simples des postes du budget du bénéficiaire de l'aide sociale, en particulier en présence de revenus ou de charges irréguliers, le montant de l'aide est adapté sans nouvelle décision de l'autorité d'aide sociale. Sur demande du bénéficiaire, cette dernière rend cependant une décision formelle.

<sup>2</sup> Les Services sociaux régionaux informent l'autorité d'aide sociale des modifications en question qui en avise la commune tenue au paiement.

## Intervention de l'agent de probation

**Art. 55**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Lorsqu'aucun dossier n'est ouvert auprès du service social régional en faveur du requérant, l'agent de probation instruit les demandes de prestations suivantes :

- a) montant forfaitaire pour les personnes séjournant dans un établissement, y compris les frais supplémentaires pris en considération en cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, lorsque le placement a été ordonné par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura;
- b) montant forfaitaire pour les personnes incarcérées, y compris les frais supplémentaires pris en considération en cas d'activité professionnelle ou occupationnelle;
- c) prise en charge de la différence entre le montant touché au titre de la réduction des primes pour l'assurance obligatoire des soins et la prime effectivement due, pour les personnes incarcérées ou placées par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura ou placées sous mandat de probation;
- d) autres prestations circonstanciées urgentes, pour les personnes incarcérées, placées par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura ou placées sous mandat de probation.

<sup>2</sup> L'agent de probation soumet le dossier pour décision au Service de l'action sociale. Il verse ensuite les prestations d'aide sociale.

<sup>3</sup> Les articles 52 et 53 de la présente ordonnance sont applicables par analogie.

<sup>4</sup> L'agent de probation communique aux entités jurassiennes en charge de l'asile et des migrants l'identité des personnes bénéficiaires pour lesquelles leur intervention peut être requise.

## SECTION 6 : Remboursement

Avances lors  
de mesures  
d'insertion

**Art. 56** Le bénéficiaire de mesures d'insertion auquel une aide matérielle a été accordée à titre d'avances sur des prestations de tiers est tenu de rembourser l'aide obtenue jusqu'à due concurrence pour la période considérée.

Subrogation

**Art. 57** Lorsque de l'aide sociale a été octroyée à titre d'avance sur des prestations de tiers, l'Etat, représenté par le Service de l'action sociale, est subrogé au bénéficiaire jusqu'à concurrence de l'aide accordée.

Taux de l'intérêt

**Art. 58** Lorsque le remboursement de l'aide est soumis à intérêt, le taux de ce dernier correspond à celui de l'intérêt moratoire en matière fiscale pour chaque année concernée.

## SECTION 7 : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique

Bienfaisance et  
utilité publique

**Art. 59** Sont réputées collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique au sens de la législation sociale les récoltes de dons en espèces ou en nature et la vente d'objets en vue de réaliser les buts poursuivis par l'action sociale ou dans un but humanitaire, sans but lucratif.

## SECTION 8 : Organisation

Commission  
cantonale de  
l'action sociale

**Art. 60** Pour l'étude de problèmes particuliers, la commission cantonale de l'action sociale peut faire appel à des experts. Elle veille toutefois préalablement à disposer des fonds nécessaires à cet effet.

Service de  
l'action sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison au sens des conventions intercantionales concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors canton et la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfant, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile.

<sup>2</sup> Il représente la République et Canton du Jura à la commission intercantonale de coordination et à la conférence des offices de liaison.

## SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Disposition  
transitoire

**Art. 62** <sup>1</sup> Pour les situations en cours non connues des Services sociaux régionaux, les communes conservent leur pouvoir de décision jusqu'à la reprise du cas par ces derniers et le Service de l'action sociale, mais au plus pour une durée de six mois dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les situations nouvelles sont traitées conformément à la nouvelle législation.

<sup>2</sup> Les réductions, refus et suppressions de prestations prononcées avant le 1<sup>er</sup> février 2006 restent en vigueur jusqu'à leur échéance, conformément à la législation en vigueur au moment où la mesure a été prononcée.<sup>4)</sup>

Clause  
abrogatoire

**Art. 63** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 11 septembre 1979 portant exécution de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin;
2. l'ordonnance du 22 février 1983 concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors du Canton.

Entrée en  
vigueur

**Art. 64** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 30 avril 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 851.1](#)

2) [RSJU 850.1](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2006

- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2006
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. XII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 33 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017





## **Arrêté fixant les normes applicables en matière d'aide sociale**

du 8 novembre 2005

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 27 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>1)</sup>,

vu les normes pour le concept et le calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS"),

*arrête :*

### **SECTION 1 : Principes généraux**

Principes

**Article premier** <sup>1</sup> Les présentes normes ont valeur de référence pour l'octroi de prestations d'aide sociale et pour l'admission des dépenses à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

<sup>2</sup> Elles portent sur :

- a) la couverture des besoins de base, comprenant le forfait pour l'entretien, les frais de logement et les frais médicaux de base;
- b) les prestations circonstanciées et les suppléments d'intégration;
- c) les mesures favorisant l'intégration sociale et l'insertion professionnelle;
- d) les revenus et la fortune;
- e) les prétentions financières à l'égard de tiers.

Cessions de  
créance

**Art. 2** Lors de l'octroi de l'aide matérielle, l'autorité d'aide sociale veille à disposer des cessions nécessaires concernant les créances du bénéficiaire envers des tiers tenus à lui fournir des prestations.

### **SECTION 2 : Couverture des besoins de base**

Forfait pour  
l'entretien  
a) Principe

**Art. 3** <sup>1</sup> Toute personne qui vit à domicile et ne peut subvenir, par ses propres moyens, d'une manière suffisante à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

<sup>2</sup> Le forfait pour l'entretien comprend les postes de dépenses définis dans les normes CSIAS.

b) Montants

**Art. 4** <sup>1</sup> Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction du nombre de personnes faisant ménage commun.

<sup>2</sup> Les montants forfaitaires<sup>4)10)</sup> sont les suivants :

Nombre de personnes dans le ménage	Forfait mensuel Francs
1 personne	986.-
2 personnes	1'509.-
3 personnes	1'834.-
4 personnes	2'110.-
5 personnes	2'386.-
par personne supplémentaire	200.-

<sup>3</sup> Pour les jeunes adultes qui ne participent pas à une formation initiale, qui ne sont pas au bénéfice d'une rente entière de l'assurance-invalidité, qui n'exercent pas une activité lucrative adéquate et qui n'ont pas d'enfants à charge, le forfait mensuel pour l'entretien est réduit de 20 %.<sup>11)</sup>

c) Réduction et suppression des prestations

**Art. 5** <sup>1</sup> Lorsque le comportement du bénéficiaire justifie une réduction des prestations, le forfait pour l'entretien peut être réduit de 30 % au maximum.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> La suppression des prestations destinées à la couverture des besoins de base (santé, logement, entretien) est exceptionnellement possible, si le bénéficiaire refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est offert ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution.

d) Personnes séjournant dans un établissement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les personnes séjournant dans un établissement reçoivent, en sus du prix de pension, un montant forfaitaire destiné à couvrir leurs dépenses personnelles non comprises dans le prix de pension tels que les vêtements, les chaussures, le coiffeur, l'argent de poche, etc., en lieu et place du forfait pour l'entretien. Ce montant est de 240 francs.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> Les personnes incarcérées dans une prison suisse bénéficient d'un montant forfaitaire de 150 francs.<sup>10)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, d'éventuels frais de déplacements et de repas à l'extérieur peuvent aussi être pris en considération selon les dispositions y relatives ci-après.

Frais de  
logement

**Art. 7** <sup>1</sup> Le loyer et les charges qui s'y rapportent sont pris en compte dans la mesure où ils permettent au bénéficiaire et aux personnes dont il a la charge de disposer d'un logement convenable.

<sup>2</sup> Un loyer jugé trop élevé n'est pris en compte que durant le délai nécessaire pour emménager dans un logement meilleur marché.

Frais médicaux  
1. Assurance  
maladie et  
accidents  
a) Primes de  
base

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour l'assurance obligatoire des soins, les bénéficiaires de l'aide sociale ont droit à la réduction des primes conformément à l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> La différence entre le montant touché conformément à l'alinéa précédent et la prime effectivement due est prise en charge par l'aide sociale jusqu'à ce que le contrat d'assurance puisse être résilié.

b) Participations  
et franchise

**Art. 9** La franchise et les participations à charge de l'assuré sont prises en charge par l'aide sociale.

c) Assurances  
complémentaires

**Art. 10** Dans des cas exceptionnels dûment motivés, notamment en cas d'aide sociale passagère, les cotisations pour des assurances complémentaires peuvent être prises en charge par l'aide sociale.

2. Frais pour  
soins dentaires

**Art. 11** <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> Les frais pour les soins dentaires sont pris en charge par l'aide sociale conformément au tarif figurant en annexe I de l'ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>9</sup>. Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires indiquées dans cette annexe.

<sup>3</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Sauf traitement urgent, la demande et le formulaire sont transmis préalablement aux Services sociaux régionaux. L'autorité d'aide sociale peut consulter le médecin-dentiste conseil.

<sup>4</sup> Malgré un pronostic dentaire défavorable, l'autorité d'aide sociale peut accorder la prise en charge pour un assainissement ou une réhabilitation prothétique si des considérations liées à la réinsertion sociale ou professionnelle le justifient.

<sup>5</sup> Pour tout traitement ultérieur non urgent, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation au médecin-dentiste conseil avant le début du traitement en vue de son remboursement.

### SECTION 3 : Prestations circonstanciées et suppléments d'intégration

Prestations  
circonstanciées

**Art. 12** Les prestations circonstanciées sont versées en raison de besoins particuliers en rapport avec la situation économique et familiale du bénéficiaire.

1. Montant pour  
les repas à  
l'extérieur

**Art. 13** Le montant supplémentaire alloué pour les repas qui ne peuvent être pris à domicile est de 8 francs par repas principal.

2. Frais de  
déplacement  
a) ordinaires

**Art. 14** <sup>1</sup> Les frais de transports pour se rendre au travail et permettant au bénéficiaire d'obtenir un revenu sont déduits de ce dernier comme frais d'obtention du revenu, à l'exclusion des frais déjà inclus dans le forfait pour l'entretien selon les normes CSIAS. Les frais ne permettant de réaliser qu'un revenu insignifiant ou disproportionnés par rapport au revenu obtenu peuvent ne pas être pris en considération ou ne l'être qu'en partie.

<sup>2</sup> Sous réserve des cas mentionnés à l'article 15, les montants pris en considération sont ceux des transports publics.

b) extraordi-  
naires

**Art. 15** <sup>1</sup> Dans des situations particulières telles qu'en cas d'absence de transports publics ou d'horaire de travail inconciliable avec les horaires de ces derniers, d'impossibilité d'utiliser un vélo ou de nécessité de disposer de son véhicule privé dans le cadre de son activité professionnelle, l'usage d'un véhicule à moteur personnel peut entrer en considération en tant que frais d'obtention du revenu, pour autant que cette dépense se situe dans une proportion raisonnable avec le revenu qu'elle permet d'obtenir.

<sup>2</sup> Les montants pris en compte correspondent aux frais kilométriques admis par les autorités fiscales, à savoir :

- utilisation d'un vélomoteur : 20 centimes par kilomètre parcouru, mais au maximum 50 francs par mois;

- utilisation d'une voiture :
  - moins de 8 000 kilomètres par année : 65 centimes par kilomètre;
  - de 8 000 à 15 000 kilomètres par année : 60 centimes par kilomètre;
  - plus de 15 000 kilomètres par année : 55 centimes par kilomètre.

<sup>3</sup> En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, il peut être pris en compte les frais effectifs plus élevés, pour autant qu'ils demeurent dans une proportion raisonnable avec le revenu obtenu.

### 3. Départ de la commune

**Art. 16** <sup>1</sup> Lorsqu'un bénéficiaire quitte la commune, voire le Canton, la collectivité tenue au versement de l'aide sociale jusque-là doit couvrir les frais suivants :

- a) l'entretien pour le mois suivant le départ conformément au montant versé jusque-là, sous déduction des frais de l'ancien logement;
- b) les frais de déménagement;
- c) le premier loyer mensuel au nouveau domicile;
- d) les articles d'aménagement du nouveau logement immédiatement indispensables;
- e) à titre exceptionnel, la prise en charge de la garantie de loyer du nouveau logement exigible avant le déménagement.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale vérifie si le nouveau loyer est agréé par l'autorité compétente au nouvel endroit.

### 4. Assurances mobilières et responsabilité civile

**Art. 17** <sup>1</sup> Les primes usuelles de l'assurance mobilière et de l'assurance responsabilité civile du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge sont prises en considération.

<sup>2</sup> Elles sont portées en compte comme supplément au budget mensuel les mois au cours desquels échoit la prime.

### 5. Frais spécifiques liés à l'exercice d'un droit de visite

**Art. 18** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire exerce un droit de visite qui lui a été reconnu, les frais de repas des enfants accueillis peuvent être admis au titre des prestations circonstanciées, à concurrence des montants pris en considération pour le calcul des cotisations à l'AVS sur les éléments de salaire en nature, à savoir :

- 4 francs par petit déjeuner et par personne;
- 9 francs par dîner et par personne;
- 7 francs par souper et par personne.

<sup>2</sup> Si l'exercice du droit de visite occasionne des frais de déplacement au bénéficiaire, ceux-ci peuvent également être pris en considération conformément aux dispositions précitées en la matière.

6. Cotisations minimales AVS/AI

**Art. 19** <sup>1</sup> La commune de domicile du bénéficiaire est tenue de prendre en charge les cotisations minimales dues à l'AVS et à l'AI, conformément à la législation en la matière.

<sup>2</sup> Les cotisations ainsi versées ne sont pas remboursables par le bénéficiaire. Elles sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

7. Frais liés à une mesure d'insertion

**Art. 20** Les frais inhérents à la participation du bénéficiaire à une mesure d'insertion, tels que notamment frais de déplacement, frais de garde des enfants et toutes autres dépenses indispensables à la bonne réalisation de la mesure sont pris en considération.

8. Frais funéraires

**Art. 21** Afin de garantir des funérailles décentes au bénéficiaire, il peut être alloué un montant maximum de 4 000 francs.

Supplément d'intégration pour les personnes sans activité lucrative

**Art. 22** <sup>1</sup> Un supplément d'intégration est accordé aux personnes sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, qui font des efforts particuliers d'intégration sociale et/ou professionnelle (contrats d'insertion, programmes d'emploi temporaire, programmes d'occupation cantonaux, apprentissages, stages de formation et études).

<sup>2</sup> Le supplément d'intégration s'élève à 200 francs par personne et par mois. Il est porté à 250 francs par mois pour des parents qui vivent avec des enfants dont ils ont la charge.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[12\)](#)</sup>

**Art. 23**<sup>[12\)](#)</sup>

Plafond maximum du cumul des suppléments d'intégration et/ou des franchises

**Art. 24**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> Plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent obtenir un supplément d'intégration. Le plafond maximum en cas de cumul de suppléments d'intégration est fixé à 700 francs par mois et par ménage.

<sup>2</sup> En cas de cumul de suppléments d'intégration et de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives, le plafond maximum s'élève à 1 050 francs par mois et par ménage.

## SECTION 4 : Mesures favorisant l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles

Montant d'incitation

**Art. 25** <sup>1</sup> La personne qui participe à une mesure d'insertion touche, en sus du montant maximum de l'aide matérielle auquel elle a droit, le supplément d'intégration prévu à l'article 22, alinéa 2.

<sup>2</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse son activité en raison de maladie ou d'accident ou d'autres causes indépendantes de sa volonté, le montant incitatif est supprimé après 15 jours consécutifs d'inactivité.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse volontairement son activité, le montant incitatif est suspendu ou supprimé avec effet immédiat.

<sup>4</sup> Lorsque le montant forfaitaire incitatif est indûment perçu, il est sujet à remboursement.

Frais liés à la mesure d'insertion Loi sur l'action sociale

**Art. 26** Le Service de l'action sociale garantit la prise en charge des frais liés à l'organisation de la mesure d'insertion.

## SECTION 5 : Revenus et fortune du bénéficiaire

Principe

**Art. 27** Les parents et les enfants mineurs vivant en communauté domestique forment une unité d'assistance dont l'ensemble des revenus et la fortune sont pris en considération dans le calcul du budget de l'aide matérielle.

Franchises sur les revenus provenant d'une activité lucrative

**Art. 28** <sup>1</sup> Une franchise de 400 francs sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée aux bénéficiaires de plus de seize ans exerçant un travail dans le marché ordinaire (primaire). Cette franchise est octroyée indépendamment du taux d'activité.

<sup>2</sup> Pour les apprentis, la franchise sur les revenus est fixée à 150 francs.

<sup>3</sup> Le plafond maximum en cas de cumul des franchises sur le revenu s'élève à 850 francs par mois et par ménage.

<sup>4</sup> En cas de cumul de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives et de suppléments d'intégration, le plafond maximum est celui fixé à l'article 24, alinéa 2.

Revenus des mineurs

**Art. 29** <sup>1</sup> Si l'unité d'assistance comprend un ou plusieurs mineurs, les revenus réalisés par eux ne sont pris en considération qu'à concurrence des frais qu'ils occasionnent personnellement et inscrits au budget de l'aide matérielle de l'unité.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques destinées à l'entretien des enfants, telles que les contributions d'entretien, les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être utilisées pour l'entretien des enfants, de même que, dans les limites de l'article 320, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>3)</sup>, les versements en capital, dommages-intérêts et autres prestations semblables appartenant aux enfants.

<sup>3</sup> Si les apports périodiques des enfants sont supérieurs à leurs parts de frais inscrites au budget de l'unité d'assistance, l'excédent fait partie de la fortune des enfants.

Fortune

**Art. 30** <sup>1</sup> Sauf motifs dûment justifiés, l'aide matérielle n'est accordée qu'après que le bénéficiaire a épuisé sa fortune.

<sup>2</sup> Il est toutefois laissé à la libre disposition du bénéficiaire les montants suivants :

- |                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| a) pour une personne seule :     | 4 000 francs |
| b) pour un couple :              | 8 000 francs |
| c) pour chaque enfant à charge : | 2 000 francs |
- mais au maximum 10 000 francs par unité d'assistance.

Treizième salaire

**Art. 31** Le treizième salaire, les gratifications, les primes uniques et autres revenus de nature similaire sont pris en considération dans le budget de l'aide matérielle le mois ou les mois durant lesquels ils sont versés. Un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

Revenus irréguliers

**Art. 32** Lorsque le bénéficiaire réalise des revenus irréguliers, un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.



## SECTION 6 : Prétentions financières à l'égard de tiers

Congruence  
temporelle

**Art. 33** Lorsque le bénéficiaire touche des prestations de tiers à titre rétroactif, l'autorité d'aide sociale fait valoir son droit au remboursement pour l'aide matérielle versée durant la période couverte par lesdites prestations (congruence temporelle).

### Art. 34<sup>6)</sup>

Communauté de  
résidence ou de  
vie

**Art. 35** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire vit en communauté familiale avec une autre personne, les revenus de cette dernière ne sont pas pris en considération dans son budget d'aide matérielle.

<sup>2</sup> La personne qui vit en communauté familiale avec le bénéficiaire doit cependant supporter la part des charges qui lui incombent (loyer, charges accessoires, assurances, taxes, etc.) et, le cas échéant, indemniser correctement le bénéficiaire pour la tenue du ménage et la garde des enfants.

<sup>3</sup> Si un ou plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vivent en union libre, l'aide sociale est allouée de la même manière qu'à un couple marié.

## SECTION 7 : Frais de placement

Placements  
d'enfants  
a) Placement  
familial ordinaire

**Art. 36** <sup>1</sup> Pour un enfant ne présentant pas de difficultés particulières placé dans une famille d'accueil sans formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève à 1 000 francs par mois.

<sup>2</sup> Un supplément éducatif de 300 francs par mois est octroyé pour chaque enfant.

<sup>3</sup> Si des motifs particuliers dûment établis justifient une prise en charge plus lourde, le supplément éducatif de 300 francs peut être doublé.

b) Placement  
dans une famille  
spécialisée

**Art. 37** Lorsque le placement doit s'effectuer dans une famille possédant une formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève au maximum à 105 francs par jour, pour autant que la personne chargée de l'accueil soit au bénéfice de la formation requise.

c) Placement  
dans des  
institutions non  
subventionnées

**Art. 38** Pour le placement d'enfants dans des institutions non subventionnées, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

d) Obligation  
des parents et  
allocations  
familiales

**Art. 39** <sup>1</sup> L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte arrête la contribution des parents au montant déterminé pour les placements à l'Institut St-Germain, selon l'arrêté annuel du Département fixant les prix de pension dans les institutions jurassiennes.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque les parents ne disposent pas de revenus ou ne disposent que de revenus insuffisants, les allocations familiales sont utilisées en priorité pour les frais de placement de l'enfant.

Placements  
d'adultes

**Art. 40** Pour le placement d'adultes, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

## SECTION 8 : Dispositions finales

Droit supplétif

**Art. 41** Les normes CSIAS font référence pour les situations non réglées dans le présent arrêté.

Directives

**Art. 42** Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives d'application nécessaires.

Disposition  
transitoire

**Art. 42a<sup>11)</sup>** Les personnes seules qui ont un ou plusieurs enfants à charge de moins de quatre ans et qui bénéficient d'un supplément d'intégration de 300 francs en février 2017 conservent celui-ci jusqu'en juillet 2017. Ce supplément est réduit à 150 francs d'août à décembre 2017.

Entrée en  
vigueur et  
abrogation

**Art. 43** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2006. Il abroge l'arrêté du Gouvernement du 10 décembre 2002 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale.

Delémont, le 8 novembre 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 850.1](#)
- 2) [RSJU 832.115](#)
- 3) [RS 210](#)
- 4) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011. Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013.
- 5) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 6) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 9) [RSJU 831.301](#)
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017
- 11) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017
- 12) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017



## Ordonnance concernant les institutions sociales

du 30 avril 2002

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 54, alinéa 2, 56, alinéa 2, 60, alinéa 2, lettre b, 61, lettre b, et 76, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>1)</sup>,

vu les articles 4, alinéa 2, et 20 du décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 du décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance s'applique aux institutions sociales régies par la loi sur l'action sociale<sup>1)</sup> et le décret concernant les institutions sociales<sup>2)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Institutions  
communes

**Art. 3<sup>4)</sup>** Le Département auquel est rattaché le Service de l'action sociale (dénommé ci-après : "le Département") encourage les regroupements de communes et d'organismes privés en vue de la création et de la gestion en commun d'institutions d'action sociale.

### SECTION 2 : Autorisation et reconnaissance d'utilité publique

Autorisation  
a) Requête et  
instruction

**Art. 4** <sup>1</sup> L'institution qui entend obtenir une autorisation présente une demande dans ce sens au Service de l'action sociale, à l'intention du Département.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale instruit le dossier.

b) Pièces  
requis

**Art. 5<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> La requête est accompagnée des informations et documents suivants :

- a) la description de l'activité et de l'organisation de l'institution;
- b) le dossier personnel du responsable de l'institution comprenant son curriculum vitae, des copies de ses diplômes et autres titres, un extrait de son casier judiciaire au sens de l'article 371 du Code pénal suisse<sup>5)</sup> ainsi qu'un extrait spécial de son casier judiciaire au sens de l'article 371a du Code pénal suisse<sup>5)</sup>, une attestation de l'Office des poursuites et faillites, un certificat de bonnes vie et mœurs;
- c) la description et les plans des locaux affectés à l'exploitation de l'institution;
- d) la liste des membres du personnel, avec l'indication de leurs qualifications professionnelles ainsi que la confirmation que l'extrait de leur casier judiciaire au sens de l'article 371 du Code pénal suisse<sup>5)</sup> et l'extrait spécial de leur casier judiciaire au sens de l'article 371a du Code pénal suisse<sup>5)</sup> sont en possession du responsable de l'institution;
- e) un plan de financement portant sur une durée minimum de trois ans comprenant un bilan initial, un budget d'exploitation et un budget des investissements;
- f) les autres renseignements et documents requis par le Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Les documents mentionnés à l'alinéa 1, lettre b, doivent en outre être remis à chaque changement du responsable de l'institution.

<sup>3</sup> Les extraits du casier judiciaire mentionnés à l'alinéa 1, lettre d, doivent être en possession du responsable de l'institution pour tout employé, tant au moment de la requête pour les personnes déjà en poste qu'au moment d'un engagement ultérieur. Il en va de même pour chaque personne en formation engagée pour une durée d'un mois au minimum ou pour une durée inférieure si elle est amenée à être seule en présence des bénéficiaires de l'institution.

<sup>4</sup> Les extraits, attestations et certificats requis aux alinéas précédents doivent être récents.

<sup>5</sup> Tout employé ou toute personne en formation qui fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit susceptible de porter préjudice à l'activité de l'institution en informe sans délai sa hiérarchie, à moins que l'infraction ne soit de peu de gravité et sans aucun rapport avec la fonction exercée.

- c) Préavis **Art. 6** Avant de rendre sa décision, le Département sollicite le préavis de l'autorité communale sur le territoire de laquelle l'institution entend s'établir et des services administratifs et organes cantonaux concernés.
- d) Modification **Art. 7** Préalablement à toute modification des conditions d'exploitation fixées dans l'autorisation, l'institution doit présenter une requête au Service de l'action sociale, à l'intention du Département, comportant la description détaillée des modifications et les pièces justificatives qui s'y rapportent.
- e) Renouvellement **Art 8** La requête en renouvellement de l'autorisation doit être présentée au moins six mois à l'avance au Service de l'action sociale à l'intention du Département.
- Reconnaissance d'utilité publique  
a) Requête **Art. 9** <sup>1</sup> L'institution qui entend obtenir sa reconnaissance d'utilité publique présente à cette fin une requête motivée auprès du Service de l'action sociale à l'intention du Département.
- <sup>2</sup> La requête peut être présentée en tout temps.
- <sup>3</sup> Le Service de l'action sociale instruit le dossier.
- b) Documents requis **Art. 10** La requérante joint à sa requête les informations et documents suivants :
- a) les statuts et l'organisation de l'institution;
  - b) la description détaillée de ses activités;
  - c) les moyens mis en œuvre pour atteindre ses buts;
  - d) un plan de financement portant sur une durée minimum de trois ans, le budget et, le cas échéant, le bilan et les comptes de l'institution;
  - e) les autres renseignements et documents requis par le Service de l'action sociale.
- c) Préavis **Art. 11** <sup>1</sup> Pour les institutions qui ont une vocation essentiellement communale ou régionale, le Service de l'action sociale sollicite le préavis des communes concernées.
- <sup>2</sup> Lorsque l'instruction du dossier est terminée, le Service de l'action sociale transmet celui-ci à la commission de l'action sociale pour préavis.

d) Décision

**Art. 12** <sup>1</sup> Si les conditions d'octroi sont réalisées, le Département délivre la reconnaissance d'utilité publique et en fixe l'entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Il porte la requérante sur la liste des institutions reconnues.

e) Institutions  
reconnues à  
l'extérieur du  
Canton

**Art. 13** Le Service de l'action sociale et le Département peuvent procéder selon une procédure simplifiée pour les institutions qui sont au bénéfice d'une reconnaissance agréée sur le plan national ou dans d'autres cantons.

Demande de  
subvention  
a) Requête

**Art. 14** <sup>1</sup> L'institution au bénéfice d'une reconnaissance d'utilité publique qui entend obtenir des subventions présente une demande motivée dans ce sens.

<sup>2</sup> Les institutions qui ont une vocation essentiellement communale ou régionale adressent leur requête à l'autorité de la commune dans laquelle elles exercent la plus grande partie de leur activité. Les institutions qui ont une vocation essentiellement cantonale présentent leur requête au Service de l'action sociale à l'intention du Gouvernement. En cas de conflit de compétence, le Gouvernement désigne l'autorité compétente.

b) Documents  
requis

**Art. 15** La requérante joint à sa requête les informations et documents suivants :

- a) un plan de financement portant sur une durée minimum de trois ans, le budget et, le cas échéant, le bilan et les comptes de l'institution;
- b) l'échelle des salaires du personnel;
- c) la liste du personnel avec l'indication des fonctions, des qualifications et de la classification individuelles;
- d) le cas échéant, les tarifs ou prix de pension pratiqués;
- e) les autres renseignements et documents requis par le Service de l'action sociale.

c) Instruction du  
dossier

**Art. 16** <sup>1</sup> La commune nantie de la requête instruit le dossier et le transmet, avec son préavis, au Service de l'action sociale à l'intention du Gouvernement pour décision.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale instruit le dossier pour le compte du Gouvernement. Il sollicite le préavis de la commission de l'action sociale.



d) Décision d'octroi et fixation du mode de subventionnement

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Gouvernement décide de l'octroi des subventions et du mode de subventionnement. Il statue également sur les modifications à ce propos.

<sup>2</sup> Il désigne la collectivité à laquelle incombe le versement des subventions conformément à l'article 37.

e) Fixation du montant de la subvention

**Art. 18** La commune, pour les institutions qui ont une vocation essentiellement communale ou régionale, et le Département, pour les institutions qui ont une vocation essentiellement cantonale, arrêtent le montant de la subvention, dans le cadre fixé par le Gouvernement et, s'agissant du Département, dans les limites budgétaires de l'Etat.

d) Procédure simplifiée

**Art. 19** Lorsque les subventions consistent en l'allocation de subsides uniques ou périodiques, le Service de l'action sociale et le Gouvernement peuvent procéder selon une procédure simplifiée.

### SECTION 3 : Budgets et comptes des institutions

Budget  
a) Principe

**Art. 20** En matière de budgets et de comptes, les règles ci-après s'appliquent aux institutions qui sont subventionnées par l'Etat ou par les communes ou qui entendent obtenir de leur part des subventions.

b) Forme et délai de remise

**Art. 21** Les institutions sont tenues d'établir et de présenter leur budget selon les formes et dans le délai prescrits par le Service de l'action sociale.

c) Budget de fonctionnement et budget des investissements

**Art. 22** Les institutions établissent séparément leur budget de fonctionnement et leur budget des investissements.

d) Ecart importants

**Art. 23** Les écarts importants par rapport au dernier budget ou au dernier compte d'exploitation doivent être motivés.

d) Spécialités qualitative et temporelle

**Art. 24** <sup>1</sup> Un montant inscrit sous une rubrique budgétaire pris en considération pour le subventionnement ne peut être affecté qu'au but défini par son libellé. Dans cette mesure, la compensation entre rubriques budgétaires est exclue.

<sup>2</sup> Une allocation budgétaire prise en considération pour le subventionnement non utilisée est périmée à la fin de l'exercice.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les cas de subventionnement au moyen d'une enveloppe budgétaire ou d'un contrat de prestations.

e) Spécialité  
quantitative et  
rallonges  
budgétaires

**Art. 25** <sup>1</sup> A l'exception des dépenses absolument liées, les montants inscrits sous une rubrique de charges ne peuvent être dépassés sans autorisation préalable.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît qu'une allocation budgétaire ne sera pas suffisante pour couvrir les dépenses projetées, l'institution doit solliciter préalablement l'autorisation du Service de l'action sociale. Dans la mesure du possible, l'autorisation sera liée à la réduction d'une autre rubrique budgétaire ou à l'accroissement des recettes.

<sup>3</sup> Les institutions subventionnées au moyen d'une enveloppe budgétaire ne peuvent obtenir de rallonges budgétaires.

f) Subventionne-  
ment par  
enveloppe  
budgétaire ou  
contrat de  
prestations

**Art. 26** Dans les institutions subventionnées au moyen d'une enveloppe budgétaire ou d'un contrat de prestations, la compensation entre les rubriques budgétaires n'est permise que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à l'activité pour laquelle la subvention a été accordée. Il en va de même pour la non-utilisation d'une allocation budgétaire.

Comptes et  
statistiques

**Art. 27** <sup>1</sup> Les institutions établissent leurs comptes selon la même structure que leur budget.

<sup>2</sup> Elles établissent également une statistique administrative conformément aux prescriptions du Service de l'action sociale.

Délai de remise

**Art. 28** <sup>1</sup> Les institutions remettent leurs comptes et statistiques au Service de l'action sociale au plus tard jusqu'au 30 juin de l'année suivant l'exercice considéré.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale peut exiger des situations intermédiaires des comptes.

Etat du  
personnel

**Art. 29** <sup>1</sup> En annexe au budget et aux comptes d'exploitation, les institutions joignent un état de leur personnel présenté sur les formules fournies par le Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Cet état indique la classification salariale des employés et son évolution.

<sup>3</sup> Le Département arrête la dotation en personnel des institutions subventionnées par une couverture de leur déficit d'exploitation.

## SECTION 4 : Subventionnement

Subventionnement  
1. Détermination

**Art. 30** Le Gouvernement définit le mode de subventionnement applicable en tenant compte du but poursuivi par l'institution, de son importance et de ses possibilités de ressources propres.

2. Modes  
a) Couverture du déficit

**Art. 31** Lorsque le subventionnement consiste en la couverture du déficit d'exploitation de l'institution, le Service de l'action sociale et, le cas échéant, la commune concernée procèdent à un contrôle strict du respect du budget admis.

b) Enveloppe budgétaire

**Art. 32** En cas de subventionnement par l'octroi d'une enveloppe budgétaire, l'institution gère cette dernière dans les limites fixées par le but qu'elle poursuit.

c) Contrat de prestations

**Art. 33** Dans la mesure où elle fournit les prestations prévues, l'institution gère librement les subventions obtenues sur la base d'un contrat de prestations.

d) Prestations uniques ou périodiques

**Art. 34** A moins qu'un subside unique ou périodique ne soit alloué dans un but précis, l'institution dispose librement de la subvention accordée.

Investissements

**Art. 35** <sup>1</sup> L'institution qui entend procéder à des dépenses d'investissement établit un plan financier à cet effet.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête le montant des investissements admis au subventionnement; il détermine dans quelle mesure les charges et, s'il y a lieu, les amortissements qui s'y rapportent sont admis.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut prévoir que les montants admis au subventionnement doivent être remboursés en tout ou en partie en cas de changement d'affectation des biens qu'ils ont servi à financer.

<sup>4</sup> Sont considérées comme investissements les dépenses supérieures à 20 000 francs, consenties en vue de la constitution des biens de l'institution qui génèrent un usage accru ou nouveau et dont la durée d'utilisation s'étend sur plusieurs années.

Conditions  
relatives au  
personnel

**Art. 36** Le Département arrête les normes et conditions applicables en matière de personnel pour l'octroi de subventions sous forme de couverture du déficit d'exploitation, d'enveloppe budgétaire ou de contrat de prestations.

Collectivité  
versant la  
subvention

**Art. 37** <sup>1</sup> L'Etat verse les subventions aux institutions qui ont une vocation essentiellement cantonale, la commune dans laquelle l'institution exerce la plus grande partie de son activité à celle qui a une vocation essentiellement communale ou régionale.

<sup>2</sup> Les subventions ainsi versées sont sujettes à la répartition des dépenses de l'action sociale conformément aux règles en la matière.

## **SECTION 5 : Dispositions transitoire et finales**

Disposition  
transitoire

**Art. 38** <sup>1</sup> Les institutions en activité au 1<sup>er</sup> janvier 2002, soumises à autorisation selon la nouvelle législation et qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation selon l'ancienne loi, sont tenues de présenter leur requête dans ce sens jusqu'au 31 décembre 2002 au plus tard.

<sup>2</sup> Les institutions qui reçoivent des subventions de l'Etat ou des communes jurassiennes doivent présenter leur demande de reconnaissance d'utilité publique jusqu'au 31 décembre 2002 au plus tard.

Clause  
abrogatoire

**Art. 39** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 27 octobre 1981 concernant la gestion financière des homes, foyers, hospices et autres établissements subventionnés par l'Etat;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les prestations de l'Etat et des communes à des institutions particulières de prévoyance et d'aide sociale;
3. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les soins donnés à titre professionnel dans des foyers et des familles à des personnes âgées ou handicapées;
4. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la lutte contre l'alcoolisme;
5. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les tâches de la commission de l'aide sociale en matière de lutte contre l'alcoolisme;
6. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'encouragement de la formation de travailleurs sociaux;
7. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'admission des frais de traitements des travailleurs sociaux à la répartition des charges;

8. l'arrêté du 10 mars 1992 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste; fixation des limites de revenu déterminantes et du supplément pour enfant;
9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les contributions aux frais d'instruction d'enfants placés dans des foyers ou dans des établissements hospitaliers et d'enfants handicapés;
10. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les bureaux auxiliaires pour l'aide aux Suisses de l'étranger et rapatriés.

Entrée en  
vigueur

**Art. 40** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 30 avril 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA  
La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 850.1](#)

2) [RSJU 850.11](#)

3) [RSJU 857.1](#)

4) Nouvelle teneur selon l'ordonnance du 14 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

5) [RS 311.0](#)



## Ordonnance sur le service de défense contre l'incendie et de secours

du 13 novembre 2001

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 6, alinéas 2 et 5, de la loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (dénommée ci-après : "loi")<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Champ d'application

**But** **Article premier** La présente ordonnance s'applique à l'organisation et au fonctionnement du service de défense contre l'incendie et de secours, public ou d'entreprise (dénommé ci-après : "SIS").

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Autorités

**Attributions du conseil communal** **Art. 3** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité de surveillance du SIS.

<sup>2</sup> Il nomme, sur proposition de la commission du SIS et après avoir requis le préavis de l'inspecteur d'arrondissement, un commandant du SIS, ainsi qu'un ou plusieurs remplaçants.

<sup>3</sup> Il peut également, pour de justes motifs, les relever de leurs fonctions, les exclure ou les libérer du service actif et, dans ces deux derniers cas, les soumettre à la taxe d'exemption.

<sup>4</sup> Il fait tenir un contrôle des personnes assujetties à la taxe d'exemption et veille à la perception annuelle de cette dernière.

**Attribution de l'organe intercommunal** **Art. 4** Lorsqu'un SIS regroupe plusieurs communes, il est créé un organe intercommunal dont la composition et les attributions sont fixées par le règlement.

Attributions de  
l'Assurance  
immobilière du  
Jura

**Art. 5** <sup>1</sup> Dans les limites de la loi, l'Assurance immobilière du Jura (dénommée ci-après : "AIJ") édicte, en se conformant notamment aux directives, règlements et recommandations de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (dénommée ci-après : "FSSP"), des directives concernant en particulier :

- a) la classification des SIS en fonction de leur importance et des risques potentiels;
- b) la structure (subdivisions, fonctions et grades);
- c) l'équipement, les moyens d'intervention et les prises d'eau;
- d) le contrôle (inspections, expertises);
- e) la durée de la formation (exercices, cours);
- f) les programmes de formation;
- g) l'intervention (service d'alarme, conduite);
- h) l'indemnisation;
- i) le subventionnement.

<sup>2</sup> L'AIJ nomme les experts et instructeurs des SIS.

<sup>3</sup> Elle agréé les SIS d'entreprises.

### SECTION 3 : Organisation des SIS et des interventions

Commission du  
SIS

**Art. 6** <sup>1</sup> Il est créé pour chaque SIS une commission chargée d'assurer la direction du SIS.

<sup>2</sup> La commission est composée de membres de l'état-major du SIS et d'un représentant du conseil communal.

<sup>3</sup> Lorsqu'un SIS regroupe plusieurs communes, la représentation de ces dernières dans la commission du SIS régional est fixée par le règlement.

Attributions de  
la commission  
du SIS

**Art. 7** La commission du SIS a notamment les attributions suivantes :

- a) elle nomme les cadres et spécialistes, sous réserve de l'article 3, alinéa 2;
- b) elle organise chaque année une séance d'incorporation;
- c) elle décide si une personne astreinte à l'obligation de servir pourra être incorporée ou si elle sera soumise à la taxe d'exemption; dans sa décision, elle prend en considération les besoins du SIS, les capacités des personnes concernées, ainsi que leurs disponibilités, notamment sur le plan professionnel;
- d) elle établit les propositions budgétaires annuelles à l'intention du conseil communal ou de l'organe intercommunal;



- e) elle tient sa comptabilité ou la fait tenir par la caisse communale;
- f) elle tient un contrôle des personnes incorporées dans le SIS;
- g) elle signale le départ de personnes incorporées à la commission du SIS de la commune du nouveau domicile;
- h) elle tient à jour l'inventaire du matériel et veille à ce qu'il soit assuré;
- i) elle veille à ce que toutes les personnes incorporées dans le SIS soient assurées auprès de la caisse de secours de la FSSP et en responsabilité civile;
- j) elle peut relever de leurs fonctions les cadres et les spécialistes, les libérer du service actif et, dans ce dernier cas, les soumettre à la taxe d'exemption; l'article 3, alinéa 3, demeure réservé;
- k) elle peut exclure du service actif et soumettre à la taxe d'exemption les personnes astreintes, notamment en raison de leur inaptitude ou d'un comportement qui entrave la bonne marche du service; l'article 3, alinéa 3, demeure réservé;
- l) elle statue sur la prolongation du service actif selon l'article 25, alinéa 5, de la loi;
- m) elle désigne les personnes qui doivent suivre des cours;
- n) elle élabore le programme d'exercices, lequel doit être approuvé par l'inspecteur d'arrondissement.

SIS  
d'entreprises

**Art. 8** <sup>1</sup> Les entreprises établissent pour leurs SIS un règlement, d'entente avec l'inspecteur d'arrondissement et le commandant du SIS communal ou régional; ce règlement est soumis à l'approbation du conseil communal ou de l'organe intercommunal.

<sup>2</sup> Les rapports entre les SIS publics et les SIS d'entreprises sont, au besoin, réglés par voie de convention.

<sup>3</sup> Sur demande, les SIS d'entreprises sont tenus de prêter assistance lorsqu'un sinistre ou un autre danger menace de prendre de l'extension ou requiert des moyens supplémentaires ou extraordinaires.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions de la loi et de la présente ordonnance sont applicables par analogie aux SIS d'entreprise, notamment en ce qui concerne l'obligation d'assurer les personnes incorporées.

Tâches  
particulières du  
chef  
d'intervention

**Art. 9** En cas d'alarme, le chef d'intervention s'assure que la police cantonale ait été avisée; celle-ci informe à son tour l'inspecteur d'arrondissement.

Plans  
d'intervention

**Art. 10** <sup>1</sup> Les SIS établissent des plans d'intervention, si nécessaire en collaboration avec leur centre de renfort, pour les constructions, installations et sites présentant des dangers particuliers ou des difficultés d'accès ou d'évacuation. Leurs détenteurs fourniront les documents et informations nécessaires.

<sup>2</sup> Les entreprises soumises à l'ordonnance fédérale sur la protection contre les accidents majeurs<sup>21</sup> sont tenues d'établir des plans d'intervention et de les remettre au SIS et aux centres de renfort concernés.

Obligation de  
garder le secret

**Art. 11** Les membres des SIS sont soumis, dans le cadre de leurs activités, à l'obligation de garder le secret sur les faits qui parviennent à leur connaissance et qui concernent en particulier la sphère privée des personnes touchées par un sinistre et les éléments nécessaires à l'enquête. Cette obligation subsiste après dissolution du rapport de service.

#### SECTION 4 : Formation et contrôle des SIS

Inspecteur  
d'arrondisse-  
ment

**Art. 12** En plus de ses tâches définies à l'article 21 de la loi, l'inspecteur élabore des propositions à l'intention de l'AIJ concernant l'organisation, le fonctionnement et l'équipement des SIS de son arrondissement.

Expert

**Art. 13** Les tâches principales dévolues à l'expert sont :

- la formation des spécialistes des SIS dans des domaines particuliers, ainsi que le contrôle de leur matériel;
- l'élaboration de propositions à l'intention de l'inspecteur d'arrondissement des SIS.

Instructeur

**Art. 14** L'instructeur collabore à la formation sous le contrôle de l'inspecteur d'arrondissement ou de l'expert.

Participation aux  
exercices et aux  
cours de  
formation

**Art. 15** <sup>1</sup> La participation aux exercices et aux cours de formation est obligatoire.

<sup>2</sup> Sont considérés comme motifs d'excuse :

- la maladie de l'intéressé, attestée par un certificat médical;
- la maladie grave ou le décès d'un proche;
- le service militaire;

- la grossesse et l'allaitement.

<sup>3</sup> La commission du SIS décide souverainement si d'autres motifs d'excuse peuvent être admis dans des circonstances particulières.

Solde et  
indemnité

**Art. 16** Le SIS verse à ses membres :

- a) une solde minimale de 10 francs pour la participation à chaque exercice et intervention; elle est fixée par le conseil communal ou par l'organe intercommunal;
- b) des indemnités forfaitaires pour des prestations particulières des membres du SIS (service de piquet, déplacements, etc.); elles sont fixées par le conseil communal ou par l'organe intercommunal;
- c) un montant équitable pour compenser la perte de gain subie lors de la participation aux cours de formation et aux interventions; la commission du SIS fixe dans chaque cas le montant de l'indemnité, au besoin en se fondant sur le revenu imposable de la dernière taxation fiscale définitive.

## SECTION 5 : Taxe d'exemption

Détermination  
de la taxe dans  
des cas  
particuliers  
1. Absence de  
taxation  
définitive

**Art. 17** <sup>1</sup> Lorsque la taxation fiscale servant à la détermination de la taxe d'exemption n'est pas encore effectuée ou n'est pas définitive, la taxe est déterminée sur la base de la dernière taxation définitive connue. En l'absence d'une taxation définitive, elle est déterminée sur la base de la situation provisoire établie par le Service des contributions. Dès que la taxation est définitive, l'assujetti peut demander la rectification de la taxe; de même, la commune peut la rectifier d'office. Les différences inférieures à 20 francs ne sont pas remboursées ni perçues.

2. Début d'assu-  
jettissement  
a) Arrivée dans  
le Canton

<sup>2</sup> Lorsque l'assujettissement à la taxe débute en cours d'année par suite d'arrivée dans le Canton, la taxe est calculée sur l'impôt d'Etat dû pour la période fiscale en cours, proportionnellement à la durée de l'assujettissement.

b) Disparition  
d'une cause  
d'exonération

<sup>3</sup> Lorsque l'assujettissement débute en cours d'année par suite de disparition d'une cause d'exonération, la taxe n'est pas perçue pour cette année-là.

c) Changement  
de domicile  
dans le Canton

<sup>4</sup> En cas de changement de domicile dans le Canton, la taxe d'exemption est perçue pour l'année civile entière par la commune dans laquelle la personne qui y est astreinte était domiciliée le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cause.

3. Fin d'assujettissement  
a) Départ du Canton
- <sup>5</sup> Lorsque l'assujettissement à la taxe prend fin en cours d'année par suite de départ du Canton, la taxe est calculée sur la base de la dernière taxation définitive connue, proportionnellement à la durée de l'assujettissement.
- b) Décès, exonération
- <sup>6</sup> Lorsque l'assujettissement prend fin par suite de décès ou d'exonération, la taxe n'est pas perçue pour l'année en cours.
4. Mariage
- <sup>7</sup> En cas de mariage, l'état civil des conjoints au 1<sup>er</sup> janvier est déterminant pour la perception de la taxe; l'alinéa 2 ci-dessus demeure réservé.
5. Divorce, séparation
- <sup>8</sup> En cas de divorce ou de séparation, l'état civil des conjoints au 31 décembre est déterminant pour la perception de la taxe; celle-ci est calculée sur l'impôt d'Etat dû pour la période fiscale en cours.
6. Personnes soumises à l'impôt à la source
- Art. 18<sup>3)</sup>** Pour les personnes assujetties à la taxe d'exemption et soumises à l'impôt à la source, le Service des contributions communique annuellement aux communes le montant de l'impôt d'Etat perçu à la source lors de l'année fiscale précédente.
- Perception de la taxe
- Art. 19<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> La taxe d'exemption est perçue par les communes.
- <sup>2</sup> Sous réserve de l'article 17, alinéa 5, elle est perçue au mois de décembre.

## SECTION 6 : Dispositions pénale, transitoire et finale

- Avertissement
- Art. 20** Lorsque les circonstances le justifient, le commandant du SIS peut, en lieu et place de l'amende, adresser un avertissement à l'auteur d'une infraction réprimée par l'article 37 de la loi.
- Personnes incorporées en vertu de l'ancien droit
- Art. 21** Avec leur accord, les personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, étaient déjà incorporées dans un SIS et ne sont pas encore astreintes à l'obligation de servir en vertu de l'article 25, alinéa 4, de cette loi, demeurent incorporées.

Entrée en  
vigueur

**Art. 22** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 13 novembre 2001

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 875.1](#)

2) [RS 814.012](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 mars 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018



# TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
<b>901</b>	<b><i>En général</i></b>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022 (étape 1 : 2013-2017)
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.6	Loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.62	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
<b>902</b>	<b><i>Dans les régions de montagne</i></b>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale

---

902.111 Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne

**91** ***Agriculture***

*910 Développement général*

910.1 Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural  
910.11 Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural  
910.111 Ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture  
910.14 Ordonnance du 24 juin 2014 relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage  
910.91 Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture

*913 Améliorations foncières*

913.1 Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles  
913.113 Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier  
913.114 Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques

*914 Crédit agricole*

914.1 Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural  
914.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes  
914.12 Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles  
914.21 Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009

*915 Formation agricole*

915.11 Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale  
915.111 Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale  
915.116 Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale



---

915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Ordonnance du 17 mai 2016 sur la viticulture et l'appellation des vins
916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 22 octobre 2013 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux
916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss

916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDECA) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
916.621	Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
916.7	<i>Commerce de bétail</i>
916.8	
916.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 2015 concernant l'approbation de la convention intercantonale de dissolution du concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
917	<i>Sécurité sociale</i>
917.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture
92	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
921	<i>Forêts</i>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss

---

921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière
922	<i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
923	<i>Pêche</i>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs



# TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.21	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières en faveur du secteur de l'hébergement
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 14 novembre 2017 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature
935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.510	Décret du 20 mars 2002 portant exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels
935.511	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels
935.516	Règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande
935.519	Arrêté du parlement du 23 novembre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse
935.52	Loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 20 mars 2002
935.531	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier

- 935.993.2 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches  
935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce**

*941 Poids et mesures*

- 941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale sur la métrologie  
941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-basculés publics

*942 Prix*

- 942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

*943 Exercice du commerce*

- 943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (LProst)  
943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012 (OProst)  
943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres  
943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets  
943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles  
943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit**

*951 Instituts de crédit de droit public*

- 951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

*952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne*

- 952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

**97****Coopération**

- 971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura
- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura



971.125	Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

## Loi sur le développement de l'économie cantonale

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale,

vu l'article 47 de la Constitution cantonale,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales<sup>1)</sup>

Principes et buts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat encourage le développement économique du Canton, en particulier à travers le soutien et la promotion de l'innovation; il tient compte des besoins des régions et veille à la diversification.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Il tient compte de la politique de la Confédération en la matière.<sup>2)</sup>

<sup>3</sup> Il soutient l'activité d'organismes cantonaux et régionaux ou à vocation internationale. Il encourage en particulier les institutions de recherche et de développement ainsi que les organismes liés à l'innovation et au transfert de technologies.<sup>2)12)</sup>

Programme de  
développement<sup>3)</sup>

**Art. 2** <sup>1</sup> Le Gouvernement soumet périodiquement au Parlement le programme visant à l'encouragement et au développement de l'économie cantonale.

<sup>2</sup> Le programme contient la définition des buts à atteindre, un exposé et une appréciation de la situation économique du Canton, un rapport sur les mesures déjà appliquées, un projet concernant celles à prendre, ainsi que des propositions à l'intention du Parlement. Les mesures proposées seront échelonnées selon leur degré d'urgence et de nécessité.

<sup>3</sup> Le programme tient compte de l'évolution permanente de l'économie.<sup>10)</sup>

<sup>4</sup> Le programme fait l'objet d'un arrêté du Parlement.<sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le programme sera adapté au fur et à mesure et revu intégralement à des intervalles de huit à dix ans.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Le Gouvernement réalise le programme au moyen de programmes pluriannuels de mise en œuvre.<sup>[11\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Mesures<sup>[1\)](#)</sup>

Politique foncière  
et équipement  
d'immeubles<sup>[3\)](#)</sup>

**Art. 3** <sup>1</sup> Afin d'encourager l'économie cantonale, l'Etat peut, par mesure de prévoyance ou dans certains cas déterminés en matière de biens immobiliers, les acquérir ou se faire concéder d'autres droits. Il peut, en outre, prendre en charge l'équipement de terrains ou y participer.

<sup>2</sup> L'Etat peut procéder à des transferts d'immeubles moyennant contre-prestation entière ou, si besoin est, à un prix de faveur, en pleine propriété, sous forme de droit de superficie ou d'usage. Les autorités veillent de manière appropriée, par exemple au moyen de mention au registre foncier, à ce que l'immeuble soit restitué à l'Etat en cas d'affectation contraire au but assigné ou si ce dernier ne peut être atteint. Les avantages pécuniaires pourront être réclamés pour les mêmes motifs.

<sup>2bis</sup> L'Etat peut acquérir, vendre, louer des immeubles ou des locaux, et procéder aux aménagements nécessaires; il met ces immeubles ou locaux à disposition d'activités industrielles, artisanales ou commerciales; il peut également financer, en tout ou en partie, la construction d'usines-relais ou de bâtiments analogues.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour financer les mesures prévues aux alinéas 1 à 2bis, l'Etat constitue, par financement spécial, le fonds pour l'acquisition et l'équipement d'immeubles; la fortune du fonds n'excédera pas quatre millions de francs; le capital peut être entamé.<sup>[3\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'Etat peut subordonner ses mesures d'encouragement à la participation des communes intéressées. A cet égard, il tient compte des principes de la péréquation financière.

<sup>5</sup> Le Gouvernement édicte les prescriptions d'exécution.

Mesures  
financières  
a) Garantie des  
pertes sur  
cautionnement<sup>3)</sup>

**Art. 4** L'Etat garantit la couverture partielle des pertes sur cautionnement dans les cas suivants<sup>3)</sup> :

- a) lorsque la perte est subie par la Société pour le développement de l'économie jurassienne (art. 7); la couverture est alors égale à 50 % de cette perte, mais ne dépassera pas le montant du capital social de ladite Société;<sup>3)</sup>
- b) lorsque cette garantie permet à la Confédération d'octroyer une prestation répondant aux buts visés à l'article 5, alinéa 1.

b) Réalisation du  
programme de  
développement  
économique<sup>3)</sup>

**Art. 5<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les crédits nécessaires à la réalisation du programme de développement économique sont portés au budget annuel de l'Etat.

<sup>2</sup> Sur décision du Gouvernement, les crédits servent à :

- a) améliorer les structures industrielles et commerciales, à faciliter la reprise et la constitution d'entreprises et à maintenir les entreprises susceptibles de développement;
- b) octroyer des prises en charge temporaire d'intérêts;
- c) prendre une participation dans des sociétés d'économie mixte d'intérêt général ou dans des sociétés de type "capital risque";
- d) financer totalement ou partiellement toute mesure propre à favoriser le développement de l'économie;
- e) accorder des prêts lorsque le marché monétaire et financier est si resserré que le crédit n'est plus garanti ou lorsque les crédits sont refusés sans motifs suffisants.

c) Application  
des mesures<sup>3)</sup>

**Art. 6<sup>3)</sup>** L'application des mesures prévues par la présente loi incombe au Gouvernement, à l'exception de l'octroi de cautionnements, lesquels relèvent de la Société pour le développement de l'économie jurassienne.

d) Société pour  
le développe-  
ment de  
l'économie  
jurassienne

**Art. 6a<sup>2)</sup>** <sup>1</sup> La Société pour le développement de l'économie jurassienne est une institution de droit public.

<sup>2</sup> La Société agit en collaboration avec les banques établies dans le Canton; elle leur assure une participation équitable et une représentation au sein de ses organes.

Cautionnement  
des crédits

**Art. 7** La Société peut cautionner des crédits dont l'affectation répond à l'objet fixé par la présente loi, pour autant qu'elle remplisse les conditions suivantes :

- a) la Société dispose d'un capital de garantie suffisant; la Banque cantonale du Jura fournit la moitié du capital de la Société. Les autres banques établies dans le canton du Jura peuvent participer à l'autre moitié du capital;
- b) le montant maximum total des cautionnements à fournir est prescrit par les statuts;
- c) le cautionnement n'a aucun but lucratif;
- d) la Société est dotée d'une organisation lui permettant d'exécuter les tâches qui lui sont assignées;
- e) la Société tient des comptes séparés pour les cautionnements et pour les autres mesures.

Exonération  
d'impôts

**Art. 8** La Société est exonérée des impôts directs de l'Etat et des communes.

Reconversion et  
réinsertion de la  
main-d'oeuvre<sup>3)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> L'Etat encourage la reconversion et la réinsertion<sup>3)</sup> des personnes qui perdent ou sont menacées de perdre leur emploi à la suite de réformes de structures, de fermetures ou de fusions d'entreprises.

<sup>2</sup> Pour le financement, les dispositions de la loi sur la formation professionnelle<sup>4)</sup> ainsi que celles de la législation sur le service de l'emploi et sur l'assurance-chômage<sup>5)</sup> sont applicables par analogie.

<sup>3</sup> Le Parlement édicte les prescriptions d'exécution.

### SECTION 3 : Organisation<sup>1)</sup>

a) Commission  
consultative pour  
le développe-  
ment de  
l'économie

**Art. 10** <sup>1</sup> L'organe consultatif pour l'application de la présente loi est une commission composée de onze membres au maximum, dont font partie des représentants de la Société pour le développement de l'économie jurassienne, des partenaires sociaux, des associations régionales de développement économique, ainsi que des spécialistes de l'économie cantonale.<sup>3)</sup>

<sup>1bis</sup> La commission préavise les projets qui lui sont soumis par le Gouvernement ou le Département de l'économie et de la santé<sup>14)</sup>.<sup>2)</sup>

<sup>1er</sup> La commission peut, de sa propre initiative, faire des propositions au Département de l'économie et de la santé<sup>14)</sup>, <sup>2)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement édicte le règlement, nomme le président et les membres de la commission.

b) Services de l'administration<sup>2)</sup>

**Art. 11**<sup>3)</sup> S'agissant de développement économique, le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, le cahier des tâches du Service de l'économie et de l'emploi<sup>13)</sup>, du délégué au développement économique, du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire<sup>15)</sup>, ou de toute autre unité administrative.

#### SECTION 4 : Coordination et collaboration<sup>1)</sup>

Coordination et collaboration

**Art. 12** <sup>1</sup> Lors de l'établissement et de l'application de prescriptions relatives à la présente loi, les autorités veilleront à assurer la collaboration entre les services cantonaux intéressés, ainsi qu'avec les communes, syndicats de communes et régions, les autres cantons et la Confédération.

<sup>2</sup> Le Gouvernement et le Département de l'économie et de la santé<sup>14)</sup> consultent tous les milieux intéressés au développement de l'économie et coordonnent les activités d'organismes régionaux.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>6)</sup>

#### SECTION 5 : Paix du travail<sup>1)</sup>

Paix du travail

**Art. 12a**<sup>2)</sup><sup>9)</sup> <sup>1</sup> Le bénéficiaire d'une aide financière au sens de la présente loi s'engage, pendant toute la durée de l'aide, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête le mode de contrôle de la présente disposition et désigne l'unité administrative chargée de l'appliquer.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'alinéa 1 ne sont pas respectées, l'aide financière peut être suspendue, supprimée ou soumise à restitution.

## SECTION 6 : Juridiction<sup>1)</sup>

Juridiction

**Art. 13** <sup>1</sup> Les différends sur la restitution de prestations ou d'avantages pécuniaires sont tranchés par la Cour administrative du Tribunal cantonal.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Le for doit faire l'objet d'une mention dans les contrats sur l'octroi des prestations.

## SECTION 7 : Dispositions finales<sup>1)</sup>

Dispositions  
d'exécution

**Art. 14** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

Entrée en  
vigueur

**Art. 15** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>2)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) Titre introduit par le ch. I de la loi du 14 décembre 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1985
- 2) Introduit par le ch. I de la loi du 14 décembre 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1985
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1985
- 4) RSJU 413.11
- 5) Nouvelle teneur (modification rédactionnelle) selon l'arrêté du Parlement du 15 décembre 1983 portant application de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984 ([RSJU 837.0](#))



- 6) Abrogé par le ch. I de la loi du 14 décembre 1984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1985
- 7) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017
- 13) Nouvelle dénomination selon le ch. II du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 3 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015
- 14) Nouvelle dénomination selon l'article 15 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 15) Nouvelle dénomination selon l'article 71 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006



**Arrêté  
relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière  
et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités  
économiques**

du 22 novembre 2006

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 47, 78, lettre b, et 84, lettre h, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 3 et 5 de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022 (étape 1 : 2013-2017)<sup>3), 5)</sup>

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le projet de créer une triple structure immobilière, financière et promotionnelle au sens du présent arrêté, destinée à favoriser la création de nouvelles activités économiques, est approuvé.

<sup>2</sup> Le Gouvernement veille à l'exécution du projet.

**Art. 2** <sup>1</sup> Le Gouvernement favorise la mise en place d'une société financière, sous la forme d'une fondation de droit privé, dont le but consiste à financer des projets d'activités économiques présentant un caractère novateur.

<sup>2</sup> A cette fin, il encourage la recherche des investisseurs disposés à y participer.

<sup>3</sup> L'Etat ne participe pas au financement de la fondation.

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Gouvernement participe à la création d'une société anonyme dans le dessein d'identifier des projets d'activités économiques nouvelles et d'en favoriser la réalisation par des actions d'accompagnement ("coaching").

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 34 % au capital social de la société.

<sup>3</sup> A cet effet, un crédit de 34 000 francs est octroyé au Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup>; ce crédit est imputable à la rubrique budgétaire 300.577.00.

<sup>3bis</sup> En cas d'augmentation du capital social de la société, le Gouvernement peut renoncer à maintenir la participation de l'Etat au capital social à 34 % au moins.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> Les charges de la société sont couvertes par ses recettes propres, les contributions de tiers et une subvention de l'Etat déterminée sur la base d'une enveloppe financière pluriannuelle.

<sup>5</sup> Le versement de cette subvention est subordonné notamment à l'engagement de la société de réaliser les buts fixés dans le contrat de prestations conclu avec le Gouvernement.<sup>5)</sup>

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement participe à la création d'une société immobilière sous la forme d'une société anonyme, dont le but est d'aménager des structures d'accueil dans les trois districts au sens du programme de développement économique.

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 34 % au capital social de la société.

<sup>3</sup> A cette fin, un crédit de 340 000 francs est octroyé au Service de l'économie et de l'emploi<sup>7)</sup>; ce crédit est imputable à la rubrique budgétaire 300.577.00.

<sup>4</sup> En cas d'augmentation du capital social de la société, le Gouvernement peut renoncer à maintenir la participation de l'Etat au capital social à 34 % au moins.<sup>6)</sup>

**Art. 5** Le Gouvernement veille à ce que ces trois structures œuvrent de manière coordonnée et se donnent des objectifs complémentaires.

**Art. 6** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 7** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>4)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 22 novembre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 901.1](#)

3) [RSJU 901.111](#)

4) 1<sup>er</sup> février 2007

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017

6) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017

7) Nouvelle dénomination selon le ch. II du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 3 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015



## **Arrêté fixant la taxe de séjour**

du 14 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 21 de la loi du 31 mai 1990 sur le tourisme<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La taxe de séjour est fixée comme suit :

- a) Fr. 3.00 par personne et par nuitée dans les hôtels, motels, pensions, auberge et établissements analogues, ainsi que dans les chambres d'hôtes, maisons et appartements de vacances;
- b) Fr. 2.00 par personne et par nuitée dans les campings et véhicules aménagés pour l'hébergement, les auberges de jeunesse, les hébergements offrant l'aventure sur la paille, les dortoirs, les colonies de vacances et les abris de protection civile.

**Art. 2** L'arrêté du 18 décembre 1990 fixant la taxe de séjour est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 14 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<sup>1)</sup> [RSJU 935.211](#)

